Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13300 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 3 NOVEMBRE 1987

Les changements en Chine et en Union soviétique

La solution Deng Xiaoping

C'est de main de maître que M. Deng Xiaoping et son successeur désigné, Zhao Ziyang, auront mené les débats du XIIIe congrès du PC chinois, qui s'est achevé le lundi 2 novembre. Les « anciens » ont, bon gré mal gré, cédé la place à des plus jeunes, et les options du réformisme ont été réaffirmées. Le rajeunissement des organes dirigeants est sans précédent, et surtout la continuité du régime semble assurée sans heurt.

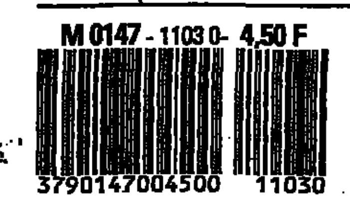
Tel n'avait pas été le cas après la disparition de Mao Zedong. En préparant son départ, M. Deng a voulu éviter qu'un exemple aussi déplorable ne se reproduise. Après les incertitudes qui avaient suivi le limogeage, en janvier, de l'ancien secrétaire général, M. Hu Yaobang, le calme est apparemment revenu ; à tel point que M. Hu retrouve son siège au bureau politique.

Pour en arriver là, l'« homme fort » du régime aura dû exercer de fortes pressions sur ses vieux camarades, peu pressés de quitter la scène et de voir reléguer au magasin des accessoires les « grands principes » au nom desquels ils avaient fait la révolution. M. Deng continue en outre de tirer les ficelles et demeurera l'ultime recours jusqu'à ce qu'il aille, comme il l'a dit, « retrouver Marx ». S'il n'est plus rien officiellement dans les organes dirigeants, il conserve le poste-clé de président de la commission militaire du comité central.

La contre-offensive des éléments conservateurs aurait-elle fait long feu ? Leurs ténors sont partis, et leurs idées n'ont guère trouvé de place dans le long discours-programme de M. Zhao. Il ne faudrait pas en conclure que la partie est jouée. Une nouvelle génération de conservateurs, ou du moins de réformateurs prudents, accède également à des postes de responsabilité. Le plus connu est M. Li Peng, qui entre au comité permanent du bureau politique et devrait succéder à M. Zhao à la tête du gouvernement. Au sein de cet organe qui dirige collectivement le pays, deux seulement des cinq titulaires peuvent être catalogués comme favorables à l'approfondissement des réformes.

Ce sera donc désormais à M. Zhao de jouer, avec « derrière le rideau » un M. Deng à la fois ange gardien et statue du Commandeur. Economiste avant d'être politicien, il va devoir trouver des réponses aux questions posées par les conservateurs sur les dérapages d'une réforme dont il a été l'architecte, et effectuer de savants arbitrages entre tendances rivales. Il va surtout devoir tracer lui-même la voie sur laquelle s'engagera la Chine, sans l'intervention de ces vétérans qui, depuis la fondation du PC et de la République populaire, n'ont cessé de prendre les décisions entre eux. La relève donne désormais leur chance à de nombreux nouveaux dont l'enthousiasme réformateur est souvent tempéré par le manque d'expérience. Auront-ils plus de succès dans leur lutte contre le bureaucratisme, le conservatisme et pour un assainissement de la situation économique ? Toujours est-il qu'une page est bel et bien tournée dans l'histoire de la Chine.

(Lire page 6 les articles de PATRICE DE BEER et FRANCIS DERON.)



M. Mikhaïl Gorbatchev dénonce les « forces conservatrices »

Prenant la parole, lundi matin 2 novembre, au Kremlin à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, M. Gorbatchev a longuement évoqué, comme on s'y attendait, certaines périodes de l'histoire de l'URSS, de Lénine aux dernières années du brejnévisme.

Le secrétaire général du PC soviétique s'est montré sur ce terrain d'une grande prudence. Non seulement il a sévèrement condamné le trotskisme et le personnage même de Trotski, mais il a également mis l'accent sur les « erreurs » commises par Boukharine et d'autres membres de la direction soviétique à l'époque. S'agissant de la période stalinienne, M. Gorbatchev a vivement dénoncé le culte de la personnalité et la répression qui l'avait accompagné, tout en notant le rôle positif que Staline a pu jouer, notamment dans la conduite de la deuxième guerre mondiale. La question des réhabilitations, a-t-il annoncé, sera examinée par une commission spéciale auprès du comité central. Le chef du Kremlin a enfin lancé une mise en garde contre les « forces conservatrices » qui font obstacle à sa politique de restructuration.



Autoritaire et pragmatique

Notre collaborateur Michel Tatu va publier aux éditions du Centurion un livre sur la biographie de Mikhaïl Gorbatchev et sur son œuvre. Nous présentons ci-dessous de larges extraits du chapitre introductif de cet ouvrage.

par Michel Tatu

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev devint, le 11 mars 1985, à cinquante-quatre ans, le plus jeune secrétaire général que le PC soviétique ait connu depuis Staline, tout le monde comprit, en URSS comme à l'étranger, qu'un épisode décisif venait de se produire. Après deux interrègnes aussi brefs que dérisoires suivant une longue phase de déclin de Brejnev et de tout ce qu'il représentait, cette succession était enfin la bonne. Dans tous les cas elle était faite pour durer. L'Union soviétique s'était donné un maître, peut-être pour vingt ans.

Mais deux questions se posaient en même temps : Gorbatchev est-il un réformateur ? Quel genre d'homme est-il, un homme de caractère ou un mollasson dépassé par les événements, un esprit clair ou confus, en un mot un fort ou un faible ?

Nous sommes mieux placés maintenant pour répondre à ces questions. La première a trouvé sa réponse au début de 1986 : oui, Mikhaïl Gorbatchev est un réformateur, oui, il est sérieusement décidé à faire bouger les choses. Le septicisme, voire les sarcasmes, qui avaient accueilli ses premières démarches ne sont plus de mise aujourd'hui.

Ses initiatives visent bien sûr à donner une meilleure image de l'URSS à l'étranger, à *ranimer* une propagande stérile. Mais on commettrait une grave erreur à voir dans tout cela de la « poudre aux yeux » destinée à endormir notre vigilance d'Occidentaux, un simple artifice visant à donner le change, à améliorer l'emballage de la même marchandise. Bien sûr qu'il cherche d'abord à rendre plus efficace le système dont il a hérité. Mais il a compris ce que les observateurs objectifs, soviétiques ou étrangers, avaient dit depuis des années, en dehors même de tout jugement moral : le système va à sa perte s'il n'est pas réformé en profondeur, s'il ne fait pas l'objet d'une nouvelle révolution. Et cette révolution a commencé.

La réponse à la seconde question n'est apparue que beaucoup plus tard, au cours du printemps et de l'été 1987, et elle est également positive : oui, Mikhaïl Gorbatchev est un dirigeant capable et fort, il est même, tout à la fois, plus habile et déterminé que prévu. Non pas qu'il faille privilégier les qualités de charme et de compétence que lui prêtent ses interlocuteurs habituels, c'est un élément à considérer, mais l'essentiel n'est pas là. Plus impressionnantes nous paraissent la conséquence qu'il manifeste dans l'action, la ténacité avec laquelle il contourne les obstacles, la diversité des moyens par lesquels il écarte les gêneurs : brutalement quand il le peut (voir ce qui est arrivé à son rival Romanov), avec élégance s'il le faut (la mise à l'écart de Gromyko), par la ruse quand les choses ne sont pas encore mûres et demandent des détours.

Bien sûr, il [illegible] précipitation, il donne parfois l'impression de s'attaquer à trop de problèmes – et trop d'ennemis – à la fois. Mais avec Gorbatchev, c'est tout le processus politique qui a changé. Les plénums périodiques du comité central font toujours partie du rite, mais ils ne sont plus les « non-événements » qu'ils étaient sous Brejnev. Tant qu'il n'est pas assuré d'en faire à chaque fois une étape de plus, et vigoureuse, sur le chemin de la « restructuration », Gorbatchev préfère les retarder, et tant pis pour le qu'en-dira-t-on : ne décrit-il pas longuement lui-même, au risque de donner l'impression qu'il en rajoute, les résistances rencontrées à tous les niveaux ?

(Lire la suite page 5, nos informations pages 4 et 40 et dans le supplément économique, page 35 : « L'empreinte stalinienne », par GÉRARD DUCHÊNE.)

Le PS et l'affaire Luchaire

Le rapport Barba fournit des pistes pour la recherche des bénéficiaires des commissions

Le dossier Luchaire – vente d'armes françaises à l'Iran – connaît une brusque accélération. Selon « l'Express » et « le Point », plusieurs proches de l'ancien ministre socialiste de la défense, M. Hernu, pourraient être inculpés. Ces développements judiciaires s'appuieraient sur le rapport « confidentiel-défense » de M. Barba, contrôleur général des armées, chargé par M. Giraud d'une enquête administrative. Cette enquête fournit des pistes sur les bénéficiaires des commissions. Le porte-parole du PS, M. Queyranne, a demandé la publication intégrale du rapport.

Lire page 13 les articles de JACQUES ISNARD et GEORGES MARION

La mort de René Lévesque

L'ancien premier ministre du Québec incarnait l'intuition au pouvoir

PAGE 7

Le dollar orienté à la baisse

L'incertitude continue sur les marchés boursiers et monétaires

PAGE 37

Personnes âgées : l'autonomie

Le rapport Braun préconise des mesures en faveur du quatrième âge

PAGE 14

Télévision : les retards du câble

Face aux difficultés de commercialisation les opérateurs veulent lancer de nouvelles chaînes

PAGE 18

Le Monde

ÉCONOMIE

■ Autoréforme dans la fonction publique japonaise. ■ Leçons de crise : « Le double message du marché », par Jacques Mistral ; « Le jeu dangereux des deux bulles », par Henri Bourguinat. ■ La chronique de Paul Fabra : « C'est la faute du messager ».

Pages 33 à 36

LE MONDE DU VIN

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 40

Le président du CDS à « L'heure de vérité »

Pierre Méhaignerie, l'homme tranquille

M. Pierre Méhaignerie devait être, pour la première fois, le lundi 2 novembre, l'invité de « L'heure de vérité », sur Antenne 2. Dans un entretien publié par *le Journal du dimanche*, le président du CDS vient de se prononcer pour un « ralentissement » des opérations de privatisation, sans aller toutefois jusqu'à parler de « pause ».

A quarante-huit ans, son blason est déjà frappé de toutes les armes d'un vieux baron de la politique : maire, président de conseil général, député, ministre, chef de parti. Anobli par Valéry Giscard d'Estaing, réanobli en mars 1986 par Jacques Chirac, couvé par Raymond Barre, Prince de Bretagne, grand connétable à Paris et peut-être, demain, premier ministre d'un septennat barriste ou d'un François Mitterrand sonnant à nouveau le rassemblement.

Et pourtant, Pierre Méhaignerie en est encore presque à ignorer ce qu'est une courbe des sondages, un plateau de télévision ou les grandes manchettes des journaux. Comme si, pour vivre heureux, il lui était indispensable de vivre caché.

A l'heure de la politique spectacle, il continue à être relégué dans les coulisses de la grande scène. Soigner son look, s'habiller chez Dior, courir le marathon ? Ce n'est pas son truc. Gesticuler sur les tribunes ? Il ne sait pas faire. Le pourrait-il qu'il ne le voudrait pas. Pierre Méhaignerie existe et, bizarrement, les Français ne l'ont toujours pas rencontré. Par sa faute ? Sans doute.

Cette répugnance à se mettre en avant, Pierre Méhaignerie la tire de ses racines paysannes. Chez les Méhaignerie, on a sa fierté mais on n'a jamais aimé ceux qui font les fiers. A Balazé (Ille-et-Vilaine), les Méhaignerie sont maires, de père en fils, depuis cent quatre ans. C'est là que « *le Pierrot* » est né, dans la petite ferme familiale de 25 hectares du hameau de La Haute-Vougerie.

« *Chez nous*, se souvient Paul, le frère qui vit aujourd'hui sur la ferme, *le clochard comme le préfet avait son café à table. Les responsabilités politiques allaient de pair avec la notion de service.* »

Député MRP dès la Libération, le père Méhaignerie tient ses permanences à la maison. Les « huiles » de l'époque de la démocratie chrétienne, les Teitgen, Pflimlin, Robert Schuman et tant d'autres sont souvent de passage.

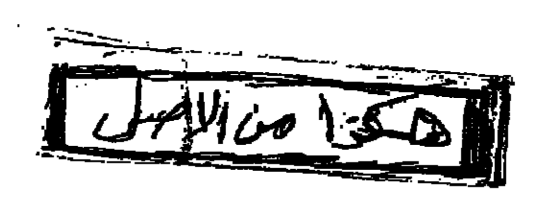
Réfugiés derrière la porte, les enfants sont habitués à attendre, pour dîner, que le dernier visiteur ait été reconduit. On vouvoie des parents qui portent haut les valeurs paysannes inspirées du plus pur catholicisme social.

Comme ses sept frères et sœurs, Pierre Méhaignerie reste à jamais marqué par la figure d'autorité de son père et par celle, accueillante, de sa mère. Tel père, tel fils... jusque sur les tribunes.

DANIEL CARTON et PIERRE SERVENT.

(Lire la suite page 10.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, [illegible] ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 156 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, [illegible] ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.



Débats

Le synode, occasion manquée

Et si on laïcisait les clercs ?

par HENRI FESQUET

A VOIR le synode romain sur les laïcs – clérical par définition – patiner, déraper, s'enliser, les dénigreurs ne se lamentent guère ; mais il en est d'autres pour regretter cette occasion manquée de mettre les pendules à l'heure.

Pendant son sommeil, le cardinal Hume, archevêque de Westminster, a vu une femme nonce, qui avait quitté son logis pour prononcer une homélie à la paroisse voisine (*le Monde* du 29 octobre). Il n'est pas le seul à rêver. D'autres chrétiens ont déjà eu des songes de cette veine qui font d'une pierre deux ou trois coups : imaginer le Vatican nommer des nonces laïcs – alors qu'aujourd'hui, ce sont toujours des évêques – et renouveler le style des prédications en les confiant au sexe faible, les des tâches administratives.

Voilà un prince de l'Eglise dans le vent qui a écouté l'Esprit-Saint sur les rives de la Tamise ; un joli rêve pour Fioretti du troisième millénaire. Quelle aubaine pour une assemblée épiscopale d'entendre un des siens mettre son humour de fin candide au service de l'Eglise d'après-demain ! Cela change du psittacisme d'un auditoire quelque peu dur d'oreille devant les requêtes des chrétiens de base.

Faut-il réclamer que les femmes aient accès au diaconat ou que les clercs d'aujourd'hui puissent prendre femme ? Le vrai problème est ailleurs. A savoir qu'il est moins important de « cléricaliser » les laïcs – hommes ou femmes – que de « laïciser » le sacerdoce ?

Est-il certain que l'Eglise ait un besoin urgent de vocations à plein temps ? Ne serait-il pas préférable d'ordonner les laïcs mariés des deux sexes ? Pour quelques semestres ou quelques années, selon les circonstances, de telle sorte que se trouve régénérée – voire défaite – la caste sacerdotale.

Le modèle actuel n'est pas de droit divin, et Jésus s'est montré plutôt féroce pour les prêtres, grands ou moyens, de son temps. Qu'il faille quelques permanents dans l'Église, cela va de soi. Et les moines sont là pour ça. Mais depuis quelques siècles, les protestants prouvent que les paroisses peuvent être desservies par les laïcs, et l'eucharistie célébrée par l'ensemble de la communauté.

Il n'est pas deux sortes de fidèles sans vases communicants mais une seule, dont les fonctions sont diversifiées. Si, par impossible, l'Eglise se trouvait composée par une majorité de clercs, elle aurait beaucoup à perdre. Dans l'hypothèse inverse, n'aurait-elle pas beaucoup à gagner ? Les laïcs sont plus disposés à appeler « frère » leur pasteur que « père ». Il en va ainsi à Taizé, notamment, qui reste exemplaire à plus d'un titre.

Trop d'évêques, trop de fidèles ont encore dans la tête une image pyramidale de l'Eglise ; image qui ne correspond guère aux assemblées chrétiennes primitives. La crise actuelle des vocations, réputée si inquiétante, est vraisemblablement une crise artificielle engendrée par des structures humaines surannées plutôt que par une crise de la foi ou par une négligence envers la communauté des croyants.

C'est toujours par l'imagination créatrice que l'Eglise s'est tirée des ornières de l'histoire.

Courrier du Monde

COMPTABILITÉ

Ancienneté combattante

Fils d'immigrés italiens, je fus engagé volontaire pour la durée de la guerre en 1939. Dernièrement, quelle ne fut pas ma surprise en demandant ma carte d'ancien combattant de me la voir refuser ! Pour le motif suivant (je cite le texte) : « *Vous totalisez soixante-deux jours (toutes bonifications comprises) de présence en unité que l'autorité militaire qualifie de combattante au lieu des quatre-vingt-dix jours nécessaires à l'octroi du titre.* » Fin de citation.

J'ose espérer que ceux qui sont morts pour la France avant d'avoir totalisé les quatre-vint-dix jours nécessaires à l'octroi du titre seront quand même des anciens combattants à titre posthume. En ce qui me concerne, je me consolerai de n'être que la victime des décisions arbitraires compétentes et d'un armistice qui m'a démobilisé trop tôt en juin 1940 !

M. TERRA-VECCHIA
(Bonneville, Haute-Savoie).

TOCSIN

Affaires de presse

« *En France,* a dit Chamfort, *on laisse en repos ceux qui mettent le feu, et on persécute ceux qui sonnent le tocsin.* » Ainsi, dans ce beau pays où s'affairent tant de sages banquiers, tant d'honnêtes bijoutiers et quelques ministres fortunés, on répugne à rendre justice aux victimes d'une banqueroute, et l'on traîne rondement devant les tribunaux un journal qui tâche d'informer les citoyens.

ANDRÉ BOUVET
(Rumilly, Haute-Savoie).

PUBLICATION

La correspondance de Zola

J'ai lu l'article que *le Monde* a consacré à la vente du manuscrit de *J'accuse* et de 360 lettres d'exil de Zola.

Il s'y est glissé une petite inexactitude. L'auteur écrit que je n'ai pas trouvé d'éditeur français pour la *Correspondance* de Zola, en dix volumes, dont je codirige l'édition avec un collègue canadien. La réalité est la suivante :

La *Correspondance* d'Emile Zola, en dix volumes, est éditée par une équipe de chercheurs canadiens et français, conjointement à l'université de Toronto et à l'institut des textes et manuscrits modernes du CNRS. Six volumes ont paru à ce jour. Elle est publiée en coédition par les Presses de l'Université de Montréal et les Editions du CNRS.

HENRI MITTERAND.

RÉPONSE

L'Église ? Monarchique

Je suis un peu étonné de voir qu'un professeur de l'université de Nantes, M. Guy Goureaux, s'interroge, par l'entremise de votre journal du 15 octobre, sur la structure de l'Eglise en se demandant : « *Si l'Eglise n'est pas une démocratie, qu'est-elle ?* »

Or la réponse est fort simple : l'Eglise est une monarchie élective. C'est tout.

LIVIO MISSIR de LUSIGNAN
(Bruxelles).

● **PRÉCISION.** – La lettre publiée dans *le Monde* du 15 octobre sous le titre « Les jeunes et le révisionnisme » a été à tort attribuée à Mme Chellat, de Saint-Genis-Laval (Rhône). Mme Chellat n'était pas l'auteur de cette lettre.

L'absentéisme parlementaire n'est pas une fatalité

Il existe des moyens pour lutter contre la primauté du « localisme » et restaurer le « législateur » dans sa spécificité.

par PIERRE MAZEAUD (*)

SANS dramatiser les événements qui viennent d'illustrer si tristement la chronique parlementaire, il convient tout de même d'en souligner la gravité. L'absentéisme parlementaire n'est pas un phénomène nouveau. Mais l'ampleur qu'il a prise récemment mérite que l'on y réfléchisse avec attention et sérieux, au-delà des polémiques stériles, sans esprit de parti. L'absentéisme, que chacun dénonce aujourd'hui à juste titre, témoigne du profond malaise qui entoure la fonction parlementaire.

Il est urgent d'y remédier pour éviter de voir resurgir un détestable climat d'antiparlementarisme toujours latent dans l'opinion publique. Toute remise en cause de la crédibilité de l'institution parlementaire jette le discrédit sur la démocratie. Limitant la toute-puissance de l'exécutif, le Parlement joue en effet un rôle déterminant dans l'équilibre des pouvoirs et par conséquent dans la sauvegarde des libertés individuelles. L'antiparlementarisme annonce bien souvent les prémices d'une négation de la démocratie.

Je ne prétends pas fournir ici les remèdes miracles, mais souhaite simplement appeler l'attention de mes concitoyens et plus particulièrement de mes collègues, responsables politiques de tous niveaux, sur quelques éléments de réflexion. A mes yeux, les solutions doivent être recherchées non seulement au sein de l'institution parlementaire elle-même, mais aussi au niveau de l'ensemble de nos institutions.

Trois remèdes

Trois remèdes d'ordre parlementaire me paraissent devoir retenir l'attention : le retour à une conception du rôle des élus plus conforme à la théorie classique du mandat représentatif, la stricte application de certaines dispositions de notre actuel droit parlementaire, l'organisation plus rationnelle des travaux parlementaires.

La théorie du mandat représentatif constitue l'un des piliers de notre droit public. Bien qu'élu d'une seule circonscription, département ou territoire, le député est titulaire d'un mandat conféré par l'ensemble de la nation. Chaque parlementaire représente le pays tout entier. Une telle conception exclut toute représentation des électeurs eux-mêmes et toute subordination du représentant. Le parlementaire est le représentant de l'intérêt national. La prise en considération des intérêts locaux ne doit pas entraver la recherche de l'intérêt général. L'élu ne saurait réduire sa fonction à celle d'un simple médiateur entre ses électeurs et les pouvoirs constitués. Depuis 1958, l'écart entre le rôle institutionnel et le rôle réel du député n'a cessé de s'accroître. Il faut en finir avec le député-assistante sociale et restaurer la fonction parlementaire. Voter le budget, faire les lois et contrôler l'exécutif, tel doit être l'essentiel de sa mission. Le rôle local du député ne doit plus altérer son rôle national. L'absentéisme des députés témoigne en fait du peu d'importance que revêt à leurs yeux ce qui constitue pourtant leur obligation essentielle. Le parlementaire doit redevenir législateur. Une nouvelle distribution des rôles entre élus nationaux et élus locaux s'impose.

Une telle redéfinition du rôle du député devrait inciter les élus à une plus grande assiduité. Pour les y contraindre, il suffirait d'appliquer de manière plus stricte certaines dispositions de notre actuel droit parlementaire. Ainsi, la mise en application des dispositions sur le vote personnel obligerait les députés à venir en séance. De même, l'article 162 du règlement intérieur de l'Assemblée prévoit que l'indemnité de fonction est due aux députés prenant régulièrement part aux travaux de l'Assemblée. Des retenues pécuniaires sont prévues pour sanctionner tout manquement à ces dispositions. Rarement appliquées jusqu'en 1970, ces sanctions semblent être aujourd'hui tombées en désuétude. Les remettre en vigueur ne serait sans doute pas inutile.

Mais réprimer ne suffit pas, il faut avant tout persuader. L'organisation de manière plus rationnelle des travaux parlementaires constituerait sans aucun doute pour les élus une des plus vives incitations à participer plus régulièrement aux activités de l'Assemblée dont ils sont membres. L'examen minutieux de l'agenda de chaque parlementaire fait apparaître la diversité et la complexité de sa tâche. La présence en séance plénière ne constitue qu'un aspect du travail parlementaire. La participation aux séances de commissions, aux réunions de groupes politiques et à différents groupes de travail, la rédaction de rapports, de propositions de loi ou d'amendements sont des tâches moins spectaculaires que la présence dans l'hémicycle mais tout aussi importantes. Est-il besoin de rappeler que les décisions parlementaires ne sont que très rarement le résultat de la séance plénière, mais résultent au contraire de négociations préalables effectuées au niveau des groupes politiques ? Confirmant la plupart du temps des décisions prises dans d'autres enceintes, la séance publique n'est pas toujours très attrayante aux yeux des élus qui doivent livrer une perpétuelle bataille contre le temps.

C'est pourquoi il devient urgent de revoir notre conception et notre organisation du travail parlementaire. Réaménagement du calendrier des sessions et des séances, redistribution des rôles entre séances plénières et commissions, et nouvelles dotations en moyens humains, matériels et financiers alloués aux élus, tels sont à mes yeux les préalables nécessaires – mais non suffisants –à toute revalorisation de la fonction parlementaire. C'est à ce prix que le Parlement retrouvera sa place et que les élus, satisfaits de leur rôle national, cesseront de rechercher un « rôle de substitution au niveau local ». L'aspect national de la fonction parlementaire redeviendra leur préoccupation essentielle.

Le cumul

Pour parvenir à un tel résultat, les mesures d'ordre strictement parlementaire ne sauraient suffire. D'autres éléments de notre système institutionnel doivent eux aussi être repensés. A cet égard, deux aspects retiennent d'ores et déjà mon attention : le cumul des mandats et notre système électoral.

Pratique peu usitée dans la plupart des systèmes démocratiques, le cumul des mandats est aujourd'hui un des traits caractéristiques de notre République. Le droit français reste, en ce domaine, bien silencieux. Si les cumuls horizontaux sont interdits, l'état actuel de notre législation permet une multiplicité de cumuls. Le parlementaire peut être simultanément maire et conseiller général, ou maire et membre d'un conseil de communauté urbaine et, avec la loi du 5 juillet 1972, les députés sont devenus conseillers régionaux. Ce cumul légal et obligatoire a été récemment revu et la loi du 30 décembre 1985 a, fort heureusement, réduit ces possibilités de cumul. Mais ce premier pas ne saurait suffire, et il faut aller plus loin si l'on veut établir un dispositif anti-cumul efficace. En effet, ne concernant pas les mandats en cours, les effets de cette loi ne se feront sentir qu'après les prochaines élections locales. De plus, cette loi n'impose qu'une interdiction partielle à la diversification des responsabilités locales détenues par les élus nationaux.

En outre, la structure de l'administration française et ses pratiques encouragent les parlementaires à officialiser leur présence à tous les échelons par la conquête des mandats correspondants. Décentralisation et régionalisation ne font qu'accroître cette tentation, déjà forte, chez un trop grand nombre d'élus. On peut d'ailleurs, à juste titre, s'interroger sur le bien-fondé de nos multiples échelons d'administration locale. Une refonte de notre géographie administrative ne serait sans doute pas inutile. Certaines régions ressemblent fort à des géants aux mains nues sans pouvoir ni ressources. Ainsi, la région Rhône-Alpes a un budget pratiquement équivalent à celui du seul département de Haute-Savoie. Est-ce bien raisonnable ?

Les cumuls de mandats déjà évoqués sont plus fréquents sous la Ve que sous les républiques précédentes. Depuis 1958, près de la moitié des députés sont en même temps maires et, comme le montre Jean-Claude Masclet, « *les maires des grandes villes ont une sorte de vocation naturelle à la députation* (1) ».

Juge et partie

Le non-cumul est progressivement devenu une situation exceptionnelle. Très lié à sa circonscription et à ses électeurs, le député consacre une part de plus en plus importante – pour ne pas dire excessive – de ses activités à la défense des intérêts locaux. Il intervient en faveur des collectivités locales et des intérêts privés des habitants de sa circonscription. Tout cela se fait au détriment de son mandat national qu'il n'est plus toujours en mesure d'exercer de façon satisfaisante, même si ses attaches locales lui confèrent parfois une meilleure connaissance concrète des réalités économiques et sociales et des attentes des administrés.

Outre ces inconvénients d'ordre intellectuel – la pluralité des mandats place bien souvent l'élu en situation de juge et partie, – le cumul des mandats génère de multiples difficultés d'ordre matériel. Les chevauchements entre les sessions et les réunions des diverses institutions auxquelles appartient le député l'empêchent de mener à bien une multitude de tâches complexes et trop diversifiées. Le suppléant devrait devenir le « double local » du député, ce qui allégerait d'autant ses contraintes locales et limiterait la trop fréquente abdication devant son rôle national.

Enfin, lutter contre la primauté du localisme suppose l'adoption d'un mode de scrutin approprié. Le mode de scrutin adopté en 1958 a joué un rôle considérable dans la transformation du député français en « homme de circonscription ». En rapprochant le député de l'électeur et en personnalisant l'élection, notre mode de scrutin actuel renforce le localisme des mandats. Pratiquée de manière durable, la représentation proportionnelle placerait les élus sous la totale dépendance de leur parti. En effet, avec un tel mode de scrutin, l'élection, sans rien devoir au mérite du candidat, dépend de la composition des listes établie par les états-majors partisans. La combinaison des deux logiques majoritaire et proportionnelle – comme certaines démocraties la pratiquent déjà – permettrait de trouver un équilibre entre attaches locales et attaches partisanes de nature à préserver l'indépendance de l'élu, son sens de l'intérêt général et sa disponibilité.

Les institutions ne sont pas immuables. Œuvres de circonstance, elles sont toujours perfectibles. Il appartient aux hommes de les adapter au gré des réalités et des besoins. La valeur démocratique du système se mesure à cette capacité d'évolution, sans oublier toutefois que les institutions, pour déterminantes qu'elles soient, ne sont pas tout. Les acteurs qui les animent portent de lourdes responsabilités dans le fonctionnement des systèmes institutionnels.

Ainsi, en matière parlementaire, il ne suffit pas de faire des lois, encore faut-il faire de bonnes lois, sans succomber aux charmes de l'inflation législative.

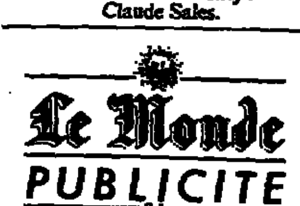
(*) Ancien ministre, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale.

(1) Jean-Claude Masclet, *Un député pour quoi faire ?*, PUF, 1982, p. 110.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

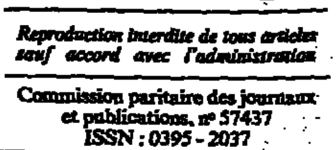
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE



Commission paritaire des journaux et publications, no 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex. 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.N.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

LIBAN : l'attentat contre les trois gendarmes français

Les revendications paraissent relever de la manipulation politique

BEYROUTH
correspondance

Les revendications de l'attentat contre trois gendarmes français le 29 octobre dans la banlieue chrétienne de Beyrouth n'éclaircissent pas le mystère sur l'identité des auteurs. Contradictoires, elles paraissent relever de la manipulation politique.

Peu après le crime, un homme, dans un appel téléphonique à une radio libanaise, avait revendiqué l'opération au nom de l'Armée secrète de libération de l'Arménie (ASALA). La revendication paraissait vraisemblable, l'attentat ayant été commis dans un secteur qui se trouve à la lisière du quartier arménien de Bourj Hammoud et les assassins ayant réussi à disparaître dans le dédale des rues de ce quartier. Cependant, vendredi, une source proche de l'ASALA avait démenti toute implication de cette dernière dans l'attentat.

Deux jours après, une organisation inconnue, l'« Unité armée Panios Chahine » (du nom du chef d'une jacquerie au dix-neuvième siècle) avait fait parvenir à une agence de presse occidentale à Beyrouth un communiqué revendiquant la paternité de l'opération, affirmant qu'elle représente un « *ultimatum au gouvernement français* » et exigeant la « *libération du militant Georges Ibrahim Abdallah* », chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) détenu en France. Mais M. Joseph Abdallah, frère de ce dernier, se déclare convaincu que le communiqué est l'œuvre des Forces libanaises (la milice chrétienne), qui chercheraient ainsi à masquer leur incapacité à assurer la sécurité des étrangers dans les régions qu'elles contrôlent.

Dans certains milieux politiques hostiles aux Forces libanaises, on n'exclut pas que la revendication du crime fasse partie d'une manipulation visant à attribuer la responsabilité de l'affaire à la Syrie (dont les FARL sont présumées être proches), après le récent rapprochement entre Paris et Damas, qui contrarie les Forces libanaises, violemment hostiles à la présence et à la politique syrienne au Liban.

ROGER GEHCHAN.

Le conflit du Golfe

Diplomatie et opérations militaires

Diplomatie et opérations militaires sont allées de pair, samedi 31 octobre et dimanche 1er novembre, dans le Golfe, où la fin de la tournée du vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Youli Vorontsov, a coïncidé avec de nouvelles critiques iraniennes contre la résolution 598 de l'ONU, dont le responsable soviétique était venu prôner l'application.

Parallèlement, bombardements et raids aériens se sont succédé pendant ces deux derniers jours contre des objectifs économiques tant iraniens qu'irakiens, ainsi que, selon Bagdad, contre un nouveau pétrolier affrété par les Iraniens. Chacun des deux belligérants a ainsi annoncé avoir attaqué et touché des installations pétrolières et des réseaux de communication.

Toute solution au conflit irano-irakien doit être nécessairement précédée d'une victoire « *décisive* » de l'Iran sur le champ de bataille, a estimé le président du Parlement iranien, M. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, peu après le départ de Téhéran de M. Vorontsov. M. Rafsandjani a déclaré qu'il était temps maintenant pour l'Iran « *d'agir de manière décisive sur les fronts* », et qu'un « *coup décisif sur le champ de bataille permettra de trouver la solution au conflit et devra précéder les démarches des organisations internationales* ». Il a, à cette occasion, violemment critiqué l'ONU pour « *ses tergiversations, le manque de clarté de sa récente résolution* [sur le conflit], *son projet de cessez-le-feu inopportun* ».

Avant Téhéran, M. Vorontsov s'était rendu à Bagdad et à Koweït, où la position de l'Union soviétique a fait l'objet ces derniers temps de vives attaques, les officiels ou la presse de ces deux pays reprochant au Kremlin ce qu'ils considèrent comme son parti pris en faveur de l'Iran, un journal koweïtien allant jusqu'à s'interroger sur le bien-fondé de relations diplomatiques avec Moscou.

Au Caire, où il vient d'effectuer une visite officielle, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a également critiqué l'attitude de l'URSS dans le conflit du Golfe, accusant celle-ci d'être à l'origine du retard pris dans l'application de la résolution 598, qui, votée le 20 juillet dernier, appelle Téhéran et Bagdad à cesser les combats.

Par ailleurs, le Japon a rejeté samedi la demande que lui avaient faite les Etats-Unis de se joindre à des sanctions économiques contre l'Iran. Le Japon est l'un des principaux acheteurs de pétrole iranien. – *(AFP, AP, Reuter.)*

IRAN

Incertitude sur le sort de familles Baha'i

GENÈVE
de notre correspondante

La communauté Baha'i de Suisse vient d'alerter les milieux internationaux de Genève sur le cas de cinq personnes sans aucune activité politique qui ont été arrêtées le 21 octobre dans le centre de Téhéran en raison de leurs convictions religieuses et emmenées vers une destination inconnue. Il s'agit de Jamalud-din Khanjani, Hasan Mahboubi, Changiz Fanaiyan, Suhrab Hajiyan et Bahman Samandari.

Agé de quatre-vingt-cinq ans M. Mahboubi est un parent du célèbre « *médecin des pauvres* » Manoucher Hakim, exécuté le 12 janvier 1981 parce qu'il était une personnalité représentative de la communauté Baha'i.

Les cinq personnes arrêtées ont des membres proches de leur famille mariés à des ressortissants suisses. Ces derniers sont intervenus de leur côté à Berne pour que les autorités fédérales fassent tout leur possible afin que leurs parents ne subissent pas le sort de nombreux autres Baha'i arrêtés. Ceux-ci n'avaient fait l'objet d'aucun procès et leurs familles demeurent dans la plus grande incertitude à l'exception de celles qui ont fini par recevoir la notification suivante : « Venez chercher les corps. »

I. V.

Ancien haut dignitaire nazi

Aloïs Brunner « ne regrette rien »

Chicago *(AFP)*. – Le journal américain *Chicago Sun Times* a pu obtenir une interview téléphonique, à son domicile à Damas, de Aloïs Brunner, le plus célèbre criminel de guerre nazi en liberté, dans lequel il affirme son absence totale de regrets pour ses actes. « *Tous ceux-là* (les juifs) *ont mérité de mourir parce qu'ils sont les agents du démon et des déchets humains* », a-t-il déclaré dans cette interview, obtenue la semaine dernière et publiée dans l'édition de dimanche 1er novembre du journal. « *Je n'ai aucun regret et je le referai encore* », a-t-il ajouté. Il a raccroché après avoir confirmé au journaliste qu'il vivait maintenant sous l'identité de George Fischer. Le journal affirme qu'Aloïs Brunner, âgé de soixante-quinze ans, est protégé par le gouvernement syrien du président Hafez El Assad du fait de ses services « *en matière de sécurité* ».

Aloïs Brunner était le collaborateur le plus proche d'Adolf Eichmann, enlevé en Argentine par des agents israéliens avant d'être condamné et pendu. Réputé pour sa cruauté, Brunner a été condamné à mort par contumace en France en 1954 pour la déportation et la mort de cent vingt-huit mille cinq cents juifs.

Les chasseurs de nazis Serge et Beate Klarsfeld avaient établi qu'après la guerre il s'était réfugié en Egypte avant de passer en Syrie en 1955. Depuis 1983, la RFA a entamé des procédures pour obtenir son extradition, mais les autorités syriennes ont toujours fait la sourde oreille.

ISRAËL : la visite du premier ministre

M. Chirac a plaidé devant la Knesset pour une conférence internationale sur le Proche-Orient

JÉRUSALEM
de notre envoyé spécial

Debout devant l'immense et célèbre tapisserie de Chagall, *la Création du monde*, qui orne un long pan de mur de la Knesset, M. Jacques Chirac, dimanche 1er novembre, s'adresse à son hôte, M. Itzhak Shamir : « *Israël*, lui dit-il, *ne serait plus tout à fait Israël s'il ne reconnaissait pas à autrui le droit de choisir aussi son propre destin.* »

S'il ne fallait retenir de cette première journée – ou plutôt demi-journée – de la visite officielle du premier ministre en Israël qu'une image et qu'une phrase, ce pourrait être celles-là. Car en quelques mots l'essentiel fut dit, « *la haute idée que les amis de l'Etat juif ont d'un pays où l'attachement aux valeurs démocratiques est si fort* », la nécessité pour Israël – au nom de cette idée même – de faire en sorte que « *soit reconnu et puisse s'exercer le droit du peuple palestinien à déterminer et à assurer son avenir* ».

Le voyage de M. Chirac en Israël – on l'a souvent répété ces jours-ci à Paris comme à Jérusalem – est une première. Jamais auparavant un chef de gouvernement français n'était venu rendre visite pendant son mandat à l'Etat hébreu, bientôt quadragénaire, fût-ce aux plus belles heures de la IVe République, à l'apogée de cet « âge d'or » – celui d'avant 1967 – dont Israël conserve encore la nostalgie douce-amère.

Si c'est une première importante, ce n'est pourtant pas un événement historique. Car la réconciliation symbolique entre « *David et Marianne* », l'abandon des prudences, la levée des tabous resteront avant tout associés à la visite en Israël de M. Mitterrand en mars 1982.

Aujourd'hui, entre les deux pays, est venu le temps de la sérénité, où, pour reprendre les mots de M. Chirac, l'amitié se veut « *exigeante* » et la sympathie « *vigilante* ». Mais la tentation est forte de mettre en parallèle quelques-uns des propos tenus, dimanche, par M. Chirac dans la grande salle des banquets de la Knesset devant la classe politique israélienne au grand complet, et ceux de M. Mitterrand formulés cinq ans plus tôt à quelques pas d'ici, dans l'hémicycle même du Parlement.

L'existence et la sécurité d'Israël recueillent en France un quasi-consensus. « *Vous n'êtes pas en question en tant qu'Etat* », avait lancé M. Mitterrand. « *Pour l'essentiel, qui est le droit à l'existence et à la sécurité*, a assuré M. Chirac, *Israël sait qu'il peut compter sur la France.* » Le propos fut applaudi. Mais le premier ministre en vint rapidement à ce qu'il appela le « *cœur des choses* ».

« *Comment faire*, demanda-t-il, *pour que les autres peuples, et en particulier le peuple palestinien, bénéficient du droit à disposer d'eux-mêmes, droit imprescriptible dont le peuple juif, l'un des premiers, s'est fait l'avocat et dont la France a fait depuis le siècle dernier l'un des principes fondamentaux de sa politique dans le monde ?* » Droite et gauche en France soutiennent le droit à l'autodétermination des Palestiniens. En 1982, M. Mitterrand avait lâché le mot de « *patrie* » et même celui d'« *Etat* » palestinien, « *car le dialogue suppose que chaque partie puisse aller jusqu'au bout de son droit* ». M. Chirac, dimanche, n'a prononcé ni l'un ni l'autre ; les avait-il à l'esprit ?

Un paragraphe et un silence...

Comment mettre en œuvre l'autodétermination ? « *D'aucuns souhaitent une conférence internationale*, a observé M. Chirac. *D'autres privilégient la négociation directe. Quelles que soient les modalités, le fond du problème réside d'abord dans l'acceptation de l'autre et dans l'ouverture, puis la poursuite du dialogue (...). La France n'a cessé d'encourager toute initiative qui bouscule le mur des méfiances (...).* »

S'adressant à M. Shamir, dont l'hostilité farouche à tout forum international est bien connue, M. Chirac a poursuivi : « *Chacun sait, entre la conférence et le dialogue direct d'Etat à Etat, où vont vos préférences. Je les comprends, et je n'ai nullement l'intention de m'immiscer en quoi que ce soit dans le débat démocratique interne à votre pays. La France, comme ses partenaires de la Communauté européenne, considère qu'il est souhaitable de faire loyalement l'essai de la conférence internationale.* »

Et en quelques phrases M. Chirac prononça cinq fois le mot « *conférence* ». « *Il n'est certes pas question*, ajouta-t-il, *de donner pouvoir d'arbitrage à des puissances extérieures à la région qui viendraient imposer leur manière de voir. La conférence, si elle a lieu, doit être fondée sur l'égale souveraineté des Etats (...), une conférence est le moyen le plus naturel de réunir les parties directement intéressées, et les Etats membres permanents du Conseil de sécurité. Ceux-ci ont des responsabilités particulières pour le maintien de la paix, et ils ont une certaine capacité de garantir le règlement global qui doit résulter des négociations.* »

Le légitime souci de neutralité et de non-ingérence envers Israël n'a donc pas empêché M. Chirac de plaider avec conviction et sans ambiguïté pour une formule de règlement diplomatique qui a les faveurs – non de M. Shamir – mais de son partenaire-adversaire travailliste et ministre des affaires étrangères du gouvernement d'union nationale, M. Shimon Pérès. Les deux hommes ont d'ailleurs eu, dès dimanche, un entretien. Mais M. Chirac, soucieux de désarmer la méfiance de son homologue israélien envers une conférence internationale, a fait ressortir que celle-ci comporterait pour Israël certains avantages, pourvu que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité y participent.

De cette allocution très « *politique* », on retiendra encore un petit paragraphe et un silence. « *La passivité dont a fait preuve l'Occident voici près d'un demi-siècle*, a rappelé M. Chirac, *justifie qu'aujourd'hui nous soyons attentifs et résolus à tuer dans le germe les signes, quels qu'ils soient, ou qu'ils soient, de la violence, du racisme, de l'antisémitisme. La mémoire si douloureuse d'Israël est devenue la nôtre.* » Ce furent les seules phrases du discours faisant écho à un débat politique hexagonal du moment. Le silence renvoyait, lui, au problème palestinien : M. Chirac n'a soufflé mot de l'OLP, ni même fait allusion au « *rituel représentant légitime* » des Palestiniens. Le premier avait pourtant dans une interview au mensuel français *l'Arche* rappelé que l'OLP devrait être « *associée* » à toute négociation de paix (*le Monde* du 31 octobre).

L'unique mention de l'OLP au cours de la soirée fut le fait de M. Shamir, il est vrai dans un tout autre esprit. « *Dans les conditions d'aujourd'hui*, avait-il dit, *nous restons engagés à négocier avec la Jordanie et avec les Arabes palestiniens qui reconnaissent Israël, renoncent au terrorisme et n'appartiennent pas au camp de l'OLP.* » M. Shamir n'a pas précisé qui il rangeait dans ce camp. Le chef du Likoud avait à l'évidence rejeté implicitement les arguments de M. Chirac en faveur d'une conférence en rendant un vibrant hommage à l'ancien président Sadate, qui, « *dans cette Knesset même, a donné un exemple de pragmatisme courageux* ». « *Il n'avait eu besoin*, ajouta M. Shamir, *ni d'un appui international ni d'une structure bien définie. Il était seul, mais déterminé. Une volonté de paix peut briser toutes les barrières. Il n'est pas nécessaire d'être nombreux.* » A entendre M. Shamir, on en aurait presque oublié une fois de plus qu'il vota contre les accords de Camp David.

M. Shamir remercia aussi son hôte d'avoir, lors de sa dernière visite en URSS, convié plusieurs refuzniks, dont Mme Ida Nudel, à un petit déjeuner à l'ambassade de France à Moscou. Immigrée depuis en Israël, Mme Nudel s'est alors levée en compagnie de M. Braïlovsky, un autre ancien refuznik pour saluer M. Chirac sous les applaudissements. Le premier ministre devait rencontrer lundi après-midi plusieurs familles de refuzniks. Auparavant, en ce soixante-dixième anniversaire de la déclaration Balfour (1), il devait successivement assister à la messe en l'église des croisés d'Abou-Gosh, visiter le mémorial de l'holocauste Yad Vashem, présider des entretiens élargis, déjeuner avec M. Pérès et participer à une séance à la Knesset.

Dimanche après-midi, après l'accueil officiel à Jérusalem dans le Jardin des roses, M. Chirac a inauguré le square aménagé grâce à l'aide de la Mairie de Paris. Chacun guettait le visage de M. Teddy Kollek, le maire de Jérusalem, contrarié, on le sait, de n'avoir pu accueillir le premier ministre en son hôtel de ville (*le Monde* du 30 octobre). Les assauts d'amabilité dont fit preuve M. Chirac à son égard ne semblèrent pas tout à fait le dérider. Et les deux hommes n'échangèrent que des considérations horticoles...

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Déclaration faite en novembre 1917 par lord Balfour, alors secrétaire au Foreign Office, prévoyant « *l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif* ».

Diplomatie

Les réactions à l'annonce du sommet Reagan-Gorbatchev

Aller au-delà de l'accord sur les missiles à moyenne portée

Paris a exprimé sa satisfaction, le samedi 31 octobre, après l'annonce de la tenue d'un sommet Reagan-Gorbatchev à Washington à partir du 7 décembre. Dans un communiqué, le Quai d'Orsay formule l'espoir « *que, au-delà de la signature attendue du traité sur le démantèlement des missiles nucléaires à moyenne portée, cette rencontre permet d'enregistrer des progrès décisifs vers l'accord sur la réduction de 50 % des arsenaux stratégiques soviétique et américain, dont le principe avait été agréé lors du sommet de Reykjavik, et dont la mise au point doit désormais recevoir une claire priorité* ».

A Bonn, le secrétaire d'Etat au ministère de la défense, M. Lothar Rühl, estime également que, « *du point de vue européen, il est incontestable qu'un accord sur le démantèlement des fusées nucléaires à moyenne portée (INF), qui a de grands avantages, ne peut pas subsister isolément, sans qu'il y ait de suites dans le domaine des missiles à plus longue portée* ». Le ministre ouest-allemand de la défense, M. Manfred Wörner, insiste, en revanche, sur le déséquilibre conventionnel en Europe. « *Le pacte de Varsovie dispose en Europe centrale d'une supériorité en forces conventionnelles de 16 000 chars, 29 000 véhicules blindés et 15 000 pièces d'artillerie. Cet excédent doit disparaître, Gorbatchev doit tenir parole* », estime M. Wörner, qui ajoute que l'Occident ne peut « *en aucun cas* » renoncer complètement au nucléaire « *tant que l'Union soviétique maintient sa supériorité conventionnelle et sa capacité d'invasion* ».

M. Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité de la Maison Blanche, estime qu'il faut saisir l'occasion du sommet pour « *démasquer* » les véritables intentions de Moscou, « *par exemple, lier un accord sur les INF à une forme de réduction des forces conventionnelles, comme la création d'une zone sans chars, ou bien mettre sur la table une proposition complète pour une véritable solution du problème afghan, en faisant de l'Afghanistan une zone neutre, et ainsi de suite* ».

L'ancien ministre français des affaires étrangères M. Michel Jobert voit pour sa part dans le cours actuel des relations américano-soviétiques « *une chance pour l'Europe* » qui, « *pour la première fois, peut, si elle le veut, saisir quelques éléments de liberté et les organiser* ». L'alliance atlantique, ajoute l'ancien ministre, « *ne peut plus être le système qui a existé depuis 1949* » et doit se réformer.

Une réunion de l'OTAN

Les ministres de la défense des pays de l'OTAN (moins la France) se réunissent mercredi à Monterey, en Californie, pour deux jours d'entretiens sur ce que devront être les arsenaux nucléaires de l'Organisation après le démantèlement des INF. M. Alton Keel, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN, a précisé la semaine dernière qu'il s'agirait pour les membres du groupe de planification nucléaire d'étudier les moyens de moderniser les engins nucléaires qui leur resteront et de déployer éventuellement des armes supplémentaires. Les ministres de la défense ont déjà engagé le débat sur cette restructuration en mai dernier à Stavanger (Norvège), mais ils n'étaient pas parvenus à un consensus.

Europe

L'Union soviétique



L'affaire Eltsine

Un avertissement pour le secrétaire général

M. Boris Eltsine, le chef de l'organisation du parti pour la ville de Moscou, l'homme lige de M. Gorbatchev, l'un des champions de la « *perestroïka* » et de la « *glasnost* », a bien présenté sa démission lors du plénum du comité central du 21 octobre dernier. La rumeur, qui avait commencé à se répandre à Moscou la *semaine dernière*, a *été* confirmée, samedi après-midi 31 octobre, par M. Anatoli Loukianov, secrétaire du comité central, au cours d'une conférence de presse consacrée au soixante-dixième anniversaire de la Révolution.

Au cours du plénum, a déclaré M. Loukianov, M. Eltsine « *a fait une intervention sur le style de travail des instances du parti dans le cadre du processus de la* perestroïka. *Ce discours contenait des éléments politiques erronés et une série de fausses appréciations. Les autres membres du comité central ont condamné ces déclarations et M. Eltsine a demandé à être relevé de ses fonctions. Le bureau politique et le bureau du parti de Moscou doivent examiner la demande de M. Eltsine, qui a reconnu que son intervention n'avait pas été correcte* ».

A sa façon, M. Loukianov a démenti certaines versions du plénum qui couraient à Moscou, selon lesquelles M. Eltsine, qui est aussi membre suppléant du bureau politique depuis février 1986, aurait mis en cause la politique personnelle de M. Gorbatchev et aurait reproché au secrétaire général d'encourager la création d'un culte de sa personnalité. « *Il n'y a aucun fondement aux rumeurs selon lesquelles il n'y aurait pas d'unité au sein de la direction ; le comité central soutient unanimement M. Gorbatchev* », a-t-il dit. Les commentaires de M. Loukianov ont été rapportés par l'agence Tass mais, la « transparence » ayant ses limites, l'agence officielle soviétique a fait suivre son compte rendu d'une note destinée aux médias soviétiques recommandant « *catégoriquement* » de ne pas utiliser « *la réponse de M. Loukianov à la question concernant le premier secrétaire du parti de Moscou* »...

L'affaire Eltsine, qui n'est pas terminée, mais dont le bureau politique ne se saisira sans doute qu'après les fêtes anniversaires de la Révolution, donc après le 7 novembre, est révélatrice des grincements politiques qu'on entend de plus en plus nettement à Moscou. Depuis presque *deux ans qu'il a été chargé* de mettre de l'ordre dans la gestion de la capitale, M. Eltsine s'était fait une spécialité des déclarations fracassantes, n'hésitant pas à dénoncer les blocages bureaucratiques, les *privilèges* de la nomenklatura, la corruption, l'absence de sanctions. Le 16 juillet 1986, *le Monde* avait publié des extraits d'un de ses discours prononcé devant les propagandistes de Moscou, remarquables par leur franchise mais dont on imagine facilement l'inquiétude qu'ils ont pu soulever parmi des fonctionnaires et des apparatchiks habitués à vivoter tranquillement dans l'irresponsabilité.

« Nous creusons... »

Un exemple parmi beaucoup d'autres ; faisant état de huit cents arrestations pour corruption effectuées au cours des mois précédents parmi les cadres commerciaux de Moscou, M. Eltsine s'était exclamé : « *Nous creusons, nous creusons et nous ne voyons toujours pas le fond de ce puits de saleté. Il faut sortir cette saleté jusqu'au bout. Nous essayons de rompre les liens criminels, d'isoler les dirigeants, d'installer à leur place des gens honnêtes et dévoués. C'est une tâche longue et difficile, mais nous avons la ferme intention d'éliminer la boue jusqu'au fond.* »

Récemment, M. Eltsine avait tenu pratiquement le même langage au corps diplomatique de Moscou et plusieurs ambassadeurs ont été éberlués de la résolution et de la candeur du premier secrétaire de la capitale, qui a déjà renouvelé plus de la moitié des cadres municipaux. Tout à fait librement, M. Eltsine avait évoqué à cette occasion le problème de la prostitution, de la drogue, de la corruption, de la trop grande sévérité de la justice pour les « petits délinquants », autant de sujets habituellement tabous. Il avait fait ouvertement référence à son prédécesseur, M. Victor Grichine, et à l'ancien maire de la ville, M. Promyslov, tous deux chassés pour corruption, mais qui n'ont jamais été jugés, contrairement à ce que voulait M. Eltsine,

C'est sur tous ces thèmes qu'a dû revenir M. Eltsine le 21 octobre dernier, estimant sans doute que les partisans de la prudence, de la restructuration sans la transparence, avaient marqué trop de points ces derniers temps. A-t-il agi avec le soutien de M. Gorbatchev ? S'est-il mis une fois de plus en avant de son propre chef ? Le secrétaire général *a-t-il encore* les *moyens* de le sauver politiquement ou devra-t-il le sacrifier ? On devrait avoir des réponses dans une dizaine de jours, mais il est déjà clair que l'affaire Eltsine constitue un avertissement pour M. Gorbatchev : la nomenklatura, dans ce qu'elle a de plus conservateur, est en train de reprendre du poil de la bête après avoir été prise de vitesse pendant deux ans par les initiatives de M. Gorbatchev. *M. Ligatchev, le numéro deux* du bureau politique, incarne ses espoirs, et ce n'est pas étonnant si c'est lui qui a lancé l'offensive contre M. Eltsine, le 21 octobre, suivi de près par le chef du KGB, le général Tchebrikov.

L'enjeu *de la lutte qui* vient de commencer presque au grand jour dépasse, et de loin, la personne du premier secrétaire de Moscou. Il s'agit tout simplement de savoir si M. Gorbatchev dispose d'une force politique suffisante pour éviter que « *perestroïka* » » et « *glasnost* » ne s'enlisent dans les mœurs bureaucratique. Rien ne le prouve encore.

JACQUES AMALRIC.

Le chef du Kremlin écrivain

L'héritier direct de Lénine

MOSCOU
de notre envoyé spécial

La littérature qui déferle à l'occasion des fêtes du soixante-dixième anniversaire de la révolution d'Octobre a *été marquée*, avant *même* le rapport de M. Gorbatchev lundi matin 2 novembre, par le livre que le secrétaire général a rédigé pendant ses longues vacances et qui a été présenté à la presse dimanche. Deux cent soixante-dix pages dans sa *version russe*, une *présentation* plus moderne qu'à l'ordinaire, reflétant le souci d'objectivité imposé par la « glasnost » (la célèbre tache de vin sur le front du dirigeant soviétique n'a pas été effacée sur le portrait de couverture, contrairement à l'usage), un titre un peu longuet : *la Restructuration (perestroïka) et la nouvelle pensée pour notre pays et pour le monde entier.* M. Gorbatchev, qui précise dans sa préface que l'ouvrage a été écrit « *à la demande d'éditeurs américains* », *s'adresse au moins autant* au public étranger – et d'abord à celui des Etats-Unis – qu'au sien. La partie consacrée aux relations internationales occupe une bonne majorité de l'ouvrage.

En fait, l'auteur avait *déjà* abordé tous ces sujets si abondamment dans ses innombrables discours prononcés depuis deux ans que les révélations sont rares. On note tout de même des précisions intéressantes semées ça et là sur la genèse de la « perestroïka ». *Le mouvement de réformes* n'est pas né à l'improviste des idées d'un seul homme, il avait mûri pendant les longues années de « stagnation » brejnéviennes dans l'esprit de quelques hommes convaincus que la situation de « précrise » dans laquelle l'URSS « *perdait une position après l'autre* » ne pouvait continuer ainsi. Hommage est rendu aux écrivains courageux qui « *ont entretenu l'espoir d'un renouveau de la société malgré les cris des bureaucrates et parfois les persécutions* », ainsi qu'à certains responsables non précisés, *qui s'étaient livrés*, bien avant avril 1985, « *à une analyse globale de la situation de l'économie soviétique* ».

Que faisait dans tout cela M. Gorbatchev, alors membre de la direction brejnévienne ? L'auteur se range parmi ceux que leur « *conscience inquiète* » poussait à faire des « *recherches théoriques* » sur le sujet. Il tient à préciser qu'en avril 1983, lorsqu'il *avait été chargé* de présenter le rapport sur l'anniversaire de Lénine (mais c'était déjà sous Andropov), il y avait glissé quelques bonnes formules du fondateur de la révolution sur la nécessité de prendre en compte les « *réalités objectives* », notamment dans le domaine économique. « *L'auditoire approuva chaleureusement ces rappels* » et « *j'ai senti une fois de plus que mes réflexions coïncidaient avec l'état d'esprit des camarades* », note M. Gorbatchev. Il dut constater néanmoins par la suite que ce rapport « *n'avait pas plu à tous* ». *Une nouvelle occasion pour le secrétaire général* de se présenter en héritier direct de Lénine, à la fois sur le plan politique *(« les transformations actuelles de l'économie sont les plus importantes, les plus radicales, depuis l'introduction de la nouvelle politique économique en 1921 »)* et dans le comportement : *l'auteur évoque* à plusieurs *reprises* ses bains de foule et son goût du dialogue direct, il cite même avec quelque complaisance plusieurs lettres très élogieuses à son endroit reçues du public.

« L'arbitraire des années 30 »

Sur le problème sensible de la glasnost (transparence), M. Gorbatchev ne va pas au-delà de ce qu'il avait dit lors de l'important plénum du comité central de janvier dernier, et il donne parfois l'impression de se recentrer. Ainsi, il insiste à plusieurs reprises sur le fait *que la réforme* se déroule dans le cadre du socialisme et des institutions actuelles, que la critique doit servir à « *mobiliser les gens* » pour des tâches constructives, et qu'il n'est pas question de « *nous faire essayer le costume d'un autre* ». Mais il rend en même temps hommage aux médias et rejette les objections de ceux qui redoutent « *la réaction de la propagande occidentale* ». « *Cela ne me fait pas peur* », s'exclame-t-il.

Encore moins d'innovation à propos de l'histoire du régime. Aucun opposant à Staline ni une quelconque de ses victimes n'est cité *dans tout l'ouvrage*. Le dictateur se voit reprocher, sur un plan général l'« *illégalité* » et l'« *arbitraire des années 30* », une situation « *que l'on ne saurait légitimer ni par la nécessité politique, ni par la situation internationale, ni par une soi-disant aggravation de la lutte de classe* ». Mais ni la collectivisation de l'agriculture *ni* l'industrialisation à outrance ne sont mises en cause. « *Les progrès du pays n'auraient pas été possibles* » sans la première, croit pouvoir affirmer le secrétaire général, et « *il n'était pas possible de ne pas forcer l'industrialisation face à la menace du fascisme* ».

Un sort curieux est *réservé* à Khrouchtchev. D'une part, on a bien fait de l'écarter du pouvoir à cause de ses tendances « *volontaristes* » et « *subjectivistes* » : « *le parti a choisi la stabilisation et cette ligne était juste* » ; d'autre part, M. Gorbatchev tient à l'excuser pour avoir déclaré aux Américains, lors de son voyage aux Etats-Unis : « *Nous vous enterrerons* ». Bien sûr, ce mot fameux était « *malheureux à tous égards* ». Mais M. Gorbatchev ajoute : « *Khrouchtchev était émotif. Il prenait les choses à cœur quand ses efforts sincères pour améliorer la situation internationale se heurtaient au mur de l'incompréhension et de l'opposition.* »

« Une patience d'enfer »

D'une manière générale, l'auteur de *Perestroïka*, s'il critique très modérément d'ailleurs certains de ses prédécesseurs (le nom de Brejnev n'est pas prononcé une seule fois), assume l'ensemble de leur politique étrangère, à deux exceptions près. D'une part, quand il regrette que les contacts avec les pays de l'Est européen avaient pris « *un caractère de parade* » à partir de la fin des années 70 *(« ils étaient devenus à la fois moins confiants et moins concrets »)* ; d'autre part, quand il évoque les *changements* introduits dans le dernier programme du parti dont on a retiré deux formules : celle selon laquelle la coexistence pacifique est « *une forme spécifique de lutte des classes* », et l'idée qu'en cas de guerre les peuples « *balaieront l'impérialisme* ». Mais il s'agit là surtout d'une *adaptation doctrinale* aux nécessités de l'ère nucléaire.

On retiendra des longs développements sur le désarmement que les négociations avec les Américains *dans ce domaine nécessitent* « *une patience d'enfer* ». Tous les conflits régionaux sont passés en revue, mais ce n'est guère qu'à propos des relations avec Israël que l'on croit pouvoir discerner une inflexion. Alors que le rétablissement des relations diplomatiques avec l'Etat juif était longtemps conditionné par un retrait *des territoires occupés*, M. Gorbatchev admet, dans une formule plus souple, que cette question pourra être examinée s'il y a « *possibilité de mouvement vers un règlement* » du conflit proche-oriental.

Notons enfin que l'ouvrage pourrait avoir un impact inattendu sur la cohabitation en France. Comme il l'avait déjà fait en septembre en recevant un groupe de Français à son retour de vacances, M. Gorbatchev évoque de manière positive ses conversations avec M. Mitterrand, y compris lorsque le président de la *République lui a présenté* « *l'idée qui m'a paru importante* » de la construction européenne. En revanche, le dirigeant soviétique a eu avec M. Chirac « *une vive discussion* » sur la dissuasion nucléaire et le premier ministre lui a posé une question « *inspirée par des on-dit* » sur les effets de la « perestroïka » en *Europe* de l'Est. Il est peu probable néanmoins que cet aspect soit celui que retiendront *en priorité* les trois cent mille lecteurs soviétiques (c'est le chiffre du premier tirage) du secrétaire général...

MICHEL TATU.

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Zagladine : Il faut très vite négocier une troisième option zéro

M. Vadim Zagladine, premier chef adjoint du département international du comité central du PCUS, n'a laissé subsister aucun doute sur la signature d'un accord soviéto-américain sur les fusées intermédiaires (FNI) lors de son intervention dans le cadre de l'émission « Grand Jury RTL-*le Monde* », le dimanche 1er novembre. Il reste à régler « *quelques petits détails, mais qui ne changent rien* », a affirmé M. Zagladine.

Interrogé sur les raisons du revirement soviétique de la semaine dernière par rapport à ce sommet, M. Zagaladine a écarté l'idée que l'Union soviétique aurait tenté d'établir un lien entre l'accord FNI et certaines revendications concernant l'IDS, la guerre des étoiles. « *Dans le passé on a parlé de cette liaison, mais par la suite l'Union soviétique a pris position pour signer cet accord séparément. Et cette position vaut toujours. (...) Nous croyons toujours que cette rencontre pourrait être plus fructueuse si l'on discute et si l'on aboutit à un résultat sur les armes stratégiques et l'IDS. C'est notre conviction. Elle a été exposée d'une manière très claire par M. Gorbatchev à M. Shultz.* »

L'accord sur les FNI, poursuit le responsable soviétique, est « *un premier pas* », qui « *aura d'autant plus d'importance qu'il sera suivi d'autres pas ; cela signifie la réduction de 50 % des armes stratégiques et aussi un accord sur le traité ABM* ». M. Zagladine admet que, dans l'esprit des Soviétiques, il existe un lien entre un accord sur les arsenaux stratégiques et la négociation sur la guerre des étoiles, mais sans préciser lequel : « *Il y a beaucoup de propositions différentes*, dit-il (...). *Le traité sur les forces stratégiques devra faire état de cette liaison ; il faudra trouver un moyen.* »

L'URSS n'entend pas s'arrêter là *dans* le domaine de la réduction des armes nucléaires en Europe et songe aussi aux armes de très courte portée (moins de 500 kilomètres). « *Nous sommes*, dit M. Zagladine, *pour la liquidation de toutes les fusées et nous sommes prêts à le faire dès demain. Maintenant, tout dépend de l'Occident. Le démantèlement des fusées de courte portée, ce n'est pas seulement notre désir, c'est aussi le désir de beaucoup d'Européens, notamment en RFA. Il faut très vite, dans les semaines et les mois qui viennent, commencer les pourparlers à propos de ces fusées, pour une troisième option zéro peut-être ou pour une autre solution. En tout cas, il faut éliminer ces fusées autant qu'il faut réduire les forces conventionnelles.* » Lorsqu'on lui demande si, dans cette optique, l'URSS envisage cette fois une prise en compte des armes françaises de cette nature, M. Zagladine répond : « *Notre position pour le moment reste la même* », ce qui est une *confirmation* implicite de la *non*-prise en compte. M. Zagladine a d'autre part exprimé son désaccord avec les déclarations de M. François Mitterrand en RFA assimilant les armes à neutrons à des armes conventionnelles.

Tout en disant comprendre la volonté des Européens de l'Ouest de se défendre, M. Zagladine récuse la façon dont ils entendent assurer *cette défense* : « *Aujourd'hui, on ne peut pas dire que la sécurité peut être vraiment assurée avec l'armement. La sécurité est devenue un problème politique (...) et plus on a d'armement, moins on a de sécurité.* »

Interrogé sur les réformes intérieures en URSS, M. Zagladine admet que la « *perestroïka* » « *n'est pas un passage facile. Il touchera d'une manière temporaire les intérêts de certaines gens et certainement ces gens-là ne sont pas tout à fait satisfaits* ». M. Zagladine affirme au passage que les discours de M. Ligatchev relèvent aussi de la « *glasnost* » et, s'il reconnaît que « *la discussion a été très vive* » lors de la réunion du plénum du Comité central le 21 octobre, il ajoute qu'« *on a soutenu de manière unanime les idées de M. Gorbatchev* ».

Les Soviétiques sondés par IPSOS

Une image peu libérale...

Le sondage entrepris par IPSOS pour France-Inter, TF1 et *le Point* (1) à Moscou n'est certes pas la première *enquête d'opinion faite* en URSS, mais il tranche par la méthode employée. La collaboration entre un institut français et l'institut de recherches sociologiques de l'Académie soviétique des sciences a permis l'utilisation des normes de travail *en vigueur pour les sondages* réalisés en Occident et un contrôle de leur mise en œuvre. Certains manques sont évidents : les personnes interrogées (par téléphone) étaient uniquement des Moscovites entre dix-huit et soixante-cinq ans, *donc pas parfaitement représentatives* de l'ensemble des Soviétiques. La répartition socioprofessionnelle reflétait les résultats des derniers recensements en URSS, mais les catégories retenues ne sont pas comparables à celles de l'Occident ; *l'échantillon de mille personnes* n'a pas tenu compte de l'existence de différentes nationalités dont il aurait été pourtant intéressant de savoir si les réactions et les opinions sont ou non homogènes ; enfin, la formulation de certaines questions empruntait trop à la langue de bois alors que des sujets sociaux critiques ont été passés sous silence.

Ces remarques, qui soulignent les limites de l'exercice, n'enlèvent rien à son intérêt. Trois constatations principales s'en dégagent :

– sur les questions pour lesquelles les autorités soviétiques ont formulé une ligne très déterminée, l'approbation manifestée par les personnes interrogées est quasi unanime, même si parfois elle ne rend pas compte de la réalité profonde. Ainsi la limitation des ventes et de la consommation d'alcools est-elle massivement approuvée par les personnes interrogées, alors qu'il est de notoriété publique que cette décision a soulevé un vif mécontentement. Quand la politique officielle n'est pas *aussi affirmée, les réponses* peuvent être plus fluctuantes et manifester une plus grande marge d'appréciations personnelles. Ainsi, 84 % des personnes interrogées approuvent le retrait partiel des troupes soviétiques d'Afghanistan, mais 53 % *seulement se* déclarent plutôt favorables à un retrait total.

– Le mécontentement par rapport à l'état des services sociaux en URSS s'exprime ouvertement à l'occasion d'une question sur la médecine (55 % des personnes interrogées sont assez ou très mécontentes de la situation de la médecine soviétique, contre 23 % qui se déclarent très ou assez satisfaites).

– Enfin, l'image de la population soviétique qui se dégage du sondage est tout sauf libérale. Les taux les *plus faibles d'approbation pour des* mesures prises par les dirigeants dans le courant des derniers mois concernent la délivrance des visas de sortie aux Soviétiques désireux de quitter l'URSS, la création d'entreprises sur le principe des coopératives *et la libération anticipée des* dissidents (sur ce dernier point, une majorité relative – 42 % contre 27 % – désapprouve même les décisions du gouvernement). Et 85 % des personnes interrogées se déclarent opposées à l'abolition de la *peine de mort, sujet qui a été récemment* discuté dans la presse soviétique ; 9 % seulement s'affirment en faveur d'une telle abolition. Il n'est donc pas étonnant que, après Lénine et Gorbatchev, Staline soit la personnalité soviétique le plus souvent *citée par les personnes interrogées.*

Quant à la France, les personnalités les plus connues des Soviétiques sont M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac (cohabitation oblige) seulement départagés par... Mireille Mathieu.

(1) *Les résultats de ce sondage*, qui a été effectué à Moscou du 1er au 10 octobre, sont publiés par *le Point* daté 2 novembre.

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Des tomates pour le président

JOHANNESBURG
de notre correspondant

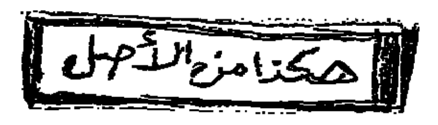
« *Je ne regrette rien* », a déclaré Mme Sally Hutchings, citoyenne britannique contrainte de quitter le territoire sud-africain dans les vingt-quatre heures. Vendredi 30 octobre, à l'université d'Afrique du Sud à Pretoria, *elle avait lancé deux tomates* bien mûres en direction du chef de l'Etat, M. Pieter Botha, et de son épouse, à l'occasion d'une cérémonie de remise de médailles *pour acte de bravoure.*

Les deux projectiles, prélevés sur la table du buffet, n'ont pas atteint leur objectif et sont, *semble-t-il*, venus s'écraser aux pieds du couple présidentiel. Mme Hutchings n'a pas vu l'impact. Elle a été elle-même surprise par son geste, qu'elle qualifie d'« *involontaire* ». Mais elle aurait souhaité atteindre les *chaussures du chef de l'Etat*...

Lectrice à l'université et résidente en Afrique du Sud depuis six ans, Mme Hutchings désirait par cette action protester contre les restrictions imposées aux universités le 16 octobre dernier. Des mesures qui visent au contrôle des activités qualifiées de révolutionnaires ou subversives sur les campus, sous peine de perte de tout ou partie des subventions d'Etat.

Arrêtée par la police, Mme Hutchings a été assignée à résidence avant de quitter l'Afrique du Sud, samedi soir par le premier avion. Elle devait de toute façon rentrer en Grande-Bretagne dans trois semaines. L'expulsion a été justifiée par le ministre des affaires intérieures : « *Si l'objet* [les *tomates*] *avait contenu des explosifs, la vie du président et celle d'autres personnes auraient pu être mises en danger.* »

M. B.-R.



soixante-dix ans après la révolution d'Octobre

Mikhaïl Gorbatchev, autoritaire et pragmatique...

(Suite de la première page.)

La même logique se retrouve dans l'escalade incessante des mots d'ordre en deux ans : de l'« accélération » annoncée au début, l'on est vite passé à la « restructuration » — la fameuse *perestroïka*, — puis à la « révolution » et à la « réforme radicale ». Le tout sur fond de « transparence » (la non moins fameuse *glasnost*) et de « démocratie ».

Mais si Gorbatchev est un réformateur, et même un révolutionnaire, comment expliquer ce parcours quasiment sans faute dans les arcanes de la bureaucratie la plus conservatrice et la plus méfiante du monde, le patronage que lui accorde un Souslov, prototype s'il en est de l'orthodoxie idéologique et gardien des traditions ?

Le portrait-robot du bon candidat

Première observation : lorsque tout se prépare, dans le courant des années 70, mais déjà bien avant, lorsqu'il s'agit d'entrer à l'université de Moscou ou de faire carrière dans sa province, Mikhaïl Gorbatchev est une sorte de portrait-robot du bon candidat aux promotions et aux honneurs. Une origine sociale impeccable, celle du « nouveau peuple » issu de la collectivisation des terres : le grand-père dirige l'un des tout premiers kolkhozes de la région de Stavropol. Mais en même temps, pas de « nomenklaturistes » attitrés dans la famille ; le père restera tractoriste quasiment toute sa vie. Un avantage important pour les tenants les plus sourcilleux de l'orthodoxie léniniste comme Souslov, qui refusent le népotisme de type nord-coréen ou roumain : les fils de la nouvelle classe peuvent jouir des privilèges du pouvoir, ils ne doivent pas exercer directement ce pouvoir. Le fils Brejnev ne dépassera pas le stade de premier vice-ministre et de membre du comité central. Gorbatchev, lui, est un prolétaire authentique : il peut et doit aller beaucoup plus haut.

Deuxième observation. Notre homme a de bonnes fées qui veillent sur son berceau, mais il sait les « fidéliser », tout comme en recruter de nouvelles au fur et à mesure de sa progression. Aux côtés de Souslov viennent des hommes aussi différents que Koulakov, le potentat local qui va guider toute sa carrière à Stavropol, Andropov le policier, Efremov le déchu, et même, mais oui, Brejnev et son chef de clan, Tchernenko, qui voudront bien entrouvrir pour lui la porte d'un système bloqué à l'extrême, admettre ce jeune homme — lui seul et aucun autre — au royaume des gérontes.

Qui dit mieux et pourquoi tout cela ? Gorbatchev séduit par ses bonnes manières, son instruction, son charme, mais aussi parce qu'il sait dissimuler ses intentions. Pas question de faire preuve d'audace trop tôt, de se montrer révisionniste quand le ton est à la rigueur ou dogmatique quand la tactique l'interdit. Une docilité sans faille vis-à-vis des puissants du moment, une patience de trente ans, tels sont les incompressibles ingrédients du succès. Mais en même temps savoir profiter de ce temps pour apprendre, repérer les amis sûrs et les porteurs d'idées, solliciter sans se compromettre les confidences les plus audacieuses, voilà qui sera bien utile une fois arrivé au sommet.

Dernière observation sur la carrière. Notre héros a probablement eu très tôt de très hautes ambitions. A deux reprises au moins, il refuse de se laisser enfermer dans une spécialisation qui aurait pu lui assurer une carrière confortable, mais aurait limité son profil. Il refuse d'entrer au KGB dans les années 50, alors que les portes de la police secrète s'ouvrent toutes grandes devant les responsables komsomols dans son genre. Plus tard il veut bien s'occuper, parce qu'il le faut, d'agriculture, mais pas trop. Il est le premier à endosser le succès de la « méthode d'Ipatovo », une recette-miracle de ramassage des récoltes mise au point par un autre, le premier aussi à tourner casaque lorsque le vent a changé et que ladite méthode est condamnée.

Les années pendant lesquelles il est le principal responsable agricole du pays sont aussi celles des pires récoltes et des importations records de céréales. Qu'à cela ne tienne, il laisse aux autres le soin de s'en expliquer et connaîtra au contraire pendant ces années-là ses plus belles promotions...

Cynique pour la bonne cause ?

Allons plus loin et tentons d'esquisser un portrait psychologique de notre héros. Mikhaïl Gorbatchev possède la dose nécessaire de cynisme et de dissimulation. Mais ce qu'il dissimule, c'est peut-être, entre autres choses, une dose d'idéalisme. Rationnel, mais pas tout à fait, car il y a aussi du sentiment dans cet homme-là. Disons qu'il y a en lui plusieurs personnages : l'homme de pouvoir, l'apparatchik expérimenté qui ne va sûrement pas lâcher la proie pour l'ombre, prêt s'il le faut à revenir à la langue de bois la plus pure. Mais aussi celui qui se fait l'écho d'une génération et de l'inconscient collectif russe, qui cultive une certaine idée du bien, une part de rêve, un rejet décidé des *staroviery*, les vieux croyants du marxisme de papa.

Bien qu'il dise lire beaucoup Lénine, il est probable qu'il le considère moins comme l'idole que comme le supermarché où l'on trouve de tout. Notamment les précédents et les références qui lui sont nécessaires aujourd'hui, mais pas forcément demain. Sa philosophie personnelle serait plutôt de ne pas en avoir. Il a été payé, lui et sa génération, pour constater l'échec des doctrines et le poids stérilisant du mensonge.

Son désir d'ouverture vers l'extérieur est authentique, même s'il le conçoit comme devant déboucher sur un progrès du socialisme. Mais de quel socialisme ? Certains responsables en Occident se demandent légitimement s'il sait bien où il va. Ils prévoient qu'il lui faudra, dans quelques années, découvrir que c'est le système qui doit être changé, non pas certaines de ses modalités, et qu'alors il reculera. Il nous semble, à la réflexion, que Gorbatchev est prêt à aller très loin pour faire « autre chose ». Le socialisme qu'il nous prépare pourrait bien ne ressembler que de fort loin à ce que nous avons connu jusqu'à maintenant.

Il est clair en tout cas que ses fonctions de numéro un du parti et du pays, son accession au faîte des honneurs et du pouvoir, ne sont pas pour lui une fin en soi, comme ce l'était pour Brejnev. Son objectif est plus élevé, il est d'ailleurs le seul qu'un homme de véritable ambition peut avoir maintenant, tout comme il est le seul à pouvoir le faire passer dans les faits : entrer dans l'histoire comme celui qui aura remis l'Union soviétique sur les rails, qui aura humanisé le socialisme. Un Dubcek soviétique ? Le mot ne doit pas nous effrayer, d'autant qu'il est employé, paraît-il, par ses ennemis au sein de l'appareil. Mais un Dubcek à coup sûr bien plus redoutable que le malheureux dirigeant du printemps de Prague. Un Dubcek qui a cette fois des chances de réussir, et pas seulement parce qu'il n'y a pas derrière l'Union soviétique, une autre Union soviétique capable d'envoyer ses chars sur Moscou.

Le sympathique et l'odieux

Un portrait bien positif, dira-t-on. Mais pourquoi pas ? Après tout, plusieurs dirigeants communistes ont eu des côtés positifs : Dubcek, bien sûr, mais aussi Khrouchtchev, où le sympathique côtoyait l'odieux, et qui commence enfin à être réhabilité. En Chine, Deng Xiaoping a fait et semble encore vouloir faire des bonnes choses, en Hongrie, Kadar s'est efforcé de sauver les meubles dans une situation impossible. L'homme reste l'homme, il sommeille sous l'apparatchik. Mais cela ne résout pas encore le problème formidable de l'humanisation d'un système inhumain, et qui paie précisément le prix de sa déshumanisation.

Comment doit-on s'y prendre pour réformer le système soviétique ? Disons, pour simplifier, que le système soviétique doit changer et qu'en même temps il ne peut pas changer. *« Si nous ne faisons rien*, disait récemment un conférencier du parti devant un public à Moscou, *nous aurons perdu d'ici quatre ou cinq ans la parité stratégique avec les Etats-Unis, et dans quinze ans il n'y aura plus de socialisme. »* Une autre manière de prédire ce que Sakharov annonçait il y a plus de dix ans : la transformation de l'URSS en une *« puissance provinciale de troisième ordre »*.

Mais en même temps le système ne peut pas changer. Ou plutôt il a été bâti pour ne pas changer, pour résister à toutes les pressions imaginables, sociales, techniques et humaines, intérieures ou internationales. N'importe quel régime un tant soit peu en prise sur la société civile n'aurait pas résisté aux millions de morts de la collectivisation, des famines et des grandes purges, il se serait transformé sous le coup de l'invasion hitlérienne et de la reconquête, se serait adapté au monde nouveau de l'après-guerre. Rien de tout cela avec Staline, qui impose et réimpose le pouvoir total de l'abstraction baptisée « socialisme », de la langue de bois qui tient lieu d'idéologie, de la police politique déguisée en parti. Le système est si parfait qu'on ne peut enlever une pierre sans détruire l'édifice. Le totalitarisme, c'est d'abord le tout ou rien.

Il est vrai que ce régime si parfait a fini par s'user. Avec Brejnev s'installe le totalitarisme mou, débarrassé d'une terreur que l'on hésite à qualifier d'inutile. Chacun essaye de trouver ses aises dans le système, mais surtout les membres de la nomenklatura, ces dignitaires que le régime comble de privilèges d'autant plus appréciés qu'ils tranchent sur la pénurie ambiante. Mais du coup, il devient encore plus difficile de changer ce régime. Trop de gens ont trop à perdre à la remise en cause des privilèges. Pas seulement en haut, parmi l'élite, mais aussi dans le peuple, où l'on a pris l'habitude de travailler le moins possible pour des salaires faibles, mais garantis.

Bien sûr, rien n'est éternel sous le soleil, y compris les régimes qui se prétendent immuables. Le communisme n'échappera pas à la règle, sa variante soviétique est déjà en recul un peu partout dans le monde : à l'exception de l'Amérique latine, dernier et miraculeux refuge des vrais croyants, elle n'a plus aucune chance de l'emporter dans un seul pays développé. C'est sans doute cette situation que prend en compte Mikhaïl Gorbatchev lorsqu'il cherche à maîtriser l'évolution inévitable, à éviter aussi bien l'implosion — largement amorcée sous Brejnev — que l'explosion. Mais il reste confronté au dilemme qu'Henry Kissinger formulait par le paradoxe des « deux crises » : si l'URSS ne fait rien, elle va droit à une crise économique et sociale de première grandeur. Mais si elle fait quelque chose pour en sortir, elle se prépare une crise politique. Il semble que Mikhaïl Gorbatchev ait choisi ce dernier parti.

PANCHO

Dans l'immédiat, son problème est de sortir le plus doucement possible du totalitarisme pour passer à l'autoritarisme. Pour nous qui vivons en démocratie, il s'agit d'une nuance, mais la différence entre ces deux « ismes » est bien plus grande qu'il n'y paraît. Le totalitarisme ne s'arrête pas à mi-chemin ; il veut (même s'il n'y parvient évidemment jamais complètement) modeler à sa manière toute la société, les vies privées comme la vie publique. Aucune zone n'échappe à son ingérence active, les récalcitrants ou simplement les tièdes n'ont pas place dans le système : *« Qui n'est pas avec nous est contre nous »*, disait Staline.

« Monolithisme de granit »

L'autoritarisme, lui, se contente de réprimer ce qui le gêne et laisse subsister le reste. Il y a place pour les secteurs « innocents » de la société civile, voire pour les indifférents, du moment qu'ils ne s'opposent pas au régime. L'autoritarisme se contente par exemple de censurer la presse en interdisant de publier ce qui ne lui convient pas ; le totalitarisme prétend dicter le contenu de cette presse, en faire un instrument du combat idéologique. Encore aujourd'hui en URSS, le rôle du Glavlit, l'organisme de censure des médias, est parfaitement secondaire au regard de celui de l'agitprop, grand véhicule des consignes du parti. C'est là toute la différence entre Pinochet et Staline, entre Franco et Mao. Les premiers sont autoritaires, les seconds sont totalitaires. Et il est en fait plus facile de passer de l'autoritarisme à la démocratie (on l'a vu en Espagne, en Grèce, en Argentine, plus récemment en Corée du Sud) que du totalitarisme à l'autoritarisme.

Pourtant, c'est un communiste, Janos Kadar, en Hongrie, qui a le premier inversé la formule de Staline. Son slogan *« Qui n'est pas contre nous est avec nous »* a ouvert la voie à la première « déviation » autoritaire d'un régime de type soviétique, et il caractérise assez bien aujourd'hui ce qui se passe en Pologne. Le fait que cette évolution ait été imposée au parti et à ses dirigeants par un corps social bien plus récalcitrant qu'en URSS ne change rien à l'affaire. C'est le résultat qui compte, et il montre que l'évolution est en marche. On savait déjà que le mouvement communiste international ne retrouvera plus jamais le *« monolithisme de granit »* qui régnait sous Staline. Il faut admettre aujourd'hui que la nomenklatura soviétique ne retrouvera plus jamais l'« âge d'or » qu'elle a connu avec Brejnev.



Car il restera quelque chose du gorbatchevisme, même en cas d'échec. Chacun des numéros un du Kremlin a laissé sa strate dans le système ; l'œuvre de Khrouchtchev lui-même n'a pas été entièrement annulée, malgré le retour en force de Staline qui suivit son éviction. Dire cela n'est pas formuler un pronostic optimiste.

Un second souffle

Il y a aussi les problèmes de la Russie dite « éternelle », un pays qui a toujours eu du retard sur son temps, qui a renoncé cinquante ans après les autres à des anomalies aussi anachroniques que l'autocratie tsariste ou le servage, qui n'a guère connu que pendant huit mois, entre février et octobre 1917, quelque chose qui ressemblât à une vraie démocratie. Un pays aussi où les réformateurs ont mal fini : les décembristes et bien d'autres grands esprits se sont retrouvés en Sibérie, Stolypine et Alexandre II ont été assassinés.

L'échec est donc possible, tandis que le succès, lui, ne sera jamais que partiel : la vraie démocratie n'est pas pour demain en URSS, et Mikhaïl Gorbatchev, à l'heure actuelle, n'a probablement pas une claire idée du but final. Mais ce serait déjà un beau résultat si la « démocratisation », elle, progressait régulièrement pendant les vingt prochaines années, si l'économie soviétique retrouvait un second souffle et si l'architecte de tout cela restait en place tout ce temps.

MICHEL TATU.

A travers le monde

Espagne

Nouvelles manifestations contre les bases américaines

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté, dimanche 1er novembre, à Madrid, contre l'OTAN et la présence des bases américaines sur le territoire espagnol.

Les manifestants, au nombre de deux cent vingt-cinq mille selon les organisateurs, étaient convoqués par la Coordination des mouvements pacifistes, qui regroupe également des syndicats de gauche et anarchistes et diverses formations communistes.

Des mannequins géants du président Ronald Reagan et du chef du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, ont été conspués par les manifestants. La présence policière était discrète, et aucun incident ne s'est produit.

Ces manifestations se produisent à la veille des négociations de la « dernière chance » entre Madrid et Washington, en vue d'un accord sur la réduction des troupes américaines en Espagne (douze mille militaires stationnés sur quatre bases d'utilisation conjointe entre les deux pays, en vertu d'un traité bilatéral). Ce traité, conclu en 1953, et reconduit en 1982, arrive à échéance en mai 1988 mais doit être dénoncé six mois avant son terme, c'est-à-dire avant le 14 novembre. – *(AFP.)*

États-Unis

Un candidat nommé Traficant dans la course à la présidence

C'est un personnage haut en couleurs, le représentant démocrate de l'Ohio, James Traficant, qui est devenu, à la surprise générale, le septième candidat à l'investiture de son parti pour l'élection présidentielle de 1988. M. Traficant, quarante-six ans, avait indiqué en août dernier qu'il envisageait de se lancer dans la course à la présidence, sans grand espoir de succès mais pour attirer l'attention sur les problèmes économiques d'Etats frappés par la récession comme l'Ohio et la Pennsylvanie. Personne ne l'avait pris au sérieux, pourtant il a officiellement confirmé son intention jeudi soir 29 octobre.

M. Traficant, dont la notoriété est assez « *confidentielle* », aura du mal à échapper à l'examen minutieux auquel se livre régulièrement la presse dès lors que se présente un nouveau candidat : en effet, il est déjà connu pour avoir eu récemment des démêlés avec la justice, et, s'il a été blanchi de l'accusation d'avoir touché de l'argent de la Mafia, il s'est vu réclamer 90 000 dollars d'arriérés d'impôts par le fisc.

Indonésie

Deux condamnés à mort exécutés après vingt-cinq ans de prison

Djakarta *(AFP)*. – Deux Indonésiens d'origine chinoise condamnés à mort il y a vingt-cinq ans pour le meurtre d'une jeune mère de famille ont été exécutés en public, samedi 31 octobre, dans le village de Klari, à 70 kilomètres à l'est de Djakarta, rapporte le quotidien du soir *Suara Pembaruan*. Liong Wie Tong, cinquante-deux ans, et Tan Tiang Tjoen, soixante-deux ans, ont été passés par les armes.

Italie

Mort d'Aldo Bozzi chef du Parti libéral

Le président du Parti libéral italien, Aldo Bozzi, est décédé le dimanche 1er novembre à Rome des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

La carrière de cet avocat spécialiste des questions constitutionnelles remonte à la seconde guerre mondiale. Aldo Bozzi avait participé à la rédaction de la Constitution de la République italienne après la chute de Mussolini. Élu député en 1946, il assurait la direction du Parti libéral depuis la fin des années 70. Aldo Bozzi avait conservé son siège à l'Assemblée nationale jusqu'aux élections législatives de juin 1987. A cette consultation, les libéraux n'avaient recueilli que 2,1 % des suffrages. – *(Reuter.)*

Pologne

Garde d'honneur pour les victimes du massacre de Katyn.

Une garde d'honneur militaire a pour la première fois été mise en place, à l'occasion de la fête de la Toussaint, sur le « carré de Katyn », aménagé au cimetière Powazki de Varsovie à la mémoire de l'élite militaire polonaise d'avant-guerre.

Quinze mille officiers et sous-officiers polonais avaient été déportés peu après l'entrée des troupes soviétiques en Pologne en 1939. Les corps de cinq mille d'entre eux – massacrés par l'armée rouge en 1940 – devaient être retrouvés dans des fosses communes dans la forêt de Smolensk, près du village de Katyn, en Biélorussie. Le sort des dix mille autres demeure encore aujourd'hui inconnu.

Jamais auparavant, soulignent les observateurs, une telle garde d'honneur n'avait été installée sur le mémorial de la tuerie, situé dans l'enceinte du grand cimetière militaire de la capitale polonaise. Cet épisode sanglant de l'histoire des relations entre la Pologne et l'Union soviétique avait été délibérément occulté par les régimes qui se sont succédé à Varsovie depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Deux soldats polonais ont monté la garde toute la journée de dimanche autour de la grosse croix de pierre érigée au milieu du « carré », autour duquel des milliers de personnes sont venues se recueillir et déposer des bougies ou des fleurs. Devant la croix, des pancartes avaient été déposées à même le sol. Sur l'une d'elle, on pouvait lire : « *La vérité vaincra.* » – *(AFP.)*

● **Tunisie : réunion de la FIDH.** – A l'initiative de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) et de son président, le docteur Saadeddine Zmerli, le bureau de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a tenu le samedi 31 octobre à Tunis sa réunion semestrielle. C'est la première fois dans son histoire que la Fédération se réunit dans un pays non européen, et c'était sans doute pour elle une façon de renouveler sa solidarité avec la LTDH. – *(Corresp.)*

Asie

CHINE : le succès des réformateurs au XIIIe congrès du PC

● M. Zhao Ziyang a été élu secrétaire général
● M. Deng Xiaoping garde la haute main sur les affaires

Réuni le lundi 2 novembre, le nouveau comité central du PCC issu du XIIIe congrès a confirmé M. Zhao Ziyang dans ses fonctions de secrétaire général, fonctions qu'il occupait par intérim depuis janvier. Il a également élu un nouveau bureau politique qui est chapeauté par un comité permanent composé de cinq personnes, toutes membres du bureau politique sortant : MM. Zhao Ziyang, Li Peng, Qiao Shi, Hu Qili et Yao Yilin. Seul M. Zhao faisait partie du précédent comité permanent : MM. Deng Xiaoping, Chen Yun et Li Xiannian ont pris leur retraite et M. Hu Yaobang, ancien secrétaire général, ne fait plus partie de la direction collective du PCC. Il a cependant été réélu au bureau politique, qui compte dix-sept membres et un suppléant, tous des hommes. En plus du comité permanent et de M. Hu, il comprend MM. Wan Li, Tian Jiyun, Jiang Zimin, Li Tieying, Li Ruihuan, Li Ximing, Yang Rudai, Yang Shangkun, Wu Xueqian, Song Ping, Qin Jiwei, ainsi que M. Ding Guangen, suppléant. M. Deng Xiaoping a conservé une seule fonction importante, son poste de président de la commission militaire du comité central. M. Zhao en a été nommé vice-président.

PÉKIN
de notre correspondant

M. Deng Xiaoping a accompli un tour de force sans précédent dans l'histoire du PCC en entraînant avec lui, dans une semi-retraite, la vieille garde des compagnons de Mao Zedong. Cependant, ce coup de balai spectaculaire est insuffisant pour garantir une succession sans problèmes. Tel est le bilan mitigé de ce XIIIe congrès qui s'est clos, dimanche 1er novembre, après une semaine de travaux qui ont confirmé M. Zhao Ziyang au poste de secrétaire général.

Outre M. Deng, presque tous les vétérans de la Longue Marche encore en vie quittent le comité central, dont les nouveaux effectifs – cent soixante-quinze membres et cent dix suppléants, soit soixante personnes de moins que le précédent – reflètent une volonté de « dégraissage ». Si le départ de MM. Li Xiannian (chef de l'Etat) et Chen Yun étaient acquis, celui d'une autre grande figure historique, M. Peng Zhen, est plus significatif de la victoire de M. Deng Xiaoping sur les représentants de l'orthodoxie marxiste. On s'attendait au moins à voir M. Peng Zhen siéger parmi les deux cents membres de la commission des conseillers, « placard » des vétérans au rôle consultatif en déclin. Au total, neuf des vingt membres de l'ancien bureau politique quittent l'avant-scène. Face aux technocrates que M. Deng a mis en place, il ne se trouve plus à la tête du régime aucun homme en mesure d'opposer le poids de la tradition historique pour freiner les réformes.

Le rajeunissement a toutefois ses limites, que la presse officielle a reconnues lundi : l'âge moyen du nouveau comité central – un peu plus de cinquante-cinq ans – n'a baissé que de quatre ans à peine. Cette difficulté qu'éprouve le régime chinois à renouveler son équipe dirigeante est de toute évidence la conséquence des années de chaos de la Révolution culturelle, qui a décapité ses élites et dont le pays continue à payer le prix.

L'effort visant à faire monter les jeunes générations devra être poursuivi, mais ne portera vraisemblablement ses fruits que d'ici bien des années.

De surcroît, le rajeunissement a été plutôt sélectif : pour un général, Yang Dezhi, jusqu'alors chef d'état-major de l'armée, qui s'en va à l'âge de soixante-dix-sept ans, un autre grognard de poids, le général Yang Shangkun, de sept ans son aîné, reste. Le premier s'est toujours montré beaucoup plus réticent que le second envers les hommes que M. Deng voulait porter au pouvoir. Autre succès des réformateurs, le parti a, pour la première fois de son histoire, procédé à des primaires à bulletin secret pour élire les membres du comité central, avec un nombre de candidats légèrement supérieur à celui des sièges à pourvoir.

Selon des bruits circulant dans les couloirs du Grand Palais du peuple, ce serait dans cette élection primaire que l'un des hommes qu'on croyait destinés à entrer au bureau politique, M. Deng Liqun, a été éliminé de la course au pouvoir. Ce désaveu de l'artisan de la campagne contre les idées occidentales qui avait fait rage, fin 1983, sous l'appellation colorée de « *lutte contre la pollution spirituelle* », souligne l'effet rénovateur du mouvement engagé par M. Deng Xiaoping à la tête d'une des bureaucraties les plus pesantes du monde. Il ne peut que réjouir les intellectuels, qui ne se cachaient pas de détester ce doctrinaire partisan de la manière forte envers les entorses au dogme.

Séparation des pouvoirs

M. Deng Xiaoping a aussi réussi à faire adopter par le parti une révision de ses statuts qui introduit de manière mesurée mais significative le principe de la séparation des pouvoirs. Ainsi, les instances du parti seront seulement responsables, dans les entreprises de pointes libéralisées, d'une supervision politique et idéologique d'ordre général, avec le devoir d' « *assister* » la direction administrative dans « *l'exercice complet de ses pouvoirs* ». De même, au sein des organes de l'Etat, les cellules du parti ne seront plus automatiquement présentes à tous les niveaux, et leurs prérogatives seront réduites.

Mais un autre chapitre de la révision des statuts montre bien les difficultés auxquelles M. Deng Xiaoping est toujours confronté et la nécessité dans laquelle il se trouve de demeurer plus présent qu'il ne l'aurait sans doute souhaité : il s'agit de la présidence de la commission militaire du comité central, organe le plus puissant de tout l'appareil. La révision opérée n'oblige plus à choisir comme par le passé son chef parmi les membres du comité permanent du bureau politique, ce qui permet à M. Deng Xiaoping de continuer d'y siéger.

En filigrane dans les commentaires de la presse officielle se dessine un affaiblissement progressif du rôle de cette commission du parti au profit de l'organe équivalent au niveau de l'Etat. Le but est de permettre à M. Deng Xiaoping de vaincre l'hostilité que les militaires avaient manifestée envers ses protégés par le passé, et d'imposer son nouveau successeur à la tête de l'armée.

Le « retour » de M. Hu Yaobang

Tout repose donc, encore et toujours, sur la personnalité de M. Deng Xiaoping. La procédure elle-même est loin de fournir une garantie pour l'avenir. Le PCC a révisé ses statuts pour ainsi dire à chacun de ses congrès, afin de les adapter aux nécessités du moment et à l'équilibre des forces. La volonté légaliste qui prévaut de nos jours n'exclut pas totalement les procédures d'exception, comme l'a montré l'éviction en janvier dernier de M. Hu Yaobang.

Le XIIIe congrès aura été pour ce dernier l'occasion d'un étonnant *retour* : celui de M. Hu Yaobang. Les porte-parole chinois ont systématiquement mis en valeur ses réalisations au cours de son passage à la tête du parti avant qu'il ne trébuche sur l'agitation estudiantine de la fin 1986. *Fait sans précédent ici*, M. Hu Yaobang s'était rapproché dimanche, sur la tribune officielle, du centre du pouvoir en siégeant immédiatement à côté de M. Zhao Ziyang.

Mais la leçon de cet incident de parcours a été retenue : afin d'éviter sa répétition, l'accent est mis, dans les statuts révisés du parti, sur la prééminence du comité permanent du bureau politique, la véritable direction collective, au détriment du secrétariat qui, sous M. Hu, était devenu un instrument de pouvoir personnel.

C'est, paradoxalement, sur le contenu précis et le calendrier des réformes économiques que le congrès aura été le moins décisif. Sans doute les responsables l'expliquent-ils par la séparation des rôles entre le parti et le gouvernement. Le gouvernement doit gouverner, et le parti, en théorie, ne plus s'occuper que de superviser.

M. Zhao a annoncé lundi à la presse son intention de démissionner « bientôt » de son poste de premier ministre, et non pas au printemps, comme on le pensait généralement. Mais il s'est refusé à donner le nom de son successeur qui sera a-t-il dit, « plus jeune ».

Mais surtout, les conférences de presse auxquelles les journalistes ont été conviés durant le congrès ont mis en évidence le caractère encore bien flou des réformes les plus controversées, et la volonté des réformateurs de ne pas précipiter le mouvement. Il leur faut en effet avant tout éviter la surchauffe et les embardées économiques qui pourraient avoir de graves conséquences sociales.

Le trait de plume tiré sur l'ère maoïste dans l'économie, bien plus radical dans son principe que les condamnations mi-chèvre mi-chou, prononcées jadis contre le Grand Timonier pour son action politique, paraît, certes, définitif. Mais le régime est trop conscient de ses antagonismes pour risquer de s'affaiblir en provoquant des dérapages incontrôlables, qui mineraient son autorité déjà fragile et raviveraient les zizanies en son sein. La prudence en ce domaine reste donc, et pour longtemps encore, à l'ordre du jour.

FRANCIS DERON.

● **Le Tibet, ouvert ou fermé ?** – « *Le Tibet n'est pas fermé et ne le sera jamais* », a déclaré samedi 31 octobre un délégué tibétain au XIIIe Congrès du PCC à Pékin. Celui-ci a démenti « *les vagues allégations selon lesquelles les journalistes ne sont pas autorisés à visiter le Tibet et qui ne correspondent pas à la réalité.* » Les correspondants étrangers avaient pourtant été expulsés de Lhassa le mois dernier à la suite des émeutes antichinoises, Et le ministère des affaires étrangères avait annoncé que « *le Tibet, à la demande de son gouvernement, ne recevra pas de touristes, sauf autorisations spéciales* ». – *(AFP, AP.)*

Le départ de la vieille garde

La liste des sortants du bureau politique est un véritable « panthéon » des derniers fondateurs du régime : elle comprend trois des cinq membres du comité permanent, six vétérans de la Longue Marche, nés entre 1902 et 1916, membres du parti depuis cinquante-deux ans pour le benjamin, M. Hu Qiaomu et soixante-quatre ans pour l'aîné M. Peng Zhen. On trouve parmi eux les chefs de l'Etat et du Parlement sortants, l'ancien secrétaire de Mao, des militaires prestigieux... sans parler de M. Deng Xiaoping, qui est loin d'avoir pris sa retraite.

Ce n'est pas le cas des autres, qui devraient perdre l'ensemble de leurs fonctions dans les organes du PC et de l'Etat. Avec eux s'effacent une frange de l'histoire du parti, une génération, une ligne de pensée beaucoup plus conservatrice et que plusieurs d'entre eux, en dépit de leur grand âge, ont continué à défendre avec la dernière ardeur. Car, si M. Chen Yun a donné, lors de l'ouverture du congrès, l'image de la déchéance physique, le plus ancien des neuf, M. Peng Zhen, se porte comme un charme. Voici leurs principaux titres de gloire :

● *Peng Zhen*, né en 1902, membre du PC depuis 1923, entré au bureau politique en 1945, maire de Pékin, première victime de la révolution culturelle en 1966, réhabilité en 1979 et président du Parlement depuis 1983.

● *Chen Yun*, né en 1905, entré au PC en 1925, vétéran de la Longue Marche, entré au bureau politique en 1945, vice-premier ministre (1949-1972); responsable de l'économie, il s'opposa aux théories aventuristes de Mao, et c'est sur la base de ses idées que M. Deng a formulé sa politique de « réformes ». Il est resté membre du comité central (mais pas du bureau politique) pendant la révolution culturelle. Avec M. Peng, il est devenu un des ténors du conservatisme.

● *Li Xiannian*, né vers 1905, entré au PC en 1927, militaire vétéran de la Longue Marche, membre du comité central (1945) et du bureau politique (1958), ministre des finances (1957-1975), il a survécu à la révolution culturelle avant de jouer un rôle important dans la chute de la « bande des quatre ». Chef de l'État depuis 1983.

Général Yang Dezhi, né en 1910, membre du PC depuis 1928, vétéran de la Longue Marche, commandant en second des « volontaires » chinois en Corée, il entre au comité central en 1967, pendant la révolution culturelle, chef d'état-major (1980), membre du bureau politique (1982).

● *Hu Qiaomu*, né en 1912, membre du PC depuis 1935, secrétaire de Mao depuis 1945, membre du comité central (1956), il est cependant victime de la révolution culturelle. Entré au bureau politique en 1982, il était, avec son protégé M. Deng Liqun, l'idéologue du conservatisme néo-maoïste.

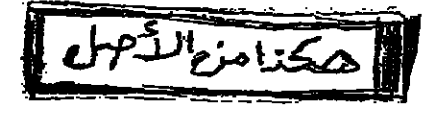
● *Général Xi Zhongxun*, né en 1913, membre du PC depuis 1928, vétéran de la Longue Marche, membre du comité central (1956), vice-premier ministre (1959), il disparaît peu après en raison de ses liens avec Peng Dehuai. Membre du bureau politique depuis 1982.

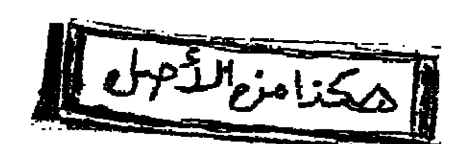
● *Général Yu Qiuli*, né en 1914, membre du parti depuis 1931, vétéran de la Longue Marche, responsable de la logistique (1957), ministre du pétrole (1958-1972), il survit grâce à Zhou Enlai à la révolution culturelle. Membre du comité central depuis 1969, et du bureau politique depuis 1977.

● *Fang Yi*, né en 1916, membre du PC depuis 1930, suppléant au comité central (1958-1973), vice-président de la commission du Plan, il survit grâce à Zhou Enlai à la révolution culturelle. Economiste, il entre au comité central (1973) puis au bureau politique (1977); vice-premier ministre depuis 1978.

Ce rajeunissement ne touche pas que le bureau politique : de nombreux autres vétérans quittent le comité central – 98 des 209 élus de 1982, – et la moyenne d'âge de ses membres passe de cinquante-neuf ans à cinquante-cinq ans.

PATRICE DE BEER.





CANADA : La mort de l'ancien premier ministre du Québec

René Lévesque ou l'intuition au pouvoir

L'ancien premier ministre du Québec, René Lévesque, est mort d'un arrêt cardiaque, dimanche 1er novembre à l'hôpital général de Montréal, où il avait été transporté d'urgence. Agé de soixante-six ans, il avait été pris d'un malaise à son domicile.

Usé par neuf années de pouvoir et vingt-cinq années de vie politique, René Lévesque avait choisi d'annoncer sa démission, en pleine nuit, le 20 juin 1985. *« Imagine-t-on sortie plus indécente, tellement tardive qu'on n'a pas le temps d'en gloser »*, a-t-il écrit dans ses Mémoires, parus l'an dernier sous le titre *« Attendez que je me rappelle »*. Il s'y délectait encore du plaisir qu'il avait eu à surprendre la classe politique et les médias.

Sa mort brutale prend cette fois de court le peuple québécois tout entier dont il était devenu l'un des monstres sacrés. Nul autre que René Lévesque n'a aussi bien exprimé à travers sa carrière les ambivalences des Québécois, dont les sursauts d'émancipation ont toujours été tempérés par la crainte des tributs à payer. Avec son franc-parler, simple et souvent percutant, il était à plus d'un titre l'incarnation du Québécois moyen, à la fois entreprenant et timide, fier et modeste, agressif et généreux.

Cette coïncidence explique sans doute l'attachement presque émotif que les Québécois ont continué de lui témoigner après sa retraite. Ses Mémoires, vendus à plus de cent vingt mille exemplaires, continuent de connaître un énorme succès chez les libraires, ses commentaires à la radio restaient ces derniers jours encore fort attendus.

René Lévesque a ainsi terminé sa carrière comme il l'a commencée, par le journalisme. Il est né le 24 août 1922 à New-Carlisle, petit village de Gaspésie sur la côte atlantique, anglophone à 75 %. Il devient journaliste en 1944, correspondant de guerre en Europe avec les troupes américaines – il a été recruté par Pierre Lazareff pour le *U.S. Office of War Information*, – puis en Corée. Il quitte la télévision nationale canadienne en 1959 à la suite d'une longue grève des réalisateurs et se joint au parti libéral de Jean Lesage. C'est le début de la « Révolution tranquille », comme on appela ces années au cours desquelles le Québec sortit d'une longue léthargie.

Il est élu député dans une circonscription de Montréal en 1960, puis de nouveau en 1962 et en 1966. Au cours de cette période, il détient successivement trois portefeuilles. En tant que ministre des richesses naturelles, il entreprend, malgré les réticences de ses collègues, la nationalisation de l'électricité, qu'il obtient finalement en 1963 avec la création d'Hydro-Québec.

Dans les milieux financiers anglo-saxons, qui contrôlent 90 % de l'économie québécoise, c'est presque la panique. On parle alors de « René le Rouge ». Sa philosophie politique est simple : pour assurer la survie de la société de culture française en Amérique du Nord, il est essentiel de contrôler l'économie, que les Québécois ont longtemps négligée. En attendant la formation d'un capitalisme québécois, c'est à l'Etat de jouer ce rôle.

Devenu premier ministre en novembre 1976 après une longue traversée du désert – il avait été battu aux élections de 1970 et de 1973, – il mène une politique conforme à cette philosophie. La Charte de la langue française (la « loi 101 »), que la minorité anglophone (moins de 20 % de la population du Québec) n'accepte toujours pas aujourd'hui, va peu à peu transformer le Québec en une province *« aussi francophone que l'Ontario est anglophone »*. Sur le plan économique, l'Etat intervient avec modération, en particulier par la nationalisation partielle des mines d'amiante, dont le Québec est le premier exportateur mondial.

L'homme et le parti, qu'il fonda en 1968 pour réaliser l'indépendance du Québec, étaient indissociables au point qu'il était mal vu de parler de succession devant les nombreux inconditionnels de René Lévesque. Lui-même ne prisait guère non plus ce sujet. René Lévesque, le contestataire, n'aimait pas être contesté au sein de sa propre formation politique. Il l'a montré lors de la plus grave crise qu'ait connue le parti québécois, au cours de l'hiver 1981-1982. Mécontent des résolutions adoptées au début de décembre 1981 par le congrès du parti, le premier ministre avait décidé de s'adresser directement à la base, aux trois cent mille adhérents du parti, pour leur demander de désavouer les deux mille délégués qu'ils avaient envoyés au Congrès.

Pourtant, les délégués n'avaient fait que prendre au mot leur chef, qui leur avait demandé de *« se mettre à parler ouvertement d'indépendance »* à la suite de l'échec de la stratégie dite de l' « étapisme ». Cet échec était apparu avec évidence lors de la défaite au référendum sur la « souveraineté-association » en mai 1980 et à la suite de la décision du gouvernement fédéral et des neuf provinces anglophones de modifier la Constitution sans l'accord du Québec.

Le charisme du chef

Profondément meurtri par l'issue du débat constitutionnel, René Lévesque avait lui-même contribué à alimenter les frustrations de ses partisans en laissant paraître son amertume et son désir d'en découdre avec le gouvernement fédéral. Il avait alors réagi comme beaucoup de Québécois, oubliant un instant qu'il était premier ministre et qu'il avait triomphalement remporté les élections de novembre 1976 et d'avril 1981 en promettant de diriger un *« bon gouvernement »* et non de réaliser l'indépendance du Québec.

Le René Lévesque impulsif et émotif devait rapidement céder la place au chef de parti conscient des enjeux et soucieux de préserver l'avenir. Après avoir menacé de démissionner, il décidait d'organiser un référendum auprès des membres du parti, qui invalidèrent les décisions du congrès de décembre et lui accordèrent, en février 1982, 95 % des suffrages exprimés. Il s'agissait en fait d'un véritable plébiscite, qui confirmait son immense popularité.

Le procédé était antidémocratique et autoritaire. Certains militants « péquistes », et non des moindres, s'en plaignirent. Mais, une fois de plus, le charisme du chef fit rapidement oublier cette méthode peu orthodoxe. En cela, René Lévesque ressemblait à son plus farouche adversaire, le premier ministre fédéral, M. Pierre Elliott Trudeau, dont la forte personnalité s'accommode mal du processus de consultation. Tous deux perpétuent d'ailleurs une tradition bien établie au Québec, où l'on aime les chefs autoritaires.

Deux ans avant de se retirer, Pierre Elliott Trudeau lui a imposé son plus cuisant revers politique. Il a en effet rapatrié sans l'aval du Québec la Constitution canadienne qu'il a assortie d'une nouvelle charte des droits et libertés. Lorsque le conservateur Brian Mulroney est arrivé au pouvoir en septembre 1984 à Ottawa, René Lévesque a accepté de renouer le dialogue avec les autorités fédérales en vue de ramener le Québec dans le giron canadien. Un mois plus tard, il déclenche toutefois une véritable crise au sein de son cabinet en acceptant de reléguer l'option indépendantiste de son parti aux oubliettes, pour le proche avenir du moins. Sept de ses ministres indépendantistes « purs et durs » démissionnent. Critiqué, contesté, las de la vie politique, René Lévesque cède en septembre 1985 sa place à Pierre-Marc Johnson, non sans avoir exhorté ses successeurs *« à ne jamais perdre de vue l'objectif d'aider le Québec à devenir un pays complet et reconnu »*.

MARTINE JACOT,
BERTRAND DE LA GRANGE.

PANAMA

Un juge de la Cour suprême a été tué

Panama. – Un juge de la Cour suprême de justice, Camilo Perez, a été tué le samedi 31 octobre dans un immeuble du centre-ville au cours d'une altercation avec un garde de sécurité qui a affirmé que le juge l'avait attaqué. La police a fait savoir que le garde, Juan Miguel Godoy Hernandez, avait été arrêté après avoir tiré deux balles dans la poitrine du juge, alors qu'il certifiait avoir agi en situation de légitime défense.

Pour le fils de Camilo Perez, qui était âgé de cinquante-huit ans, cette version des faits est *« étrange et inacceptable »*. *« Il était incapable de commettre un acte de violence »*, a-t-il indiqué, en rappelant que le juge était connu pour ses critiques concernant la violation des droits de l'homme dans son pays. Sa famille a aussi précisé que le juge n'appartenait à aucun parti politique. Elle a été prévenue de la mort du juge par un coup de téléphone anonyme l'informant que le cadavre se trouvait à la morgue. – *(AFP, Reuter, UPI.)*







La tension reste vive à Papeete

Tahiti en état de choc

PAPEETE
de notre envoyé spécial

Ce n'est plus le paradis ! Et si l'on écoutait certains, ce serait même carrément l'enfer... Surexcité, voilà un chef politique « modéré » qui s'égosille devant les caméras de télévision : *« Nous sommes presque en état de guerre. Je suis pour le maintien de l'état d'urgence pendant deux ans. »* Soumise à ses démons, Tahiti s'abandonne ainsi, parfois, au « n'importe quoi ».

Ce n'est plus le paradis mais un territoire sous pression. Le haut-commissaire de la République, M. Pierre Angeli, faussement optimiste et assurément inquiet, peut déclarer sans ciller : *« Je n'envisage pas de soulèvement. »*

Une semaine après l'émeute du 23 octobre, Papeete n'a pas fini de frissonner et de balayer les gravats des pâtés d'immeubles partis en fumée. Ce fut une ville en flammes, une ville torche. En marchant dans les décombres, en longeant la dizaine de bâtiments réduits à des squelettes de béton, M. Gaston Flosse, l'homme fort du territoire revenu précipitamment de Paris, confie : *« J'ai failli pleurer. »*

Moins solides que lui, une bonne cinquantaine de commerçants et quatre cents salariés en chômage technique ont la larme bruyante. Bref, seules les volées de merles bavards qui s'ébrouent dans les cendres, bec jaune au vent, semblent trouver leur bonheur.

La troupe pourvoit au reste. Six escadrons de gendarmes mobiles donnent du corps à l'état d'urgence. L'armée pèse sur la ville. La Légion a transformé la zone portuaire en forteresse et les « méchants » dockers grévistes sont priés de passer leur chemin : le pont-levis ne s'ouvre plus pour eux...

L'ordre règne à Tahiti. Les autorités ont mis d'office toute la population à la « diète », en interdisant la vente de boissons alcoolisées et particulièrement la bière Hinano, le cru local dont se gargarisent trop les têtes brûlées. Seul le couvre-feu a *été levé dimanche 1er novembre sur* l'insistance des autorités religieuses, pour permettre aux familles de se recueillir durant la nuit sur les tombres de leurs ancêtres comme le veut la tradition.

L'ordre règne et Tahiti n'arrête plus de revivre en pensée ces quelques heures de folie, rongée par la rage et le désespoir. Papeete se souvient, avec horreur et délices, de son émeute brisant la fausse légende d'un peuple dolent et captif. Ce fut une jacquerie moderne, un mai 1968 en miniature.

Un gendarme photographe a immortalisé un docker ivre de vengeance chargeant, aux commandes d'un engin de levage, un garde mobile en déroute. Un journaliste a suivi le périple d'une camionnette livrant des cocktails Molotov de fortune aux gars descendus en bande des faubourgs de Papeete vers le *centre-ville. Un syndicaliste se rappelle* avoir entendu crier des ordres : *« Brisez les vitrines ! »*

La « terre des ancêtres »

A 17 heures, ce noir vendredi du 23 *octobre, les dockers, en grève* depuis plusieurs jours, étaient délogés du port de Papeete sans *excessive courtoisie et trois établis*sements industriels partaient en fumée. Un peu plus tard, le centre-ville s'embrasait sous le coup d'une colère sourde, offrant le spectacle d'un sacrifice païen. Tout Papeete est alors dans la rue, hypnotisé. Des parents sont accourus avec leurs enfants, des émeutiers communiquent entre eux avec des talkies-walkies. En soixante minutes, la rage s'est organisée.

Des indépendantistes ultras surgissent, quelques gens gueulent, s'érigent en meneurs. Dans le désordre, John Tauru, conseiller municipal à éclipse de Papeete et docker de choc, s'affaire à briser quelques vitrines, et à incendier une voiture.

Ralf Taviri, un indépendantiste *qui revendique avec ardeur la resti*tution aux Polynésiens de la « terre des ancêtres », boxe très sérieusement un représentant des forces de l'ordre ; Armand Tauotaha, pompier à Faaa, non loin de Papeete, idem ; Axel Pomaré, dix-huit ans, descendant de l'illustre famille royale de la Polynésie, s'adonne à quelques menus pillages.

A leurs côtés, quelques centaines de manifestants, dont plusieurs dizaines de mineurs, s'abattent comme des moineaux devant les magasins pour faire leurs courses. Certains s'étranglent aujourd'hui, notamment chez les métropolitains, sur le thème : *« Ils n'ont pas volé parce qu'ils avaient faim comme on l'entend partout ! »* Certes, certes. Ces émeutiers ne réclamaient ni pain ni brioche, mais purement et simplement la « vidéo » magique, le magnétoscope tentateur que tout Tahitien qui se respecte se doit de posséder, même dans la cave la plus désolée.

C'était le petit peuple des laissés-pour-compte de la croissance chaussant brusquement les bottes des « casseurs » et « autonomes » bien connus des Parisiens. A leur manière, ils auraient pu bomber sur les murs, culbutant un slogan soixante-huitard chargé de rêve : *« Sous la plage, les pavés. »*

Voilà comment Tahiti, nourrie sous perfusion par les espèces sonnantes et trébuchantes du franc pacifique, dégrisée par la montée du chômage, ulcérée par la présence jugée encombrante des Blancs de métropole – les « Popaa », – a fini par jeter à la poubelle la carte postale où la mer est si bleue, le sable si blanc...

La population a mal encaissé le choc. *« C'est pas bien, il faut pas voler ! »*, soupirent les « mamas » en vous regardant droit dans les yeux.

Et le pasteur Ramon Brothers baisse les bras, découragé : *« Le Tahitien a perdu son identité. C'est une coupure. Ils imitent les Européens. »*

Fort de cette réprobation populaire, le pouvoir judiciaire, solidement soutenu par la police et la gendarmerie, se sent tout gaillard. La machine à inculper ne s'arrête plus. A ce jour, quarante-trois fauteurs de troubles présumés ont été expédiés à la prison de Nuutania. Et ce n'est *pas fini.*

Enquêtant tout à la fois sur les affrontements survenus au port et sur l'émeute du centre-ville, un juge d'instruction a perquisitionné dans les locaux du principal syndicat, l'*Union* des syndicats autonomes des travailleurs polynésiens (USATP). Dans la foulée, Félix Colombel, dit « Rora » le président de l'Union syndicale des dockers – proche d'Oscar Temaru, maire de Faaa, et chef indépendantiste, – a été écroué, bientôt suivi par Slim Papoki, numéro deux des dockers, proche, lui, d'un autre opposant, Emile Vernaudon.

Les enquêteurs disposent apparemment de nombreux témoignages et d'une cargaison de photos des manifestants. Une méchante rumeur laisse entendre que le bulldozer de la justice n'a pas fini son œuvre. Laissons-le aller son chemin mais remarquons, au passage, que les Tahitiens se réfèrent de plus en plus à un défunt, Pouvanaa Oopa, indépendantiste s'il en fut.

C'était en 1958. La justice et le pouvoir politique lui reprochèrent d'avoir voulu incendier Papeete. Des cocktails Molotov avaient simplement été jetés sur un bâtiment par des inconnus. Pouvanaa Oopa, ancien président de l'assemblée territoriale, député, fut condamné à huit ans de réclusion criminelle et quinze ans d'exil. Le général de Gaulle finit par le gracier en 1968. Pouvanaa Oopa est aujourd'hui intouchable. Le haut-commissaire du territoire passe régulièrement devant sa statue, érigée à Papeete.

LAURENT GREILSAMER.

● **OUTRE-MER : M. Soisson *« très soucieux »*.** – M. Jean-Pierre Soisson, délégué de l'UDF aux DOM-TOM, député de l'Yonne, s'est déclaré *« très soucieux »*, le dimanche 1er novembre, sur RFI, *« de la situation créée en Nouvelle-Calédonie »* par l'acquittement des auteurs de l'embuscade meurtrière de Hienghène, en décembre 1984.

Il a demandé au gouvernement de « faire un geste », lors de la future discussion parlementaire sur le changement de statut du territoire, afin de montrer *« sa volonté d'un réel équilibre et son souci d'une politique enfin effective de promotion mélanésienne »*.

M. Soisson a estimé, d'autre part, qu'à Tahiti *« des erreurs sur le terrain ont été commises par le gouvernement territorial et sans doute par le haut commissaire »*, en soulignant *que la récente émeute de Papeete* avait traduit *« un trouble plus profond »*.

● **MARTINIQUE : fin de la grève des employés du port de Fort-de-France.** – Un accord signé le vendredi 30 octobre, entre la chambre de commerce de Martinique et l'intersyndicale des employés du port de Fort-de-France, a mis fin à un conflit qui durait depuis le 5 octobre et *bloquait les activités portuaires*. En revanche, la grève des employés de la chambre de commerce à l'aéro*port du Lamentin, qui affecte depuis* le 21 octobre tout le fret aérien, se poursuit.

Selon un sondage de la SOFRES

Les cotes de confiance de M. Mitterrand et de M. Chirac en léger recul

Les cotes de confiance de M. François Mitterrand et de *M. Jacques* Chirac sont en léger recul selon un sondage *SOFRES-Figaro Magazine* (1) publié le samedi 31 octobre. Avec 58 % de bonnes opinions, le président de la République perd deux points par rapport au mois de septembre, et le premier ministre en perd trois, à 40 %.

En ce qui concerne ceux que les personnes interrogées souhaitent voir *« jouer un rôle important dans les mois et les années à venir »*, parmi les personnalités UDF, RPR ou FN, Mme Simone Veil reste stable (50 %), M. Raymond Barre gagne trois points (49 %), M. François Léotard perd un point (44 %) mais devance toujours M. Chirac, qui reste stable à 41 %. M. Edouard Balladur enregistre un gain de quatre points (31 %) et M. Jean-Marie Le Pen un progrès de deux points (12 %).

Au PS et au PCF, MM. Michel Rocard et Jack Lang perdent un point chacun (49 %), tout comme M. Jacques Delors (44 %) et M. Laurent Fabius (40 %) alors que M. Jean-Pierre Chevènement est en recul de deux points (28 %). En octobre, M. André Lajoinie gagne deux points (13 %) et M. Georges Marchais un seul (10 %).

(1) Sondage réalisé du 17 au 21 octobre auprès d'un échantillon de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

Les experts du PS et les pays pauvres

M. Claude Allègre, président du groupe des experts du PS, réactivé depuis plusieurs mois par le premier secrétaire M. Lionel Jospin, a présenté, récemment, les résultats des travaux des « ateliers » consacrés à l'Europe et à l'endettement du tiers-monde, en compagnie des responsables de ces deux ateliers, MM. Henri Nallet (pour le premier), et François Hollande (pour le second).

M. Allègre a précisé que, même si elles ont été adaptées au langage socialiste habituel, certaines des idées exprimées par le groupe des experts se retrouvent dans le projet de programme du PS. Il a affirmé que les travaux des experts continueront à alimenter les réflexions du parti.

L'une des propositions formulées par l'« atelier » sur l'endettement est l'annulation des dettes pour les pays les plus pauvres, l'allègement pour les autres. M. Allègre a ajouté que la synthèse entre les travaux des deux ateliers est la proposition, faite par les experts, mais qui, pour le moment n'engage pas le PS, que l'Europe, collectivement, décide d'annuler la dette publique de tous les pays d'Afrique, et annule aussi la dette privée pour les plus pauvres. M. Hollande a remarqué que, depuis le début de la crise boursière, Wall Street a perdu environ 1 000 milliards de dollars, ce qui correspond à l'ensemble de l'endettement du tiers-monde. Selon lui, cette comparaison *« relativise »* l'argument selon lequel le « traumatisme » de l'annulation d'une partie des dettes du tiers-monde serait insupportable pour l'Occident.

Les cotes de confiance de M. Mitterrand et de M. Chirac en léger recul

Politique

Le président du CDS à « L'heure de vérité »

Pierre Méhaignerie, l'homme tranquille

(Suite de la première page.)

Homme de rencontre dont la culture se nourrissait du contact des autres, Méhaignerie père fuyait comme la peste les estrades. Son ami Teitgen, dans les meetings, était chargé de réchauffer les cœurs des militants.

Rarement à l'aise, lui aussi, devant un micro ou une caméra, avec cette curieuse élocution qui lui donne des airs de scaphandrier en quête d'oxygène, Pierre Méhaignerie a décidément poussé loin le culte paternel.

Timide, réservé, il a aussi laissé à son instituteur de Balazé, M. Tortellier, le souvenir d'un enfant sans histoire. Il faisait partie des bons élèves, mais sans plus. *« Il se laissait un peu vivre »*, admet son vieux maître. Chahuteur, mais jamais meneur. Se faisait-il prendre ? Il affichait un inébranlable sourire, arme subtile des timides, qui, encore aujourd'hui, désarme plus d'un de ses interlocuteurs.

Mais jamais on ne le vit se réfugier derrière le paravent du fils à papa. Un garçon comme les autres. Chez les Frères maristes de Rennes où il suivit ses études secondaires, il ne se fera pas davantage remarquer. Même dans sa famille, on a du mal à narrer une anecdocte trahissant un quelconque signe distinctif. *« C'était un enfant réfléchi, heureux de vivre, sans problèmes métaphysiques et obéissant. »* Tout est dit. Si ce n'était le mandat de son père à reprendre, après la tourmente de 1968, cette tradition familiale de dévouement et sa date de naissance, rien ne le prédestinait à faire de la politique.

La découverte de l'Amérique !

Alexis, le frère aîné, est devenu prêtre. Au second des garçons, Paul, sont allés la ferme familiale et l'héritage municipal de Balazé. Pierre, le dernier des garçons, fera donc des études. Son père, qui aura toujours un faible pour lui, le veut. Il s'exécute. Sciences-Po l'intéresse, l'histoire et la géographie le passionnent. Pas assez sérieux, décrète le papa, qui rêve plutôt, pour lui, d'un beau titre d'ingénieur, mieux, d'ingénieur agronome ! Le devoir frappe encore. Avec son baccalauréat en poche, le jeune Pierre part donc en préparation « agro » au lycée Saint-Louis à Paris. *« Les deux années les plus noires de ma vie »*, se souvient-il. A coup de maths et de physique infligés à doses intensives dans ce Paris qu'il juge trop étouffant et anonyme, il se dessèche loin de sa chère Bretagne. Il ne connaît personne. Il se distrait comme il peut, se laissant prendre par cette passion, devenue depuis inassouvissable, pour le cinéma.

Résultat : 121e au concours d'« agro » à l'écrit et, ce qui n'est pas surprenant, 189e à l'oral. Trop mal placé pour rester à Paris. Retour sur Rennes. La joie !

Eté 1964. Une petite révolution pour le petit paysan breton qui vient tout juste de sortir major d'agro à Rennes. Le jeune Pierre veut voir du pays. Avec un copain, il fait un concours lancé par une chaîne de magasins *« sur la production et la distribution comparées de pommes en Bretagne et dans l'Etat de New-York »*. Premier lot : un voyage aux Etats-Unis et une bourse de 5 000 F. Gagné. A eux deux l'Amérique ! Deux mois d'aventures et de découvertes qui vont profondément le marquer. Trois semaines de petits boulots dans les banlieues huppées de New-York et dans un camp militaire de récupération de matériel, complétées par un inénarrable tour des Etats-Unis en stop de 12 000 kilomètres usant des fanions du Rotary Club pour solliciter l'hospitalité.

Une véritable aventure. Et, comme un bonheur ne vient jamais seul, sur le vol du retour un passager lui donne l'adresse d'une jeune Américaine établie pour un an à Rennes et susceptible de lui parler un peu plus du pays. La conversation dure encore. Julie est devenue Mme Pierre Méhaignerie. Tout juste marié, le couple Méhaignerie part en coopération technique en Tunisie.

La Bretagne et sa famille. Les Etats-Unis et Julie. La Tunisie. Voici formées les différentes strates de sa personnalité, de son fonctionnement et de ses ambitions.

La Bretagne l'a aidé à toujours garder les pieds sur terre, et même, diront certains, *dans* la terre. Au plus profond de lui-même Pierre Méhaignerie est resté un paysan pour qui le travail est une prière, et le goût du concret un viatique. Pas étonnant qu'il se sente presque en faute dans l'oisiveté, que les vacances ne soient acceptées que par stricte obligation familiale à l'égard de ses deux enfants, que les seules migraines qui l'assaillent jamais se déclenchent curieusement le dimanche. En France, à l'étranger, il ne se déplace jamais sans un attaché-case bourré de dossiers, de documents, de brochures. *« C'est un bouffeur de papier et un stakhanoviste de l'écrit »*, dit un de ses collaborateurs. Il veut tout voir, tout lire. Ses journées ne se terminent jamais sans une ou deux heures de lecture, *« la Documentation française de préférence au roman »*. Un papivore doté d'une mémoire d'éléphant. Il jongle avec les chiffres mieux qu'avec les mots. Le concret, toujours le concret. Le travail est pour lui une vertu. Méhaignerie en breton ne signifie-t-il pas *« l'endroit où l'on s'use au travail »* ? L'abnégation et la simplicité : sa règle de conduite.

Quand il revient à la ferme familiale, M. le *ministre reste le petit* Pierre, et sa place sur le banc n'est pas plus large aujourd'hui qu'hier. *« Pierre, pour nous, n'est pas une vedette »*, reconnaît son aîné, le Père Alexis. Chacun de ses sept frères et sœurs est attentif à ce qu'il n'attrape point la « grosse tête ». Un jour, une de ses sœurs lui a même écrit pour le mettre en garde conre la politique politicienne, et le rappeler par la même occasion à ses obligations familiales. Pierre Méhaignerie a besoin de cela.

Loin de ses racines, il s'intoxique et il éprouve d'ailleurs une méfiance instinctive pour les hommes politiques qui ne sont pas véritablement issus d'un terroir. Il fonctionne par cercles concentriques. Sa famille, les chers administrés de sa chère ville de Vitré, cette ville de 14 000 habitants dont il est maire depuis 1977. Parodiant le célèbre constructeur automobile General Motors, il pourrait à son tour prétendre que ce qui est bon pour Vitré est bon pour la France. Avant de mettre en chantier sa loi sur le logement, il consulte les locataires d'une cité HLM. Avant l'été, il testait les chances d'une candidature Léotard auprès de ses ouailles. Sa lutte obstinée pour la sécurité routière n'a d'égal que son chagrin d'avoir coup sur coup perdu sur la route un beau-frère et un jeune neveu.

Pour préparer cette première « Heure de vérité » sur Antenne 2, il a réuni, l'autre samedi, une quinzaine de jeunes de Balazé. Il lui faut ce solide terreau pour faire germer ses idées. Tous les quinze jours, le dimanche soir, il réunit autour de la cheminée qui semble sortir tout droit de Maria Chapdelaine, quelques amis de Vitré et ses plus proches collaborateurs de la mairie. Pas de sujet tabou, tout y passe, il ne néglige l'avis de personne.

Un bulldozer qui a mis un silencieux

Ce goût inaltérable de la fraternité face à la passion de la hiérarchie, cette façon, comme on s'en amuse dans son entourage, *« d'être le même face au pape comme avec son chauffeur »*, cette décontraction naturelle qui risquerait parfois de ressembler à de l'indolence, constituent sans doute les traces les plus profondes de ce qu'on pourrait appeler *« américanisation »* de ce bon Français de Bretagne. L'influence certaine de son épouse, ses fréquents déplacements familiaux outre-Atlantique, ont fini de le prémunir contre tout instinct de classe, par le vacciner contre toutes les scories de l'intolérance et de l'étatisme rigide. Les deux années qu'il a passées entre 1965 et 1967 dans un bled tunisien ont consolidé son souci d'ouverture aux autres et aux plus déshérités.

Gentil – forcément gentil, – *Pierre Méhaignerie fait naturellement* confiance. Mais malheur à qui le trahit !

Du petit Pierre docile, il a gardé un visage juvénile, tout juste contrarié par une chevelure blanchie sous le harnois. Dans son regard naviguent sans cesse malice et candeur. Si son expression verbale la plus violente est *« quel con ! »*, ses proches affirment qu'il se garde toujours de dire du mal des autres. Mais cette *gentillesse n'est pas exempte* de colère. En 1980, il est alors ministre de l'agriculture, des manifestants défilent, à Rennes, pour le maintien du prix de la pomme de terre primeur. Saccages en tous genres. Il reçoit une délégation. Une minute d'entretien. *« Il y avait 40 millions pour soutenir votre marché, maintenant il n'y a plus rien »* lâche-t-il sèchement avant de couper court à l'entrevue. Sa gentillesse camoufle une obstination qui a fait ses preuves lors des marathons agricoles européens, préférant au choc frontal la méthode du coureur de fond en politique : vouloir plus longtemps et plus fort.

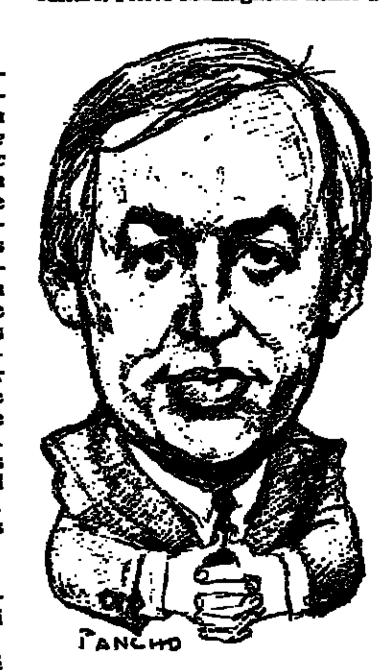
Son parcours politique en est le parfait exemple. Sans tambour ni trompette, Pierre Méhaignerie avance. Il a conquis l'Ouest, il voudrait conquérir Paris. Cet homme est un bulldozer qui a mis un silencieux. *Un bouteur qui a quand* même eu, au départ, quelques petits ratés.

Pierre Méhaignerie est venu à la politique en 1968. Aux élections législatives de l'année précédente, son père, qui, pour la première fois *depuis 1945, doit concéder un* deuxième tour, sent le souffle du boulet et décide de passer la main. Pierre se trouve alors en poste à la direction départementale de l'agriculture de Bordeaux, en qualité d'ingénieur du génie rural et des eaux et forêts. La vague de mai ne le mouillera pas. Pierre décide donc de tenter sa chance. Son père ayant voté la censure du gouvernement Pompidou, le retour du général de Gaulle de Baden-Baden, suivi de la dissolution, permet de penser que l'élection sera difficile, voire impossible, même avec le nom de Méhaignerie.

Son frère, Paul, qui est resté au pays fait sa campagne, lui ouvre des portes. Peine perdue : 27 % au premier tour, un désastre. Mais son sort est scellé. Il ne ratera pas sa seconde chance, en 1973. Grâce à papa, Pierre quitte Bordeaux pour entrer au cabinet de Jacques Duhamel, alors ministre centriste de l'agriculture, un homme qui encore aujourd'hui reste pour lui une référence.

Le jeune ingénieur devient attaché parlementaire, travaille avec des hommes comme Jacques Rigaud, aujourd'hui patron de RTL, Antoine de Clermont-Tonnerre, ou encore Denis Baudouin, l'actuel porte-parole de l'hôtel Matignon. *« Il était extrêmement présent*, se souvient Jacques Rigaud, *gentil, discret. Jamais génial mais toujours bien fait ! »*

Atteint par la maladie, Jacques Duhamel passe de l'agriculture à la culture. Pierre Méhaignerie hésite à



le suivre. *« Vous voulez faire une carrière politique*, lui conseille-t-on, *alors adaptez-vous ! »* Pierre Méhaignerie se retrouve donc Rue de Valois, s'intéressant à la floraison, à l'époque, des maisons de la culture, se passionnant pour l'architecture.

1973. Le voilà donc député à trente-quatre ans. En route pour l'aventure. A l'élection présidentielle de 1974, il vote avec tous ses amis du CDP pour Giscard contre Chaban.

Le meilleur ministre de l'agriculture de la Ve République

Il sera récompensé. A trente-sept ans, le voici ministre de l'agriculture, entamant cinq années de bons et loyaux services pour la République giscardienne. Sans trop de problèmes. Giscard lui reprochera simplement de ne pas faire assez de politique, autrement dit de laisser *sur ce terrain trop de champ libre* à ce cher Jacques Chirac.

C'est aussi à cette époque que Pierre Méhaignerie apprend à travailler avec Raymond Barre. Au départ, le premier ministre lui semble plutôt fermé sur le dossier agricole. *Et puis, peu à peu, les deux* hommes commencent à s'estimer mutuellement. Pierre Méhaignerie apprécie le refus de Raymond Barre de poser les problèmes en terme de corporatisme, et aujourd'hui Raymond Barre se flatte d'avoir eu avec lui *« le meilleur ministre de l'agriculture de la Ve République »*.

Maire de Vitré depuis 1977, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, son assise locale lui permet de résister mieux que d'autres au séisme de mai 1981. La décentralisation le passionne. Il joue le jeu. Et puis une autre chance s'offre bientôt à lui : la présidence du CDS est à prendre. Jean Lecanuet se retire. En piste et en concurrence avec lui, Bernard Stasi, *l'homme des militants*, et Jacques Barrot.

Pierre Méhaignerie n'a jamais été jusqu'alors un militant hors pair. Toujours son refus de tout embrigadement. *« Un homme politique, prétend-il, doit s'exprimer par des actes et par son travail »*, telle est sa devise. Les cartes, les meetings, les affiches, très peu pour lui. La politique politicienne n'est pas son fort. Il hésite à se lancer. La presse le présente comme l'homme de Giscard. Des jeunes du parti, François Bayrou en tête, le poussent à se jeter à l'eau. Au congrès de Versailles, il est sacré *président* du CDS.

Ses buts seront plutôt laborieux. Les rivalités internes ont du mal à s'effacer. Jean Lecanuet veille toujours, lui reprochant d'engager *prématurément et précipitamment* le CDS derrière Raymond Barre. Problèmes encore lors des élections européennes de 1984, qui voient la stratégie centriste fluctuer au gré des humeurs de Simone Veil.

Doutes encore sur le bon choix barriste au moment de la dernière campagne des législatives de 1986 lors de l'affaire Boutin, dans les Yvelines, *et de la complicité entre* Raymond Barre et Marie-France Garaud que Pierre Méhaignerie n'aime guère. Durant toute cette période, celui-ci sera parfois à deux doigts de la démission.

Mars 1986, enfin. Cohabiter, ou ne pas cohabiter ? Pierre Méhaignerie, en zélé barriste, était contre. L'étroit succès de la majorité ; l'impossibilité, selon lui, de pouvoir faire autrement ; le souci, toujours, de régler en priorité les problèmes du pays avant les problèmes du parti ; bref, Pierre Méhaignerie conduit finalement le CDS au gouvernement.

Il aurait voulu se maintenir dans une position de soutien critique, mais Jacques Chirac lui met carrément ce marché en main : *« Ou tu viens avec moi ou je refuse de gouverner. »* Pierre Méhaignerie s'incline. Mais il négociera pied à pied la place des sept ministres centristes, fort d'une assise parlementaire de quarante-sept députés. Du jamais vu depuis la période flamboyante du MRP.

On peut monter dans le même train que les socialistes

M. Jacques Chirac lui propose, d'emblée, un gros ministère de l'emploi et de la Sécurité sociale. Trop risqué ! Raymond Barre lui *conseille un ministère technique.* On lui propose la justice. Il ne veut pas être la bonne conscience de Charles Pasqua. Les affaires étrangères ? Poste passionnant, pense-t-il, mais impossible en période de cohabitation. La défense ? *« Je préfère*, rétorque-t-il, *aller cueillir des marguerites dans les prés plutôt que de passer en revue des chars d'assaut. »*
Pierre Méhaignerie prend donc le lourd ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. *« Je ne serai jamais dans le camp des flingueurs »*, prévient-il d'entrée, mais pour ajouter tout aussitôt que *« la cohabitation ne sera jamais, pour les centristes, le cimetière de leurs engagements »*. Ministres à part entière, mais ministres entièrement à part, telle est la consigne des centristes. Plus facile à dire, en vérité, qu'à faire.

Toujours instinctivement hostile à toute publicité personnelle, ses négociations avec Jacques Chirac se passent, depuis vingt mois, dans le secret de Matignon. Pas d'esclandres. Pierre Méhaignerie préfère *jouer les premiers violons plutôt que* de se servir de la grosse caisse. Mais la petite musique centriste dans le concert de la majorité a quand même du mal à se faire entendre. Certains de ses propres amis le soupçonnent de confondre concertation et démission.

En juillet 1986, après réunion des ministres barristes – M. René Monory est absent – M. Méhaignerie demande à M. Jacques Chirac, avant le conseil des ministres, de ne pas faire adopter le projet Devaquet. En vain. D'autres n'ont aussi pas apprécié son refus de se « mouiller », par exemple, lors du conflit des cheminots de décembre 1986. Dans le même temps, le CDS, frappé par le syndrome Léotard, souhaite le voir s'engager davantage à la tête d'un parti centriste que l'on voudrait plus dans le vent.

Au congrès de Metz, en novembre 1986, certains, *encore* pour le brusquer, osent lancer l'idée d'une candidature Méhaignerie à l'échéance présidentielle de 1995... Depuis ce congrès, contrairement aux espoirs des militants, *rien n'a en fait* véritablement changé. Pierre Méhaignerie semble n'en avoir cure, convaincu que, le moment venu, l'action de ses amis centristes au sein du gouvernement Chirac *sera reconnue* à sa juste valeur, persuadé que chaque chose doit venir en son temps et que tout vient à point à qui sait attendre.

Sa première grande prestation *télévisée de ce lundi ?* Les militants désespéraient de la lui voir faire. *« S'il faut le faire, alors je le ferai »*, a-t-il lâché. Il a accepté de se plier à des séances de formation au magnétoscope. Une façon pour lui aussi de préparer la campagne *présidentielle*.

Une campagne qui, en tout état de cause, s'annonce risquée pour lui. Son engagement déclaré pour Raymond Berre va-t-il lui permettre de rester jusqu'au bout *ministre* du gouvernement Chirac ? Il n'en est point sûr. Même s'il semble plus que jamais se plaire à l'ombre, Pierre Méhaignerie ne reste pas inerte. Convaincu que l'heure du centre a enfin sonné, persuadé qu'il est temps que la classe politique française enterre ses vieux schémas, tue ce sacré démon de la bipolarisation, il a toujours eu le souci de maintenir la porte ouverte avec les socialistes. *« Aujourd'hui*, confie-t-il, *on peut monter ensemble dans un même train, sans redouter le déraillement. »*

C'était déjà vrai quand il était aux affaires avant mai *1981*. *Ce fut* encore plus vrai après mai 1983. Tous les socialistes ? Non. Les socialistes de progrès, ceux qui ont fait leur congrès de Bad-Godesberg (1), les Rocard, Nallet, Delebarre, Auroux, Bérégovoy, avec lesquels il a *des rapports discrets, mais* empreints de réalisme. Il n'ignore pas la difficulté. Il n'oublie pas les années périlleuses de 1981 à 1983, qui ont fait perdre, pense-t-il, beaucoup d'énergie au pays, de temps et de profit. Ayant les yeux bien ouverts sur les réalités de cette gauche française, il croit pourtant possible de travailler avec des gens de gauche de bonne volonté et de bonne foi.

Barre ou Rocard à l'Elysée, ou même Mitterrand, son idée secrète est de voir s'organiser, au lendemain de l'élection présidentielle de 1988, ce qu'on pourrait appeler des accords de Grenelle de la politique. Avec, autour de la même table, les gaullistes, les centristes, les libéraux, les socialistes, pour définir en commun les grands défis, les grandes priorités économiques, sociales et européennes pour la France. Puis, à partir de là, conclure un pacte de gouvernement sur deux ou trois ans, favorisant une trêve politique qui sera un véritable ballon d'oxygène pour ce pays.

Mais pour l'heure, *« moins on en parle et mieux cela vaut »*. De même *lorsqu'on envisage devant lui* une arrivée prochaine à l'hôtel Matignon. Il ne néglige pas non plus l'idée d'un détour par le quai d'Orsay afin d'asseoir sa stature d'homme d'Etat. Depuis plusieurs mois, on le voit multiplier les déplacements à *l'étranger. Patiemment*, mais efficacement, Pierre Méhaignerie engrange, sensible quand même aux appréciations favorables qui lui reviennent de droite comme de gauche : *« Je ne refuse quand même pas les compliments. »*

Aujourd'hui, cet *homme* tranquille mesure simplement le chemin accompli, se disant que, au fond, *« il n'a pas à se plaindre »*. Le paysan qu'il est sait qu'il ne manquera jamais de terres à labourer. Son seul regret : ne plus avoir trente ans. *« Il y aura tellement de choses à faire en l'an 2000. »*

DANIEL CARTON et PIERRE SERVENT.

(1) En 1959, dans cette ville, le parti social-démocrate allemand (SPD) rejetait de son corps de doctrine la théorie marxiste.

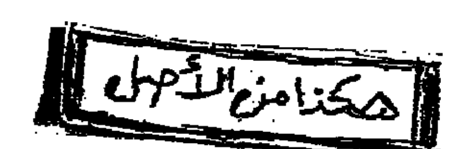
PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 7 janvier 1987, la 1re chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné les Éditions MARECHAL, société éditrice du *Canard Enchaîné*, et M. Roger FRESSOZ, directeur de cette publication, à payer à M. et Mme Louis PAUWELS la somme de 25 000 francs à titre de dommages et intérêts pour avoir, dans le numéro 3 323 du *Canard enchaîné* du 4 juillet 1984, publié un article qui, notamment par son titre : « Pour Louis PAUWELS, le porno est une affaire de famille » et son texte de présentation, revêtant un caractère diffamatoire.

● **M. Ernest Mandel et la crise.** – L'hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire *Rouge*, organise une réunion publique, le mardi 3 novembre à 19 h 30, salle de l'Encouragement au 4, place Saint-Germain-des-Prés (75006 Paris) sur les perspectives de l'économie mondiale « *La Bourse, le krach, la crise ?* », en présence de l'économiste belge, M. Ernest Mandel, dirigeant de la IVe Internationale (trotskiste).

● **M. Henri Lefebvre quitte la revue *M*** – Dans sa livraison d'octobre, le mensuel *M* (1), proche de la mouvance des rénovateurs communistes, publie une lettre de démission de son directeur, le philosophe Henri Lefebvre. Déjà démissionnaire à la fin de 1986, M. Lefebvre était revenu sur sa décision. Cette fois, il expose longuement des désaccords de forme et de fond avec cette publication qualifiée de « *petite revue de gauche parmi tant d'autres* ». Le rédacteur en chef de *M*, M. Gilbert Wasserman, est membre du bureau de la coordination nationale des rénovateurs communistes.

(1) 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris.



Politique

PROPOS ET DÉBATS

M. Juquin : Dubcek

« *J'ai rêvé d'être le Dubcek français* », a déclaré le dimanche 1er novembre M. Pierre Juquin, évoquant l'ancien premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque, qui fut à l'origine du « printemps de Prague », auquel a mis fin l'invasion des troupes soviétiques en 1968. L'ancien porte-parole du PCF, devenu le chef de file des communistes rénovateurs, et aujourd'hui candidat à l'élection présidentielle, a expliqué que, dès la fin des années 70, il avait cru pouvoir transformer le PCF et qu'il a poursuivi ce rêve jusqu'à ce qu'il constate, en 1984, qu'il était impossible. « *Je me suis souvent et beaucoup trompé* », a dit Juquin au « Club de la presse » d'Europe 1, pour évoquer les nombreuses années qu'il a passées au Parti communiste.

M. Juquin a d'autre part indiqué que s'il parvenait à réunir plus de mille signatures d'élus favorables à sa candidature, les banques lui feraient une avance sur ses frais de campagne. M. Juquin compte également financer sa campagne avec des souscriptions, des « *dons d'intellectuels* », ainsi que des indemnités d'un certain nombre de maires ou d'élus rénovateurs. « *Normalement ils les reversent au Parti communiste* », a-t-il précisé, mais « *depuis des mois ne les reversaient plus et les tenaient en réserve pour le cas où je serais candidat* ».

M. Poperen : offensive

M. Jean Poperen, député socialiste du Rhône, estime que « *le choc boursier* » est « *l'occasion pour une offensive idéologique contre les thèses libérales* », notamment à *l'intérieur du Parti socialiste.*

« *Le PS a subi au cours des dernières années une contagion libérale* », écrit M. Poperen dans le dernier numéro de son bulletin *Synthèse-Flash*. « *Mais le pragmatisme prudent est de moins en moins crédible* », considère M. Poperen, qui préconise de « *faire avancer le concept d'économie mixte* » et juge « *indispensable de faire échouer la poursuite de privatisations* ».

« *Le spectacle de leaders socialistes faisant la leçon à un gouvernement de droite sur la Bourse n'est pas nécessairement le meilleur moyen de mobiliser notre électorat* », estime M. Poperen qui juge que « *les responsables politiques de la gauche ne doivent pas être des bouchons dansant sur l'eau au gré du vent* ».

M. Lecanuet : des ministres PS

« *Je ne serais pas étonné si M. Barre, qui est un homme d'ouverture et de rassemblement au sens gaulliste, faisait appel aux compétences de personnalités sans se soucier du parti duquel elles sont issues : on peut ainsi imaginer des socialistes présents au gouvernement* », déclare M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, dans un entretien publié, le lundi 2 novembre, par le quotidien *Libération*. M. Lecanuet souhaite, d'autre part, que « *l'UDF élève le niveau du débat politique, actuellement au degré le plus bas que j'ai connu de toute ma vie politique. Je fais allusion à deux choses : l'exploitation des scandales, d'une part. Ensuite, la critique trop élémentaire des uns — comme celle des socialistes sur les privatisations — et le triomphalisme péremptoire des autres* ».

M. Millon : pas de polémique

M. Charles Millon, président des réseaux barristes REEL, a affirmé, le dimanche 1er novembre, que les « *hommes politiques devaient éviter toute polémique déplacée concernant la Bourse et manifester leur esprit de solidarité nationale face à l'épreuve* », compte tenu « *des conséquences que cette crise risque d'avoir sur la vie quotidienne des Français et des entreprises* ».

« *Alors que le week-end impose une trêve à la tourmente financière et monétaire, les hommes politiques ont le devoir de mesurer leurs responsabilités dans ce contexte* », affirme dans un communiqué le député de l'Ain, pour qui les hommes politiques « *doivent s'attacher à la plus scrupuleuse vérité des faits quant aux origines de la crise dont le caractère international ne peut être contesté par personne* ».

» Ils doivent aussi « *analyser avec rigueur ce que pourraient être les conséquences de cette crise, comme l'ont fait M. Raymond Barre à plusieurs reprises et le gouvernement cette semaine à l'Assemblée nationale* », ajoute le lieutenant de M. Barre.

Cette « *mise au point* » survient trois jours après des escarmouches entre barristes et RPR à propos de la Bourse. Un député UDF, proche de M. Barre, M. Edmond Alphandéry, s'était inquiété des effets de l'« *optimisme de façade affiché* » par certains et avait affirmé qu'un « *changement de cap* » de la politique économique de la France était nécessaire. Quelques heures plus tard, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, s'était déclaré « *vivement préoccupé par les déclarations de membres de la majorité qui portent atteinte à la cohésion de la majorité et au soutien que le gouvernement attend d'elle* ».

M. Giscard d'Estaing : préférence

Tout en regrettant la double candidature qui mettra aux prises ses deux anciens premiers ministres, MM. Jacques Chirac et Raymond Barre, M. Giscard d'Estaing, invité le dimanche 1er novembre de l'émission de TF 1 « 7 sur 7 », a déclaré : « *Je chercherai à savoir et à dire, s'il le faut, quel est celui qui, dans l'époque qu'on traverse et compte tenu de ce qu'il faut faire pour la France, est le plus qualifié.* »

« *On ne pourra faire face aux grandes échéances comme l'espace unique européen que si on a une base politique très large,* a d'autre part affirmé l'ancien chef de l'Etat. *Si on retombe dans les affrontements sociaux et dans les exclusions, on ne pourra pas y faire face, on ne prendra que des petites mesures (...). Mon opinion profonde, c'est qu'on ne peut traiter ces sujets si on n'a avec soi une assez large majorité du pays* ».

M. Joxe : garantie

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a affirmé, le dimanche 1er novembre, au « *Forum RMC-FR 3* », que les élections législatives qui suivront peut-être l'élection présidentielle de 1988 seront « *vraiment capitales* ». « *C'est vraiment là,* a-t-il dit, *le vote politique qui amènera, après l'élection présidentielle, quelque soit son résultat, éventuellement un changement politique.* »

Pour M. Joxe, le fait de réélire M. Mitterrand à la présidence de la République peut apparaître comme « *une éspèce de garantie démocratique* », ce qui ne signifie pas forcément qu'« *après, les élections législatives amènent une majorité de gauche* ». Selon lui, le président devrait alors choisir le premier ministre « *dans la majorité de l'Assemblée nationale* ». S'il n'y a pas dissolution, le président « *choisira un premier ministre dans ce qui lui paraîtra être parmi les hommes ou les femmes qui peuvent constituer un gouvernement* ». « *Il n'est pas obligé,* a ajouté M. Joxe, *de le prendre à l'Assemblée.* »

Le financement des partis politiques au Québec

Heureux les cœurs purs

En politique comme en peinture, il est des scènes de genre qui provoquent une adhésion immédiate, attendrissent et aussitôt font sourire : trop beau pour être vrai. M. Pierre-André Wiltzer, député — barriste — de l'Essonne et président du groupe d'amitié parlementaire France-Québec, a offert, le mercredi 28 octobre dans les locaux de l'Assemblée, à un public restreint, intéressé et sceptique, l'un de ces rares tableaux, en invitant une délégation de députés québécois en visite en France à décrire le système de financement des partis politiques et des dépenses électorales en vigueur dans la Belle Province.

Un rêve. Voilà une planète politique, si lointaine il est vrai, qui se préoccupait déjà en 1875 du contrôle des dépenses électorales. Qui sombra plus tard, comme tant d'autres, dans des errements inavouables. Et qui s'est attaqué depuis 1974 à ce nouveau nettoyage des écuries d'Augias : séparer l'activité politique des ramassages massifs et très diversement légaux ou honnêtes de gros sous.

« Un fardeau sur les épaules »

Transparence, contrôle rigoureux des revenus et des dépenses des partis, monopole des versements (*plafonnés*) donné aux électeurs, à l'exclusion de toutes les entreprises ou groupements divers, toute-puissance d'un « directeur général des élections » chargé d'assurer le sain fontionnement de l'ensemble du dispositif : rien ne manque à ce système édénique que M. Rocard a plus d'une fois évoqué comme l'exemple de ce qu'il faudrait faire.

Edénique ou irénique ? « *Impressionnant* », a affirmé sur le ton de quelqu'un à qui on ne la fait pas tel proche de M. Raymond Barre. « *Pourquoi pas ?* » a risqué M. Michel Bongrand, conseil en communication que l'importation d'une telle perfection conduirait probablement du cigare barreau de chaise à la soupe aux rutabagas.

En homme de l'art — il est trésorier du Parti radical, — M. Alain Bloch a demandé deux petites précisions : « *Pourquoi vous êtes-vous interdit les dons d'entreprises ? Comment faites-vous pour lutter contre les dons d'argent manuels ?* » « *Une entreprise n'a pas à favoriser comme telle un parti politique. L'adéquation entre les dépenses rapportées et les dépenses effectuées est surveillée* », lui ont répondu avec une simplicité désarmante ses interlocuteurs québécois.

« *Vous savez, c'est un fardeau sur les épaules* », a admis l'un d'eux, avec la modestie de ceux qui ont le cœur pur. « *Il faut faire du porte-à-porte, demander à chacun, écouter les doléances.* » Bref, « *notre système n'est pas parfait, mais ça marche* ».

A quoi pouvait songer M. Wiltzer en écoutant tant de belles et bonnes paroles ? Au projet de loi de son patron Raymond Barre, qui, bien que premier ministre, fut en 1979 renvoyé sur ce sujet à ses chères études quand il tenta de mettre un peu d'ordre dans le financement des partis ? Aux propositions diverses qui, de tout bord, fleurissent périodiquement en France et se fanent aussitôt ?

A la veille d'une campagne présidentielle qui verra probablement plusieurs candidats engager dans la bataille quelques millions de francs, voire un demi-milliard, sans pouvoir justifier l'origine du moindre centime, l'évocation québécoise ne manquait ni de fraîcheur, ni d'exotisme, ni de force de conviction. Et chacun de jurer en son for intérieur, en France aussi, il faudra faire quelque chose. Après l'élection présidentielle. Ou plus tard.

MICHEL KAJMAN.

600 PRIX 2.000.000 F A GAGNER

GRAND CONCOURS

LE MONDE DU VIN

QUESTION N° 29

En 1857, Engels, apprenant que la femme de Karl Marx est malade, lui envoie de Londres pour aider à son rétablissement une caisse de vin du Médoc. De quel cru s'agit-il ?

QUESTION N° 30

Dans un de ses célèbres romans policiers, Patricia Highsmith fait commettre un crime à Tom Ripley. La scène se passe dans la cave de Belle Ombre. Une bouteille de vin joue un rôle déterminant. De quelle appellation d'origine contrôlée s'agit-il ?

POUR VOUS AIDER : L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-là précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans *le Monde* à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS



avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA

Les ventes d'armes à l'Iran par la société Luchaire

Le rapport Barba fournit des pistes pour la recherche des bénéficiaires des commissions

Selon l'hebdomadaire *le Point* du lundi 2 novembre, un rapport du contrôle général des armées, consacré à la vente illicite d'obus à l'Iran par la société française Luchaire, entre 1983 et 1985, concluerait à l'existence de commissions versées, à cette occasion, à deux proches de M. Hernu, ministre de la défense de l'époque, MM. André Falcoz et François Diaz. *Le Point* croit savoir également que ce même rapport, qui met en cause un collaborateur du ministre, M. Jean-François Dubos, aujourd'hui maître des requêtes au Conseil d'Etat, affirmerait que le Parti socialiste a reçu de 3 à 5 % des commissions dégagées pour faciliter la transaction avec les Iraniens.

L'affaire Luchaire, du nom de ce fabricant, entre autres matériels militaires, d'obus d'artillerie de 155 mm et de 205 mm, a éclaté, en février 1986, lorsque *la Presse de la Manche* a révélé que des cargaisons de munitions, officiellement destinées à des pays comme le Brésil, la Thaïlande, le Portugal et le Pérou, avaient été embarquées à Cherbourg pour être livrées, en réalité, à l'Iran. Au total, ces livraisons auraient porté sur environ 450 000 obus à partir de 1983 et jusqu'en 1986.

En temps normal, ces transactions sont soumises à la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG), où sont représentés, outre le premier ministre, plusieurs autres administrations comme le ministère de la défense, le ministère des affaires étrangères, le ministère des finances et de l'économie, et le ministère du commerce extérieur. A l'époque, trois responsables principaux assuraient des fonctions importantes à la CIEEMG : le secrétaire général de la défense nationale, le général Jacques de Barry ; le délégué général pour l'armement, l'ingénieur général Emile Blanc et le directeur des affaires internationales à la défense, l'ingénieur général de l'armement Marc Cauchie.

A la CIEEMG, qui examine annuellement environ quinze mille à vingt mille dossiers de ventes, chaque industriel dépose une demande d'autorisation d'exportation de matériels de guerre (AEMG) avant toute négociation et, *a fortiori*, avant toute livraison.

Enregistrant, à l'époque, de graves difficultés de plan de charge dues à une insuffisance de commandes nationales qui ne pouvait être compensée que par une hausse de ses exportations, la société Luchaire a présenté, à plusieurs reprises, à la CIEEMG des demandes d'exportation à l'Iran. Par trois fois, ces AEMG lui furent refusées. En revanche, des AEMG en direction d'autres clients étrangers lui ont été accordées. Ce sont, semble-t-il, des responsables de ces pays-là, notamment le Brésil, qui adressèrent ensuite à la France des accusés de réception (certificats de *« end use »*) pour des munitions de 155 mm et de 203 mm qui, en réalité, furent acheminées vers l'Iran.

La plainte de M. Quilès

Dès la révélation par *la Presse de la Manche* de ce détournement, le ministre de la défense, M. Paul Quilès, avait déposé plainte, le 13 mars 1986 – soit trois jours avant les élections législatives – contre la société Luchaire et son président-directeur général, M. Daniel Dewavrin, pendant que le premier ministre, M. Laurent Fabius, décidait d'annuler toutes les AEMG de Luchaire. Après les élections législatives, le nouveau ministre de la défense, M. André Giraud, commandait une enquête au contrôle général des armées. Un rapport du contrôleur général des armées Jean-François Barba lui était, alors, remis en juin 1986 et M. Giraud décidait de maintenir la plainte.

Ce rapport d'une quinzaine de feuillets est classé *« confidentiel-défense »*. Selon *le Point*, l'enquête de M. Barba concluerait, en citant le nom de M. Dubos, qu'*« il n'est pas douteux que des membres du cabinet du ministre de la défense ont couvert cette exportation illégale »* dont aurait bénéficié le Parti socialiste. Ainsi, selon *le Point*, 100 millions de francs de frais commerciaux ont été versé en Suisse pour des *« intermédiaires »*. Deux autres sommes de 3 millions de francs chacune, auraient été données, affirme le rapport, à deux intermédiaires liés à des sociétés proches du PS, MM. André Falcoz et François Diaz.

D'autres sources, qui affirment avoir eu accès au rapport, indiquent, cependant, que l'enquête du contrôle général des armées ne fournit aucune preuve de la dérive des commissions de ce marché iranien vers des « réceptionnaires » agissant pour le compte du PS. Selon ces mêmes sources, le rapport de M. Barba relate des auditions de MM. Dewavrin et Dubos, notamment, ainsi que celles de plusieurs membres de la hiérarchie militaire. En sont cependant absents, par exemple, M. Blanc, le délégué général pour l'armement, et M. Emile Arnaud, qui était directeur des affaires internationales à la défense au moment où M. Quilès décidait de porter plainte avant les élections.

A partir de ces différents témoignages, le contrôleur général des armées n'a pas eu les moyens – car, cela ne relève ni de sa mission, ni de ses possibilités d'investigation – de remonter le mécanisme du versement des commissions en cause. En particulier, le rapport de M. Barba, toujours selon ces mêmes sources, se fonde sur ces mêmes témoignages des personnalités entendues pour, ensuite, citer les noms de MM. André Falcoz et François Diaz comme destinataires de commissions.

En revanche, le rapporteur décrit un « climat » régnant à l'époque au ministère de la défense, qui serait à l'origine du fait que le président-directeur général de Luchaire se serait cru autorisé, en l'absence d'interdiction formelle de vendre à des pays intermédiaires, de livrer des obus à l'Iran.

M. Barba analyse, dans cette perspective, le rôle de la CIEEMG et il se demande pourquoi les instances administratives concernées, dans les différents ministères, n'ont pas signalé à temps le détournement des livraisons, dès lors qu'il était patent que certains des clients, officiellement avancés pour couvrir les transactions, n'avaient pas le type de canons adaptés aux obus français de 155 mm fabriqués par la société Luchaire. Il y a eu, semble-t-il, pour au moins un destinataire, le Brésil, un engagement écrit d'un responsable gouvernemental et remis aux douanes françaises par la société exportatrice, certifiant que le matériel en cause était bien arrivé à destination.

JACQUES ISNARD.

Les réactions politiques

• Au PS

M. CHARLES HERNU : *« Je suis de marbre. »* Interrogé à Villeurbanne, dont il est maire, M. Charles Hernu ancien ministre de la défense, a répondu aux affirmations du *Point* : *« Je suis de marbre. Ai-je une tête à vendre des armes à l'Iran ? Je n'ai pas à me justifier. J'ai connu une affaire très grave, celle du* Rainbow Warrior. *J'ai démissionné. On ne va pas continuer à me faire porter le chapeau. Je ne participerai pas à cette campagne de désinformation. »*

M. LIONEL JOSPIN : *« Démenti total. » « Ayant pris contact avec ceux qui suivent les questions de finances du Parti socialiste, je suis en mesure d'opposer le démenti le plus formel à des accusations, des affabulations, et donc ce qu'il faut appeler des calomnies »*, a déclaré le premier secrétaire du PS.

M. ANDRÉ LAIGNEL : *« Le PS n'est pas concerné. »* En sa qualité de trésorier du Parti socialiste, M. André Laignel a affirmé que son parti *« n'est en aucun cas concerné par l'affaire Luchaire ». « Je n'ai pas,* a-t-il ajouté, *à me prononcer sur le fait que telle ou telle personnalité est visée dans les articles du* Point *et de* l'Express. *Je m'exprime au nom du Parti socialiste et non pas au nom de ses 200 000 adhérents. »*

M. LOUIS MERMAZ : *« Inquiétant. » « On entre dans la campagne présidentielle, fondamentale pour notre pays, en commençant par se plonger dans un cloaque. Je trouve cela très inquiétant »*, a répondu à Antenne 2 l'ancien président de l'Assemblée nationale en précisant que la *« justice doit faire son travail »*.

M. ROLAND DUMAS : *« Basse manœuvre. » « Pourquoi les informations inspirées par le gouvernement ne font-elles pas mention du fait que la plainte* (contre la société Luchaire) *a été déposée par le gouvernement Fabius ? »*, se demande dans un communiqué l'ancien ministre des relations extérieures, pour qui *« il s'agit d'une ridicule et basse manœuvre dont le gouvernement a le secret »*.

M. PIERRE JOXE : *Des questions à M. André Giraud.* Après avoir rappelé lui aussi que l'information judiciaire ouverte contre la société Luchaire l'avait été sur plainte de M. Paul Quilès, M. Pierre Joxe a ajouté : *« Je souhaite en savoir plus, et notamment pourquoi le rapport invoqué, qui avait été classé confidentiel-défense il y a plus d'un an, apparaît aujourd'hui. »* M. Joxe a annoncé qu'il interrogerait M. André Giraud dès la prochaine séance de « questions au gouvernement ».

• Dans la majorité

M. ALAIN JUPPÉ : *« Pas de manipulations »*. Après avoir déclaré que *« les juges d'instruction et le parquet ne sont pas manipulés par le gouvernement »*, le ministre du budget a ajouté que *« les « affaires » n'intéressent pas beaucoup les Français »*.

M. CLAUDE LABBÉ : *« Sortir d'un climat. » « Il faut sortir d'un climat de scandale mais on ne peut laisser sans une réponse rapide une grave question qui se pose au-delà d'un homme et du Parti socialiste : les ventes d'armes françaises ont-elles pu contribuer à l'assassinat de civils et de soldats français ? »*

M. GISCARD D'ESTAING : *« Ne pas se rouler dans les affaires. »* L'ancien président de la République estime qu'il *« ne faut pas se rouler dans les affaires, ce n'est bon ni pour le milieu politique ni pour la réputation de la France »*.

M. Giraud hésite à lever le « confidentiel défense »

Paradoxal dossier ! L'affaire Luchaire, qui risque d'embarrasser si fort le Parti socialiste, est une affaire qui doit une partie de sa dimension... à la plainte d'un ministre socialiste de la défense, M. Paul Quilès. C'est, en effet, le successeur de M. Charles Hernu, contraint à la démission après l'affaire Greenpeace, qui, le 13 mars 1986 – soit trois jours avant les élections législatives, – a porté plainte pour exportation illégale d'armes après qu'un quotidien de Cherbourg, *la Presse de la Manche*, eut révélé que la société Luchaire expédiait aussi discrètement qu'illégalement des obus à l'Iran de Khomeiny.

Le dossier Luchaire est aussi un dossier sans inculpés. Ouvert depuis plus de dix-huit mois, il en est à peu près resté à l'état où il se trouvait quelques jours après que le juge d'instruction Michel Legrand en fut saisi : les mécanismes des ventes d'armes sont connus *(lire ci-contre l'article de Jacques Isnard)* mais le reste pots-de-vin et commissions – qui provoque l'émoi d'aujourd'hui, est à peine exploré.

Principal inculpé potentiel, M. Daniel Dewavrin, PDG de la société Luchaire, n'a encore jamais été entendu par le juge d'instruction. Compte tenu des soupçons qui pèsent sur lui, il ne peut d'ailleurs pas l'être sans une inculpation qui, seule, pourrait débloquer la situation judiciaire.

Or c'est là que le bât blesse, essentiellement pour des raisons politiques. En arrivant au ministère de la défense, après le 16 mars 1986, M. André Giraud avait personnellement demandé des explications sur quelques dossiers sensibles en envoyant chez son prédécesseur un émissaire chargé de débroussailler le terrain. Avaient ainsi été examinés le dossier des Irlandais de Vincennes, celui des Turenge et de l'affaire Greenpeace, le dossier Arnaubec (1) et, enfin, le dossier Luchaire.

Le contrôleur général des armées, M. Jean-François Barba, avait été chargé d'une enquête sur l'affaire Luchaire. En deux mois, sa conviction était faite : l'Iran avait bien reçu des armes de la société Luchaire grâce, notamment, à la bienveillante complicité de plusieurs proches, civils ou militaires, du ministre de la défense de l'époque.

Le Parti socialiste est visé

Ce dernier constat est sans nul doute à l'origine de la prudence manifesté, par M. Giraud à l'égard du dossier Luchaire. Le ministre de la défense ne s'est en effet pas pressé de transmettre au juge d'instruction les éléments en sa possession. S'il semble bien que le magistrat ait eu accès au rapport du contrôleur général Barba, il lui est difficile de le faire entrer en procédure tant qu'il demeure classé « confidentiel défense », obstacle que M. Giraud ne semble pas vouloir lever.

Or c'est au contrôleur général Barba que M. Dewavrin s'est confié, d'autant plus généreusement qu'il le faisait dans le cadre d'une procédure administrative dont lE caractèfe confidentiel pouvait le rassurer.

Les prudences de M. Giraud ne sont pour autant pas partagées par certains de ses collègues du gouvernement. Attentifs à nourrir la chronique des « affaires » qui pourraient gêner leurs adversaires politiques, ils n'ont cessé de faire pression pour que ce dossier se débloque avant les échéances électorales.

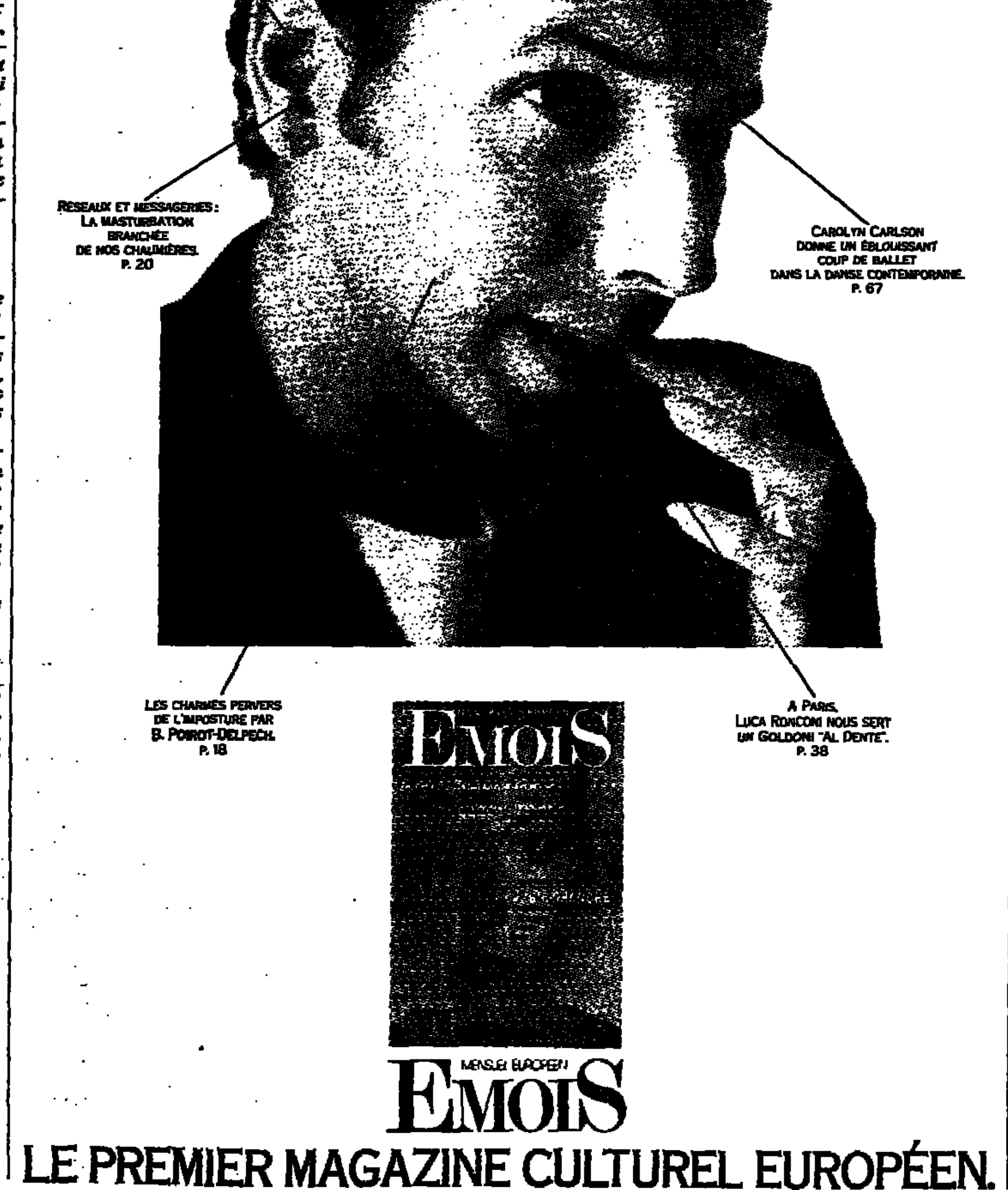
L'enjeu est à la hauteur des espérances au cas où M. Dewavrin, s'il était inculpé, répéterait devant le juge d'instruction les confidences faites au contrôleur général des armées, nourrissant ainsi les soupçons sur les bénéficiaires des commissions qui accompagnent les marchés d'armes.

Le Parti socialiste est ici clairement visé, notamment par l'intermédiaire de M. François Diaz dont *l'Express* et *le Point* citent le nom comme ayant reçu des commissions. M. Diaz est un familier de M. Hernu. Membre de la commission de contrôle financier de la fédération socialiste du Rhône, il a travaillé plusieurs années au sein du GRACCO (Groupement d'achats des collectivités), société de services qui propose des marchés aux municipalités. Le GRACCO est proche – pour ne pas dire plus – du Parti socialiste, à qui il reverse une partie des bénéfices effectués. M. Hernu avait fortement appuyé la candidature de M. Diaz auprès du GRACCO.

Chargé de démarcher la région Rhône-Alpes, M. Diaz a quitté le GRACCO en 1983 pour créer à Villeurbanne, toujours avec l'aide de M. Hernu, une société similaire, le CERCO, qui exerce ses activités à Villeurbanne et dans les environs. Bien que de taille modeste – la société ne compte que deux dirigeants et une secrétaire, – le CERCO semble jouer un important rôle financier dans le fief électoral de M. Hernu.

GEORGES MARION.

(1) Officier de l'armée de l'air, le colonel Arnaubec avait fait état dans son livre des conditions déplorables – selon lui, – dans lesquelles s'était déroulée l'opération Manta au Tchad.





Société

REPÈRES

Drogue

Militaires aux arrêts

Vingt-trois appelés du troisième régiment de cuirassiers de Chenevières (Meurthe-et-Moselle) ont été interpellés en septembre et octobre pour trafic et usage de haschich. Cinquante grammes de drogue ont été saisis et les six principaux trafiquants ont été mis aux arrêts en attendant d'être déférés au parquet.

Fléaux

L'Algérie se mobilise contre les criquets

L'Algérie met en place les moyens nécessaires à la lutte contre une attaque éventuelle de criquets. Des essaims, en effet, ont été signalés venant du Niger et du Mali, et ces arrivées pourraient se prolonger jusqu'à la fin novembre. Pour le moment, les dégâts dus aux insectes sont très minimes, mais il faut empêcher que les essaims parvenus en Algérie ne se reproduisent au début du printemps prochain. Cinq équipes *de prospection et cinq équipes de* destruction sont à l'œuvre dans le sud du pays. Dix équipes supplémentaires sont tenues en réserve. Deux hélicoptères militaires et deux avions d'Air-Algérie participeront, si besoin est, à la lutte. Le coût des opérations anti-criquets pourrait être de l'ordre de 6 millions de francs. – *(AFP.)*

Médecine

Les IVG de l'après-Tchernobyl

En Grèce, deux mille cinq cents femmes ont avorté en mai 1986 par crainte des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. Telle est la conclusion d'une étude menée par des médecins de l'université d'Athènes : elle sera publiée dans le prochain numéro du *British Medical Journal.*

« En Grèce, comme en d'autres endroits d'Europe, de nombreux obstétriciens ont initialement pensé qu'il était plus prudent de mettre un terme à des grossesses cependant voulues. Dans d'autres cas, ils n'ont pu résister aux demandes formulées par des femmes enceintes, inquiètes, et par leurs maris », écrivent les médecins.

Selon le *British Medical Journal*, de tels chiffres *« ne sont pas incompatibles avec les estimations de l'Agence pour l'énergie atomique, faisant état de cent mille à deux cent mille avortements pour toute l'Europe occidentale ».*

● **Les malades du SIDA pourront être expulsés d'Afrique du Sud.** – Le gouvernement sud-africain a publié, vendredi 30 octobre, les réglementations lui permettant d'expulser de son territoire les ressortissants étrangers atteints de SIDA. Cette annonce fait suite aux déclarations du ministre de la santé, M. Willie Van Niekerk, selon lesquelles de nombreux ouvriers originaires du Malawi et travaillant dans les mines d'or et de charbon étaient porteurs du virus.

ENVIRONNEMENT

Un an après la catastrophe écologique de Bâle

Sandoz redore son blason

BERNE
de notre correspondant

Un an après la catastrophe de Schweizerhalle, près de Bâle, qui avait provoqué, le 1er novembre 1986, une pollution sans précédent du Rhin, ne serait-elle plus qu'un mauvais souvenir ? On pourrait le croire à en juger par la rapidité avec laquelle le groupe chimique suisse Sandoz a réussi à redresser la barre et à rassurer l'opinion.

Déjà, un récent sondage avait fait apparaître que 3 % seulement des Bâlois continuaient de placer la chimie en tête des dangers encourus par la région, contre 27 % en décembre 1986. Pour marquer le premier anniversaire de la catastrophe, à peine mille cinq cents personnes se sont rassemblées, dimanche 1er novembre, peu après minuit, dans le centre de la ville, et quelques centaines de manifestants ont occupé pacifiquement deux ponts en fin de matinée à l'appel des mouvements écologistes. Evoquant les accidents survenus il y a quelques jours à Nantes et à Texas- City, aux Etats-Unis, les orateurs ont rappelé qu'une menace potentielle subsistait en dépit des assurances données par les responsables de la chimie bâloise.

Si une minorité reste vigilante, on est bien loin de la vague de protestations qui avait déferlé sur la région rhénane au lendemain de l'incendie. Sous le coup du nuage toxique dégagé par les flammes de l'entrepôt de Sandoz, de l'image d'un fleuve à l'agonie avec des milliers de poissons morts, la population n'avait pas tardé à exprimer sa colère. A Bâle, plus de dix mille personnes étaient descendues dans la rue pour dénoncer l'incurie de l'industrie chimique et la désinvolture des autorités. Selon un sondage réalisé à l'époque, 44 % des Bâlois se déclaraient prêts à accepter une réduction de leurs revenus pour limiter les méfaits de la chimie.

Relations publiques

Mise au pilori, la société Sandoz voyait son crédit sérieusement entamé. Acculés à la défensive, ses responsables avaient dans un premier temps adopté un profil bas tout en préparant une contre-attaque. Ainsi n'ont-ils pas lésiné sur les moyens pour tenter de faire oublier les conséquences de l'incendie de leur entrepôt. Avec le concours d'une société américaine de relations publiques, Burson Marsteller, une véritable stratégie de communication a été mise en place. Spécialisée dans l'assistance aux sociétés impliquées dans des catastrophes, Burson Marsteller avait déjà mis ses services à la disposition d'Union Carbide après l'accident de Bhopal.

L'objectif de l'opération est tout à la fois de retourner l'opinion et de redorer le blason de Sandoz. D'abord en s'assurant la bienveillance de certains médias. Comme l'a expliqué M. Marc Moret, PDG de l'entreprise bâloise, à la télévision suisse romande, il s'agit de *« faire comprendre aux gens que nous sommes plus sûrs que jamais ».*

En même temps, Sandoz a pris soin de resserrer ses relations avec les pouvoirs publics et les milieux intéressés par une série de mesures concrètes. Jusqu'ici quelque 25 millions de francs suisses de dédommagement ont été versés, soit nettement moins que les 100 millions initialement prévus. Les pêcheurs ouest-allemands, français et suisses ont été parmi les premiers indemnisés. La firme bâloise ayant été jusqu'à prendre en charge des cours de pêche pour les enfants en Alsace. Pour ne pas oublier l'écologie, 10 millions de francs suisses ont été réservés à une fondation destinée à promouvoir l'assainissement du Rhin.

Afin de se concilier les bonnes grâces de la population de Bâle, dont la moitié vit de la chimie, des notables proches de Sandoz ont même organisé une grande fête populaire sous l'appellation « Bâle Danse ». Dans son souci de réhabilitation, Sandoz a également lancé une campagne en faveur d' *« une chimie verte, c'est-à-dire meilleure, compatible avec la nature et la sécurité ».* Devant l'ampleur des moyens mis en œuvre, certains écologistes se demandent toutefois si *« l'écosystème peut être acheté comme une marchandise ».*

JEAN-CLAUDE BUHRER.

ÉDUCATION

TD payants à Paris-I...

Officiellement destinée à regrouper et à aider les capacitaires en droit, une association indépendante utilisait depuis deux ans les locaux de l'université Paris-I-Tolbiac pour organiser des travaux dirigés (TD) payants. Le président de Paris-I, qui affirme n'avoir rien su de cette entorse à la règle de la gratuité, menace de prendre des sanctions contre les responsables de cette association.

Créée en 1972, l'Amicale des capacitaires de l'université de Paris (ACUP) organisait des travaux dirigés de soutien, qui devaient être à l'origine gratuits et placés sous le contrôle pédagogique d'un enseignant de Paris-I. Mais en 1986, les responsables de cette association décidèrent de demander une « participation » de 90 F pour les séances, dispensées en fait par des étudiants ou par des personnes sans qualification, parmi lesquelles deux membres de l'administration. Le contrôle pédagogique était inexistant, et les membres de l'ACUP laissaient planer un doute sur le caractère facultatif de leurs prestations.

Convoqués par M. Jacques Soppelsa, président de Paris-I, les responsables de l'association ont affirmé que la participation demandée aux étudiants devait servir à les *« motiver ». « A ce jour,* explique M. Soppelsa, *nous ne savons pas encore clairement à quoi ont servi les sommes ainsi récoltées. »*

R. R.

La vie après quatre-vingt-cinq ans

La commission Braun propose une assurance contre la perte d'autonomie des grands vieillards

Comment vivrons-nous notre quatrième âge, c'est-à-dire la période de l'existence qui s'étend au-delà de la quatre-vingt-cinquième année ? La question intéresse des centaines de milliers de Françaises et de Français. En présentant à M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat à la sécurité sociale, le rapport sur les personnes âgées dépendantes, qui lui avait été demandé voici huit mois (*le Monde* du 30 octobre), M. Théo Braun, président de la Confédération de Crédit mutuel, a précisé que les plus de quatre-vingt-cinq ans, qui étaient 230 000 en 1955, devraient être 1 300 000 dans vingt-cinq ans. Nombre d'entre eux auront perdu en partie leur autonomie et devront être pris en charge, d'une manière ou d'une autre, par la collectivité. Les institutions comme la Sécurité sociale y suffiront-elles ? Sûrement pas, estiment les quatre-vingts experts qui ont travaillé sous la direction de M. Braun.

Tout le monde doit prendre en compte cette nouvelle donne de notre société : les institutions, mais aussi les professionnels de la santé et de l'aide sociale, les familles et les personnes âgées elles-mêmes.

Le rapport fait une trentaine de propositions politiques et techniques. Selon ses auteurs, la situation des personnes âgées dépendantes peut être améliorée en s'inspirant des principes suivants :

– aborder, dès l'école, les problèmes du vieillissement, en préparer dans l'entreprise le départ à la retraite et adopter une hygiène de vie ;

– tout faire pour maintenir la personne âgée à son domicile, en recourant aux aides ménagères, aux infirmières et aux garde-malades et en adaptant les logements aux besoins du grand âge ;

– doter tous les établissements accueillant des personnes âgées d'une antenne médicale, de manière à ne plus déménager les pensionnaires ayant besoin de soins (il s'agit d'abattre les cloisons administratives qui séparent actuellement le social du sanitaire) ;

– encourager les départements à assumer leurs responsabilités à l'égard de leurs « anciens » en leur proposant un plan gérontologique ;

– apprendre aux médecins, aux infirmières, aux aides ménagères et aux assistantes sociales à répondre aux exigences particulières du quatrième âge ;

– créer, une « délégation nationale aux retraités et personnes âgées », qui coordonnerait les actions des ministères concernés ;

– instituer une assurance couvrant les dépenses de la perte d'autonomie ; le soin de décider si cette assurance devrait être obligatoire ou facultative, publique ou privée, appartient aux pouvoirs publics.

Ces propositions seront-elles retenues par le gouvernement ? M. Adrien Zeller a promis que *« le rapport ne serait pas sans suite »*, mais il a marqué sa réticence personnelle à l'égard d'une assurance-autonomie obligatoire et généralisée.

MARC AMBROISE-RENDU.

Entre le sanitaire et le social

Les personnes âgées dépendantes présentent un enjeu important, mais malaisé à cerner. En nombre d'abord. Les estimations varient entre 450 000 et 750 000 personnes (soit une personne de plus de soixante-cinq ans sur dix au maximum), dont 100 000 hospitalisées en établissements de long séjour ou de cure médicale, contre 200 000 restant chez elles. Le nombre de ces personnes dépendantes va augmenter avec le vieillissement de la population, mais dans quelle proportion ? L'amélioration générale de l'état de santé de la population peut ralentir cet accroissement.

Une des difficultés majeures vient de ce que les services nécessaires (et éventuellement les équipements) se trouvent à la frontière du sanitaire et du social. Donc, dans un enchevêtrement de réglementations et de financements qui en rendent l'accès malaisé et inégal.

Créer une *« assurance-autonomie »*, comme l'a proposé le rapport de la commission Braun, résoudrait-il ce problème ? Ce n'est pas sûr. Certes, les spécialistes ont réclamé davantage de services et d'équipements. Mais solvabiliser la demande ne suffira pas à les créer ni à les rationaliser. Comme l'a rappelé M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat à la sécurité et à l'action sociale, des sommes considérables sont déjà dépensées pour des services aux personnes âgées, notamment en matière de santé, par l'assurance-maladie, par l'assurance-vieillesse et par les individus eux-mêmes : ne peut-on mieux les employer ?

On peut aussi se demander si la situation de dépendance se limite aux personnes âgées, si les mêmes soins ne valent pas aussi, par exemple, pour les victimes d'accidents, des infirmes, des handicapés...

La dépendance, comme d'autres risques mal couverts par la protection sociale obligatoire – l'invalidité par exemple, – est aussi l'enjeu d'une concurrence entre divers organismes, notamment les assurances et les caisses de retraite et de prévoyance. L'AGRR (Association générale de retraites par répartition) a créé une *« assurance autonomie »* qui a déjà reçu huit ou dix mille adhésions, selon deux estimations successives de la commission. La caisse nationale de prévoyance du groupe de la Caisse des dépôts vient, à son tour, de lancer de nouveaux « produits » pour couvrir les dépenses en cas de dépendance...

M. Stourm, rapporteur de la commission Braun qui appartient à l'AGRR, a clairement évoqué l'hypothèse d'un élargissement progressif de ces formules pour aboutir à une généralisation. Ne vaudrait-il pas mieux examiner d'abord ce qui peut et doit être couvert par les régimes existants *(assurance-maladie et retraites)* en prévoyant une part spécifiques pour le « risque dépendance ».

GUY HERZLICH.

RELIGIONS

Des traditionalistes veulent empêcher la destruction d'une église à Argenteuil

Cent cinquante catholiques traditionalistes ont organisé un rassemblement de prières, le dimanche 1er novembre, devant l'église Sainte-Geneviève à Argenteuil (Val-d'Oise). Ils entendaient ainsi protester contre la prochaine destruction de cet édifice.

Construite en 1898, cette église, dont le toit est en très mauvais état, avait été vendue en 1985 par l'évêché de Pontoise à la municipalité d'Argenteuil, dirigée par M. Roger Montdargent (PCF). Le quartier devrait être transformé pour y construire des logements sociaux.

Cette action des traditionalistes est à rapprocher de la campagne actuellement menée par la Fraternité Saint-Pie-V de Mgr Lefebvre, en vue de la réouverture des églises désaffectées. Président du comité de sauvegarde de cette église d'Argenteuil, M. Bernard Duris a déclaré que *« dix ans d'abandon avaient fait de ce lieu de culte le témoin d'une Eglise de France qui se perd, qui diminue, qui se vend ».*

● **La pape béatifie un Frère des Ecoles chrétiennes.** – Le pape a béatifié, le dimanche 1er novembre, à Rome, Jules Rèche (1838-1890), entré à vingt-quatre ans à l'Institut des Frères des Ecoles chrétiennes, prenant le nom de Frère Arnould. Aîné d'une modeste famille lorraine de neuf enfants, il était devenu un *« catéchiste modèle »*, a dit le pape, après avoir été garçon de ferme, cocher, journalier agricole et charretier.

Plusieurs milliers de pèlerins français, notamment de la région de Reims, ont assisté à la cérémonie.

EN BREF

● **Constitution d'une Association des avocats européens démocrates.** – L'Association des avocats européens démocrates, créée à l'initiative du Syndicat des avocats de France, a tenu son assemblée générale constitutive à Strasbourg.

De sensibilité de gauche, l'association regroupe des avocats allemands, italiens, belges et espagnols. Elle a pour objectif *d'« harmoniser les réglementations européennes régissant la profession, de garantir l'indépendance des barreaux à l'égard de tout pouvoir, d'étendre les droits de la défense, de garantir l'accès de tous les citoyens à la justice, de défendre les libertés et les droits de l'homme, de créer une culture juridique européenne et de construire une Europe démocratique ».*

Le premier président de l'association est Me Gérard Boulanger, avocat au barreau de Bordeaux, actuel président du Syndicat des avocats de France.

● **Fermeture d'une boîte de nuit lyonnaise après des incidents racistes.** – Une boîte de nuit très à la mode à Lyon, L'Actuel, a été fermée, samedi 31 octobre, pour un mois sur décision du préfet de police, à la suite d'incidents ayant opposé le portier de l'établissement à une cliente noire et à des jeunes juifs.

Cette mesure administrative est motivée par *« des incidents répétés et des troubles à l'ordre public »*, précise la préfecture du Rhône. Dans la nuit de vendredi à samedi, le portier de L'Actuel a refoulé un groupe de jeunes gens. L'un d'eux, Thierry Chekroun, vingt-deux ans, a affirmé *qu'ils avaient été refoulés* parce que juifs. La direction a démenti, expliquant de son côté que ces jeunes gens avaient provoqué une bagarre il y a quelque temps.

Un autre incident avait eu lieu, début septembre, à L'Actuel où une jeune Ivoirienne, hôte du député RPR du Rhône, M. Jean-Michel Dubernard, avait été refoulée (*le Monde* du 2 septembre).

● **Mort d'un policier municipal au cours d'une bagarre.** – Roger Gauthier, vingt-sept ans, un gardien de la police municipale de Charvieu-Chavagneux (Isère), a été tué, dimanche 1er novembre vers 2 heures, d'un coup de couteau en plein cœur, en voulant s'interposer dans une bagarre qui opposait les organisateurs du bal du Moto-Club de Charvieu-Chavagneux à deux Nord-Africains. Les agresseurs ont réussi à prendre la fuite.

● **La tempête en Bretagne et les dégâts du réseau électrique.** – 120 F pour les abonnés de l'Ouest et 2 F pour les autres abonnés français, tel est le supplément qu'il faudra payer pour réparer les dégâts causés aux lignes électriques par la tempête du 15 octobre. Celle-ci avait privé de courant 950 000 foyers. Les réparations sont actuellement évaluées à 325 millions de francs. Pour le téléphone, la facture s'élève à plus de 60 millions. C'est pourquoi M. Georges Lombard, sénateur centriste du Finistère, a proposé que l'on profite de l'événement pour enterrer les réseaux. *« Cela éviterait bien des dommages en cas de tempête, et la Bretagne y gagnerait beaucoup sur le plan esthétique, car elle est littéralement ravagée par une forêt de pylones et de poteaux. »* La direction d'EDF s'est déclarée prête à engager une concertation sur ce sujet avec les élus régionaux de Bretagne.

Sports

HALTÉROPHILIE : championnats du monde

Fonte féminin singulier



Vaincue par une barre de 85 kilogrammes, l'Américaine Arlys Kovach a néanmoins remporté la médaille d'or des premiers championnats du monde féminins d'haltérophilie le 1er novembre à Daytona-Beach (Floride) en arrachant 80 kilogrammes. Avec 100 kilogrammes à l'épaulé-jeté (3e place), elle a totalisé 180 kilogrammes (2e place). Dominée par les Chinoises, la compétition a permis aux Françaises de réaliser de bonnes performances : Stéphanie Genna, dix-sept ans, a remporté trois médailles de bronze et Véronique Roche a terminé deux fois deuxième en 65,7 kilogrammes.

ATHLÉTISME : championnat de France de marathon

La piste indienne

Jean-Jacques Padel (ASFI Lyon) a remporté en 2 h 16 min, samedi 31 octobre à Marseille, le championnat de France de marathon, disputé dans des conditions très défavorables. Il a devancé Jean-Baptiste Protais (UA Versailles) de 18 s, et Jacques Maréchet (ASPTT Lyon) de 29 s. Le titre féminin est revenu à la Française d'origine sud-africaine Cassandra Mihailovic (CA Montreuil) en 2 h 43 min 40 s, et le titre par équipes à l'ASFI Lyon devant l'ASPTT Lyon.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Les maillots noir et blanc de l'Association sportive franco-indienne (ASFI) font désormais partie du décor de tout marathon. Ce microscopique club de la banlieue lyonnaise (une soixantaine de membres) existe depuis seulement dix-huit mois, et déjà il a ravi à son puissant voisin, l'ASPTT Lyon, son titre de champion de France par équipes. Avec, en prime, le titre individuel de Jean-Jacques Padel, un transfuge – précisément – de l'ASPTT. A trente-trois ans, cet inspecteur des télécommunications obtient une consécration nationale quelques mois après avoir quitté le giron rassurant d'un club octogénaire pour une insolite destination.

L'ASFI est l'émanation d'un seul homme, Samir Mukerjee, un Indien de cinquante ans, à la fois fondateur, président financier et entraîneur de son club. Sur le Vieux Port, ce petit industriel en matériel médical, qui emploie une douzaine de personnes *sur la zone industrielle de Chassieu* (Rhône), était aux anges. Il tenait sa revanche sur ses nombreux détracteurs. Pour rassembler des coureurs de renom sous ses couleurs, Samir Mukerjee s'est servi, il est vrai, dans les clubs alentour, se créant de solides inimitiés. Bernard Bobes, ex-champion de France, ex-ASPTT Lyon, classé quatrième dimanche à Marseille, fut le premier à le rejoindre. Plusieurs autres bons spécialistes ont suivi, dont Alexandre Rachide, qui troqua son emploi à la mairie d'Echirolles (Isère) contre un poste à la ASFI, la société de Mukerjee.

Jean-Jacques Padel ne fait pas mystère de ses convictions : *« Elles ont été d'une part financières, ensuite d'ordre technique*, dit-il. *A l'ASFI, j'ai une plus grande liberté de programmation de mes compétitions. »* Padel ne travaillant plus qu'à temps partiel aux PTT, Samir Mukerjee prend en charge le complément de salaire, les stages (cinq semaines récemment à Font-Romeu), les déplacements à l'étranger (marathons de Douala et de Boston). *« Je lui offre le contrat d'athlète de haut niveau qu'il n'a pas obtenu de l'Etat »*, résume l'industriel lyonnais.

Samir Murkerjee se défend d'être un simple bailleur de fonds à la recherche de publicité. Ancien marathonien, il a décidé de créer son club *« par amour du sport et pour relever le niveau de l'athlétisme français »*. *« D'ailleurs*, dit-il, *je ne veux pas que les gens courent uniquement pour de l'argent. Les coureurs embauchés à la ASFI doivent travailler six heures par jour »*. Cette exigence est à l'origine de son malentendu avec Rachide. Le différend entre le président employeur et le sportif salarié est aujourd'hui porté devant le conseil des prud'hommes. *« Certains ont pris Samir pour un milliardaire »*, regrette Gérard Pezerat (classé neuvième à Marseille), qui pointait au chômage avant sa rencontre avec l'Indien.

Peut-être pas milliardaire mais généreux, ce Mukerjee ! *« Padel m'a fait un tel plaisir que je lui donnerai le maximum possible sur mes deniers personnels, même si je dois vendre quelque chose pour le faire »*, exultait-il à l'arrivée de la course. Après sa victoire par équipes au marathon de Boston, l'ASFI est bien lancée. L'entrepreneur est décidé à lui consacrer 2 % de son chiffre d'affaires annuel, qui devrait atteindre 50 millions de francs d'ici à 1989. Samir Mukerjee, dont la famille gère un club omnisports à Calcutta vient également de lancer une autre AFSI dans la région parisienne, avec d'anciens athlètes d'Antony-Sports, comme Jean-Michel Charbonnel, un excellent spécialiste du marathon. Cri unanime de ses protégés : *« S'il y avait plusieurs gars comme Samir, l'athlétisme ne pourrait qu'y gagner ! »*

Les méthodes, et maintenant la réussite, de ce mordu de course sur routes donne à réfléchir à ses rivaux. En particulier à Jean-Claude Rauch, président depuis un an de l'ASPTT Lyon, un club omnisports de six mille membres marqué par la fuite de ses talents. Outre les marathoniens, Patrice Mourier, champion du monde de lutte, et Michel Paulin, entraîneur à succès de la section natation ont succombé, ces derniers mois aux sirènes de clubs riches. *« J'ai créé une commission de réflexion qui doit me faire des propositions chiffrées pour déterminer quelle part de notre énergie, au sens large du terme, nous pouvons consacrer au sport de haut niveau »*, dit Jean-Claude Ranch. Se donner les moyens, y compris financiers, de conserver ses meilleurs éléments, c'est un changement radical de philosophie pour le vieux club lyonnais, tout dévoué au sport de masse et à la formation des jeunes.

Dans l'esprit du président de l'ASPTT, l'argent doit venir principalement de deux sponsors naturels : les télécommunications et la poste, dont il est directeur régional. D'autres firmes seront invitées à s'associer. C'est déjà le cas pour Jacques Maréchet, marathonien vedette de l'ASPTT. Ce postier du centre de tri de Lyon-Montrachet, outre de notables aménagements d'horaires, bénéficie depuis peu de l'« appoint » d'une marque de pâtes alimentaires. *« Maréchet est un tel exemple que je ferai tout ce qui est convenable de faire pour le garder chez nous »*, prévient Jean-Claude Rauch.

A la section d'athlétisme du club, on approuve la nouvelle politique, mais le protectionnisme ne pouvant être total, on suggère que, à l'instar des transferts dans le football, *« le club qui recrute un athlète verse une compensation financière à celui qui l'a formé »*.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Les Français envahissent New-York

NEW-YORK
de notre correspondant

Deux millions de spectateurs ont assisté au dix-huitième marathon de New-York, disputé dimanche 1er novembre par 22 600 concurrents. Après trois années de domination italienne, c'est le Kenyan Ibrahim Hussein, âgé de vingt-neuf ans, qui est arrivé en tête à Central Park après 2 h 11 min 1 s.

Chez les dames, l'absence de l'imbattable Norvégienne Grete Weitz, huit fois championne depuis 1978, et l'abandon au seizième kilomètre de la Néo-Zélandaise Allison Roe, ont ouvert la voie à une ancienne : la Britannique Priscilla Welch, qui aura quarante-trois ans le 22 novembre, a mené sans difficulté tout au long pour terminer en 2 h 30 min 16 s, suivie de deux Françaises, Françoise Bonnet (2 h 31 min 22 s) et Jocelyne Villeton (2 h 32 min 3 s).

Cette course a d'ailleurs confirmé l'intérêt sans cesse croissant des Français pour le marathon de New-York : plus de mille cinq cents dossards tricolores avaient été attribués par les organisateurs, visiblement heureux du succès international de leur entreprise. Si, l'an passé, l'omniprésence des Français, deuxième groupe international après les Américains, avait provoqué quelques critiques de la part d'amateurs locaux exclus faute de place, aucune limite n'a été imposée cette année au nombre des coureurs. *« Désormais, nous inscrirons tout le monde, car rien ne sera jamais trop grand pour New-York »*, a dit le maire, Edward Koch.

Le directeur de la course, Fred Lebow, a – indirectement – expliqué ce changement d'attitude en rappelant que New-York n'est plus en concurrence avec le marathon de Chicago, qui aura désormais lieu au printemps. Ce changement explique également l'absence de certains grands noms : Fred Lebow a refusé, pour la première fois, de verser des primes de participation à des *« vedettes »* qui *« empochaient 200 000 dollars sans les mériter ensuite »*. Cette année, les deux vainqueurs de New-York ont dû se contenter de 25 000 dollars et d'une Mercedes.

CHARLES LESCAUT.

AUTOMOBILISME : Grand Prix du Japon

Nelson Piquet finit en queue de poisson

Parti en pole position, Gerhard Berger a gagné, dimanche 1er novembre, sur le circuit de Susuka, le Grand Prix de formule 1 du Japon. En signant le deuxième succès de sa carrière en grand prix, le pilote autrichien a *fait renouer avec la victoire Ferrari, qui ne* s'était plus imposé depuis le Grand Prix d'Allemagne en 1985.

Le redressement de la firme italienne en fin de saison s'est accompagné de celui de McLaren : victime de l'éclatement d'un pneumatique qui lui a fait perdre deux tours, Alain Prost a pu terminer en septième position après avoir établi un nouveau record du tour, tandis que son coéquipier suédois, Steffan Johansson, est monté sur la troisième marche du podium.

En revanche, Honda a été moins brillant que prévu sur son terrain. Le moteur de la Williams a cassé au quarante-sixième tour. Mais, pour Nelson Piquet, tout était joué avant le départ : le forfait de son coéquipier britannique Nigel Mansell, blessé aux essais et incertain pour le dernier grand prix, avait *assuré au pilote brésilien un troisième titre* mondial (1981, 1983, 1987). Il a ainsi rejoint Lauda (1975, 1977, 1984), Brabham (1959, 1960, 1966) et Stewart (1969, 1971, 1973) au palmarès de la formule 1.

Nelson Piquet doit être né sous une bonne étoile. En 1981, il avait obtenu son premier titre mondial chez Brabham pour sa troisième saison en formule 1. Il avait alors devancé *in extrémis*, au dernier Grand Prix de Las Vegas, l'Argentin Carlos Reutemann, que Frank Williams n'avait pas voulu privilégier par rapport au Britannique James Hunt, deuxième pilote de son écurie. Deux ans plus tard, c'est encore lors du dernier grand prix à Kyalami (Afrique du Sud) qu'il avait pris le dessus sur Alain Prost en utilisant un carburant non conforme au règlement. Mais Renault n'avait pas voulu porter réclamation contre l'écurie Brabham, propriété de Bernie Ecclestone, le grand maître de la formule 1.

Cette fois, la course-poursuite engagée par Nigel Mansell, vainqueur des deux derniers grandes courses en Espagne et au Mexique, a tourné court après la sortie de piste en essai du Britannique, alors que le pilote brésilien, devenu très nerveux, avait « perdu les pédales » à Mexico et surtout à Jerez.

Les concours de circonstances et la chance ne suffisent pas toutefois à expliquer ces trois titres mondiaux qui permettent à Nelson Piquet de rejoindre Jack Brabham, Jackie Stewart et Nikki Lauda, juste derrière Juan-Manuel Fangio, auréolé de cinq couronnes.

Pour beaucoup, le pilote de l'année restera Nigel Mansell, toujours qualifié en première ligne (huit fois en pôle position), et vainqueur de six grands prix. Mais ce n'est pas la première fois que le championnat du monde consacre le pilote le plus régulier aux dépens du plus rapide. Avec trois succès (RFA, Hongrie et Italie) et surtout sept deuxièmes places et une troisième, *le Brésilien* n'a *été* absent que quatre fois des podiums cette année.

Recruté par Honda pour devenir le premier pilote au sein de l'écurie Williams en 1986, Nelson Piquet a surtout eu le mérite de s'imposer malgré un environnement favorable à son coéquipier britannique. Son titre, qui survient après l'annonce de son transfert dans l'écurie Lotus et l'abandon de Williams par Honda, qui fournira ses moteurs turbocompressés à Lotus et à McLaren la saison prochaine, constitue une belle revanche pour le Brésilien.

Ce climat a sans doute incité Nelson *Piquet* à prendre encore *plus* de distance avec les milieux de la formule 1. Son franc-parler, doublé d'un humour très caustique qu'il exerce souvent aux dépens de Nigel Mansell et de son compatriote Ayrton Senna, son indifférence pour le golf, devenu le « second sport » des pilotes, ses refus souvent opposés aux sollicitations des commanditaires et des journalistes en dehors des grands prix, ont renforcé le splendide isolement du fils d'un ancien ministre de la santé qui a emprunté le nom de sa mère pour courir.

Très discret sur sa vie privée, le Brésilien avait dévoilé un peu de son « jardin secret » en se soumettant au questionnaire de Proust pour Antenne 2 à la veille du Grand Prix du Portugal.

Quel est son écrivain préféré ?

– Aucun. Quel est le personnage réel ou fictif qu'il admire le plus ? Sa mère. Quel est son passe-temps préféré ? Courir en formule 1.

« C'est vrai que je ne l'ai jamais vu acheter un journal ou lire un livre en dehors des bouquins techniques sur l'aviation pour piloter son Lear-Jet, sur l'automobile ou sur la voile, confirme Catherine, sa compagne belge. *Actuellement, nous n'avons pas d'appartement et nous vivons dans une villa prêtée par des amis au cap Saint-Martin. Dès qu'il a un moment, Nelson va suivre la construction de son yacht de 35 mètres en Turquie. Il devrait être terminé au milieu de l'année prochaine, et Nelson veut y vivre en permanence. »*

A trente-cinq ans, Nelson Piquet n'est pas las de piloter. *« J'aime me battre pour gagner, et je continuerai tant que je resterai compétitif »*, dit-il. Premier champion du monde avec un moteur turbo en 1983, il abordera la saison prochaine chez Lotus avec une motivation toute particulière : *« Des journalistes disent que Senna est le meilleur pilote du monde. Je veux réussir là où il a échoué, c'est-à-dire être champion du monde avec une voiture à suspension active. »*

GÉRARD ALBOUY.

Les résultats

Automobilisme

GRAND PRIX DE F 1 DU JAPON A SUSUKA

1. Berger (Ferrari), les 298,809 km en 1 h 32 min 7 s (192,847 km/h) ; 2. Senna (Lotus-Honda), à 17 s 38 ; 3. Johansson (McLaren-TAG-Porshe), à 17 s 69.

● *Championnat du monde des pilotes*. – 1. Nelson Piquet (Brésil), 73 pts (73 + 0). Champion du monde *1987* ; 2. *Mansell* (Grande-Bretagne), 61 ; 3. Senna (Brésil), 57 ; 4. Prost (France), 46 ; 5. Johansson (Suède), 30 ; 6. Berger (Autriche), 27.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(17e journée)

*Nice et Monaco	0-0
*Matra RP b. Bordeaux	1-0
*Nantes b. Cannes	2-1
*Metz b. Niort	2-0
*Lens b. Montpellier	2-1
*Marseille b. Toulouse	1-0
*Saint-Etienne et Toulon	0-0
*TAuxerre b. Paris-SG	3-0
*Brest et Lille	2-2
*Laval b. Le Havre	4-3

Classement. – *1.* Monaco, 25 pts ; 2. Nantes, Bordeaux, 21 ; 4. Metz, Matra RP, 20.

Deuxième division
(16e journée)
Groupe A

*Sochaux b. Gueugnon	1-0
*Lyon b. Alès	1-0
*Sète b. Nîmes	2-0
*Martigues et Cuiseaux-Louhans	1-1
*Montceau b. Istres	1-0
*Bastia b. Orléans	2-1
*Tours b. Ajaccio	1-0
*Le Puy et Grenoble	1-1
*Dijon b. Châtellerault	1-0

Classement. – 1. Sochaux, 28 pts ; 2. Lyon, 24 ; 3. Montceau, Cuiseau-Louhans, 20.

Groupe B

*Strasbourg b. Lorient	6-0
*Caen b. Rennes	3-2
*Rouen b. Saint-Dizier	3-0
Mulhouse b. *Quimper	2-0
*Abbeville b. Reims	2-0
*Nancy b. Melun	4-0
*Beauvais b. Angers	2-0
*Dunkerque b. Valenciennes	4-0
*Guingamp b. La Roche	1-0

Classement. – 1. Strasbourg, 25 pts ; 2. Caen, 23 ; 3. Rouen, 20.

Rugby

SÉLECTION POUR AFFRONTER LA ROUMANIE

L'équipe de France constituée le 1er novembre à Auch pour affronter le 11 novembre à Agen la Roumanie voit l'arrivée en troisième ligne du décathlonien toulousain Janik et le retrait en première ligne du pilier lourdais Garuet. Le XV national aura la compositon suivante : Blanco - Bérot, Charvet, Andrieu, Lagisquet - Mesnel, Berbizier - Janik, Rodriguez, Champ - Condom, Lorieux - Ondart, Dubroca *(cap.)*, Armary.

FOOTBALL : première division

La feuille de température de Toulouse

Grâce à son match nul (0-0), Monaco compte, à l'issue de la dix-septième journée du championnat, 4 points d'avance sur Bordeaux, battu à Paris par le Matra-Racing (1-0). Nantes, vainqueur de Cannes (2-1), rejoint les Girondins à la deuxième place, tandis que Metz, en battant Niort (2-0), s'est installé à la quatrième place avec le Matra-Racing. L'Olympique de Marseille s'accroche au peloton de tête grâce à sa difficile victoire sur Toulouse (1-0).

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Tout n'est pas rose à Toulouse. Les ravalements de façade auxquels doit se livrer semaine après semaine Jacques Santini, l'entraîneur du TFC, ne cachent plus les lézardes qui minent les fondations du jeu toulousain. La prestation offerte samedi aux trente-mille spectateurs du stade vélodrome de Marseille était un aveu de la faiblesse actuelle de l'équipe. Arcboutée devant Philippe Bergeroo, hérissant ses piques de la première à la dernière minute de la rencontre, la défense commandée par Jean-Luc Ruty et Alberto Tarantini a rempli tant bien que mal sa pauvre mission : limiter les dégâts.

Les Toulousains pouvaient-ils être plus ambitieux, privés de Passi, leur stratège ; de Marcico, leur créateur ; de Durand, leur moteur ; de Rocheteau, leur artilleur ? La classe biberon appelée en renfort a du culot et du cœur au ventre. Elle l'a prouvé en se jetant avec énergie en travers de toutes les initiatives marseillaises. Mais Oliver, Delpech, Debève et autres Fouka n'ont ni l'âge ni la classe requise pour évoluer au sommet de la 1re division ; encore moins au niveau européen. Or, le match retour de la Coupe de l'UEFA à Leverkusen se profile à l'horizon de cette semaine.

Fataliste, Jacques Santini s'en remet à l'avis de la faculté pour former son équipe. Rocheteau sera-t-il guéri de ses ennuis de tendons, et Casini aura-t-il achevé sa convalescence ? Par rapport à l'équipe qui a perdu à Marseille, l'entraîneur n'a qu'une certitude : Bellus, toujours sous le coup d'une suspension, ne jouera pas. *« Nous avons quatre jours pour préparer tranquillement cette rencontre »*, se contentait de dire Santini à la sortie des vestiaires. Quatre jours aussi pour se « rabibocher » avec Tarentini en délicatesse avec une épaule et très mécontent d'avoir été sorti par le coach avant la fin du match. Lorsque ses coéquipiers quittèrent le terrain, il était déjà douché et rhabillé. Assis sur son sac de sport, l'ombrageux défenseur argentin remâchait sa mauvaise humeur en grillant une cigarette.

Le TFC n'a pas besoin de surcroît d'une blessure d'amour-propre. Tarentini sera une pièce maîtresse à Leverkusen puisque les Toulousains se rendent en Allemagne dans l'intention de faire de la résistance. Le dispositif défensif très agressif adopté contre l'OM était une répétition générale. Jacques Santini l'admet et, malgré les deux points perdus sur un but de Klaus Allofs (49e), il s'est montré *« satisfait de la solidarité de l'équipe dans les moments chauds »*.

Reste que face au Bayer Leverkusen, il faudra marquer au moins une fois pour se qualifier. *« Nous n'aurons peut-être que deux ou trois situations favorables*, prédit Jacques Santini. *Nous devrons être prêts moralement à les saisir, qu'elles surviennent au début ou à la dernière seconde du match. »* A Marseille, Toulouse n'a eu qu'une occasion (72e) sur une erreur du *libero Claude Lowitz*. Yannick Stopyra a été moins prompt que Joseph-Antoine Bell, mais les trente mille spectateurs ont eu un frisson. Malgré sa domination, l'OM n'a en effet jamais pu se mettre à l'abri tout au long d'une partie sans grand relief. La difficulté des Marseillais à poser et à organiser le jeu n'émeut pas les responsables techniques séduits par *« l'esprit de corps »* et *« la persévérance »* de leurs troupes.

Gérard Banide est *« globalement satisfait »* et Michel Hidalgo *« a beaucoup apprécié l'ensemble de la rencontre »*, estimant que *« l'OM a rendu une copie propre »*. Ce ne sont pas ces appréciations qui risquent d'entamer la sérénité du groupe avant son déplacement à Split. D'autant que là-bas, avec quatre buts d'avance, les Phocéens n'auront pas à faire le jeu mais à exploiter les espaces offerts par les Yougoslaves en mal de revanche.

J.-J. B.

MUSIQUES

De « Mon légionnaire » à « Suck Baby Suck »

Gainsbourg sur tous les fronts

Gainsbourg publie un album, prépare un film sur Paul Léautaud, une série de concerts au Zénith. Et va à la Bourse avec son agent de change.

Serge Gainsbourg a perpétuellement l'air de s'amuser, lui qui travaille comme un artisan qui connaît son métier sur le bout des doigts et exécute son ouvrage après une longue maturation. Après avoir écrit pour Charlotte, Bambou et Jane, mis en boîte des clips pour Indochine, des spots publicitaires ou promotionnels et réalisé un film *(Charlotte for ever)*, Gainsbourg revient en cavalier seul avec un nouvel album *(You're under arrest)* enregistré en août dernier dans le New-Jersey avec la complicité de Billy Rush et des mêmes musiciens américains en état de grâce que pour *Love on the beat*, paru il y a trois ans.

You're under arrest est le prolongement musical du précédent disque : des mélodies flamboyantes et un son *heavy funk* mené à la perfection. Comme toujours chez Gainsbourg, les musiques ont été composées en quelques heures et les mots imaginés fiévreusement dans le Concorde qui le menait à New-York rejoindre ses musiciens mercenaires : « *J'étais*, dit le chanteur, *comme un peintre japonais qui a sa fleur dans la tête depuis deux mois et qui la cerne en deux secondes avec le pinceau.* »

Dans *You're under arrest*, Serge Gainsbourg chante des moments de stress *(Gloomy Sunday)* :

« Je mourrai un dimanche où j'aurai trop souffert
Alors tu reviendras mais je serai parti.
Des cierges brûleront comme un ardent espoir
Et pour toi sans effort mes yeux seront ouverts
N'aie pas peur mon amour s'ils ne peuvent te voir
Ils te diront que je t'aimais plus que ma vie. »

La voix travaillée par l'alcool, le tabac et les nuits blanches, ayant définitivement adopté le style parlé, *talk over*, Gainsbourg dévoloppe aussi le jeu de l'érotisme, pousse à leurs limites les obsessions sexuelles de *Love on the beat (Five easy pisseuses, Baille baille Samantha, Suck Baby Suck)* et avec la chanson *Aux enfants de la chance*, « *du nom du dancing de Pigalle où mon père était pianiste dans les années 30* », il met en garde ses jeunes fans contre la drogue :

« Touchez pas à la poussière d'ange
(...) Surtout n'ayez pas l'impudence
de vous foutre en l'air avant l'heure dite
(...) N'approchez pas le magic mushroom
N'essayez surtout pas le free base
Car c'est lui qui vous baise ».

Soixante ans en avril

Enfin, Gainsbourg chante à voix basse, à la recherche du temps retrouvé, *Mon légionnaire* « *qui était mince, (qui) était beau, (qui) sentait bon le sable chaud. Y'avait du soleil sur son front qui mettait dans ses cheveux blonds de la lumière* ». L'auteur de *la Javanaise* reprend ce fameux titre, vieux d'un demi-siècle, comme pour marquer que sa première vraie rencontre avec la chanson eut lieu justement dans les années 30 avec les goualantes réalistes : celles de Fréhel rencontrée rue Chaptal, un jour de 1938, prématurément usée par la drogue et l'alcool, et celles de Marie Dubas, interprète de *Mon légionnaire* avant Piaf.

En avril prochain, Serge Gainsbourg célébrera son soixantième anniversaire par une série de concerts au Zénith, toujours avec les musiciens new-yorkais de Billy Rush. Avant, il aura réalisé pour le cinéma un film adapté du *Journal particulier* de Paul Léautaud, dans lequel il jouera lui-même le personnage de l'écrivain misanthrope : « *Je tourne ça à toute vitesse, en cinq semaine, en janvier prochain.* » Et puis il écrira pour les siens. Il poursuivra son chemin, toujours en mouvement, avec les signes extérieurs de la légende. Avec les blessures grandioses et dérisoires. En fréquentant de préférence les *no man's land* comme les bars des hôtels (« *Comme mon père, je suis pianiste de bar. Je joue du Cole Porter et du Gershwin sans me planter. Mais je suis incapable de retrouver à la minute les harmonies de* la Javanaise. *Elles sont trop dures.* »

Plus sobre – mais oui ! – depuis quelques mois, Serge Gainsbourg entretient à présent des rapports avec un agent de change « *en chemise à col anglais. Fallait bien que je place une partie de mon blé. Je lui ai donné cinq cents bâtons. Il me prend 10 %. J'espère qu'avec les turbulences actuelles il ne fait pas de conneries. Un jour, j'ai été avec lui à la Bourse. J'ai rien compris. Et mon blé cavalait comme ça. C'était effrayant.* »

« *Autrefois, les premiers ronds venus, j'avais acheté de petits lingots d'or. L'agent de change, l'apprenant, m'a dit :* Vous achetez de l'or. C'est immoral. *Mais je ne me suis jamais offert de la terre. Depuis la mort de mon père et de ma mère, je préfère l'asphalte. La terre est une mangeuse d'hommes.* »

CLAUDE FLÉOUTER.

CLAUDE GASSIAN

Festival baroque français en Allemagne

Un art qui refleurit

Pendant huit jours, quatre de nos meilleurs ensembles, la Chapelle royale, la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, les Arts florissants et Ris et danceries vont sillonner la République fédérale (1) pour présenter des œuvres souvent inconnues de nos voisins.

Ce lundi, dans le château rococo de Brühl, les invités de M. Johannes Rau, ministre-président de la région Rhin-Westphalie, et de M. Serge Boidevaix, ambassadeur de France à Bonn, montent le grand escalier peuplé de cariatides et d'atlantes de Balthasar Neumann, pour le concert d'inauguration du Festival de musique baroque française en Allemagne.

Le Festival de musique baroque en Allemagne, organisé par les services culturels de l'ambassade, les ministères des affaires étrangères et de la culture et les Instituts français, avec de nombreux mécènes des deux pays, succède au Festival de danse contemporaine qui obtint l'an dernier un vif succès, réunissant quelque dix-huit mille spectateurs.

Les Arts florissants, qui font l'ouverture au château de Brühl, donnaient peu avant leur départ un programme similaire à celui de Saint-Médard, pour les Fêtes d'automne du 5e arrondissement, devant une foule enthousiaste.

Les motets de Guillaume Bouzignac seront sans doute une révélation pour les mélomanes allemands. Ce compositeur languedocien, du début du dix-septième siècle, qui n'a jamais exercé son talent à Paris, reste mal connu. « *S'il avait vécu outre-Rhin*, dit William Christie, *il serait considéré presque à l'égal de Schütz et aurait bénéficié depuis longtemps d'une édition critique intégrale.* »

Ses œuvres (une centaine), marquées par des influences italiennes et catalanes, dit-on, frappent par le dépouillement de l'écriture, la force de l'instinct dramatique dans des scènes dignes de l'oratorio, et surtout l'accent religieux qui s'attache à traduire chaque mot des textes sacrés de manière intense, par des élans de joie simple ou des moments de contemplation profonde.

Sans qu'on puisse établir quelque filiation, ce sont là des traits qu'on retrouve chez Marc-Antoine Charpentier, son cadet de quarante ans, même si celui-ci déploie une richesse décorative qui appartient au Grand siècle, par exemple dans ce *Magnificat à trois voix* H.73, sur une basse obligée répétée quatre-vingt-neuf fois, d'un élan irrésistible, et dont la couleur se modifie sans cesse au gré du texte. Ou bien dans les *Litanies de la sainte Vierge*, H. 83, qui méditent chacune des images assemblées en une couronne de gloire, mêlant aux accents jubilatoires d'admirables temps de prière mystique.

Les « petits motets » de Lully, que les Arts florissants viennent d'enregistrer pour Harmonia Mundi, ne détonnaient pas en cette compagnie. On était même frappé par le sentiment d'amour très pur de *O dulcissime*, la beauté sévère de *O sapientia*, où les paroles sont savourées une à une avec une grande piété, qu'on n'imaginait pas chez ce coquin de Jean-Baptiste, voisinant avec la grâce et le mouvement dansant du *Regina cœli* ou du *Laudate pueri*, d'une élégance botticellienne. Jusqu'à ce que Christie nous révèle... que ces motets n'étaient sans doute pas de Lully ! Des disciples trop zélés auraient copié des pages de Carissimi ou même de Couperin à l'intention des Dames de l'Assomption...

Quoi qu'il en soit, toutes ces œuvres paraissaient libérées de leur étiquette paralysante, aussi vivantes et souples que celles du baroque italien, grâce à ces voix et à ces instrumentistes des Arts florissants que Christie façonne et modèle avec un sens des courbes musicales, de la vie jaillissante des textes, de l'opulence intérieure des phrases, de la flexibilité des mots et des couleurs, tout à fait exceptionnel. La fleur même du baroque à la française.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Cologne, Heidelberg, Düsseldorf, Munich, Ludwisburg, Nuremberg, Erlangen, Francfort et Sarrebrück.

La semaine du mélomame

Travaillant d'arrache-pied à l'audition monumentale de ses chroniques hebdomadaires, le mélomane n'a guère le temps d'aller entendre l'orchestre du Gewandhaus de Leipzig jouer la *Symphonie inachevée*, de Schubert, et la *Symphonie n° 7*, de Brückner, sous la direction de Kurt Mazur, lundi à 20 h 30, au TMP-Châtelet (tél. : 42-61-19-83) ni d'aller voir *Taxi !*, concert-spectacle de Joëlle Léandre, les 2, 3, 4 et 5 novembre à 20 heures, au Café de la danse (tél. : 48-05-57-22), ou *Moderato cantabile*, lecture musicale du célèbre roman, par Xavier Le Masne, mise en scène à bord de la Péniche-Opéra (les 3, 5, 6, 7, 12, 13, 14, 19, 20 et 21 novembre, à 21 heures ; tél. : 42-45-18-20).

Il fera peut-être exception pour les solistes de l'Ensemble Intercontemporain, qui interpréteront des œuvres rares de Bernd Aloïs Zimmermann, mercredi à 18 h 30, au Centre Pompidou (grande salle), et des auteurs espagnols contemporains : Guerrero, Halffter, Puerto et Pablo, dimanche à 16 heures, à l'auditorium du Musée d'art moderne de la Ville de Paris (avenue du président Wilson), parce que l'entrée est libre dans les deux cas. De même, d'ailleurs, que pour les trois concerts de la série « Perspectives du vingtième siècle », samedi à Radio-France, où le Trio à cordes de Paris jouera notamment Webern et Denisov, à 14 h 30 ; Schoenberg et Iglesias Rossi, à 16 h 30 ; Taïra et Bancquart, à 18 h 30. Mais ce n'est pas « La semaine du mélomane... 2 », la seule raison : il y a des concerts où on pourrait le payer qu'il n'y mettrait pas les pieds.

G. C.

The Wild Ones à l'Elysée-Montmartre

Purs mais pas puristes

Groupe belge de cinq musiciens jouant du rockabilly et chantant en anglais, on pourrait s'en tenir à ce résumé et renvoyer les Wild Ones, comme tant d'autres avant eux, au vestiaire des années 50 si, au-delà de la panoplie, ils n'avaient su dépasser la simple nostalgie en affirmant leurs propres valeurs.

S'ils sont nés la banane sur le front, en 1979, c'est grâce à Gene Vincent et à Marlon Brando dans un film qui a inspiré leur nom. Le rêve américain par procuration. Mais, très vite, ils se sont lassés du circuit rockabilly, où l'on se doit de reprendre les classiques au souffle près au risque de se faire excommunier par les fidèles. Purs mais pas puristes, les Wild Ones, croyants mais pas bigots. Leur idée, c'est que, perpétuant son esprit en le revisitant, ils sont plus proches de Gene Vincent qu'en le singeant et que le plus beau tribut qu'on puisse payer au rock'n roll, c'est l'insolence, pas l'allégeance. Rebelles, donc, avec une cause à effet. A la différence des groupes de leur espèce, ils composent, et la vie ne s'est pas arrêtée à la mort d'Eddie Cochran ou au départ d'Elvis pour le service militaire. Ils écoutent tout aussi bien les New-York Dolls, Iggy Pop, Creedence Clearwater Revival et... les musiciens noirs.

Leur premier 45 tours, ils l'ont enregistré grâce à un ami qui a gagné au Loto, le second sur un label spécialisé qu'ils ont fui en s'apercevant que ses directeurs étaient des flics *(sic)*. Sorti cette année, *Crossroads*, leur premier album est, son titre l'indique, à la croisée de différents courants : rock'n roll, rhythm'n blues, psychobilly, country and western. Au reste, la voix de Dee, le chanteur, est telle que la question de savoir si les Wild Ones appartiennent ou pas au passé est superflue et déplacée.

ALAIN WAIS.

★ Lundi 2 novembre à 20 heures, à l'Elysée-Montmartre ; le 26 à Orléans ; le 27 à Toul ; le 1er décembre à Bordeaux ; le 2 à Toulouse ; le 3 à Montpellier ; le 4 à Marseille ; le 10 à Rennes ; le 11 à Rouen ; le 12 à Barfleur. Disque chez Musidisc.

DANSE

« Shamrock », de Carolyn Carlson

Le plaisir du réel

Après son solo « Blue Lady », Carolyn Carlson met en scène une fille en crinoline rose dans un nouvel épisode autobiographique composé comme un superbe trompe-l'œil.

La collaboration entre Carolyn Carlson et le Het Nationale Ballet eût enchanté Sonia Gaskel, fondatrice de la compagnie, qui, dans les années 60, l'ouvrit largement à la danse contemporaine. *Shamrock*, commandé par l'actuel directeur Rudi Van Dantzig, fait salle comble chaque soir au Nouveau Théâtre musical d'Amsterdam. C'est aussi un moment crucial dans la carrière de Carolyn Carlson. Disposant d'une troupe nombreuse et de haut niveau, elle s'est lancée dans une chorégraphie ample, très architecturée, où elle élargit son vocabulaire par des emprunts au « classique » (beaucoup de grands jetés et d'arabesques) et des clins d'œil assez inattendus à l'expressionnisme allemand.

La première partie du spectacle est une orchestration des thèmes chers à la chorégraphie, rappelant assez le climat onirique de *l'Or des fous*, avec son rocher ancré au milieu de la scène. Une jeune femme en crinoline rose (Belle Bonarius), irréelle et obstinée, tente vainement de s'insérer dans un environnement peuplé de femmes flexibles et languides, sorties d'un tableau de Delveaux. On retrouve les belles images, un peu glacées, très wilsoniennes, des premiers ballets de Carlson.

Après l'entracte, tout bascule dans la brutalité et l'angoisse. On pénètre dans un univers rétro de femmes-objets et de machos. La musique hyperlyrique de Gabriel Yared suggère l'exaltation et la confusion des sentiments. Lorsque surgit sur le proscenium un parterre de fleurs que la femme en rose dévaste rageusement, on ne peut qu'évoquer *Nelken*, de Pina Bausch. Comme si, avec le temps, Carolyn Carlson – sans renoncer au refuge du rêve et à la nostalgie de l'enfance – acceptait de se frotter à la réalité et y prenait même du plaisir.

MARCELLE MICHEL.

★ Ballet de Carolyn Carlson, musique de Gabriel Yared, décors et costumes de Bojena Nienkowska, lumières de Peter Vos.

Mort de la pianiste Vasso Devetzi

La pianiste grecque Vasso Devetzi est morte à Paris le 1er novembre. Elle était âgée de cinquante-neuf ans.

Née à Salonique, formée au Conservatoire d'Athènes, puis à celui de Vienne, Vasso Devetzi était venue à Paris pour travailler avec Marguerite Long. Sa sonorité discrète en avait fait l'accompagnatrice effacée qui convenait au Rostropovitch des années 60 et à sa femme, la cantatrice Galina Vichnevskaia. Elle fut la première à enregistrer le *Premier concerto pour piano*, de Sauguet, sous la direction de Rojdestvenski.

Mais Vasso Devetzi était surtout connue comme fondatrice et présidente de la Fondation Maria-Callas. En 1979, en effet, deux ans après la mort de la diva qu'elle avait souvent accompagnée et dont elle était la confidente, la pianiste allait être désignée, par un acte notarié, comme unique mandataire pour exercer seule et sans concours la défense du droit moral de l'artiste.

La première bénéficiaire d'une bourse de la fondation a été la mezzo-soprano grecque Agnès Baltsa.

Culture

CINÉMA

« Superman IV », de Sydney Furie

Superman vole plus bas

Les scénaristes de Superman IV lui ont inventé un sosie, un androïde méchant. Après quoi, ils ont ressenti une grande fatigue.

Sans doute Superman n'est pas censé être doté, en plus de ses pouvoirs surhumains, d'un QI fracassant. Sa constante nunucherie de puceau en extase devant le charme vachard de Margot Kidder est même un ressort indispensable de ses aventures cinématographiques. Pour le reste, si les fers à repasser volaient, il serait chef d'escadrille.

Eh bien ! ils volent. Et sans l'humour de Richard Lester, cette fois, mais avec le métier laborieux de Sydney Furie, c'est-à-dire un moteur pauvre. Superman est toujours sous l'apparence du timide Clark Kent, reporteur gaffeur au *Daily Planet*. Il est toujours amoureux de Lois, qui commence à se tasser, et son ennemi implacable est encore « le plus grand criminel de tous les temps », Lex Luthor (Gene Hackmann), qui, dans ses moments calmes, cabotine à peine plus que Jack Nicholson. Superman, qui n'est pas un extraterrestre de gauche, a décidé de ne pas faire de politique sur Terre. Mais devant la course aux armements, l'incroyable perversité des Soviétiques, doit-il, peut-il ne pas intervenir ? Une lettre d'un petit garçon, anonyme sorti de la foule, Jeremy, va le convaincre.

Contre lui, Luthor lance son homme nucléaire (Mark Pillow) fabriqué à partir d'un cheveu de Superman plongé dans le soleil. Un gros malabar blond, fonctionnant entièrement à l'électricité solaire. Ce catch entre titans spatiaux est confus, malgré quelques épisodes guillerets. La statue de la Liberté voltige entre leurs mains. Le blond méchant s'enfonce comme un pétard dans le cratère du Vésuve. Superman découpe — toujours simple — le sommet du mont Blanc pour obturer le flot brûlant. L'un déclenche du regard les fusées atomiques, l'autre les bloque en plein vol et les envoie dans un filet de pêche à la poubelle céleste. La routine, quoi.

On en bâillerait pour un peu, ce que font la plupart des petits garçons dans la salle, si l'on n'enrageait de voir le film passer bêtement à côté d'un autre sujet à peine esquissé. Le *Daily Planet* est racheté par un abominable *raider*, un prédateur de la presse qui se moque de l'information, de la vérité, des journalistes et du public, et ne veut que ramasser de l'argent, quitte à imprimer n'importe quoi. Voilà un adversaire intéressant, d'autant que sa fille Lucy (Mariel Hemingway) est prête à tout pour ce doux crétin de Clark Kent, et plutôt bien plantée, la jolie. Hélas, Superman n'a pas plus de sexe que de cervelle, et tandis qu'il roule des mécaniques sur la Lune avec le gros blond, ce sont les rédacteurs et les employés qui sauvent le *Daily Planet* des griffes du prédateur et de l'imbécillité. Pendant qu'ils étaient à l'œuvre, ils auraient dû donner un coup de main aux scénaristes.

MICHEL BRAUDEAU.

« Démons dans le jardin », de Manuel Gutierrez Aragon

Le bon petit diable

L'histoire se passe dans la petite bourgeoisie espagnole au temps du franquisme. Tout commence par le mariage du frère aîné — Eusebio Lazaro — avec Ana Belen, qui aime le cadet, Juan — Imanol Arias — lequel a fait un enfant à Angela Molina, et d'ailleurs s'en va à Madrid rejoindre les phalanges, histoire d'acquérir le pouvoir et la fortune. Les noces ne sont pas trop gaies, le taureau qui se détache et va faire scandale à l'église n'est pas de bon augure.

Quelques années plus tard, à cause du qu'en-dira-t-on, et parce que Ana Belen n'a pas d'enfant, Angela Molina et le petit bâtard Juanito — Alvaro Sanchez-Prieto — sont recueillis par la famille. A partir de là, c'est principalement par le regard du gamin, fûté et fureteur, que l'on va assister aux péripéties de cette histoire triviale, drôlatique, pleine de charme. Le charme de l'innocence, l'innocence de ce gosse voyeur et qui nous rend voyeur. Un vrai macho. Etant de santé fragile, ayant entendu le médecin recommander de ne pas le contrarier, il se laisse dorloter sans vergogne et joue à merveille de la rivalité des femmes.

Avec lui, on ira lorgner par les portes entrouvertes les disputes, les marchandages affectifs et matériels, on se fera transporter jusqu'à Madrid, puisque le petit veut connaître son père, et là, on verra que le glorieux phalangiste se contente de servir à table et que, en plus, il est couvert de dettes. A la suite de l'enfant, on verra, dans l'étable, le fils prodigue profiter de l'amour que lui porte toujours sa belle-sœur, et la bagarre des deux frères : *« Vous êtes des Caïn »*, braille la mère — Encarna Paso — en les séparant juste à temps...

Démons dans le jardin, de Manuel Gutierrez Aragon, est donc une chronique familiale et familière. Parce qu'il y a ce regard d'enfant, parce que ça se passe loin de la grande ville, on pense à ce film qui plongeait dans la sorcellerie naïve de l'enfance *l'Esprit de la ruche*. Mais, malgré le titre, il n'y a ici ni démons ni mystères. Pourtant Manuel Gutierrez Aragon ne craint pas le surnaturel. Dans *l'Autre Moitié du ciel*, le personnage central était une grand-mère sorcière bienfaisante. *Démons dans le jardin* est une satire aiguë, dont l'humour un peu triste, désabusé, valorise des situations sans surprises.

COLETTE GODARD.

« Hantise », de George Cukor

L'air de la folie

Londres vers la fin du dix-neuvième siècle. Une chanteuse d'opéra est assassinée dans sa maison de Thornton Square. On ne retrouve pas ses bijoux. Sa jeune nièce, Paula, traumatisée, va vivre en Italie. Elle veut devenir cantatrice. Elle tombe amoureuse de Gregory Anton, le pianiste qui l'accompagne pendant ses leçons de chant.

Ils se marient. Gregory décide Paula à revenir à Londres pour habiter la maison de sa tante. Et là, son caractère change. Il cherche quelque chose. Paula, elle, entend des pas mystérieux au-dessus de sa tête, quand elle est seule. La lumière de l'éclairage au gaz baisse. Hallucinations ?

Lorsque la MGM acheta, en 1944, les droits d'adaptation de la pièce de Patrick Hamilton pour un « remake » réalisé par George Cukor, elle fit détruire le négatif et la plupart des copies de la première version réalisée en 1940 par l'Anglais Thorold Dickinson. Cukor n'est certes pas responsable de ce forfait, mais on aimerait bien pouvoir comparer.

Si la perfection des décors de studio, de la technique, porte la marque hollywoodienne, on ne saurait voir en Cukor un simple couturier du prêt-à-porter MGM. D'une Italie un peu trop romantique à un Londres où le brouillard, le crime, le sadisme, rôdent autour de la respectabilité victorienne, le cinéaste a créé un univers morbide, un monde décalé par la fascination amoureuse et la peur. Belle à ravir, égarée à tous les sens du terme, Ingrid Bergman devient, en quelque sorte, au bord de la folie, l'héroïne d'opéra, Lucia de Lammermoor, sur laquelle elle travaillait. Tous deux beaux ténébreux. Mais moralement opposés, Charles Boyer et Joseph Cotten incarnent le mal et le bien, Hyde et Jekyll, en somme. L'époque s'y prêtait et, dans ce conte noir, Cukor n'a rien oublié.

JACQUES SICLIER.

« Johann Strauss », de Franz Antel

Mauvais tours

Prélude désigné aux longues heures passées dans les salons de thé par les vieilles dames qui ont connu les carnets de bal. Film visible sans trop d'ennui par les enfants interdits de Superman. De quoi se plaint-on en cette veille de fête, quand les grands spectacles, et même d'aussi navrants, sont amenés à faire recette ?

Pas de la quantité. Les couples en blanc tournant à trois temps sont filmés à satiété. *Le Beau Danube bleu* coule à flots entre deux *Chauve-souris*. Et la Vienne de François-Joseph est évoquée par tous les ors, les traînes, les laquais, les baisemains, les révérences à 90 degrés, qu'un imaginaire formé dans *Point de vue-Images du monde* doit vraisemblablement souhaiter.

Non. Ce qui pèche dans cette coproduction franco-austro-allemande, c'est, comme souvent lorsque le luxe n'y est pas vraiment, un niveau de qualité (étalonnage de la pellicule, raccords, chronologie des scènes) tellement négligé qu'il fait irrésistiblement penser aux films porno à petits budgets.

Le roi de la valse aimait les femmes. On le voit donc employer tous les moyens pour les faire valser : Oliver Tobias qui lui prête sa virilité fatiguée n'a qu'à lever son regard injecté de sang pour que brunes et blondes tombent à ses pieds.

Les gros plans sur les décolletés de ZsaZsa Gabor, improbable comtesse saxonne, ressemblent aux premières images d'un stock-shot hard. Matthieu Carrière, frère maudit du maître, garde la nuque raide dans une tourmente avinée. Le rôle d'Angelika Dietrich, épouse numéro deux, est enfin une surprise que sauront seuls goûter les habitués de « Dallas ».

ANNE REY.

● **RECTIFICATIF.** — A la suite de l'annonce parue dans *le Monde* du 28 octobre, à propos des représentations annulées au Théâtre Montparnasse et à la Porte Saint-Martin, l'administration de la Comédie-Française nous demande de préciser que *le Dialogue des carmélites*, après un début difficile, a connu une fréquentation satisfaisante et que si les dernières représentations sont effectivement annulées, c'est à cause de l'enregistrement qui doit avoir lieu du 6 au 13 novembre pour le compte de FR 3.

Communication

Face aux difficultés de commercialisation des réseaux

Les opérateurs du câble sont contraints à lancer de nouvelles chaînes

La Générale des eaux boucle son projet TV sports. La Caisse des dépôts entre en force dans la chaîne pour enfants, Canal J. La Lyonnaise des eaux, enfin, pourrait rallier le dossier de chaîne musicale.

Si les trois grands câblo-opérateurs français se lancent à corps perdu dans le financement de chaînes thématiques, c'est que la commercialisation des réseaux piétine et qu'il faut, pour la relancer, offrir du neuf aux abonnés.

Le câble a pris du retard ! Des chantiers ouvrent avec de douze à dix-huit mois de décalage ; le rythme des livraisons se fait souvent plus lent que prévu. A Paris notamment, où le nombre des foyers équipés fin décembre sera inférieur de moitié à l'objectif initialement fixé (125 000, au lieu de 240 000). *« A Noël*, estime un professionnel, *la France ne comptera que 350 000 prises commercialisables. »* Le marché demeure donc extrêmement étroit.

Mais à ce retard vient ensuite s'ajouter une inquiétude : le rythme des abonnements dans les régions équipées tarde à décoller. Trois exemples significatifs suffisent à le montrer. Deux ans après son ouverture, Cergy-Télé avoue un millier d'abonnés pour 27 000 foyers raccordés. Paris-Câble fait un peu mieux et obtient un taux de pénétration de 9,8 %, dix mois seulement après son lancement. Quant au réseau de Rennes, il a conquis 1 250 clients en commercialisant les 23 600 prises installées pour son ouverture le 10 mars dernier.

« Nous tenons nos objectifs », affirment en chœur les câblo-opérateurs qui ont toujours fixé à 10 % le taux de pénétration à atteindre en un an. Y a-t-il pourtant de quoi pavoiser ? Les prévisions sont faites pour être dépassées, et les responsables reconnaissent en privé que la commercialisation du câble n'a pas suscité l'engouement espéré. *« Nous démarrons très bas »*, s'inquiète même M. Martial Gabillard, président de l'association des villes câblées (AVICA). *« Il est à craindre que ce premier palier ne soit difficile à dépasser. »* Rien ne prouve, en effet, que la progression des abonnements soit linéaire dans la réalité, comme elle l'est sur le papier. Lyonnaise-Communications s'est ainsi aperçue que la clientèle de son réseau parisien, Paris-Câble, est très homogène, et qu'il lui faudra, pour conquérir de nouveaux abonnés, exercer une forte pression publicitaire plus rapidement que prévu.

Comment sortir de ces difficultés ? *« En diversifiant l'offre »*, répondent ensemble, ici encore, les professionnels. C'est-à-dire en donnant au grand public un éventail plus large de chaînes à regarder. Chaînes fournies avec l'abonnement de base ou chaînes accessibles seulement en option, mais surtout chaînes ciblées, thématiques, susceptibles de satisfaire des publics restreints mais fortement intéressés.

L'exemple de Canal J ne le montre-t-il pas ? *« Cette chaîne pour enfants constitue l'un des premiers motifs d'abonnement à un réseau câblé »*, affirme M. Bruno Chetaille, directeur de Communication-Développement, la filiale câble de la Caisse des dépôts. *« Des études montrent que 70 % des enfants de foyers abonnés regardent la chaîne une fois par jour. »*

L'attentisme des grands groupes

Seulement voilà, Canal J est aujourd'hui impossible à rentabiliser. Et pour plusieurs années. La chaîne perçoit des réseaux câblés 5 F par mois et par abonné. Une somme difficile à majorer sans compromettre l'équilibre économique des réseaux, mais insuffisante au regard des dépenses de cette télévision. Les 50 000 Français abonnés au câble apportent à Canal J 3 millions de francs de recettes dans l'année, quand ses seules dépenses de programmes (auxquelles il convient d'ajouter les coûts de diffusion) dépassent 10 millions.

Pour que la chaîne gagne de l'argent, il faudrait que quatre à six fois plus de Français soient abonnés à un réseau câblé. On n'en est pas là. Et chaque retard du câble accroît un peu plus la durée de cette traversée du désert. Lassé, M. Jacques Lehn, vice-PDG d'Europe 1-Communication, reconnaît avoir menacé d'abandonner cette activité si les câblo-opérateurs — les gestionnaires des réseaux câblés — ne prenaient pas en partie le relais de son groupe. *« Nous financions le seul programme original du câble*, dit-il, *alors que nous n'étions pas maîtres du rythme de son développement. »* Après s'être faits un peu tirer l'oreille, les trois câblo-opérateurs ont accepté d'entrer dans le capital de Canal J (*le Monde* du 23 octobre).

Le désengagement — partiel — d'Europe 1-Communication est à l'image de l'attentisme des autres grands groupes français de communication. Un attentisme qui contraint les câblo-opérateurs à s'engager toujours plus avant dans l'industrie de programme. C'est ainsi qu'en février prochain, la Générale d'images, filiale spécialisée de la Générale des eaux, lancera, en association avec l'éditeur britannique W. H. Smith, la première chaîne sportive francophone. Diffusée par le satellite Intelsat-V, TV-Sport reprendra les images de Screensport lancée par le groupe anglais en 1984 et qui compte maintenant 400 000 abonnés en Grande-Bretagne et en Scandinavie. Comme pour Canal J, les recettes proviennent des réseaux câblés — 6 F par mois et par abonné — pour un budget de 20 millions au démarrage et de 60 millions en vitesse de croisière. Un pari que la Générale d'images n'espère pas rentabiliser avant six ans. Bref, l'exemple de Canal J le prouve, un pari difficile.

« Je plaide pour l'union et le regroupement des forces », souligne le PDG de la Générale d'images, M. Etienne Mallet. L'appel a été entendu par Communication-Développement, puisque celle-ci devrait entrer à hauteur de 10 % dans le capital de TV-Sport. Même le jeu plus solitaire de Lyonnaise-Communications, que l'on justifie dans le groupe par l'importance des investissements déjà effectués dans le secteur (1), n'empêche pas le groupe de s'intéresser — prudemment — au projet de chaîne musicale. Sa filiale Paris-Câble n'a-t-elle pas demandé, en mai dernier, à participer à son tour de table ?

« Si l'on ne veut pas perdre d'argent, dit-on dans le groupe, *il faut partir au bon moment et choisir les bons partenaires. L'exemple américain montre en effet que les chaînes thématiques ont rarement, au bout de cinq ans, les mêmes actionnaires... »* Mais les câblo-opérateurs français ont-ils réellement le choix ? Dans l'Hexagone, le pari du câble repose maintenant tout entier sur eux.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) 25 % de M 6, 4 % de l'Agence Havas, 59 % de Paris-Câble et le contrôle des réseaux de Boulogne, Neuilly, Levallois, Saint-Germain-en-Lay et Cannes, ainsi que la chaîne locale Paris-Première dont le budget annuel avoisine les 15 millions de francs.

M. Giscard d'Estaing souhaite le remplacement de la CNCL

Invité de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, M. Valéry Giscard d'Estaing a estimé, le 1er novembre, que la Commission nationale de la communication et des libertés, *« trop nombreuse »*, devrait un jour être remplacée par une commission composée uniquement de magistrats qui ne seront pas désignés par le pouvoir politique. Refusant de dire s'il éprouvait du respect pour la CNCL, l'ancien président de la République a souligné qu'il n'avait pas voté la loi de 1986 sur la communication, qui créait cette commission. Après celle de Mme Simone Veil, qui estimait récemment que *« la CNCL n'a pas pris ses responsabilités »*, cette prise de position de l'ancien président montre que la Commission n'est pas assurée d'un soutien unanime de la majorité.

Tout comme M. Mauroy, qui réclame une commission de magistrats, M. Giscard d'Estaing plaide (il a d'ailleurs déposé un projet de loi dans ce sens) pour *« une commission assez réduite, composée de six ou sept magistrats de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, désignant eux-mêmes leur président »*.

M. Jean-Pierre Van Lede remplacé par M. Jean-Louis Péninou

La démission de l'administrateur général de « Libération »

C'est par un simple communiqué que *Libération* a annoncé, le 31 octobre, la démission de son administrateur général, M. Jean-Pierre Van Lede, après six mois de fonctions. Le communiqué précise que M. Serge July a nommé au poste de directeur général — on notera la différence de titre — M. Jean-Louis Péninou, *« avec pour mission, à court terme, de doter l'outil gestionnaire des fonctions qui lui font défaut et de mettre au point le plan nécessaire au redressement des finances du journal »*.

M. Van Lede avait été nommé le 4 mai, trois mois après la démission de M. Antoine Griset, cogérant de *Libération*. Chargé de corriger les dérapages de gestion du quotidien, M. Van Lede semble avoir éprouvé quelques difficultés avec le conseil de surveillance de *Libération*, qui attendait des mesures plus énergiques et plus rapides. Est-ce pour répondre au rejet de ce gestionnaire venu de l'extérieur que M. Serge July a aujourd'hui choisi pour *« second »* un des *« piliers historiques »* de *Libération* ? M. Péninou, cofondateur du quotidien, a assuré récemment le lancement du supplément *Lyon-Libération* et l'informatisation de la rédaction.

Reste que *Libération* doit faire face à des difficultés financières. Si le récent déménagement du quotidien a pu être réalisé grâce à une augmentation de capital, les résultats des filiales lyonnaise et télématique ainsi que les ventes restent en dessous des prévisions. M. Péninou doit présenter un *« plan de redressement »* le 20 novembre au conseil de surveillance, qui, après son examen, approuvera ou non sa nomination.

Pour protester contre le « dépérissement » de l'audiovisuel

La CFDT lance un appel à la grève le 6 novembre

Le syndicat CFDT de la radio-télévision a lancé, le 29 octobre, un appel à la grève le 6 novembre, date à laquelle le budget de l'audiovisuel public sera discuté devant l'Assemblée nationale. La CFDT proteste contre les 212 suppressions d'emplois dans les sociétés publiques prévues au budget 88 et dénonce les *« effets dévastateurs »* de la loi de septembre 1986 : *« appauvrissement général des programmes, normalisation de l'information, élimination d'une véritable politique de régionalisation, baisse dramatique des commandes de production »*.

Le syndicat entend coordonner son action avec d'autres mouvements revendicatifs, notamment celui des artistes interprètes, qui menacent de se mettre en grève le 16 novembre.

● **Deux préavis de grève.** — Les organisations syndicales SNJ, CGT et CFDT de FR 3 ont déposé, le 30 octobre, un préavis de grève de tous les personnels de la chaîne pour le 6 novembre, en protestation contre la fermeture du bureau régional d'information (BRI) en Corse (*le Monde* du 31 octobre). Le même jour, la CFDT, la CGT et le SNJ de Radio-France ont déposé un préavis de grève à durée indéterminée, à partir du vendredi 6 novembre à 0 heure, pour protester contre le budget de la Communication pour 1988.

● **L'extension des réseaux de la 5 et de M 6.** — La Commission nationale de la communication et des libertés publie au *Journal officiel* une série d'appels aux canditatures pour l'extension des réseaux de la 5 et de M 6. Les fréquences disponibles concernent les villes de Saintes, Rodez, Foix, Brest, Toulon, Agen, Albi, Aurillac, Digne, Dole, Vienne, Montélimar, Cannes, Le Havre, Villeneuve-sur-Lot et Saint-Lô.

Spectacles

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX, Cirque d'hiver (47-00-12-25), 20 h 30.

LE CHEF-D'ŒUVRE SANS QUEUE NI TETE, Essaïon (42-78-46-42), 18 h 30.

LES PETITS RIENS DE LA VIE, Ivry (42-64-20-31), 20 h 30.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15) : salle Richelieu (40-15-00-15), 20 h 30 : les Femmes savantes.

BEAUBOURG (42-77-12-33). Cinéma-vidéo : Vidéo-information : 13 h : Regard sur l'immigration ; Histoire de l'ONU ; 16 h, 10 ans, réalisateur, de G. Bellanger, D. Serre ; 19 h : Commentaires par Giono et R. Planchon ; Vidéo-musique : 13 h : Aïda, de Verdi ; 16 h : le Baiser de Tosca, de D. Schmid ; 19h : Idomeneo, de Mozart ; Salle Garance (42-78-37-29) : voir rubrique Cinémathèque, cycle Pierre Braunberger.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : orchestre du Gewandhaus de Leipzig. Dir. Kurt Masur (Schubert, Bruckner).

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 19 h 30 : Iphigénie.

Les autres salles

ARTISTIC ATHEVAINS (48-06-36-02), 20 h 30 : Elle lui dirait dans l'île.

ATALANTE (46-06-11-90), 20 h 30 : le Prince et le Marchand.

BASTILLE (43-57-42-14), 21 h : Clytemnestre (Fest. d'automne).

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-03-35), 22 h : la Colonie, 22 h.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Monsieur Masure.

DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 15 : Maman.

EDGAR (43-20-85-11), 20 h 15 : les Péripatéticiens ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : Bien dégagé autour des oreilles, 22 h : Carmen Cru.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : Lettre d'une inconnue.

LIERRE THÉATRE (45-86-55-83), 20 h 30 : Hommage aux jeunes hommes chics.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) I. 19 h 30 : Baudelaire ; 20 h 30 : Parlons-en comme d'un créateur à l'autre. II. 20 h : le Petit Prince ; 21 h : Un riche... Trois pauvres.

MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : En famille, on s'arrange toujours.

MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44), 21 h 15 : R. Furieux.

MODERNE (48-74-16-82), 20 h 30 : Hamlet.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 18 h 30 : Kleen; 20 h 30 : Manoe.

STUDIO LE REGARD DU CYGNE (45-49-29-01), 20 h 45 : la Faim.

TAI THÉATRE (42-78-10-79), 20 h 30 : l'Ecume des jours ; 20 h 30 : Huis clos.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 19 h : Violons dingues ; 21 h : S. Joly.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 30 : Devos existe, je l'ai rencontré; 20 h 30 : Cosmos.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Mais que fait la police ? – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres; 21 h 30 : Guitry, quatre pièces en un acte ; 22 h 30 : Joue-moi un air de tapioca.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : le Cabaret des chasseurs en exil ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : C'est plus show à deux.

CLUB DES POÈTES (47-05-06-03), 22 h : Festival de poésie insolite d'A. Allais à A. Frédérique.

MAG'AIRS (43-25-19-92), 20 h 30 : Spectacles en chansons.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Et vote la galère.

DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : Elysée... moi.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises ; 22 h 30 : Chansons à la carte.

ZÈBRE (43-57-51-55), 22 h 30 : Sergio de Pontoise.

Les concerts

Sainte-Chapelle, 20 h : Orchestre d'archets français, D. N'Kaoua (piano) (Mozart).

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE
(42-96-12-27)

CENTRE POMPIDOU, 20 h 30 : Triptyque.

cinéma

Lundi 2 novembre

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Zegen, de Shohei Imamura, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-35-57)

L'Appel du Nord, de Cecil Blount De Mille, 15 h ; The Virginian, de Cecil Blount De Mille, 17 h ; le Dossier 51, de Michel Deville, 19 h.

SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-37-29)

Le Drame du taureau, de Lucien Clergue, 14 h 30 ; les Intrigantes, de Henri Decoin, 14 h 30 ; Paul Gauguin, d'Alain Resnais, 17 h 30 ; Moi, un Noir, de Jean Rouch, 17 h 30 ; les Quatre Jambes, de Marc Allégret, 20 h 30 ; la Route est belle, de Robert Florey, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

L'ARME FATALE (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Hautefeuille Pathé, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES BALEINES DU MOIS D'AOUT (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

LA BAMBA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

BARFLY (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

BOIRE ET DÉBOIRES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Français Pathé, 9e (47-70-33-88).

LA BONNE (**) (It.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CHAMP D'HONNEUR (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE CHANT DES SIRÈNES (Can., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20).

COMÉDIE ! (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Français Pathé, 9e (47-70-33-88).

LES DEUX CROCODILES (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

ENVOUTÉS (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

ET LA FEMME CRÉA L'HOMME... PARFAIT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

EVIL DEAD 2 (*) (A., v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LA FAMILLE (It.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

FLAG (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.) : Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA FOLLE HISTOIRE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Hautefeuille Pathé, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Français Pathé, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FUCKING FERNAND (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Mayfair Pathé, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE JOURNAL D'UN FOU (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

MALADIE D'AMOUR (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Impérial Pathé, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

MISSION (Brit., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE MOINE ET LA SORCIÈRE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

LA MORT D'EMPÉDOCLE (Fr.-All., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

RADIO DAYS (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE REPENTIR (Sov., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LA RIVIÈRE SAUVAGE (Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

TANT QU'IL Y AURA DES FEMMES (Fr.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Français Pathé, 9e (47-70-33-88) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TUER N'EST PAS JOUER (Brit., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CRI DU HIBOU. Film franco-italien de Claude Chabrol : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Impérial Pathé, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Hautefeuille Pathé, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DÉMONS DANS LE JARDIN. Film espagnol de Manuel Gutierrez Aragon, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

JOHANN STRAUSS, LE ROI SANS COURONNE. Film franco-autrichien de Franz Antel : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

PÊCHEURS DE REQUINS. Film mexicain de Luis Alcoriza, v.o. : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LA PHOTO. Film grec de Nico Papatakis, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE RECORD. Film allemand-suisse de Daniel Helfer, v.o. : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE SICILIEN. Film américain de Michael Cimino, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Impérial Pathé, 2e (47-42-72-52) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odeon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille Pathé, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français Pathé, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secretan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SUPERMAN IV. Film américain de Sidney J. Furie, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secretan, 19e (42-06-79-79).

Les grandes reprises

ALIEN (*) (Brit., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

L'AMOUR A LA VILLE (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

BAMBI (A., v.f.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

CENDRILLON (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

DIAMANTS SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

HANTISE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES INCONNUS DANS LA MAISON (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

INDISCRÉTIONS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

L'INSPECTEUR NE RENONCE JAMAIS (**) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LETTRE D'UNE INCONNUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

MAD MAX 2 (Austr., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

MARY POPPINS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

MÉDÉE (It.-All., v.o.) : U.G.C. Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40).

MITRAILLETTE KELLY (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; v.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (45-74-95-40).

PETER PAN (A., v.f.) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; U.G.C. Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LA POISON (Fr.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34).

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

QUINZE JOURS AILLEURS (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

SALVADOR (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LE SECRET DERRIÈRE LA PORTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LE TEMPS DU GHETTO (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

WHAT A FLASH ! (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

Les séances spéciales

AMARCORD (It., v.o.), Templiers, 3e (42-72-94-56), mer., ven., mar. 18 h, dim. 13 h 50.

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.), Studio Galande, 5e (43-74-72-71), t.l.j. 18 h 25.

CHRONIQUE D'ANNA MAGDALENA BACH (All., v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), dim. 11 h 50.

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (It., v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), ven. 0 h 30.

DOUBLE MESSIEURS (Fr.), Denfert, 14e (43-21-41-01), mar. 12 h 20.

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.o.), Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), jeu. 18 h 30, lun. 16 h 30.

GILDA (A., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16), sam. 19 h 45, lun. 20 h ; Ranelagh, 16e (42-88-64-44), h. sp.

HOTEL DU NORD (Fr.), Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), sam. 19 h, jeu. 21 h, lun. 17 h.

JAMAIS PLUS JAMAIS (A., v.o.), Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85), sam. 15 h 30.

LILI MARLEEN (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 17 h 35.

LOLITA (A., v.o.), Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09), jeu., sam., lun., 19 h 50.

LOULOU (All., v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), mer. ven. 20 h, dim., 18 h.

LA MOUCHE (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 22 h 10.

POLTERGEIST (A., v.o.), Cluny-Palace, 5e (43-54-51-60), lun., mar. 12 h.

LA ROSE TATOUÉE (A., v.o.), Rialto, 19e (46-07-87-61), sam. 18 h 20, dim. 20 h 30.

LES TUEURS (A., v.o.), Rialto, 19e (46-07-87-61), sam. 20 h 40, dim. 18 h 20.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 2 novembre

TF 1

20.30 Cinéma : Lawrence d'Arabie (2e partie) ■ Film anglo-américain de David Lean (1962). Avec Peter O'Toole, Alec Guinness, Anthony Quinn. ▶ **22.20 Magazine : Santé à la Une.** Emission présentée par Anne Barrère. Les enfants et la drogue. Avec le docteur Francis Curtet, le docteur Sylvie Angel et le professeur Naquet. **23.35 Journal. 23.50 La Bourse. 23.53 Permission de minuit.**

A 2

20.30 L'heure de vérité. Invité : Pierre Méhaignerie. *Le* ministre de l'équipement répondra aux questions de Alain Duhamel, Albert du Roy, Hervé Claude (pour SVP), *François-Henri de Virieu et Martine Bulard (l'Humanité).* **22.15 Tennis.** Tournoi de Bercy. **23.10 Magazine : Strophes.** De Bernard Pivot. **23.30 Informations : 24 heures sur l'A 2. 0.00 Tennis.** Tournoi de Bercy.

FR 3

20.35 Cinéma : Une femme ou deux □ Film français de Daniel Vigne (1985). **22.15 Journal. 22.45 Magazine : Océaniques.** De Michel Cazenave et Pierre-André Boutang. Dom Juan... Le mythe et la réalité. **23.40 Musiques, musique.** Sonate pour violon et piano en mi bémol majeur KV 380, de Mozart, par Gottfried Schneider, violon, et Gerhard Oppitz, piano.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : les Trois Caballeros ■■ Dessin animé américain de Walt Disney (1944). Avec Panchito, José Carioca, Donald le canard, A. Miranda, C. Molina, D. Luz. **21.40 Flash d'informations. 21.45 Magazine : Canal foot.** Présenté par Pierre Sled. **22.15 Volley-ball.** La Gold Cup : Tournoi à Los Angeles. **23.15 Football américain.** Un match du championnat professionnel américain. **0.20 Cinéma : Superstition** □ Film américain de James W. Roberson (1982). Avec James Houghton, Albert Salmi, Larry Pennell, Lynn Carlin. **1.40 Série : Rawhide. 2.30 Série : M. Gun.**

LA 5

20.30 Magazine : La preuve par cinq. De Pierre-Luc Séguillon. Invité : Jean-Pierre Chevènement. **22.05 Série : Matlock.** L'auteur. **22.55 Série : Nero Wolfe.** Le livre qui tue. **23.50 Série : Max la menace** (rediff.). **0.15 Série : Les chevaliers du ciel. 0.45 Feuilleton : Le temps des copains. 1.05 Les cinq dernières minutes.**

M 6

20.30 Cinéma à la carte : 1er choix : la Loi ■ Film franco-italien de Jules Dassin (1958). **2e choix : The hit, le tueur était presque parfait** ■■ Film anglais de Stephen Frears (1984). **22.15 ou 22.30 Série : Brigade de nuit.** Le légendaire Eddie Shore. **23.05 ou 23.20 Journal. 23.15 ou 23.30 Météo. 23.20 ou 23.35 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.05 ou 0.20 25 images seconde.**

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. Suez 1956, la guerre la plus courte (1re partie). **21.30 Dramatique : Cinq moralités légendaires**, de *Jules Laforgue. 3. Salomé.* **22.40 La nuit sur un plateau.** La psychiatrie au tournant.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné les 24 et 25 juin à *Berlin*) : Symphonie *n° 60* en ut majeur, de *Haydn* ; Variations pour orchestre sur un thème de Paganini, de Blacher ; Concert pour piano et orchestre n° 1 en si bémol mineur op. 23, de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Seiji Ozawa ; Andreï Gavrilov, piano ; Feuilleton : de l'opus 1 à l'opus 145 (Carl Loewe, un génie méconnu du lied et de la ballade) ; à 22.40, Jeanne d'Arc, de Rossini ; à 23.07, le grand Scherchen dans ses œuvres : Symphonie n° 5 en do dièse mineur, de Mahler. **0.00 Musique de chambre.** Œuvres de Beethoven, Schnittke, Koechlin, Debussy.

Mardi 3 novembre

TF 1

14.20 Feuilleton : C'est déjà demain. 14.45 Club Dorothée vacances. 17.00 Magazine : Panique sur le 16. Animé par Christophe Dechavanne. **17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Mannix.** La cible. **19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.28 Tapis vert. 20.30 Ciné-star : Rencontres du troisième type** ■■■ Film américain de Steven Spielberg (1977). **23.00 Ciné-star** (suite). De Michel Denisot. Spécial jeunes espoirs. **0.00 Journal. 0.15 La Bourse. 0.18 Permission de minuit.**

A 2

15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Domicile A 2 (suite). **15.30 Feuilleton : Rue Carnot. 16.00 Tennis.** Tournoi de Bercy. **18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série :** *Maguy.* Docteur j'abuse. **20.00 Journal.** ▶ **20.30 Les dossiers de l'écran : Prends 10 000 balles et casse-toi** ■■ Film français de Mahmoud *Zemmouri (1981).* Avec *Fawzi, Yves Neff, Sir* Lechea, Stiti, Annie Rousset. **22.05 Débat.** Les beurs parlent aux Français. Avec Salem Kacet (membre de la commission du code de la nationalité), Hayette Boudjema (vice-présidente de SOS-Racisme), Brahim Messaoudene (animateur dans une association d'immigrés), Claude Malhuret (secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des droits de l'homme), Zoubida Doumi (chargé de relations publiques), Gérard Fuchs (économiste), Jean-Lou Thomazo (président d'Objectif France), Jean-Yves Le Gallou (auteur de *Etre Français cela se mérite*), Michel Hannoun (auteur de *Français et immigrés au quotidien*), Jean Leonet (directeur des affaires sociales au ministère de la justice), Mabah Tousni, Bernard Stasi. **23.30 Informations : 24 h sur l'A 2. 0.00 Tennis.** *Tournoi de Bercy.*

FR 3

15.00 Flash d'informations. 15.05 Série : Les dossiers noirs. La sécession du Katanga. **16.00 Documentaire : Histoire de la médecine.** *Médecine et médecines.* **17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Ne mangez pas les marguerites.** Curieux présage. **17.30 Dessin animé : Croc-note show.** Le clavier électronique. **17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Dessin animé : Mister T.** 12e épisode : Disparition en plein ciel. **18.30 Feuilleton : La liberté Stéphanie.** De Georges Coulonges, réalisé par Marlène Bertin (16e épisode). **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie.** Le cerveau. **20.05 Jeux : La classe.** Présentés par Fabrice. **20.30 INC. 20.35 Téléfilm : Les diamants de l'oubli.** De Walter E. Grauman. **23.05 Journal. 23.35 Musiques, musique.** Concerto brandebourgeois n° 6 en sol majeur, de Bach, par l'Orchestre de chambre de Stuttgart.

CANAL PLUS

14.00 *Cinéma : Astérix et la surprise de César* ■■ Film d'animation de Paul et Gaëtan Brizzi (1984-1985). **15.30 Bandes annonces cinéma dans les salles. 15.55 Cinéma : Double messieurs** ■■ Film français de Jean-François Stevenin (1985). **17.20 Cabou Cadin. 17.45 Série : Les monstres. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Mytho-Folies. 18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 50. 18.55 Starquizz.** Invités : Jacques Secrétin, Zabou, Mireille. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. Invitée : Sapho. **20.30 Cinéma : Il était une fois en Amérique** (2e partie) ■■ Film américain de Sergio Leone (1983). **22.15 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : les Rues de feu** □ Film américain de Walter Hill (1984). Avec Michael Pare, Diane Lane, Rick Moranis (v.o.). **23.50 Cinéma : la Banquière** ■■ Film français de Francis Girod (1980). **1.55 Documentaire : Les secrets du** *Titanic.*

LA 5

14.10 Série : Arsène Lupin. Les huit coups de l'horloge. **15.20 Série : La grande vallée.** Le martyr. **16.30 Série : Max la menace. 16.55 Dessin animé : Le magicien d'Oz. 17.20 Dessin animé : Charlotte. 17.45 Dessin animé : Emi magique. 18.10 Série : Riptide.** Les copains de Boz. **19.00 Jeu : La porte magique.** *Présenté* par Michel Robbe. **19.30 Boulevard Bouvard.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Cinéma :** *Les héros n'ont pas froid aux oreilles* ■ Film français de Charles Nemes (1978). **21.55 Série : Spenser.** Trahison. **22.50 Série : Baretta.** Les otages. **23.45 Série :** *Max la menace.* **0.10 Série : Les chevaliers du ciel. 0.35 Feuilleton : Le temps des copains. 1.00 Les cinq dernières minutes.**

M 6

14.00 Côté corps, côté cœur. Un médecin parle aux femmes et répond en direct à leurs questions. **14.30 Série : Marcus Welby.** Jusqu'à la fin de la nuit. **15.20 25 images seconde.** *15.50 Jeu : Clip combat. 17.05 Série : Hawaï police d'Etat.* Qui a tué Mira Bai ? **18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie.** La rentrée *(1re partie). 19.05 Série : Cher oncle Bill.* Olivier. **19.30 Série : Daktari.** Judy artiste peintre. **20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Cinéma : Quatre Souris pour un hold-up** □ *Film français de Richard Balducci (1972).* **22.10 Série : Maîtres et valets.** Parole d'honneur (rediff.). **23.00 Journal. 23.10 Météo. 23.15 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.00 Magazine : Médiator. 0.30 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. 21.30 Grand angle. Les entreprises *saisies par l'irrationnel.* **22.40 Nuits magnétiques.** *Le* baroque (1re partie). **0.05 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 3 octobre lors du Festival d'Ambronay) : Missa de batalla, *à douze voix, trois* chœurs et basse continue, et Villancicos, de Cererols ; Villancicos, de Cabanilles ; Villancicos, de Correa ; Tientos et batallas, de Correa de *Arauxo ; Tientos* et *batallas, de Cabanilles, par l'Ensemble* Hespérion XX et la Capella real, dir. Jordi Savall. **23.07 Club d'archives.** Brahms, Berg, Stravinski.

Audience TV du 1er novembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	43.5	7 sur 7 20.4	Stade 2 11.0	Strindberg 3.1	Marathon N.-Y. 1.0	Kojak 3.1	Oncle Bill 5.2
19 h 45	48.2	7 sur 7 20.4	Maguy 18.8	Strindberg 1.0	Ça cartoon 2.6	Kojak 2.6	Daktari 2.6
20 h 16	58.1	Journal 22.0	Journal 18.3	Benny Hill 11.0	Ça cartoon 2.1	Journal 1.6	Daktari 3.7
20 h 56	62.1	L. d'Arabie 28.8	Ela. Wolff 17.3	Ciné chansons 3.7	Il était une fois 3.1	Les Charlots 8.9	Chan le Léopard 7.9
22 h 08	59.7	L. d'Arabie 29.8	Ela. Wolff 18.3	Journal 3.1	Il était une fois 3.7	Tennis 1.6	Drôles de dames 4.7
22 h 44	37.7	Sport soir 12.6	Musiques cœur 3.7	Ciné minuit 9.4	La Banquière 2.1	Tennis 2.6	Drôles de dames 7.3

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4605

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II					■				
III				■					
IV						■			■
V							■		
VI					■				
VII				■					
VIII		■			■				
IX								■	
X					■	■			
XI	■							■	

HORIZONTALEMENT

I. Veulent le salut des hommes. – II. A fait son deuil de la moitié. Qui a de bonnes dispositions. – III. Finissent par faire une lourde charge. Paraît très grand quand il est plat. – IV. Au pis aller. Tête d'espadon. – V. Un pays qui évoque de grandes campagnes. Utile pour faire des projets. – VI. Donna des motifs. Morceau de poulet. – VII. Qui a fait son apparition. Adjectif qui compte pour du beurre. – VIII. Saint. « Esprit » oriental. – IX. Boire vulgairement. – X. Passer à l'attaque. Apport de la moitié. – XI. Parois utiles pour ceux qui ont besoin de secours.

VERTICALEMENT

1. Accueillir avec des claques. – 2. Donne le jour. Dans le groupe des Cinq. – 3. Font partie des affaires étrangères. – 4. Tient bien la bouteille. Roi. Peut être noir en Amérique. – 5. Devient sourd quand on veut l'étouffer. – 6. S'élève en Crète. Comme l'air de celui qui cherche sa voie. – 7. Un dieu qui ne *manquait pas de souffle. Indiens,* servaient d'aromates. – 8. En haut de la culotte. – 9. Coule en France. Qui ne brille donc plus.

Solution du problème n° 4604

Horizontalement

I. Fièvre. Passages. – II. Anse. Sérieuses. – III. Ictus. Mo. Veston. – IV. Ne. Lugubre. Etna. – V. Enterrée. Rêne. – VI. Adossés. Ce. Erin. – VII. Nil. Il. Semer. Ré. – VIII. Tee. Solide. Aga. – IX. Da. Nanan. Io. – X. Menus. Ait. Trop. – XI. Ma. Es. Apt. Ecu. – XII. Animerai. Ulster. – XIII. Gê. Arsenic. Aa. – XIV. Ogres. Aération. – XV. Tee. Emu. Suée. Su.

Verticalement

1. Fainéants. Magot. – 2. Incendie. Manège. – 3. Est. Tolède. Ré. – 4. Veules. Anémie. – 5. Sursis. Usé. Se. – 6. Es. Grêlons. Ra. – 7. Emues. La. Aarau. – 8. Probe. Sinapisé. – 9. AI. Cédait. Ers. – 10. Sévèrement. Unau. – 11. Sue. Alité. – 12. Asséneraît. Scie. – 13. Getter. Goret. – 14. Eson. Ira. Océans. – 15. Naine. Epura.

GUY BROUTY.

● **Les dévouements méconnus.** – La Société d'encouragement au bien (SEAB), reconnue d'utilité publique, créée en 1862, présidée par M. Alain Poher et destinée à citer en exemple les dévouements – huit cent quarante lauréats en 1987 – souhaite connaître de nouveaux exemples de dévouement méconnus, français ou étrangers, afin de leur décerner des médailles et de les citer ainsi en exemple.

★ Transmettre les propositions à SEAB, 7, rue Guy-Patin, 75010 Paris. Tél : 42-80-53-31.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 2 novembre à 0 h TU et le mardi 3 novembre à 24 h TU.

Un anticyclone s'installe sur les îles Britanniques et son influence s'étend à la France. Il n'y aura donc pas de pluie mais la journée pourra rester assez grise et brumeuse sur le nord du pays.

Sur les autres régions, le soleil sera largement présent.

Mardi : au nord de la Loire, dans l'Est et la vallée de la Seine, les brouillards et les nuages bas seront encore nombreux et denses au lever du jour. Il fera généralement de 5 à 7 degrés et de 4 à 6 degrés près des Vosges et du Jura. En revanche, il fera de 9 à 11 degrés près des côtes de la Manche où le vent de nord-est soufflera modéré à assez fort toute la journée.

La journée restera localement assez grise et brumeuse, particulièrement près de la Manche, où il fera de 11 à 12 degrés l'après-midi et dans la vallée de la Saône, où nous atteindrons 12 à 13 degrés.

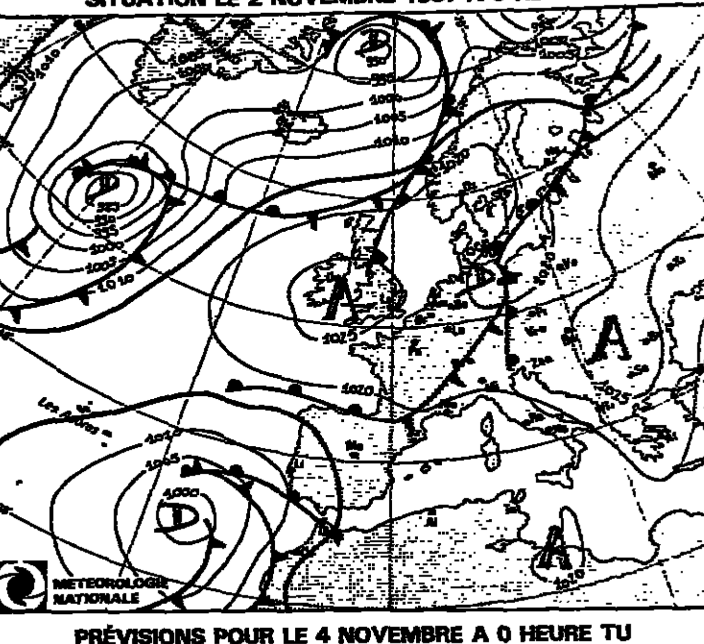
Dans l'intérieur, quelques éclaircies se développeront mais il ne fera que 11 à 13 degrés au nord de la Seine. Les éclaircies seront plus belles sur la Bretagne, les Pays de Loire et le Centre. Le thermomètre indiquera 13 à 14 degrés.

Plus au sud, des bancs de brouillard seront également présents, surtout dans le sud-ouest du pays. Il fera de 5 à 7 degrés en fin de nuit à l'intérieur, et de 7 à 10 degrés près des côtes atlantiques. Dans le Sud-Est, la matinée sera généralement peu nuageuse et il fera de 7 à 9 degrés.

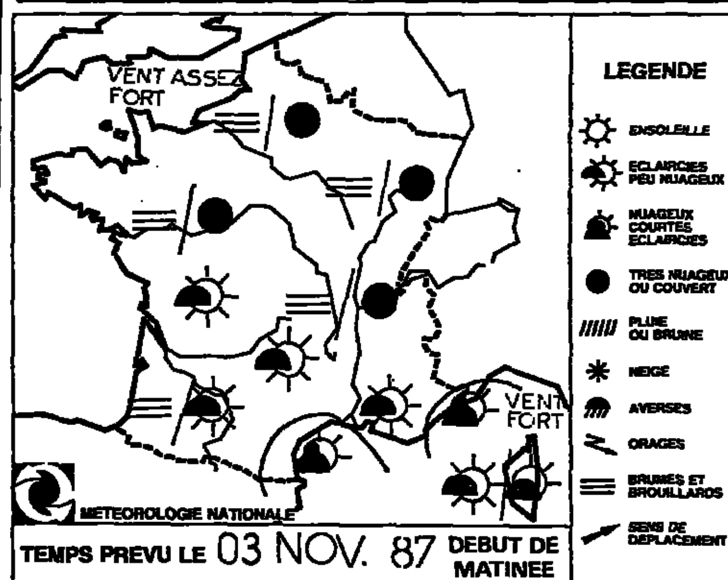
L'après-midi, nous bénéficierons d'une belle journée d'automne ensoleillée. Le thermomètre grimpera jusqu'à 15 à 17 degrés dans le Sud-Ouest, 16 à 19 degrés près de la Méditerranée et 13 à 15 degrés dans la vallée du Rhône.

Toutefois, près du golfe du Lion, la Côte d'Azur, et à l'est de la Corse, les vents d'est modérés à assez forts apporteront près des côtes des nuages bas qui tenderont à se dissiper.

SITUATION LE 2 NOVEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 NOVEMBRE A 0 HEURE TU



VENT ASSEZ FORT

VENT FORT

METEOROLOGIE NATIONALE

TEMPS PREVU LE 03 NOV. 87 DEBUT DE MATINEE

LEGENDE: ENSOLEILLE – ECLAIRCIES PEU NUAGEUX – NUAGEUX COURTES ECLAIRCIES – TRES NUAGEUX OU COUVERT – PLUIE OU BRUINE – NEIGE – AVERSES – ORAGES – BRUMES ET BROUILLARDS – SENS DE DEPLACEMENT

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 1er-11 à 6 heures TU et le 2-11-1987 à 6 heures TU — le 2-11-1987

Ville	Max	Min	Temps
FRANCE			
AJACCIO	23	12	N
BIARRITZ	22	12	D
BORDEAUX	18	10	C
BOURGES	12	6	B
BREST	15	7	*
CAEN	15	8	B
CHERBOURG	13	10	P
CLERMONT-FERR.	17	10	P
DIJON	12	8	C
GRENOBLE St-M-H	14	8	B
LILLE	15	6	N
LIMOGES	16	8	N
LYON	15	9	B
MARSEILLE-MAR.	19	9	D
NANCY	15	9	B
NANTES	15	5	B
NICE	20	14	C
PARIS-MONTS.	15	11	B
PAU	22	8	N
PERPIGNAN	22	11	C
RENNES	16	8	N
ST-ÉTIENNE	15	9	B
STRASBOURG	14	9	B
TOURS	15	5	B
TOULOUSE	22	8	N
POINTE-A-P.	33	22	A
ÉTRANGER			
ALGER	30	19	D
AMSTERDAM	13	5	D
ATHÈNES	13	8	D
BANGKOK	31	25	C
BARCELONE	22	12	B
BELGRADE	9	–3	D
BERLIN	11	8	P
BRUXELLES	14	8	C
LE CAIRE	26	17	D
COPENHAGUE	7	5	C
DAKAR	28	26	N
DELHI	31	14	D
DJERBA	26	17	N
GENÈVE	12	7	C
HONGKONG	26	25	N
ISTANBUL	9	8	P
JÉRUSALEM	23	11	P
LISBONNE	19	15	N
LONDRES	12	2	B
LOS ANGELES	21	16	C
LUXEMBOURG	12	7	C
MADRID	19	5	D
MARRAKECH	28	16	C
MEXICO	24	6	B
MILAN	14	12	C
MONTRÉAL	9	2	D
MOSCOU	5	–5	D
NAIROBI	28	11	N
NEW-YORK	17	7	C
OSLO	7	–2	B
PALMA-DE-MAL.	23	13	C
PÉKIN	12	1	D
RIO-DE-JANEIRO	28	19	N
ROME	21	11	N
SINGAPOUR	33	25	C
STOCKHOLM	6	3	C
SYDNEY	30	19	D
TOKYO	16	13	P
TUNIS	27	14	D
VARSOVIE	7	–2	N
VENISE	14	10	C
VIENNE	9	5	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

« services »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 31 octobre 1987 :

DES DÉCRETS :

• N° 87-882 du 30 octobre 1987 modifiant le décret n° 58-1277 du 22 décembre 1958 pris pour l'application de l'ordonnance N° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature et le décret N° 81-527 du 12 mai 1981 modifiant et complétant le décret N° 58-1277 du 22 décembre 1958.

• N° 87-883 du 27 octobre 1987 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la coopération dans le domaine de la quarantaine et de la protection des plantes (ensemble deux annexes), fait à Paris le 11 mars 1987.

• N° 87-884 du 27 octobre 1987 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire hongroise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Paris le 6 novembre 1986.

• N° 87-888 du 30 octobre 1987 portant modification du code des postes et télécommunications, de la réglementation, des prix du service des télécommunications, dans le régime intérieur, ainsi que des tarifs des services postaux et financiers.

DES ARRÊTÉS :

• Du 29 octobre 1987 fixant les caratéristiques du supercarburant sans plomb.

• Du 29 octobre 1987 fixant les caractéristiques du gasoil grand froid.

• Du 20 octobre 1987 portant fixation du prix du quintal de blé-fermage pour la campagne 1987-1988.

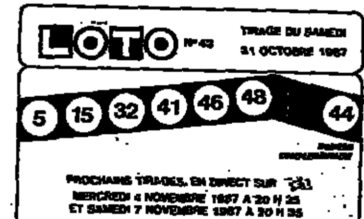
Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 1er novembre :

UN ARRÊTÉ :

• Du 23 septembre 1987 relatif à l'enrichissement du vocabulaire de la navigation maritime.

DES DÉCISIONS :

• De la Commission nationale de la communication et des libertés N° 87-252 à 87-267 du 22 octobre 1987 relatives à des appels aux candidatures.



PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR TF1
MERCREDI 4 NOVEMBRE 1987 A 20 H 25
ET SAMEDI 7 NOVEMBRE 1987 A 20 H 35
VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI
AUX HEURES HABITUELLES

5 BONS N°	2	16 500 000,00 F
5 BONS N° + complémentaire	31	122 385,00 F
5 BONS N°	1 100	11 200,00 F
4 BONS N°	71 517	175,00 F
3 BONS N°	1 539 304	12,00 F

BONUS DU SAMEDI 155 406 — 24,00 F

JEU GAGNANT N° 50 — LOTO SPORTIF

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 1er Nov. 1987



CAMPUS

Gratte-ciel européen

EGEE-Europe, qui, avec ses onze mille adhérents et ses cinquante antennes locales, se flatte d'être *« le premier réseau associatif d'Europe »*, a le vent en poupe. Après sa rencontre avec M. François Mitterrand en mars dernier, au cours de laquelle elle a plaidé avec succès la cause du programme ERASMUS, elle annonce, pour cette année, une impressionnante série d'initiatives : un *« congrès spatial »*, les 19 et 20 novembre à Munich, sur l'industrie et la recherche spatiale en Europe ; une rencontre *« Europe-Afrique »*, du 7 au 12 décembre à Paris, pour mobiliser les jeunes sur les problèmes de coopération, d'éducation, de communication, de défense, d'environnement.; un *« Salon de managers »*, du 25 au 27 février 1988 à Bruxelles, qui permettra aux élèves des écoles de gestion de rencontrer des responsables d'entreprises ; une *« semaine »*, du 21 au 25 mars à Londres, où sera étudié le problème des transports en Europe ; un congrès, du 7 au 10 avril à Milan, sur le thème « Pour réussir 1992 » — en attendant les « universités d'été », du 24 au 31 juillet, dans cinq ou six villes différentes... et sans compter les multiples réunions organisées par les sections locales (comme celles sur le terrorisme, du 27 au 29 janvier, à Toulouse, ou sur l'Amérique latine, du 22 au 26 mars, à Strasbourg...).

Pour meubler leurs loisirs entre tous ces rendez-vous, les jeunes europhiles pourront lire *Europolis, « le premier magazine européen »*, dont le n° 2 vient de paraître, ou consulter le *« service télé-informatique et vidéotexte »* qu'EGEE compte installer.

« L'Europe a besoin de bâtisseurs et non plus de prêcheurs », explique le bouillant président d'EGEE, Franck Biancheri. A ce rythme-là, l'édifice européen sera bientôt un gratte-ciel...

F. G.

★ EGEE-Europe, 75, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. : 42-82-02-43.

L'ingénieur et l'environnement

Pour la sixième année consécutive, l'association des élèves de l'École centrale de Lyon organise, les mercredi 18 et jeudi 19 novembre, son forum « étudiant entreprises ». Le thème de cette année est « L'environnement » : coût de la protection et rôle de l'ingénieur.

Ecole centrale de Lyon, BP 163, 69131 Ecully Cedex.

Police et droits de la personne

La faculté de droit de Nice a créé, avec l'agrément du ministère de l'intérieur, un diplôme d'études supérieures spécialisées intitulé « Police, sécurité et droits fondamentaux de la personne ». Cet enseignement est ouvert aux étudiants qui veulent se spécialiser, et aux professionnels ayant au moins dix ans d'expérience ou les diplômes équivalents.

Université de Nice, parc de Valrose, 06034 Nice Cedex.

Le tunnel sous la Manche

Les répercussions du tunnel sous la Manche *« pour le développement régional dans les régions d'Europe du Nord-Ouest »* sera le thème d'un colloque qui aura lieu sur le campus de la cité scientifique à Villeneuve-d'Ascq, les jeudi 19 et vendredi 20 novembre.

Colloque « Tunnel ». UFR Géographie. Bt 2, université des sciences et techniques de Lille, 59655 Villeneuve-d'Ascq Cedex.

Échecs



CHAMPIONNAT DU MONDE
SÉVILLE
1987

Septième partie : nulle

Kasparov « marche sur les eaux »

Que la septième partie, ajournée le vendredi 30 octobre, se soit conclue, samedi, par la nullité, cela n'a pas constitué en soi une surprise. Sauf pour Karpov peut-être... La surprise, la stupeur doit-on dire, a été provoquée par le jeu fantastique de Kasparov.

A l'ajournement, les choses étaient assez claires : avantage à Karpov mais gain plus que problématique si Kasparov joue avec précision. C'était l'avis, entre autres, du grand maître suédois Andersson, spécialiste reconnu des parties nulles.

Premier temps : Karpov provoque l'échange des dames, éliminant les risques d'échec perpétuel.

Deuxième temps : les rois « montent », Karpov se prépare à faire donner sa tour mais Andersson croît toujours à la nullité tranquille.

Troisième temps : Kasparov stupéfie tout le monde en se lançant dans une combinaison d'une complexité effrayante. Basée sur six coups (a5, e5, Fé7, é4, Fç5 et Fd4) joués en dix-neuf minutes seulement, cette contre-offensive offre à Karpov le pion h4 et le pion é4 mais assure au champion du monde la nullité quoi qu'il arrive grâce à un troisième sacrifice de pion sur b5 qui permettra la promotion du pion a ! Tout est forcé.

Chez les grands maîtres, qui n'ont rien vu de tout cela, c'est la panique : Andersson craque et compare le jeu de Kasparov à la « roulette russe » ; Najdorf, Ree et Keene parlent de *« coups incompréhensibles »*, d'*« imprécisions graves »*. Pour eux, la victoire de Karpov approche.

Quatrième temps : pour Karpov, tout espoir de gain s'est envolé. Anéanti par la profondeur des calculs de Kasparov, le challenger ne se résoud quand même pas à proposer la nullité. Pendant plus d'une heure, il va chercher une parade, trimballant sa tour sur la cinquième rangée (pour empêcher b5). Ses coups se répètent. Kasparov attend.

Cinquième et dernier temps : fascination ou lassitude, Karpov entre dans la combinaison de Kasparov (69 : Txh4). Aucune fausse note, si l'on peut dire. Kasparov sacrifie trois pions. Karpov doit rendre la qualité. Comme prévu, Kasparov va à dame. Karpov aussi. A la fin, Karpov ne peut choisir qu'entre l'échec perpétuel ou l'échange de dames. Son pion de plus ne lui sert à rien : les Noirs ont l'opposition. Il propose enfin de poser les armes, ce que Kasparov, hilare, accepte sur-le-champ.

Remis de ses émotions, le grand maître anglais Raymond Keene dira après la partie : *« Si tout cela était préparé et analysé d'avance, alors Kasparov peut marcher sur les eaux. »* C'est fait.

Après cette quasi-victoire, Kasparov reste toujours mené 4 à 3. Huitième partie le lundi 2 novembre.

B. de C.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV

Septième partie

Défense Gruenfeld-Variante d'échange

Position à l'ajournement

BLANCS : Rh1, Dg6, Tf1, Pa4 et g2.
NOIRS : Rh8, Dd7, Ff6, Pa7, b6, é7 et h4.

42. Dh5+ e.s.e. (155)	Rg7 (153)	59. Rf2 (200)	Fd4 (216)
43. Tf4 (155)	Dd2 (158)	60. Tg5+ (227)	Rç4 (217)
44. Tg4+ (155)	Rf8 (158)	61. Tf5 (244)	Rç3 (221)
45. Df5 (156)	Dç1+ (166)	62. Th5 (244)	Rç4 (221)
46. Rh2 (156)	Dç7+ (166)	63. Tf5 (264)	Rç3 (222)
47. Df4 (162)	Dxf4 (170)	64. Tg5 (264)	Rç4 (223)
48. Txf4 (162)	Ré8 (170)	65. Th5	Ff6
49. Rg1 (162)	a6 (178)	66. Tb5	Fd4
50. Rf2 (166)	Rd7 (183)	67. Th5	Ff6
51. Ré2 (166)	Rd6 (187)	68. Th6	Fd4
52. Rd3 (166)	Rç5 (197)	69. Txh4	b5
53. Tç4+ (172)	Rd5 (197)	70. axb5	a4
54. Tç7 (178)	a5 (197)	71. Txé4	a3
55. Tç4 (183)	é5 (197)	72. b6	a2
56. Tg4 (183)	Fé7 (199)	73. Txd4	Rxd4
57. Tg7 (197)	é4+ (202)	74. b7	a1=D
58. Ré3 (200)	Fç5+ (204)	75. b8=D	Da6+
		76. Rf2	Df6+
		77. Rg1 (272)	Ré4 (227)
		78. Db4+	Rf5
		79. Dé1	Dd4+
			Nulle

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

Les coulisses du match

Silence, bruits et passions...

SÉVILLE
de notre envoyé spécial

Tout oppose devant l'échiquier Kasparov et Karpov. Le premier respire l'exubérance. Il entre en scène d'un pas martial. Assis, il remue sans arrêt jambes et bras, déplace sa chaise. Puis il se lève et arpente l'estrade. Le deuxième joue au contraire la carte de l'impassibilité. Les yeux rivés sur les soixante-quatre cases, jetant régulièrement un coup d'œil furtif à l'adversaire, il ne rompt son immobilité que pour avancer une pièce.

De temps à autre, quand la tension est trop forte, celui qui vient de jouer quitte la scène et trouve refuge dans l'une des deux « chambres » assignées à chacun des joueurs derrière les coulisses du théâtre Lope de Vega : une petite pièce toute simple avec un fauteuil et deux écrans de télévision. L'un montre la situation de la partie, l'autre l'adversaire en train de réfléchir.

Au bord de la scène la grande inscription *« Silencio »* semble bien inutile. Pas un murmure n'échappe de ce public figé, aux yeux rivés, qui sur les joueurs, qui sur le grand écran reproduisant l'évolution de la partie. Seul un frisson contenu et à peine extériorisé parcourt la salle comme une décharge après un coup brillant. Public et joueurs communient dans cette interminable et insoutenable tension que le premier ne rompra qu'à la fin de la partie en applaudissant à tout rompre.

Si tout n'est que silence et retenue dans la salle, tout est par contre bruits et passions aux alentours où se tient, en fait, le véritable « spectacle ». Dans une rotonde contiguë transformée en « salle d'analyses », un grand maître vient, chaque jour, commenter la partie lorsque celle-ci entre dans le vif du sujet. Le micro à la main, il dissèque les coups, décortique inlassablement les stratégies, soupèse les possibilités, répond aux multiples questions d'un public qui laisse libre cours ici à son enthousiasme.

A côté, un autre grand maître joue simultanément contre vingt-cinq adversaires. Plus loin, on se réunit en petits groupes pour commenter doctement, durant des heures, les mérites et les défauts de la gruenfeld ou de l'anglaise. La salle de presse n'échappe pas à la fièvre : agglutinés autour d'un échiquier, journalistes et grands maîtres (beaucoup réunissent d'ailleurs les deux conditions) répètent les coups déjà réalisés et prévoient, à l'infini, les futurs, même s'ils se trompent assez souvent...

Mais les commentaires des « mordus » ne relèvent pas seulement du sport. *« Dans une compétition de ce type, ce n'est pas le meilleur qui gagne mais le plus solide »*, estime un journaliste espagnol, vétéran des championnats du monde. Aussi chacun y va-t-il de son appréciation sur l'état psychologique respectif des deux adversaires : Karpov, qui vient de convoler en secondes noces, respire aujourd'hui, assure-t-on dans les couloirs, une plus grande sérénité. Kasparov, en revanche, qui a rompu il y a peu avec une actrice soviétique, se montrerait plus fragile, si l'on en croit les mêmes connaisseurs des coulisses de l'échiquier, en mal de confidences.

THIERRY MALINIAK.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Marie-Claire TOSSUT
est heureuse d'annoncer la naissance de

Kimberley,

née le 5 octobre 1987, chez
Martin TOSSUT et Nathalie FUCHS.

12, avenue du Maine,
75015 Paris.
8, rue de Louvin,
77139 Marcilly.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Robert BAUDRY,
directeur de l'Atelier de dessin
et d'arts décoratifs,

survenu le 22 octobre 1987 des suites d'une longue et douloureuse maladie.

De la part de
Mme Huguette Vaillant-Baudry,
son épouse,
M. et Mme Jean-Michel Jaciot,
ses enfants.

— Mme Jean Daullé,
Ses enfants et petits-enfants,
Sa famille et ses amis
ont la douleur de faire part du décès de

Jean DAULLÉ,

survenu le 25 octobre 1987, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques ont été célébrées à Mialet (Gard).

14, boulevard de Strasbourg,
34172 Montpellier.

— Jean Roire,
M. et Mme Sakis-Devetzi
et leur fille,
M. et Mme Yannis Devetzi
et leurs enfants,
M. et Mme Takis Anteopoulos
et leurs enfants,
Et Constantin Pylarinos
ont le chagrin de faire part de la mort subite de

Vasso DEVETZI,
pianiste,
présidente
de la Fondation Maria Callas,

née à Salonique (Grèce) le 9 septembre 1928.

Les obsèques auront lieu le mercredi 4 novembre 1987, à 11 heures, en l'Eglise orthodoxe grecque, 70, rue Georges-Bizet, Paris-16e, et seront suivies de l'incinération au columbarium du Père-Lachaise.

19, rue Ernest-Deloison,
92200 Neuilly-sur-Seine.

(Voir page 17.)

— Mme Simone Doublard du Vigneau
a la douleur de faire part du décès de sa mère,

Mme André
DOUBLARD du VIGNEAU,
née Marguerite-Marie Razimbaud,

survenu le 12 octobre 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 16 octobre, en l'église de Sargé-sur-Braye.

Les Radrets,
Sargé-sur-Braye,
41170 Mondoubleau.

— M. et Mme Simon Gay,
Mlle Irène Cayre,
font part du décès de

Sarah GAY,

survenu le 29 octobre 1987.

Elle avait vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Orgeval (Yvelines), dans la plus stricte intimité.

— Mme Roger Junqua,
son épouse,
Arnaud Junqua et Claire Fégueur,
Etienne et Simon Junqua,
ses enfants,
M. et Mme Pierre Junqua,
ses parents,
M. et Mme Claude Neaux,
ses beaux-parents,
M. le professeur Alain Junqua, Mme
et leurs enfants,
ses frère et belle-sœur,
Le docteur Danielle Junqua,
sa sœur,
M. et Mme Bernard Rieant,
ses beau-frère et belle-sœur,
Jean-Marie et Xavier Meyer,
Ainsi que toute la famille,
font part du décès du

docteur Roger JUNQUA,

survenu le 30 octobre 1987, à l'âge de quarante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Les personnes désireuses de témoigner leur sympathie pourront adresser des dons au profit de la lutte contre le cancer à « l'ami de toujours », le professeur Alain Daban, service de radiothérapie, CHU la Milétrie, 350, avenue Jacques-Cœur, 86000 Poitiers.

Cet avis tient lieu de faire-part.

33, rue Condorcet,
86000 Poitiers.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Lucette et Jacques Krier,
Odile Krier,
Anne Caillaut,
Claude Vinci,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Suzanne KRIER,
née Evêque,

survenu le 30 octobre 1987, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mayer LISBONA,

survenu à Sao-Paulo, le vendredi 30 octobre 1987.

Les obsèques ont eu lieu le dimanche 1er novembre, à Rio-de-Janeiro (Brésil).

— La Société internationale d'histoire de la psychiatrie et de la psychanalyse
a la douleur de faire part du décès de l'un de ses membres, le

docteur Jacques MYNARD,

survenu le 28 octobre 1987.

— Pierre Polansky,
Dominique et Patrick Druenne,
leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Josef POLANSKY,
ingénieur EPP,

survenu le 31 octobre 1987, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 novembre, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-de-Bellevue, avenue du Général-Gallieni, à Meudon, suivie de l'inhumation au cimetière de Bannegon (Cher).

43, avenue du Château,
92190 Meudon.

— M. Germain Rozenbaum
et ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Lisa ROZENBAUM,
née Berneman,

survenu le 30 octobre 1987, à l'âge de cinquante-huit ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 4 novembre, à 15 heures, au cimetière de Bagneux-Parisien.

Ni fleurs ni couronnes.

149, rue Nationale,
75013 Paris.

— Mme Henri Stephan,
son épouse,
Le docteur Jacques Perrault et Mme,
Anne, Gaëlle et Etienne,
M. et Mme Alain Gaillard,
et Guillaume,
M. Gaël Stephan,
M. et Mme Thierry Boucon,
Charlotte et Nicolas,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Claude Gourves,
sa belle-mère,
Ses frères,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri STEPHAN,
lieutenant des FFL,
officier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1945,
Military Cross,
croix de guerre hollandaise,

survenu le 30 octobre 1987, à Paris-15e, dans sa soixante-dixième année.

Priez pour lui.

Une cérémonie religieuse en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, Paris-15e, sera célébrée, le mardi 3 novembre 1987, à 10 h 30.

Un service religieux en la chapelle Sainte-Anne de Trégastel (Côtes-du-Nord) aura lieu le mercredi 4 novembre 1987, à 10 heures, suivi de l'inhumation au cimetière de Lannion (Côtes-du-Nord), dans le caveau de famille.

14, square Desaix,
75015 Paris.

Anniversaires

— En ce jour du troisième anniversaire du décès de

M. Henri BLAUSTEIN,

tous ceux qui ont eu pour lui amitié et affection lui donneront une pieuse pensée.

Paris, le 3 novembre 1987.

— Pour le deuxième anniversaire du rappel à Dieu de

Pierre DUC,

que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé aient pour lui, en ce jour du 3 novembre 1987, une pensée fidèle.

— Il y a un an,

Jacques LAFONT

nous quittait.

Pour nous qui l'aimions, il est toujours présent.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Directeur département études et réalisations

Grande Ecole + 8 ans d'expérience

Leader sur notre secteur d'activité, nous sommes la jeune filiale (1,6 milliard de francs, 5000 personnes), d'une grande entreprise.
Nos objectifs ? Développer de nouveaux concepts et relever les défis de ce marché en forte expansion.
Notre volonté de développement et d'innovation dans une organisation très performante nous amène à rechercher le DIRECTEUR DEPARTEMENTS ETUDES ET REALISATIONS.
Rattaché à la Direction Générale, vous aurez en charge l'ensemble des activités liées à l'expansion et à l'innovation : projets d'investissement, études de faisabilité, analyses de rentabilité, réalisation, recherche et innovation, amélioration des techniques, des équipements, des méthodes d'exploitation, de l'organisation, évolution du concept du produit, amélioration de la prestation et réduction des coûts.
Votre formation Ingénieur Grande Ecole, Centrale, Mines, ESTP, Agro ou Architecte et votre expérience confirmée dans une fonction de Direction (Développement, Organisation, Méthodes) ou éventuellement dans le Bâtiment et les Travaux Publics, sont les bases du profil que nous souhaitons.
Mais plus que cela, c'est votre personnalité, votre ouverture d'esprit, votre curiosité, vos qualités d'animateur et votre capacité à mobiliser les énergies qui vous permettront de prendre la pleine mesure de cette mission d'importance.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. MM/1087/AG à Michèle Espinet - NORAY CONSULTANTS, 41, bd du Montparnasse 75006 Paris. Membre de la CNSCR.

média-system

Recherche de cadres et dirigeants

Strasbourg

PA leader européen du conseil en recrutement par voie d'annonces et approche directe, poursuit son expansion sur l'Est de la France (+ 40 % de chiffre d'affaires par rapport à 1986) et cherche à coopter un diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur, ESC, Sciences Humaines) pouvant faire état d'une première expérience professionnelle et capable de conseiller efficacement nos clients, chefs d'entreprises. Il initiera, suivra et réalisera des missions de recrutement (par annonces ou en recherche directe) et d'intégration de cadres, cadres supérieurs et dirigeants selon les normes de qualité qui font la réputation de nos prestations. Pour ce faire, il bénéficiera de l'appui de techniques originales développées par notre centre d'évaluation. L'allemand courant ainsi que l'anglais paraissent nécessaires pour intervenir auprès d'une clientèle largement internationalisée. Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier personnel de candidature à l'attention de JF JARDINI en précisant la référence A/062SM. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ORGANISATEUR CONFIRME



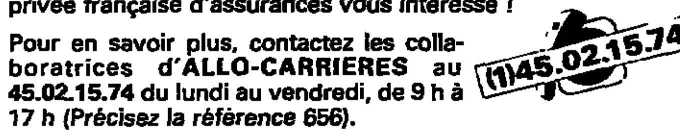
MAINTENANT MON AVENIR, J'EN SUIS SÛR.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieurs, vous possédez une première expérience (3 ans minimum) en organisation au sein d'une entreprise ou d'un cabinet de conseil. Vous êtes jeune, enthousiaste et vous possédez de grandes capacités relationnelles et d'adaptation.

Homme de dialogue, partenaire de réflexion, vous saurez être à l'écoute de vos interlocuteurs. Vous utiliserez vos capacités de conception pour apporter des solutions concrètes allant de l'élaboration de systèmes de gestion à la mise en place de procédures. Votre force de conviction permettra de préparer le changement et les évolutions de l'entreprise. Intégrer le **Groupe de Paris**, 3e société privée française d'assurances vous intéresse !



Pour en savoir plus, contactez les collaboratrices d'**ALLO-CARRIERES** au **45.02.15.74** du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h (*Précisez la référence 656*).



MEDIA BA

Chargé d'affaires aux Antilles

Importante entreprise de génie thermique et climatique recherche pour son agence aux Antilles un INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES.

De formation BTS ou diplômé d'une école d'ingénieur, vous avez 3 à 10 ans d'expérience de l'électromécanique et de la pratique du froid.
Responsable de l'entretien, de la maintenance et du dépannage, des qualités de contact avec la clientèle sont nécessaires pour mener à bien votre mission.
Des perspectives d'évolution tant sur place qu'au siège métropolitain impliquent de votre part un réel potentiel de gestionnaire et de technico-commercial.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 31444 à notre agence Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 42 96 10 65 ou 36 14 Code : CONTESS

JEUNES DIPLOMES

GRANDES ECOLES DE COMMERCE

RHONE-ALPES

Groupe Industriel français de premier plan en pleine expansion implanté également aux Etats-Unis, nous devons notre développement à la diversification de nos activités, à une remise en question permanente de nos équipements et de nos techniques de production, à un fort investissement dans le potentiel de nos collaborateurs. Diplômé d'une grande école de commerce, (première expérience souhaitée), aujourd'hui vous recherchez l'entreprise qui vous permettra de concrétiser vos ambitions.

Après une période de formation et d'intégration, nous vous confierons très rapidement des *responsabilités*.

Homme de développement, vous mettrez en œuvre vos talents de négociateur, de gestionnaire et d'animateur et élargirez votre champ d'action sur des missions de plus en plus motivantes.

Homme de marketing, *vous prendrez part progressivement au développement de nouveaux produits, à la mise en place des opérations promotionnelles.*

Tourné vers l'avenir, vous savez déjà que votre sens de la négociation, des contacts allié *à vos qualités de rigueur et de méthode, vous* permettront de saisir de nombreuses opportunités au sein du Groupe.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, sous la référence 4982/LM à

C.V. 71, AVENUE VICTOR-HUGO - 75116 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

Consultants Juniors en Ressources Humaines

(Bilingues/Trilingues)

Société de Conseil en Ressources Humaines, récemment créée, recherche des Consultants Juniors bilingues (Français, Anglais parfaitement courants) et pratiquant si possible l'une des langues suivantes : Allemand, Espagnol, Italien. Vous pourrez opter, en fonction de votre expérience et de vos motivations, *pour le développement de l'une de nos activités : Management* Social, Recrutement, Formation, Out-Placement, Career Check-up. De formation supérieure (Grandes Ecoles Commerciales / Ingénieurs ; *Sciences Humaines / Psycho...*), vous êtes passionné de challenge et possédez de réelles ambitions. Vous aurez pour responsabilité de créer votre clientèle. Une première expérience au sein d'une Direction des Ressources Humaines ou d'une Direction des Ventes pourra vous aider dans votre démarche.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous référence RP 105/M à :

CREA CONSULTANTS
Créative Ressources for European Access
conseil en ressources humaines
4, place Félix Eboué 75583 PARIS CEDEX 12

CURRICULUM

CONSEIL EN RECRUTEMENT

Les activités de CEGOS-IDET comprennent en particulier les unités suivantes : Sélé-CEGOS, cabinet spécialisé dans la recherche de cadres par *voie de publicité et approche directe en Middle Management et Sélé-CEGOS INFORMATI*QUE secteur orienté sur la recherche des Hommes de l'Informatique.

Cet ensemble représente 16 professionnels au service des Hommes et des Entreprises. Nous souhaitons compléter nos équipes et recherchons un Consultant âgé d'au moins 30 ans, possédant une double formation (Sciences Humaines et Sciences Economiques ou de Gestion ou formation scientifique complétée par un diplôme en Sciences Humaines) et ayant acquis une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans l'entreprise ou dans le Conseil en recrutement. Après une formation initiale dans nos services, le Consultant est amené à prendre personnellement en charge, dans *leur totalité, les missions qui lui sont confiées (définition du cahier des charges, exploitation des fichiers, évaluation* des candidats, prospection et relations commerciales...). Le poste est basé à Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 5036/M à J.P. MENASSIER, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

MEMBRE DE SYNTEC — CURRICULUM



TECHNICON recherche pour le *département Financier de sa Division* Internationale à SAINT-DENIS (93) un :

coordinateur d'applications informatiques

MAITRISANT PARFAITEMENT L'ANGLAIS (français non obligatoire)

Mission :
- Tester les programmes informatiques développés au *sein du service* afin de vérifier s'ils correspondent aux besoins et spécifications du service opérationnel demandeur.
- *Distribuer les programmes informatiques* au sein des différentes filiales du groupe, dans les délais impartis.
- Assurer la liaison entre le service informatique et les *services utilisateurs*.
- Assurer le support technique aux filiales.
- *Consolider les données envoyées par les filiales* et les communiquer à l'équipe financière.

Profil :
- Vous êtes un ANALYSTE FINANCIER ayant eu une première expérience dans un groupe international (si possible dans un Quartier Général).
- Vous êtes familier avec l'utilisation d'un ordinateur de type IBM 34/36 dans le cadre du "Reporting" (l'expérience de la *programmation n'est pas nécessaire*).
- Anglais parfait, si possible langue maternelle.
- Homme de *communication*, votre forte personnalité, votre disponibilité et votre potentiel vous permettront de vous imposer dans le groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à: Monsieur COLISTRO - B.P. 10 - 95330 DOMONT, **qui étudiera votre *candidature en toute discrétion*.**

TECHNICON®

LE BUREAU FRANCIS LEFEBVRE
Conseils Juridiques et Fiscaux
propose une situation d'avenir à des

JEUNES JURISTES

de formation supérieure axée plus particulièrement sur le droit des sociétés, les modifications de structure et les problèmes patrimoniaux.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Le travail en équipe, la diversité des missions et la qualité des contacts sauront motiver des candidats de haut niveau.

Adresser une lettre de candidature ainsi qu'un C.V. et une photo au Bureau Francis Lefebvre 3, villa Emile Bergerat 92522 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex.

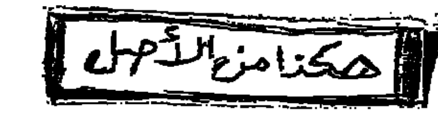
URGENT

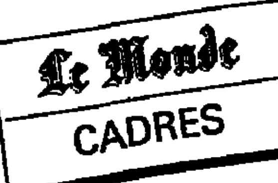
recherche

ANIMATEUR POUR MAISON DE QUARTIER

(DEFA ou équivalent)

Envoyer c.v. avant 6 novembre 1987 à Monsieur le Président du centre social rue Pierre-Curtil, 02000 LAON.





Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ADJOINT AU RESPONSABLE DU PERSONNEL

Filiale d'un Groupe bancaire français de premier plan, nous renforçons notre Service de Gestion du Personnel, dans le cadre d'importants projets d'évolution de nos structures et de nos activités.

Nous souhaitons recruter, pour seconder le Responsable du Personnel, un professionnel de la fonction, ayant acquis environ 5 ans d'expérience en moyenne entreprise.

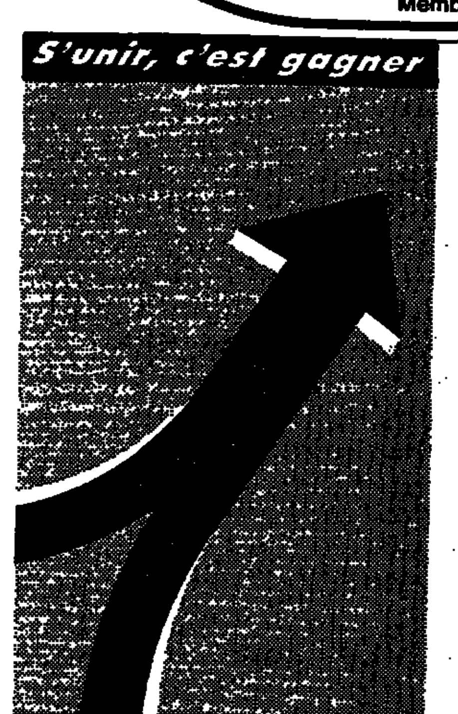
Sa formation supérieure (Bac + 5) et sa polyvalence acquise sur le terrain dans le domaine de la Gestion du Personnel devront lui permettre de conduire diverses missions d'étude et d'assistance touchant au recrutement, à la formation, aux filières de mobilité interne, aux rémunérations, à la gestion des intérimaires et des personnels externes renforçant les équipes permanentes...

Il élargira par la suite son rôle opérationnel en prenant en charge la mise en œuvre des politiques et des actions qu'il aura proposées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 652, à notre Conseil.

UNILOG
9, rue Alfred-de-Vigny – 75008 PARIS
Membre de SYNTEC Informatique

AD'COM.



GEREZ ET ANIMEZ

THOMSON BRANDT ARMEMENTS, au sein de la Branche Systèmes et Armes de THOMSON-CSF a pour vocation la conception et la réalisation d'armements terrestres et aéroportés. Nous recherchons le

RESPONSABLE GESTION ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Professionnel de la fonction et homme de communication, vous assisterez le Chef du Personnel, sur le site industriel de notre unité proche d'Orléans (1000 personnes), pour la partie administrative.
Vous animerez une équipe de 5 personnes.
Vous pouvez justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire.

Votre candidature nous intéresse.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo) à notre Conseil J.L. PARICHON, 38 rue de Lisbonne, 75008 PARIS en précisant la référence 412/LM.

THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT

Directeur technique d'une petite présente chez les grands.

PME filiale d'un groupe international performant, nous importons, installons et assurons la maintenance de matériels périphériques aux rotatives des grands groupes de la presse quotidienne et périodique française.

Pour faire face à notre développement, nous souhaitons confier à un ingénieur ayant une expérience réussie de préférence en bureau d'études, le poste de directeur technique. Rattaché au directeur général, vous étudierez avec les commerciaux les plans d'installations, suivrez l'évolution des matériels, négocierez avec nos fournisseurs et superviserez la mise en route technique des installations chez nos clients.

Bon technicien curieux et passionné par l'évolution technologique, vous savez concevoir des solutions techniques nouvelles et performantes. Vous êtes aussi convaincant et respectueux des exigences d'une clientèle haut de gamme. Bien sûr vous parlez parfaitement l'anglais car nos fournisseurs sont suédois, américains, anglais. Merci d'écrire sous référence 753 250 M aux consultants de Sirca, 64 rue La Boétie 75008 Paris.



Membre de Syntec



INTERTECHNIQUE
AÉRONAUTIQUE - ESPACE
RÉSULTAT SUPÉRIEUR A 5% APRÈS IMPÔT

recherche

1) - POUR SA DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE

La Direction de l'Organisation et de l'Informatique, implantée à Plaisir, est maître d'oeuvre de vastes projets informatiques pour l'ensemble des sociétés du GROUPE INTERTECHNIQUE.

Organisée en petites équipes sectorielles très proches des préoccupations de chaque société, elle utilise largement les moyens informatiques conçus et commercialisés par la filiale IN2, plusieurs centaines de terminaux déjà connectés, bases de données réparties, réseau et bureautique.

La grande variété des activités du Groupe permet d'offrir des opportunités à des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur intéressés tant par les problèmes des secteurs de pointe que par les aspects techniques de leur solution et possédant le profil suivant :

INGENIEUR D'APPLICATION (REF.M - 8/DOI-92)

Ingénieurs ou MIAGE, débutants ou possédant un an d'expérience

INGENIEUR INFORMATICIEN CONFIRME (REF.M/DOI-13)

Grande école ou DEA d'informatique, deux à trois années d'expérience, ayant de solides connaissances techniques. Au sein du service études et méthodes générales, il aura la responsabilité des logiciels et moyens généraux dans les domaines suivants :
. automatisation, gestion et sécurité d'exploitation,
. aides au développement des applications,
. intégration, validation et installation des versions.
Une expérience d'ingénieur système sur mini-ordinateur sera appréciée.

2) - POUR SON DEPARTEMENT RADIO-COMMUNICATIONS ET SENSEURS DE SA DIVISION SYSTEMES MILITAIRES ET TRANSMISSIONS, sise aux Ulis (91)

UN CADRE COMMERCIAL (REF.M/UL-14)

Diplômé d'une école de commerce et ayant au moins une première expérience de trois à cinq ans du commerce international de biens industriels de haute technologie.

Il a un esprit d'équipe et s'intègrera dans des actions à mener avec les services techniques. Anglais lu et écrit indispensable. La pratique d'autres langues serait en plus. Déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la réf. de l'annonce, à la Direction du Personnel
INTERTECHNIQUE, B.P. N°1, 78374 PLAISIR CEDEX

BP Chimie



Dans le cadre du développement de ses activités, la Société B.P. CHIMIE offre plusieurs postes au sein de ses services commerciaux, techniques et recherche-développement.

• Ingénieur généraliste de haut niveau confirmé
ventes et achats de produits pétroliers et de produits chimiques

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une bonne connaissance du pétrole et de la pétrochimie ainsi qu'une solide expérience de la négociation. Il collaborera étroitement à l'optimisation de la production pétrochimique et des ventes correspondantes, assumera des responsabilités importantes de ventes et d'achats sur le marché international, en traitant également les problèmes de logistique et de facturation.

référence 44 A 810 - 7 M

• Ingénieur des ventes confirmé spécialités chimiques

Ce poste conviendrait à un ingénieur chimiste, ayant 2 à 4 ans d'expérience commerciale. Il sera chargé de développer les ventes de spécialités chimiques (intermédiaires pour polyuréthanes, polyols, silicones, résines phénoliques) et de promouvoir les technologies polyuréthanes dans l'industrie automobile.

référence 44 A 811 - 7 M

Ces deux postes se situent à Paris.

• Ingénieur applications polyoléfines

Ingénieur mécanicien ou chimiste débutant ayant une spécialisation "matériaux" (avec une bonne connaissance des matières plastiques) ou ayant une première expérience. Il sera chargé de bien maîtriser l'ensemble des techniques de transformation des polyoléfines et d'apporter une assistance technique à nos clients afin de leur permettre d'optimiser la mise en œuvre de nos produits.

référence 44 A 812 - 7 M

• Ingénieur applications produits antigel et fluides hydrauliques

Ingénieur chimiste débutant ou ayant une première expérience et intéressé par la recherche appliquée. Il assumera des responsabilités de développement de produits, en contact avec les clients et principalement les constructeurs automobiles.

référence 44 A 813 - 7 M

• Ingénieur développements informatique industrielle

Ingénieur de formation générale et/ou génie chimique, ayant une expérience de systèmes informatiques appliqués à la gestion d'unités de production. Il sera responsable de l'analyse et de la mise en œuvre de nouveaux systèmes de gestion d'optimisation et de contrôle de production.

référence 44 A 814 - 7 M

Ces trois postes se situent à Lavéra (Commune de Martigues - Bouches-du-Rhône)

Tous ces postes nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et ouvrent des possibilités d'évolution de carrière à des candidats de valeur.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Chez un leader mondial
X, ECP, Mines, + MBA
pour

Diriger une division

CA 1,5 milliard,
1700 personnes, 11 filiales activité fortement exportatrice

Une société industrielle française renommée, filiale d'un groupe américain de tout premier plan, recherche le DIRECTEUR de son plus important centre de profits (80 % du CA consolidé).

Ce poste s'adresse à un véritable "Patron" ayant déjà assuré des responsabilités opérationnelles et dirigé des effectifs importants tant dans le domaine de la production que du commercial et du marketing.

Il s'agit d'une opportunité exceptionnelle pour un jeune manager de valeur, ayant 10 ans d'expérience professionnelle, de préférence dans le domaine des industries de process (cimenterie, chimie, sidérurgie...).

L'habitude de travailler au sein d'un groupe multinational, serait fortement appréciée.

Son envergure personnelle, ses qualités d'animateur, de décideur et de gestionnaire lui permettront de progresser au sein de la société et du groupe.
Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : **600 000 F.**

Ecrire sous réf. 43 B 781 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Gestetner

Chargé de recrutement (H/F)

Gestetner
Filiale française d'un groupe international commercialisant des produits bureautiques, reprographie, micro-édition. 400 personnes constituent notre force de vente (commerciaux, télévendeuses). Notre objectif est de gérer au mieux cette ressource majeure et c'est pourquoi nous étoffons notre équipe.

Votre mission
A partir d'une stratégie nouvellement mise en place, vous avez pour rôle de suivre les recrutements de notre force de vente, pour une grande part. Vous prospectez les candidats à l'intérieur de l'entreprise et à l'extérieur, les sélectionnez, suivez leur intégration. Vous êtes rattaché a la responsable du recrutement.

Votre profil
Vous avez une formation BAC + 4 (générale ou psychologie) et une expérience d'au moins deux ans du recrutement en cabinet ou en entreprise. Vous maîtrisez les outils de recrutement (tests...) et vous considérez les responsables de services comme vos propres clients.

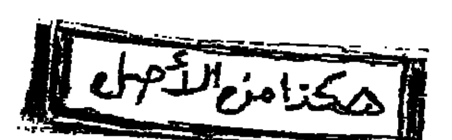
Déplacements à prévoir.

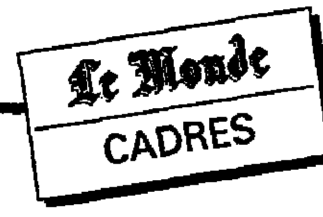
La maîtrise de l'univers document

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et pretentions au Departement Recrutement - 62, avenue du Gal malleret Joinville - 94400 Vitry-sur-Seine



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Société performante, filiale d'un groupe européen (40 000 personnes), recherche pour son unité industrielle récente et moderne (250 personnes) un

Jeune chef du personnel

qui poursuivra l'action du titulaire actuel promu dans une autre usine du groupe. Sa mission couvre l'ensemble des aspects de la fonction dans le cadre d'une politique de dialogue, d'ouverture et de gestion dynamique des ressources humaines.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure (IEP, Droit, Ecole de commerce), désireux de prendre une responsabilité globale après une expérience de 3 ou 4 ans acquise en milieu industriel.

Rémunération à la hauteur du potentiel recherché et réelles perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Poste : proche Metz.

Ecrire sous réf. 44 C 652 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Jeune diplômé
Futur chef de projets informatiques

PPG BOUSSOIS La Société BOUSSOIS, filiale de PPG, premier groupe verrier mondial, renforce l'équipe de son service informatique et est prête à faire confiance à un jeune diplômé de valeur.

Nous recherchons un candidat ingénieur ou MIAGE qui, soit par sa formation de base, soit par les stages qu'il a effectués, témoigne d'une solide motivation et de réelles aptitudes pour se former et progresser dans le domaine informatique. Il participera à l'étude et à la réalisation de projets concernant l'ensemble des activités de l'entreprise.

De larges possibilités d'évolution ultérieures sont ouvertes en fonction de ses goûts et aptitudes.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 44 B 706 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

BIENS D'EQUIPEMENT DE LA MAISON

Directeur commercial

- Une société leader et en expansion ;
- 1800 personnes - des usines modernes - de bons résultats ;
- Une gamme de produits constamment adaptés aux goûts et aux besoins de la clientèle ;

tel sera votre environnement de travail.

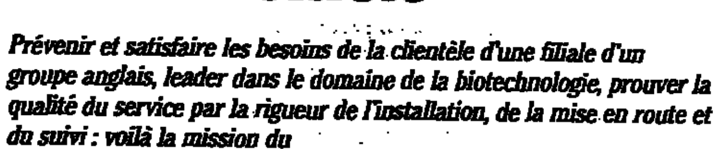
Nous recherchons un candidat de valeur, diplômé d'une grande école de commerce, ayant 10 ans d'expérience en marketing, animation d'équipes, négociation avec la grande distribution dans un domaine similaire (électroménager - ameublement - revêtements sols et murs...).
Il élaborera la politique commerciale, animera une équipe de ventes structurée et étoffée, négociera avec les grands clients.
Poste de premier plan pour un candidat désireux et capable de jouer un rôle clef dans la vie et le développement de l'entreprise.

Poste à Paris.
Ordre de grandeur de rémunération : **400 000 F +**

Ecrire sous réf. 44 A 778 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



Optimiser le service clientèle

Prévenir et satisfaire les besoins de la clientèle d'une filiale d'un groupe anglais, leader dans le domaine de la biotechnologie, prouver la qualité du service par la rigueur de l'installation, de la mise en route et du suivi : voilà la mission du

Responsable du département S.A.V.

En étroite relation avec la production et le service commercial présent sur le terrain, il saura évaluer les besoins des clients et définir le service le plus adapté.
Agé d'une trentaine d'années, il a de solides connaissances en électronique et mécanique et une bonne expérience en S.A.V.
Autonome, il a le sens du contact. Il intervient en France et à l'étranger et travaille en anglais.
Ecrivez sous référence 710607/M.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris



Euro Disneyland, S.A.R.L.
© Disney

Adjoint au Directeur des Ressources Humaines H/F

Sous l'autorité du D.R.H. détaché en France jusqu'à l'ouverture du Magic Kingdom d'**Euro Disneyland**, il rejoindra une équipe hautement performante pour être le Responsable du Département Administration et Gestion du Personnel (rémunérations, avantages sociaux, retraites, bilan social, expatriés, relations avec l'Administration et les partenaires sociaux, etc.). Tout en étant respectueux des procédures, il devra les faire évoluer grâce à sa créativité, communiquer avec aisance et dialoguer sur le terrain.

Une expérience réussie de plusieurs années dans une fonction similaire sera appréciée, l'avoir pratiquée dans une société anglo-saxonne de renom serait souhaité.

Une très bonne connaissance de la législation sociale, du dialogue avec les partenaires sociaux dans un contexte de filiale anglo-saxonne est requise. Formation supérieure juridique et parfaite maîtrise de l'Anglais parlé et écrit impératives.

Ce poste s'adresse à un jeune professionnel d'une trentaine d'années, à très fort potentiel, séduit par une fonction opérationnelle et enthousiasmé par le projet. Une formation de quelques mois aux Etats-Unis est prévue. Poste basé à Marne-la-Vallée.

Ecrire avec C.V. détaillé en anglais et français, prétentions et téléphone privé, sous référence 27018/M à **Daniele Chapuis**

MRI conseil 13, rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly.

CURRICULUM



PETOSEED
THE HYBRID VEGETABLE SEED COMPANY

Base Sud-Est France

PETOSEED est l'une des premières sociétés mondiales spécialisées dans la recherche, la production et la commercialisation de semences potagères.
Poursuivant notre expansion, la direction commerciale Europe, Moyen-Orient, Afrique, basée en France, vous propose de rejoindre une équipe jeune, dynamique et fortement impliquée.

Responsable commercial - Moyen-Orient

Vous aurez la responsabilité :
- du développement et suivi de la stratégie commerciale Moyen-Orient ;
- des prévisions de ventes à court et moyen terme ;
- des négociations avec les distributeurs et organismes officiels ;
- de la promotion de nos produits en liaison avec les responsables techniques ;
- de la prospection de nouveaux clients.

Sup. de Co ou Agro, vous avez obligatoirement l'expérience de vente de produits agricoles à l'export sur le Moyen-Orient ou l'Afrique. Anglais courant. L'arabe serait un plus. (Réf. 8729/M)

Jeune promoteur technique - Algérie, Maroc, Tunisie

Vous placerez auprès des agriculteurs et organismes officiels des échantillons et assurerez le suivi des essais par un appui technique et logistique.
Diplômé supérieur en agriculture, avec une connaissance pratique des cultures maraîchères, première expérience de ces pays où vous passerez 60 % de votre temps.
La maîtrise de l'arabe serait un plus. (Réf. 8730/M)
Merci d'envoyer lettre manus + C.V. + photo + prét. en précisant la référence choisie à notre Conseil R. LIOTARD - CAPFOR MEDITERRANEE - CA Evolic, B6 - 13127 VITROLLES.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - ROUEN - ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER

MÉDIA PA

Ville du PUY-EN-VELAY,
26 000 habitants
chef-lieu du département de la Haute-Loire, ville centre d'agglomérations 50 000 habitants, district 45 000 habitants

recrute d'urgence

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

selon les conditions statutaires habituelles
L'emploi bénéficie d'un surclassement indiciaire et d'une indemnité représentative de logement (un diplôme de 3e cycle universitaire serait apprécié).

PROFIL

- Expérience de la gestion communale d'une ville moyenne dans l'ensemble de ses domaines d'application ;
- Professionnel de l'organisation, de la gestion et de l'animation du personnel ;
- Sens du contact, de la communication institutionnelle et du travail en équipe ;
- Qualités de rigueur, de dynamisme et de disponibilité.

Les candidatures sont à adresser accompagnées d'un c.v. et d'une photo à titre personnel à MONSIEUR LE MAIRE, MAIRIE, PLACE DU MARTOURET, 43000 LE PUY-EN-VELAY.

BIENS D'ÉQUIPEMENT DE LA MAISON

Crédit Manager
France-Export

Une marque renommée, un outil industriel moderne, un rattachement à un groupe américain de premier plan, tel est l'environnement que nous proposons au Crédit Manager que nous recherchons.
Il sera rattaché au Directeur Financier et travaillera en étroite collaboration avec la Direction Commerciale.

Sa mission : Il sera responsable :
- du risque clients, analyse de solvabilité, fixation des critères en cours estimés et autorisés ;
- de l'amélioration des résultats économiques : réduction des délais de paiement, diminution des en-cours... ;
- du recouvrement : il sera garant d'un système de relance adapté, rigoureux et fiable et l'interlocuteur privilégié des clients pour la solution des litiges ;
- il animera une équipe de collaborateurs qualifiés ;
- en outre, pour l'exportation, il participera aux négociations avec la COFACE.

Son profil : HEC, ESSEC, ESCP, ou équivalent, disposant de trois à cinq ans d'une expérience similaire ou proche (analyse de crédit, contrôleur de gestion d'une activité commerciale...).
Familiarisé avec l'outil informatique, ayant une bonne connaissance de l'anglais, la réussite à ce poste nécessite d'allier au sens des réalités commerciales la rigueur financière. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 41 A 772 - 7M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



Le LEADER MONDIAL de l'Immobilier d'Entreprise recherche, dans le cadre de son expansion, son

RESPONSABLE ETUDES ET RECHERCHE

- Si vous vous sentez à l'aise pour réaliser des études de marché, exploiter des statistiques, traiter l'information,
- Si vous avez une bonne connaissance du secteur « Immobilier d'Entreprise »...,
- Si votre formation supérieure (ESC, IEP, MIAGE ou similaires) et votre expérience (3 ans minimum dans un poste identique) vous permettent de prendre en charge l'ensemble de ces problèmes...,
- Si vous vous sentez capable, en particulier, de synthétiser vos travaux sous forme de rapports périodiques grâce à votre facilité de rédaction...,
- Si vous avez une excellente pratique de l'anglais avec un désir d'ouverture à l'environnement international...,
- Si vous êtes intéressé à faire carrière chez le leader mondial de l'Immobilier d'Entreprise...,

Envoyez votre candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions à PARAPHE - sous réf. M 7108 - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra. Discrétion absolue.

Jones Lang Wootton

CONSULTANTS IMMOBILIERS INTERNATIONAUX



LA MAISON DE LA CULTURE DE LA ROCHELLE ET DU CENTRE OUEST

Une vraie maison de productions : video, danse, arts plastiques un "Lieu" au coeur de la ville ouvert aux plus grands artistes, une programmation "haut de gamme" une image locale et nationale forte

RECRUTE

RESPONSABLE DES RELATIONS AUX PUBLICS

Il (elle) développe, sur le terrain, le réseau de vente, définit les opérations, moyens promotionnels nécessaires, en liaison avec le Directeur et la Responsable de la Communication
Expérience indispensable

CHARGE DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE

Il (elle) développe la politique de production mise en place : étude des projets, recherches de partenaires, montage financier, juridique, suivi de la production.
Expérience et connaissance du milieu audiovisuel indispensables

Adresser lettre manuscrite et C.V à :
Maison de la Culture
B.P 125 17000 La Rochelle

Recruter les meilleurs
pour un groupe français à dimension internationale

Notre équipe de recrutement de cadres, dynamique et performante, souhaite se renforcer pour répondre toujours mieux aux besoins des sociétés de notre groupe en plein développement :

- Aujourd'hui 40 000 personnes (4 000 cadres), depuis toujours une importance particulière accordée aux facteurs humains dans l'entreprise ;
- Nous recherchons un candidat de formation psychologue (psycho. Prat., DESS psychologie du travail...) ayant 3 ans d'expérience dans le recrutement, en cabinet ou en entreprise, capable de mener avec autonomie des missions vivantes et variées en prise directe avec des interlocuteurs multiples ;
- Ce poste constituera un excellent tremplin pour évoluer dans notre groupe, vers une carrière relations humaines ou opérationnelle.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 44 A 815 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Qu'importe l'ivresse, pourvu qu'on ait de beaux flacons !

Premier producteur mondial de flacons en verre, nous poursuivons la modernisation de notre outil industriel. La nouvelle organisation en deux Divisions Pharmacie et Parfumerie nous conduit à rechercher trois jeunes ingénieurs pour notre usine de 1800 personnes, à Mers les Bains en Picardie.

Responsable unité moules

Réf. 765 750 M

Par l'intermédiaire de machines ultra-performantes, le verre à plus de 1000° tombe dans des moules d'ébauche et de finition qui lui donnent sa forme finale. L'unité moules du Département Parfumerie que nous vous proposons de diriger occupe une centaine de personnes. Vous établirez avec votre bureau d'études (15 personnes), les plans projets et préparerez les dossiers d'outillages. Responsable des achats moules, vous gèrerez un budget annuel de plus de 30 millions de francs et contrôlerez la qualité des prestations des fournisseurs. Enfin, vous animerez les quelques 80 personnes attachées à l'entretien de ces moules.

Ingénieur mécanicien, vous avez largement prouvé vos qualités d'animation et de communication en bureau d'études et en production. Au titre de responsable de 30 millions de francs d'achats, nous vous demanderons en plus des talents de négociateur. Avec tous ces atouts votre avenir est assuré dans notre Groupe !

Ingénieur travaux neufs

Réf. 766 752 M

Ingénieur en électricité ou en électromécanique, votre première expérience industrielle en bureau d'études et en travaux vous prédispose, dans notre usine, à préparer et à concrétiser, sur le terrain, nos projets d'investissements industriels.

Trois missions essentielles : examen des projets et animation du bureau d'études (12 personnes); choix des fournisseurs et suivi des réalisations, préparation et suivi du budget annuel d'investissement compris régulièrement entre 20 et 60 millions de francs. Vous serez ainsi sur la voie royale pour diriger l'ensemble Entretien-Travaux neufs (180 personnes).

Futur responsable du contrôle qualité

Réf. 768 752 M

Dans le Département Parfumerie de notre usine, vous assisterez, avant de le remplacer, notre Responsable Qualité jusqu'à son départ en retraite, prévu dans l'année. Avec lui, et en relation avec les clients, vous établirez les cahiers des charges et définirez les normes de qualité lors de la création de nouveaux produits ou de leur évolution. Vous mettrez en place les procédures de contrôle et d'assurance qualité et règlerez avec les technico-commerciaux et la fabrication les éventuels problèmes.

Ingénieur diplômé, vous pouvez faire état d'une expérience réussie dans le contrôle qualité ou en fabrication où vos aptitudes à l'animation ont pu être mises en valeur. Vous l'avez compris, le sens du service client et un goût certain pour la communication vous seront nécessaires.

Pour chacun de ces postes, les possibilités d'évolution au sein du groupe sont réelles. Adressez vite un dossier complet aux consultants de Sirca qui nous assistent dans ces recherches, en précisant bien la référence qui vous concerne, au 64 rue La Boétie - 75008 PARIS.



Membre de Syntec

SOURCES

SOCIETE LEADER SUR LE MARCHE

recherche pour son département

GMS

CADRE Commercial

Spécialiste rayon accessoires automobiles.
Négociation haut niveau, très bien introduit centrales d'achats et magasins, déplacements sur tout le territoire.
Ce poste conviendrait parfaitement à un homme 35 ans minimum, BAC + 3, + 3 ans d'experience en distribution grand public.
Salaire intéressant + frais + voiture.
Poste à pourvoir en Décembre.

Envoyer lettre manuscrite avec CV et photo s/réf. 31460 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

PME BATIMENT près banlieue Nord Paris recherche

COLLABORATEUR JURIDIQUE H./F.

Il prendra en charge, auprès du secrétaire général, les suivis et contrôles des contentieux et contrats.

FORMATION : maîtrise de droit privé avec 3/5 ans expér. en entreprise ou cabinet d'affaires.

Adresse lettre manus., c.v. + photo s/réf. 15 528, PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris qui tr.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL en expansion rapide recherche une jeune

sténodactylo

- Titulaire d'un BTS
- Débutante ou 1re expérience
- Excellente sténo et dactylo
- Qualités d'accueil de présentation

Elle sera chargée de l'organisat. et du suivi des activités des resp. de la société, de l'accueil et des contrats avec des interlocuteurs de haut niveau.
Réelles possibilités d'évolution.

Ecr. avec c.v., ph. s/réf. 5 292 AD'COM, 32, rue Pierret, 92200 Neuilly-s/Seine.

Responsable du personnel en Alsace

L'une de nos richesses, c'est plus de 1000 emplois... Filiale d'un groupe allemand multinational performant, nous commercialisons et produisons des équipements electromécaniques.

Aujourd'hui, pour prendre en charge au plan stratégique et très concrètement sur le terrain notre fonction personnel, nous attendons à la fois un véritable animateur et un professionnel. En liaison avec la hiérarchie, l'une de vos missions et non des moindres, est de gérer le présent afin d'assurer le bon fonctionnement de l'usine. Au-delà, vous proposez une politique sociale que vous mettrez en œuvre. De plus, objectif immédiat : *vous implantez un nouveau progiciel de gestion du personnel.*

Outre une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction, vous avez une formation supérieure et possédez une bonne connaissance de la *législation sociale et de la gestion du personnel de production.* Homme de dialogue et de négociation, la pratique de l'allemand et du dialecte alsacien vous est nécessaire pour réussir dans ce poste *basé dans une ville proche de Strasbourg.*

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous référence 1217 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79/83 rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

SOURCES

EXPERTISE COMPTABLE

Départ : NANCY — Destination : PARIS

Cabinet d'Audit et de Conseil d'importance nationale (230 personnes à Paris) recherche dans le cadre de ses activités d'expertise comptable un CHEF DE MISSION

- Capable d'assurer pendant quelques mois une responsabilité opérationnelle dans la région de Nancy ;
- Désireux de faire évoluer sa carrière en rejoignant ensuite une équipe d'expertise-conseil (30 personnes) basée à Paris.

Le candidat aura une formation supérieure et une expérience d'au moins 3 ans en cabinet ou une pratique de même durée à un poste d'encadrement dans un service comptable.

Disponibilité très rapide. Rémunération motivante.

Merci d'adr. votre dossier de candid. (c.v., photo, lettre) à M. J.-M. Mathieu, 8, r. Bellini, 75782 PARIS CEDEX 16.

MEMBRE DE SYNTEC

Une des principales filiales d'un groupe multinational français (C.A. : 1000 000 000), spécialisée dans la production et la commercialisation de Produits Electroménagers, recherche son

RESPONSABLE CONTROLE - QUALITE

(Electroménage et Pesage Electronique)

Directement rattaché à la Division Développement Qualité, il est Responsable de la Fonction Qualité aux niveaux de la conception de produits nouveaux, de la fabrication (contrôle réception, fabrication, produits finis) et de la mise en place des actions correctives à partir des analyses S.A.V.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur (ou équivalent) de formation Electronique, Mécanique, par exemple, 35 ans environ, ayant acquis une bonne connaissance des produits électroménagers (préférence petit électroménager) ou encore une solide expérience dans les industries mécaniques (automobile, produits de grande consommation).

Il doit être autonome, rigoureux, très organisé, à l'aise dans l'analyse et la synthèse et homme de terrain. Le poste est basé en Savoie.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 50.015/M à J.C. DEREY, SELE-CEGOS, 204, Rond Point du Pont de Sèvres 92516 Boulogne Billancourt Cedex.

sélé CEGOS

CURRICULUM

Importante Société de Transport recherche

2 ASSISTANTS COMMERCIAUX H/F

25-35 ans, motivés avec solide expérience de terrain.
Niveau BAC + 2, véhicule indispensable.
Lieux de travail : 78 - 91 - 93 - 95.

Écrire avec C.V. + photo + lettre manuscrite à M. le Chef de Service des Relations Humaines
C.N.C. - 20, rue Hector-Malot
75560 PARIS CEDEX 12

DIRECTION DE FILIALE

IONITHERM, filiale de METANIC S.A., commercialise des capteurs et outils de régulation de température.

Ingénieur de formation ou diplômé d'une Ecole de Commerce type Sup. de Co, vous possédez 5 ans d'expérience professionnelle réussie en milieu industriel.

Véritable battant, doté d'un fort tempérament commercial, vous avez le goût des contacts et de l'animation des hommes et savez conjuguer Qualité et Rentabilité.

Nous vous confierons la direction de notre filiale (25 personnes).
Vous bénéficierez des moyens logistiques du Groupe pour vous permettre de participer activement aux définitions d'objectifs et actions stratégiques de développement.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre dossier *de candidature sous référence 6038/M à Nicole Viaud.*
METANIC - VULCANIC, Z.I. Les Chanoux
48, rue Louis Ampère 93300 Neuilly-sur-Marne.

UNE ENTREPRISE A TAILLE HUMAINE
LEADER DE L'ELECTROTHERMIE INDUSTRIELLE

METANIC

AXIAL

Organisme de formation et de conseil

recherche

ANIMATEUR DE FORMATION CONSEIL EN ENTREPRISE

FONCTIONS :
- Coordinateur d'un centre de formation et d'insertion professionnelle ;
- Formateur et conseiller en gestion de ressources humaines.

PROFIL :
- Expérience de l'entreprise avec responsabilités ;
- Pratique de la formation d'adultes ;
- Pratique de la micro-informatique.

Poste à pourvoir de suite.

Adr. c.v. détaillé + photo sous le nº 8 135, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

Responsable logistique

Direction Distribution Physique 280.000 F. +

De formation supérieure, vous avez une solide expérience de la **distribution physique** et maîtrisez tous les aspects de la livraison: commerciaux, techniques, humains. Organisateur, vous savez mener les hommes et travailler en équipe. Au sein de la division logistique de notre entreprise, leader dans le domaine VPC, vous *dirigerez et dynamiserez le service de nos livraisons* en étroite relation avec notre direction. Vous contribuerez par votre professionnalisme au challenge commercial de *notre entreprise : garantir aux clients de la région* parisienne une livraison rapide, fiable et de qualité.

Les perspectives d'évolution sont ouvertes. Réf. 805/LM

Merci d'adresser votre candidature à

JFD conseil 8, rue Saint Philippe du Roule 75008 PARIS.

CURRICULUM

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Zône Europe-Afrique du Nord

La société FILTRES CREPINES JOHNSON S.A. fabrique et commercialise du matériel de filtration de haute technicité destiné à des industries diverses (*pétrochimie, extraction minière, agro-alimentaire...*) et aux forages et prises d'eau.

Elle recherche un jeune ingénieur (Génie mécanique, chimie...) pour commercialiser ses produits industriels en **Europe** et en ***Afrique du Nord***.

De formation ENSI, INSA ou similaire, le candidat a une première expérience commerciale en milieu industriel.
Anglais indispensable. Allemand apprécié.

Lieu de travail : CHATELLERAULT (86) avec déplacements fréquents.

Adresser C.V. détaillé sous réf.872/04 M à FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 PARIS.

FRANCE CADRES

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Hebdomadaire professionnel leader sur son marché

recherche

JEUNE JOURNALISTE ÉCONOMIQUE

Sous la responsabilité d'un chef de rubrique, il ou elle aura à suivre la vie des entreprises d'un secteur industriel important de biens de consommation, ainsi que l'actualité ayant trait à l'environnement de ces entreprises (organisations professionnelles, administrations, études, etc.).

Nous demandons : formation supérieure (sciences po, sciences éco ou équivalent) : deux ans d'expérience en hebdo ou quotidien ; rapidité et dynamisme ; sens de l'actualité ; maîtrise rédactionnelle parfaite.

Ecrire avec c.v., photo et prétentions à Christine Spiecart, 61, rue de Malte, 75541 PARIS CEDEX 11.

Une entreprise parmi les leaders sur un marché porteur et en pleine expansion située à Paris, recherche pour son Département MARKETING DIRECT un (e)

ADJOINT(E) DU RESPONSABLE MARKETING (STYLE CHEF DE PRODUITS)

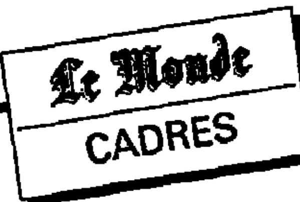
Ce poste conviendrait à un (e) jeune ESC ou similaire ayant quelques années d'expérience en cabinet ou en entreprise dans le Marketing ou VPC.

Il (elle) participera à l'élaboration des objectifs, à la définition des plans média, assurera la coordination avec l'équipe de publicité et contrôlera et analysera les résultats marketing ainsi que la gestion de la base de données Communications.

Nous recherchons surtout un homme ou une femme ayant des idées et étant capable de les quantifier.

Anglais indispensable.

Merci d'envoyer C.V., *photo en indiquant* la rémunération actuelle, sous réf. 6126-M à Mamrégies, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra



Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

RESPONSABLE COMMERCIAL

Cette filiale de grands groupes industriels européens recherche pour son établissement situé dans une ville agréable de la **COTE ATLANTIQUE**, un Responsable Commercial.

Rattaché au Directeur de l'établissement, il aura pour principales missions : l'analyse des marchés (national et international), la définition de la stratégie commerciale, l'animation et la gestion des services englobant une trentaine de personnes, la responsabilité financière des affaires.

Ce poste s'adresse à un candidat dynamique, disposant d'un bon sens de l'organisation, rompu à l'encadrement et aimant le travail en équipe, gestionnaire rigoureux, âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce ou d'Ingénieur) et pouvant justifier d'une expérience commerciale réussie, acquise à ce niveau de responsabilités dans la vente d'équipements industriels semi-lourds.

Une bonne culture dans le domaine de la mécanique est indispensable, la connaissance des gros moteurs diesel serait appréciée.

La pratique courante de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 17/2324 A à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

ESC, Maîtrise Sciences Eco, Gestion... de l'école aux travaux pratiques.

AGF, c'est un grand de l'Assurance. C'est aussi une merveilleuse opportunité pour ceux qui entendent faire fructifier rapidement leurs connaissances en Gestion, en Marketing et en Sciences commerciales. Notre devise "TOUS POUR LE CLIENT" vous sollicitera en permanence sur tous ces plans.

Priorité au terrain. Vous serez entraîné à élargir la notion de service, à développer des plans de marché, à animer des équipes multidisciplinaires. Donc, à asseoir vos compétences et votre talent de futur Responsable de Région. Bientôt, vous serez un manager reconnu. Le Particulier comme l'Entreprise n'auront plus de secret pour vous.

Ce poste de haut niveau de responsabilités, autonome, vivant, au carrefour des exigences techniques, financières et commerciales est assorti de tous les moyens nécessaires à votre réussite. Intéressé ? Les consultants de Sirca sont prêts à répondre à toutes vos questions. Prenez contact dès aujourd'hui avec eux en leur adressant votre dossier sous référence 754832 M, 64 rue La Boétie, 75008 PARIS.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec

Responsable gestion des ressources humaines

≈ 300 KF

Nous sommes la filiale d'un grand groupe industriel (400 personnes). Nous souhaitons optimiser nos ressources humaines en créant cette nouvelle fonction.
Rattaché au directeur du personnel qu'il assiste dans certaines missions (réunions délégués du personnel, CHSCT...), il est chargé d'évaluer les ressources humaines et de proposer des recommandations (optimisation de l'appréciation des performances, politique de rémunération, actions de communication et de formation, etc...).
Diplômé de l'enseignement supérieur (Dauphine, I.E.P., CELSA...), vous possédez une expérience de 5 ans environ acquise dans une entreprise ou un cabinet conseil (recrutement, gestion des ressources humaines, etc...).
Une bonne performance à ce poste constituera pour vous une garantie d'évolution rapide vers une direction du personnel.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. A/123.87.M à notre Conseil CRITERE - 12, rue Pergolèse 75116 Paris.



LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Le département d'Eure-et-Loir

RECRUTE

par voie de détachement

un fonctionnaire de catégorie « A »

Nature de l'emploi :

Placé sous l'autorité du directeur général des services départementaux d'Eure-et-Loir, il sera adjoint du chef du service des finances et aura à traiter des problèmes financiers nécessitant des études approfondies. Le fonctionnaire nommé sur ce poste percevra, outre son traitement principal, une rémunération complémentaire liée à l'emploi.

Conditions requises :

Peuvent faire acte de candidature :
— Les fonctionnaires de catégorie « A » de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale.

Dossiers de candidatures :

Les dossiers de candidatures comporteront :
— Un c.v. détaillé faisant notamment ressortir l'expérience antérieure du candidat ;
— Une photographie d'identité ;
— Une copie du dernier arrêté portant promotion d'échelon.

Ils devront être adressés, avant le 1er **décembre 1987**, à :
Monsieur le Président du conseil général d'Eure-et-Loir
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX
moyens généraux, bureau du personnel
31, rue Sainte-Même, 28026 CHARTRES CEDEX.

AVIS DE RECRUTEMENT

Le département d'Eure-et-Loir

recrute
par voie de détachement

un adjoint technique

Nature de l'emploi :

Placé sous l'autorité du directeur général des services départementaux d'Eure-et-Loir, il sera l'adjoint du responsable des constructions scolaires.

Conditions requises :

Peuvent faire acte de candidature :
Les fonctionnaires possédant la qualification d'adjoint technique, option constructions publiques de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale.
Une expérience de deux années en ce domaine est souhaitée.

Dossiers de candidature :

Les dossiers de candidatures comporteront :
– Un c.v. détaillé faisant notamment ressortir l'expérience antérieure du candidat ;
– Une photo d'identité ;
– Une copie du dernier arrêté de promotion d'échelon.

Ils devront être adressés, avant le 1er décembre 1987, à :
Monsieur le Président du conseil général d'Eure-et-Loir
Direction générale des services départementaux
moyens généraux, bureau du personnel
31, rue Sainte-Même,
28026 CHARTRES CEDEX.



Revue Professionnelle de la Distribution, destinée aux GMS recherche

JOURNALISTE SPECIALISÉ

De formation supérieure, enthousiaste, disponible, imaginatif, doué(e) d'une bonne capacité de synthèse, vous devrez être capable d'apporter aux professionnels de la Distribution l'information qu'ils attendent réellement.

Au bout de quelques mois, vous aurez acquis suffisamment d'autonomie pour participer efficacement à l'élaboration du contenu rédactionnel.

Plus que la formation, la motivation constituera donc un critère important.

LINEAIRES est une revue jeune, vivante, adaptée au monde moderne.

Résidence : Rennes (35). Déplacement dans toute la France et à l'étranger.

Envoyer CV., lettre manuscrite + photo aux Éditions du BOISBAUDRY - BP 1115 - 35014 Rennes cedex

COMMUNICO



LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recherche pour son
SERVICE INFORMATIQUE

I) UN CHEF DE PROJET

* Ayant une bonne maîtrise des bases de données.
* Expérience d'une méthode d'analyse et de réalisation souhaitée.
* Matériel utilisé : BULL DPS6/GCO S6 ; DPS7/GCO S7.

RECRUTEMENT :
* Soit par voie de détachement ;
  Condition : être titulaire du grade d'ingénieur spécialité informatique ;
* Soit par voie de contrat :
  Conditions : posséder un diplôme d'ingénieur ou un diplôme de l'enseignement supérieur en informatique, et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans.

II) UN CHEF DE PRODUCTION

* Ayant des relations avec les services utilisateurs, de la coordination des secteurs d'exploitation et de préparation.
  Il devra avoir le souci de l'optimisation des ressources et sera responsable de l'établissement et du suivi de la planification, et de l'analyse des résultats.

RECRUTEMENT
* Soit par voie de détachement :
  Conditions : être titulaire dans un grade de catégorie A et justifier d'une expérience similaire.
* Soit par voie de contrat :
  Conditions : être diplômé de l'enseignement supérieur et justifier d'une expérience professionnelle. Connaissances du matériel BULL et des réseaux appréciées.

Transmettre les dossiers de candidatures comprenant :
* Une lettre motivée ;
* Un curriculum vitae (avec prétentions) ;
* Photocopie du dernier arrêté de promotion ou celle des diplômes ;
* Une photographie d'identité.

Au plus tard le LUNDI 30 NOVEMBRE 1987, délai de rigueur, cachet de la poste faisant foi à : L'HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
1er bureau, recrutement, pièce 404
avenue du Général-de-Gaulle, 94011 Créteil Cedex.

Organisme de formation
recherche
ANIMATEURS VACATAIRES
en création d'entreprise, niveau Bac + 2.
PROSPECTEURS RELATIONS ENTREPRISE
Envoyer c.v. à IFC 2, rue de la Haute-Rouge, 75008 Paris.

ENTREPRISE
DE NÉGOCE INTERNATIONAL,
c.a. 200 M.F.,
en expansion, 40 personnes,
RECHERCHE
son directeur financier et administratif bilingue (anglais), dynamisme et connaissance du nautisme souhaités, poste à pourvoir région Côte d'Azur. Rémunération annuelle possible, supérieure à 200 000 F. Adresser c.v. et photo à Havas Nice, 06072 Cedex, B.P. 348, réf. 0818.

Rech. sec. compt. m.-tps conn. infor. ass. T'assure, 2, allée Ravel, 91190 Goussainville.

BIMENSUEL
GRANDE DISTRIBUTION
ET COMMERCE DE DÉTAIL
cherche
JOURNALISTE SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
POUR SECONDER
LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA RÉDACTION : rewriting, vérification et préparation des textes, titres, chapos, relecture (excellente orthographe indispensable), liaisons avec les corresp. régionaux.

Il ne sera répondu qu'aux candidatures avec lettre manuscrite, c.v., prétentions, et photo adressées à Mme Le Blanc, 14, rue Chaptal, B.P.82, 92303 Levallois.

ENCYCLOPAEDIA
UNIVERSALIS
offre carrière commerciale à
COLLABORATEURS-
COLLABORATRICES
25 ans mini., bonne culture générale, formation assurée, salaire motivant, poste évolutif. Tél. au 45-38-68-71.

PME pleine expansion
Z.I. de Paris-Nord (Villepinte)
(entreprise de négoce)
RECHERCHE

responsable logistique

directement attaché à la D.G.

SES RESPONSABILITÉS :
– Coordonner le flux des produits ;
– Gérer les objectifs en coûts et services ;
– Communiquer avec les autres responsables (achats, commercial, administratif et financier).

SES FONCTIONS :
– Faire évoluer le système de distribution physique et exploiter les moyens informatiques ;
– Gérer son personnel ;
– Maîtriser les approvisionnements dans le cadre de négociations définies par la fonction achat.

SON PROFIL :
– Expérience d'une dizaine d'années en logistique ;
– Connaissance des bases de la gestion sur informatique ;
– Parfaite maîtrise des techniques de stockage et manutenttion ;
– Maîtrise de la douane et/ou de l'organisation des transports appréciée :
– Connaissance de l'anglais appréciée.

Envoyer dossier de candidature à :
M. DAUGUET, B.P. 50091, 95948 ROISSY CDG CEDEX.

Cabinet d'expertise comptable de dimension nationale

recherche pour ses bureaux
de GRENOBLE, LYON et TOULOUSE

D.E.C.S.
+ SCIENCES ÉCO ou E.S.C. souhaité

intéressé par le conseil et l'assistance comptable de structures de l'économie sociale et de comité d'entreprise.

Envoyer c.v. et prétentions sous le nº 8 109 M
LE MONDE PUBLICITÉ, *5, rue Montessuy, PARIS-7e.*

elf antargaz

recherche
Ingénieur Technico-Commercial

Direction Régionale de Rennes.

Animateur de l'équipe technico-commerciale, il mène les démarches et les négociations **COMMERCIALES** et assiste la Direction Régionale pour tous les problèmes **TECHNIQUES** gaz en clientèle (interventions, réalisation d'études technico-économiques).

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste des ingénieurs diplômés ENSI, A & M, INSA, IDN ou équivalent et justifiant d'une expérience dans le domaine THERMIQUE.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions



Service Recrutement
4, rue Léon Jost - 75017 PARIS.

Pierre Lichau

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JURISTE CHARGE DE MISSION

Nous vous offrons l'opportunité de vous intégrer dans une banque jeune et dynamique, la **CASDEN BANQUE POPULAIRE** (330 personnes, 450 000 clients, plus de 12 milliards de total bilan), située dans un cadre agréable à MARNE-LA-VALLEE (25 mn en RER depuis Châtelet).

Pour ce nouveau poste, nous souhaitons rencontrer un Juriste (âgé d'environ 28-30 ans) possédant de bonnes connaissances *du formalisme juridique acquises lors d'une* expérience similaire (3 ans) en cabinet.

Vous êtes, bien sûr, titulaire d'un DEA ou d'un DESS Droit des Affaires... et vous avez un sens diplomatique certain.

Rattaché au Directeur du Cabinet de la Présidence, vous *vous occuperez essentiellement des créations et fusions* des filiales de notre Banque (rédaction des statuts, suivi *administratif...*).

Intégrer un groupe bancaire dynamique à un poste autonome et évolutif vous motive : prouvez-le-nous et contactez les collaboratrices d'**ALLO-CARRIERES** au 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h (Précisez la réf. 654).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la réf. 654/LM, chez ALLO-CARRIERES - 71, *avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.*



CASDEN
Banque Populaire

MEDIA BA

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION



Important Fabricant en Bijouterie - Joaillerie
CA 220 MF - 2 centres de production, recherche un

Vous avez une formation supérieure en Gestion, vous êtes un inconditionnel de la micro-informatique et bon praticien du d BASE III et Lotus 1.2.3. Une première expérience professionnelle vous permet d'être rapidement opérationnel avec les services de production.

Vous connaissez l'anglais courant.

Notre contrôleur de gestion souhaite vous confier l'élaboration de programmes permettant de gérer sur micro l'ensemble de nos gammes de produits.

Poste basé à Paris.

Merci d'écrire avec CV détaillé en précisant votre salaire actuel sous réf. 887 à Denis JOUSSET - PLEIN EMPLOI
10, rue du Mail - 75002 PARIS.



REGION LILLOISE

JURISTE D'ENTREPRISE EXPERIMENTE

Un grand groupe français à dimension internationale (16000 personnes, 18 milliards de francs de volume d'affaires), présent dans des secteurs industriels et commerciaux très diversifiés, recherche un juriste d'entreprise expérimenté.

Chargé, sous la responsabilité du Directeur Juridique, de dossiers dans les différents domaines du droit des affaires, du droit commercial et de celui des sociétés, vous serez en relation permanente avec les directeurs opérationnels de nos activités industrielles et commerciales, en développant une démarche préventive des affaires.

Une formation de type DESS, DEA ou DJCE est indispensable. Nous souhaitons une expérience professionnelle de 5 ans minimum en service juridique d'entreprise ou en cabinet conseil. La pratique de l'anglais constitue un atout complémentaire.

Si cette opportunité est susceptible de correspondre à votre projet professionnel, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite), sous réf. 19673, à MEDIA SYSTEM, 2 rue de la Tour des Dames, 75009 Paris, qui transmettra.



CHEZ LCC, SEULS LES COMPOSANTS SONT PASSIFS

Implanté tant en France qu'à l'étranger, **LCC** (1 *Milliard de CA dont plus de* 50 % à l'export), filiale du Groupe THOMSON, compte parmi les leaders mondiaux des composants passifs. Notre développement est conforté par un contrôle *budgétaire et financier dynamique et rigoureux.*

CONTROLEUR DE GESTION H/F

Nous vous proposons la responsabilité complète du contrôle de gestion d'un de nos centres de profit situé en Côte d'Or (480 personnes en études, développement, fabrications...).

- Vous développez les tableaux de bord, et outils de gestion associés, indispensables à la mise en oeuvre par les opérationnels d'un véritable *management par objectifs.*
- Vous analysez les écarts et contribuez à la définition des mesures correctives.
- Vous êtes la cheville ouvrière de la préparation du budget et participez à l'élaboration du plan à moyen terme.
- Vous garantissez la fiabilité du reporting du centre.

Diplômé d'une grande école de gestion (HEC-ESSEC-ESCP...) vous disposez d'une première expérience en gestion (5 ans) acquise de préférence en site industriel.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Jean-Marc ANTOINE - Direction des Affaires Sociales - **THOMSON LCC** - 50 rue J.P. Timbaud - 92400 COURBEVOIE

THOMSON LCC

HAVAS CONTACT

LVMH

MOËT HENNESSY . LOUIS VUITTON

La fusion récente de Moët Hennessy et de Louis Vuitton donne aujourd'hui au nouveau groupe une dimension internationale encore plus importante et conforte notre image de leader dans le domaine des produits de luxe. Notre développement nous conduit à rechercher

un Auditeur Interne

Paris

Rattaché au Directeur Financier, il mettra en place l'activité d'audit interne, avec pour premier objectif le suivi des opérations réalisées par certaines de nos filiales étrangères (USA et Extrême-Orient). Des missions plus variées lui seront confiées ultérieurement.

Agé d'environ 30 ans, parlant anglais, de formation supérieure (ESC ou maîtrise de gestion), vous justifiez d'une expérience d'environ 4 ans acquise dans un cabinet d'audit réputé. De fréquents déplacements sont à prévoir.

Votre autonomie, vos qualités relationnelles et votre potentiel vous permettront à terme d'évoluer au sein de notre groupe. (Réf : C 115/M).

un Fiscaliste International

Paris

Dépendant du Directeur des services comptables et fiscaux, il sera chargé *d'optimiser la fiscalité du groupe.*

Il interviendra tant au plan de la fiscalité française qu'internationale, et participera *activement à divers travaux dans le cadre du régime de l'intégration* fiscale dont bénéficie notre groupe.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure en fiscalité (DESS), une formation comptable serait un atout supplémentaire. Une expérience d'environ 5 ans acquise au sein d'une structure internationale (cabinet ou groupe multinational), une bonne ouverture d'esprit et la maîtrise de l'anglais sont indispensables. (Réf : B 114/M).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) en mentionnant la référence indiquée à Ernst & Whinney, 150 boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W **Ernst & Whinney Conseil**

DESSEIN



Société de dimension internationale recherche pour sa Division composants électromécaniques en France (1000 personnes)

JEUNE ANALYSTE FINANCIER

Si tel est votre profil :
- formation *supérieure en finance-comptabilité,*
- bonne maîtrise de la langue anglaise,
- une *première expérience professionnelle* réussie.

Voici la mission que nous vous conferons :
- l'analyse et la consolidation des rapports financiers des différentes unités,
- l'établissement du bilan,
- l'*élaboration du budget de frais et l'analyse* des écarts,
- la participation à l'élaboration et à la consolidation du budget annuel et des plans à moyen terme.

Vos atouts supplémentaires pour le poste :
- connaissance de la comptabilité anglo-saxonne,
- pratique de la micro-informatique (lotus 1-2-3)

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à J. TERTRAIS qui examinera votre candidature.



Composants et instruments
Division Composants Electromécaniques
B.P. 359 - 39105 DOLE Cedex.

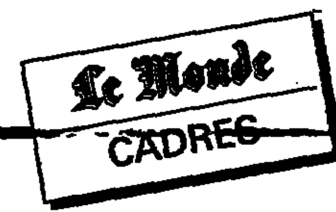
Controleur de Gestion de nos filiales

Notre Groupe international particulièrement performant dans *ses résultats et la qualité de son outil industriel crée ce poste* très motivant pour un candidat ambitieux. En prise directe avec la Direction du Groupe et les équipes de direction d'une dizaine de filiales françaises réalisant jusqu'à 500 MF de C.A., vous interviendrez dans le processus budgétaire, le reporting, les études et analyses économiques. De plus, vous apporterez votre concours à la rénovation en cours des systèmes d'information. C'est là l'une des dynamiques du poste. De *formation* supérieure (Grande Ecole de Gestion...), à environ 30 ans, vous valoriserez votre première expérience au sein d'un groupe de *forte notoriété dont le siège est implanté dans une agréable* ville universitaire.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier *de candidature, sous la réf.* 27241/M, en indiquant vos prétentions, à notre Conseil, Edith Giacchetti, CPA, 3, rue de Liège, *75009 Paris.*

GROUPE VOCATION



EMPLOI **centor**

Le groupe CENTOR recherche pour son département recrutement et sélection de Dirigeants et Cadres *deux* :

CONSULTANTS SENIORS

35/45 ans, de formation supérieure.
Soit : Ingénieur (*électronique, informatique ou miage*).
Soit : Un homme de Marketing (distribution, promotion des ventes ou animation d'équipes commerciales).
Notre groupe privilégiera les candidatures de consultants possédant à la fois des qualités commerciales, le sens de la relation et du contact et l'aptitude à la *négociation*.
Adressez lettre de motivation, C.V., photo et rémunération actuelle, sous référence 602.PA.514 M, à Béatrice GALIEVSKY.

13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS
Tél. 42.85.15.53



Première société française de réactifs pour le diagnostic biologique, recherche pour l'une de ses filiales basée à Florence, un

contrôleur de gestion

Sa mission consistera à développer au sein de *cette société nouvellement* acquise un *outil de* gestion performant (comptabilité analytique, *contrôle budgétaire*).

Il travaillera en étroite liaison avec le Directeur Administratif local et sera rattaché fonctionnellement à la *Direction Financière du* Groupe, dont il sera le correspondant.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (ou équivalent), il a acquis une première *expérience* du contrôle de gestion en milieu industriel, il est familier avec l'environnement informatique et parle couramment l'italien.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à J.C. *ALERINI* - BioMérieux Chemin de l'Orme - MARCY l'ETOILE 69752 CHARBONNIERES Cedex.

Pierre Lichau

Responsable administratif et financier

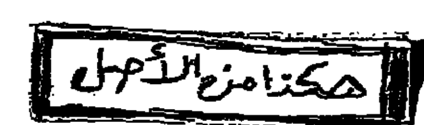
Région Ouest

CA 110 MF, 200 personnes, filiale du groupe CBC, notre activité *s'exerce dans tous les domaines du Bâtiment : logements neufs,* bureaux, écoles, bâtiments industriels.
Membre du comité de direction, votre mission, très large, couvre une grande partie des fonctions de l'entreprise. Outre la responsabilité des services comptabilité, trésorerie, personnel, services généraux, vous assurerez le contrôle de gestion et serez en charge des problèmes juridiques.

La trentaine, Ecole de Commerce ou double formation (ingénieur + gestion), votre expérience se situe dans des fonctions similaires. Votre rigueur de gestionnaire et votre créativité vous permettront d'accompagner le développement de *notre société.*



Merci d'adresser votre CV avec photo et rémunération sous la référence 556 M à Annie PICOT, C.B.C., 29/31 rue de l'Abreuvoir, 92100 BOULOGNE.





UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Futur directeur d'agence

Banque

Auvergne - Cette banque de dépôts à taille humaine est bien implantée dans sa région où elle jouit d'une forte notoriété. Elle recherche un cadre bancaire (de classe V ou VI) qui, après une formation générale au siège, prendra la direction de l'une de ses agences, proche de Clermont-Ferrand. Sa responsabilité essentielle sera l'animation d'une équipe de douze personnes, dont deux cadres, et la gestion de l'agence. Par son activité commerciale, il y développera une clientèle de particuliers et d'entreprises. Ce poste s'adresse à un diplômé d'études supérieures (ESC, IEP ou maîtrise universitaire), âgé de plus de 30 ans et qui aura fait la preuve, dans une banque ou un établissement financier, de ses compétences de gestionnaire et de négociateur. La rémunération, de l'ordre de 210 à 250.000 francs, sera fonction de l'expérience. Un logement de fonction pourra être envisagé. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/3037M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Adjoint au directeur de succursale

Banque - 200.000 F +

Bordeaux - Crédits promoteurs - Crédits acquéreurs
Une banque à taille humaine spécialisée dans le crédit immobilier recherche un adjoint pour sa succursale de Bordeaux. Placé sous l'autorité directe du directeur de la succursale, il prendra en charge et développera de façon autonome l'activité de la succursale dans le domaine du crédit aux promoteurs. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 28 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une première expérience dans le domaine du crédit promoteur dans une banque ou un établissement spécialisé. La rémunération de l'ordre de 200.000 francs pourra éventuellement être supérieure en fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9323M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Adjoint au responsable du recouvrement

Bordeaux

COFINOGA

Cette compagnie financière, spécialiste du crédit à la consommation (500 personnes, 4,5 milliards de francs de chiffre d'affaires), a pris un essor considérable depuis 3 ans et est leader dans le domaine des cartes privatives. Elle recherche, dans le cadre de son développement, un jeune adjoint pour le responsable du service recouvrement (110 personnes). Sa mission sera de suivre de grands projets administratifs, d'améliorer ou créer des outils statistiques de recouvrement et d'apporter des idées nouvelles au niveau des méthodes et procédures de recouvrement. Il assistera l'équipe opérationnelle dans toutes ses réflexions. De formation baccalauréat + 4, type droit, sciences éco... il devra avoir une expérience significative du recouvrement amiable et judiciaire, acquise, si possible, dans un établissement financier ou banque ou assurance et une bonne connaissance des applications informatiques du recouvrement. Nous recherchons un candidat créatif, autonome et entreprenant, soucieux de s'intégrer dans une équipe très performante et d'évoluer dans un environnement de pointe dans ce domaine. Ecrire à Arlette BIEBUYCK en précisant la référence A/T7204M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

71 bis, allées Jean Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Une importante société de promotion et de gestion patrimoniales (40 000 logements), filiale d'un groupe financier, cherche à Paris 13ème,

un jeune responsable financier, H/F
150 000 F/an

Au sein d'une équipe de gestionnaires et en relation avec les services de la société, les notaires, la DDE, etc., vous suivez la vie de 15 à 20 SCI : gestion des associés (tenue et mise à jour des dossiers, suivi des participations, rapports de gérance), gestion financière (suivi de la trésorerie, simulations financières, etc.), tenue des AG et comptes-rendus.

Jeune diplomé(e) d'études supérieures, vous avez quelques années d'expérience administrative et financière en entreprise et souhaitez exercer une responsabilité plus directe dans une unité moyenne. Vous avez une bonne expérience en micro-informatique.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5114 LM).



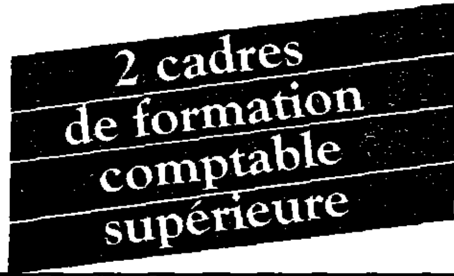
ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL - PARIS

recherche pour son département

AUDIT et CONSOLIDATION



Ecole supérieure de gestion + DECS ou expertise comptable.

Une première expérience en cabinet d'audit est nécessaire.

Prière d'adresser lettre manuscrite, CV et prét. s/réf. 31649 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

SNVB LA BANQUE D'INITIATIVES

Société Nancéienne Varin-Bernier

Banque du Groupe CIC

350 000 Clients - 2 800 Collaborateurs - 180 Agences en Lorraine, Champagne-Ardennes et Ile-de-France, la SNVB affirme son rôle de véritable partenaire économique. Désireuse de poursuivre l'amélioration de ses structures, elle recherche :

1 organisateur
procédures comptables - contrôle de gestion

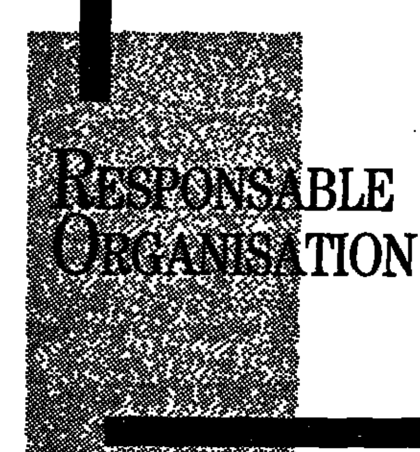
Nous vous confierons la conception et la mise en œuvre de nouveaux schémas d'organisation des procédures comptables et du contrôle de gestion. Cela nécessitera bien sûr un diagnostic rigoureux et une réflexion approfondie pour acquérir une vision d'ensemble, imaginer des solutions performantes et en suivre la mise en œuvre et les résultats.
Rattaché à la Direction de l'Organisation, vous serez en relation étroite avec les Services Centraux et l'ensemble du Réseau.
A 35 ans environ, de formation supérieure technique, scientifique et/ou de gestion (avec des connaissances confirmées en comptabilité), vous avez acquis une solide expérience (5 à 6 ans) de l'organisation bancaire.
Pour ce poste, une forte motivation et des qualités relationnelles sont indispensables pour animer et convaincre. Des capacités d'analyse, de rigueur et de créativité sont également appréciées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions), sous référence 1.14, à notre Conseil :

JPP
Jean-Pierre Pornet
8 rue Jean Jaurès 54320 Maxeville.

média-system

Nous sommes une Banque jeune et dynamique. Dans le cadre de notre fort développement, nous créons le poste de



Sous l'autorité de notre Directeur Central, vous supervisez une équipe d'organisateurs qui intervient dans tous les domaines : analyse des disfonctionnements et des besoins, recherche et proposition de solutions, mise en place des circuits et procédures, aide et formation auprès des utilisateurs... De plus, vous effectuez des études ponctuelles à la demande de notre Direction.

Pour réussir cette mission, il vous faut être âgé d'environ 35 ans et de formation Ingénieur ou issu d'une Ecole de Gestion. Vous justifiez impérativement d'une expérience acquise dans le monde bancaire et vous avez une bonne approche de l'informatique tout en restant à l'écoute des nouvelles technologies.

Bien sûr, outre votre rigueur, vos qualités de synthèse, vous êtes doté de solides capacités relationnelles.

La rémunération sera de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 5054/LM, à

MEDIA PA 71, AVENUE VICTOR-HUGO - 75116 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

IMPORTANTE BANQUE INTERNATIONALE
recherche dans le cadre du développement de ses activités
FINANCEMENTS SPECIAUX

EXPLOITANT H/F

Min. 28 ans, de formation supérieure, le candidat aura 3 à 4 ans d'expérience dans une banque ou un établissement financier dont 2 ans au moins dans un département de financement de projets ou de collectivités locales.

Il aura en charge la recherche et le montage d'opérations de financement des collectivités locales faisant appel aux techniques de trésorerie, de crédit à moyen et long terme et de leasing.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 116/M à CURRICULUM, 6, passage Lathuile 75018 PARIS.

2.700 personnes, 2,7 milliards de francs de CA dont 40 % à l'export, un des leaders européens sur le marché de l'hygiène bébé, spécialiste des produits d'hygiène, de soins, d'essuyage et de ménage à usage unique crée, dans le cadre de sa vigoureuse politique de développement, un poste de

PEAUDOUCE

Juriste marques et brevets
rattaché au Secrétaire Général
— Région lilloise —

Sa mission consistera à épauler l'esprit d'initiative et de dynamisme des équipes industrielles, marketing et commerciales en assurant la protection des produits par le dépôt de brevets et celle des investissements commerciaux par le dépôt des marques, au niveau mondial.
Vous avez consolidé votre formation (DESS, DEA ou DJCE) par une expérience de 3 à 5 ans dans le service juridique d'une entreprise internationale. La protection des marques et brevets vous est bien connue. Le droit commercial, le droit des affaires et la pratique de l'anglais vous sont tout à fait familiers.
Si la perspective de prendre en charge cette mission vous motive, Jacques COLIN vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous *référence* LM/2, à :
Service Recrutement F.A. SERVICES 11, rue François 1er 75008 PARIS

média-system

Cabinet Ratheaux

Société de conseils juridiques et fiscaux et de conseils en droit des sociétés

LYON

recherche

JURISTE EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Le candidat, ayant une expérience de 3 à 5 ans de la pratique juridique acquise en entreprise ou, mieux, en cabinet et possédant une forte capacité à travailler en équipe, sera principalement appelé à traiter du droit des sociétés au sein d'un cabinet regroupant une vingtaine de professionnels au service d'une clientèle régionale et nationale, souvent à vocation internationale, dans les domaines du droit des sociétés, du droit fiscal, du droit social et des relations contractuelles.

Une formation comptable et la connaissance de la langue anglaise seraient appréciées.

Ecrire sous la référence GM ou Cabinet RATHEAUX, 13, rue Grolée, 69002 LYON.

Nous sommes une importante Société de BATIMENT Second-Oeuvre, au sein d'un Groupe de premier plan.

Nous recherchons, pour notre filiale, basée en proche banlieue Est de Paris, un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Si votre formation (au minimum un BTS et/ou un DECS) et votre expérience (dix ans environ) vous rendent apte à tenir ce poste, si de plus, vous avez un sens développé de l'organisation et si vous savez faire preuve d'initiative et d'autonomie, envoyez votre CV, photo, prétentions à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

ATTACHE DE DIRECTION HF
FINANCE-COMPTABILITE

Notre Groupe immobilier, situé sur la COTE VAROISE, connaît un développement important et renforce ses structures.
En liaison directe avec le P.-D.G., le collaborateur que nous recherchons aura un poste clef dans le développement de notre Groupe et pourra évoluer rapidement.
Aidé éventuellement de conseils extérieurs, il réalisera l'analyse financière et l'évaluation d'entreprises, le suivi juridique et administratif de plusieurs sociétés, ainsi que des études financières relatives aux opérations immobilières.
Ce poste conviendrait, de préférence, à une femme de formation supérieure DECS ou ESC option Comptabilité Finance. Outre les qualités personnelles que suppose l'importance que nous attachons à ce poste, une expérience significative (5 à 10 ans) dans le domaine Gestion Finance vous sera demandée.

FIDAL

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à : 131, Corniche Marius Escartefigue 83200 TOULON



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Société de services informatiques recherche

CHEF DU SERVICE COMPTABILITE/FISCALITE

Vous avez une expérience identique dans une SSII ou, titulaire d'un DECS, vous avez travaillé 3 ans dans un cabinet d'audit.

Mais, quel que soit votre profil, très bon professionnel de la comptabilité générale, budgétaire, analytique et fiscale, vous possédez une bonne pratique des systèmes informatiques comptables.

Nous vous offrons l'opportunité de créer le service comptabilité/fiscalité dans une société de création récente à fort potentiel.

Pour en savoir plus, contactez ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h (Précisez la réf. 657).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la référence 657/LM, chez ALLO-CARRIERES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

(1)45.02.15.74

MEDIA BA

SEERI VILLAGES
(Groupe SEERI - SARI)

Société de promotion immobilière du groupe SEERI, spécialisée dans la maison individuelle en villages, dont l'activité s'étend sur toute l'Ile-de-France, recherche pour son Département Opérationnel

UN(E) RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Son rôle consistera à participer au montage puis à assurer la conduite financière et administrative de plusieurs opérations immobilières.

Une expérience de plusieurs années dans cette fonction est requise.

Pour faire acte de candidature, écrire sous réf. RP à :

SEERI VILLAGES

SEERI VILLAGES
20 bis, Jardin Boieldieu - Cédex 53
92063 PARIS LA DEFENSE



Wang filiale francaise d'un groupe international, (7e constructeur informatique américain), réalise un CA de 534 MF et emploie 554 personnes.

Au sein de la Direction Administrative et Financière, vous aurez la maitrise de la négociation des achats de tous les produits et services utilisés par la Société, à l'exception des matériels destinés à la vente. En outre vous sera confiée la responsabilité complète de la gestion interne, (assurances, baux, services généraux...).

De formation supérieure (BAC + 3), vous avez acquis une expérience minimum de 5 ans dans une fonction similaire avec un encadrement d'équipe.

Votre personnalité et votre dynamisme vous permettront de réussir à ce poste.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature à Lydia Markarian : Responsable du Recrutement - WANG France S.A. - 78-80, avenue Galliéni - Tour Galliéni I - 93170 Bagnolet.



La performance informatique en toute simplicité

média system

Filiale française (42 personnes; CA 65 MF) d'un groupe multinational britannique, leader mondial sur son marché, nos résultats attestent de la qualité des produits que nous distribuons. A notre siège en proche banlieue nord-ouest, près métro, nous proposons à un

Jeune Chef Comptable H/F.

de créer sa fonction, puis de l'élargir rapidement selon ses propres ambitions ainsi que le développement du Groupe en France (+ 30%/an).

En étroite collaboration avec notre D.A.F., vous garantirez la précision et les délais de production des documents comptables jusqu'à et y compris le bilan; vous assumerez le reporting mensuel (système anglo-saxon) et participerez à la mise en place du nouveau système informatique ainsi que la supervision de son fonctionnement sur le plan comptable.

Assisté d'une équipe de trois personnes d'abord, soutenu par les ressources du Groupe, votre expérience solide du métier, acquise impérativement dans la filiale d'un groupe international, votre DECS ou équivalence, votre aisance avec le système comptable anglo-saxon et l'outil informatique, sont les facteurs essentiels garantissant l'atteinte de vos objectifs.

Votre dossier, sous référence 8401-7, sera traité en toute confidentialité par Marion DELPARD - (1) 45.05.13.08.

SEQUOIA Consultants
8, rue Cimarosa 75116 Paris.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

d'implantation internationale
recherche pour ses bureaux parisiens :

Collaborateurs HF
DE HAUT NIVEAU

Formation universitaire ou Grandes Ecoles appréciée.
Expérience souhaitée.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous référence 1079 M, à l'Agence AFFLUENTS - 49, av. Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

CAISSE D'EPARGNE
de Villefranche -sur-Saône.

Caisse de 85 collaborateurs, nous cherchons, pour développer notre activité bancaire,

notre responsable de la clientèle entreprises

A 32-34 ans, diplômé Sup. de Co, IEP, Sciences Eco..., vous avez eu des missions commerciales d'études et d'exploitation au sein d'une banque et connaissez bien la clientèle entreprises.

Venez nous apporter votre savoir-faire ; nous vous offrons de réelles perspectives d'évolution au sein de notre équipe de direction

Ecrivez à notre consultante, Mme F. JOUISHOMME (réf. 1300 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC







Notre groupe (35000 personnes, 15 Milliards de Francs de CA) spécialisé dans les services aux collectivités locales compte plus de 400 entreprises.

Nous intervenons dans des secteurs aussi diversifiés que l'eau, l'énergie, la propreté urbaine, les services funéraires, la communication, la santé et les loisirs

Vous avez 25/28 ans, vous êtes de formation DECS avec 2 à 3 ans d'expérience soit en cabinet d'expertise, soit en audit comptable d'entreprise.

Nous vous confierons le contrôle des procédures comptables et administratives des directions régionales «eaux» et des filiales. A terme, vous évoluerez vers la responsabilité comptable d'une filiale.
De nombreux déplacements sont à prévoir sur toute la France.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à Alain NEBOUT Division Ressources Humaines Groupe - 52, rue de Lisbonne 75008 PARIS.

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé (e) d'une École de Commerce ou d'une Université et vous possédez une première expérience de deux ans environ.

SESA, société d'ingénierie informatique, recherche un(e) **Contrôleur de Gestion**, rattaché (e) à la Direction Financière.

Vous y assurerez la gestion de contrats et le suivi de centres de profit.

Rejoignez une entreprise en pleine expansion : plus d'un milliard de francs de chiffre d'affaires en 1986, 1600 personnes, une présence internationale.

Envoyez CV et prétentions à : SESA - Direction des Ressources Humaines 30, quai de Dion Bouton - 92806 PUTEAUX Cedex - Réf. : 56 LM



PLACEZ-VOUS RESOLUMENT AUX CARREFOURS DE L'INFORMATION...

POUR LA GERER ET LA DOCUMENTER TANT SUR LE PLAN JURIDIQUE QUE TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF.

Notre Direction Générale crée la fonction de :

RESPONSABLE DE L'INFORMATION INTERNE ET EXTERNE H/F

Vous devez recueillir, sélectionner, interpréter et structurer les informations dans le but de les diffuser et permettre leur utilisation pratique. La conception des textes et de leur support vous appartiendra.

Votre carte de visite : une formation supérieure orientée droit-économie.
Des connaissances dans le domaine des techniques de communications seraient un plus.

Vos atouts personnels : être autonome, organisé et synthétique, posséder de l'aisance rédactionnelle et des qualités de contact.

Pour ce poste évolutif, adresser CV, photo et prétentions sous réf. 501 à CPM, Direction des Relations Sociales, 56-60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.

1ère Caisse de retraites complémentaires du secteur social.

CONTESSE

INSEAD

INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES

FONTAINEBLEAU recherche

DIRECTEUR COMPTABILITE ET CONTROLE DE GESTION

H/F, 35 ans environ, formation supérieure (école de commerce, maîtrise de gestion + DECS).

Pour prendre en charge les fonctions budget, trésorerie, comptabilité et contrôle de gestion avec le support d'une équipe de 6 personnes et d'importants moyens informatiques.

Le contexte multiculturel et la structure décentralisée requièrent de grandes qualités relationnelles en plus que de rigueur, supportées par une compétence professionnelle indiscutable.

L'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo, prétentions à Raymonde LEFRANCOIS - Service du Personnel **INSEAD** - bd de Constance 77305 FONTAINEBLEAU Cedex.

Pierre Lichau

Nous sommes la filiale française (CA : 130 Millions de francs, 150 personnes) d'un groupe international (CA : 400 Millions de dollars), spécialisé dans la fabrication et la commercialisation des biens intermédiaires pour l'industrie agro-alimentaire et recherchons notre

Directeur financier

VOTRE MISSION : membre du comité de Direction, vous devrez :
- **prendre la responsabilité de la comptabilité et du reporting auprès de notre maison mère,**
- **participer à l'élaboration du budget, à son suivi, et à la définition de la politique financière,**
- **assurer les relations avec les banques et les organismes financiers**
- **poursuivre notre informatisation.**

VOTRE PROFIL :
- **de formation supérieure, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans dans ce type de fonction,**
- **de solides connaissances en langue anglaise,**
- **homme de relation privilégiant la communication, vous avez déjà supervisé et animé une équipe comptable.**

Poste basé à l'Ouest de Paris.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14bis, rue Daru, 75008 Paris, sous la réf. 43.1032 L.M., portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval



1000 personnes en Europe. Spécialiste de la vente directe de produits techniques aux professionnels (Bâtiment, Grandes Administrations, Industrie).

Pour un marketing à la fois stratégique et opérationnel

Le Directeur de l'unité de vente France (300 personnes, 300 MF de CA) recherche son

RESPONSABLE MARKETING

Proche de la force de vente, vous assurez la fonction marketing complète : analyse du marché, élaboration des stratégies et des moyens du Mix, mise en œuvre, coordination et contrôle des actions...

Action, réflexion, coordination, communication : une mission riche et variée vous attend.

Votre formation supérieure et une expérience de 3 à 5 ans dans le Marketing vous ont préparé à ce niveau de poste.

Ecrire à Guy Romestant - SPIT - BP 104 - 26501 Bourg-lès-Valence.

média system

VILLEJUIF

MECASERTO
40 personnes
RECHERCHE COMPTABLE

RESPONSABLE BILAN BUDGET - GESTION TRESORERIE

Expérience souhaitée LOGICIEL HARPAGON et PAYE. Disponibilité rapide appréciée.

Envoyer c.v. détaillé, photo, références et prétentions à ALFA, 1, r. d'Alger, Paris-1er.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

RÉVISEUR CONFIRMÉ

2/3 ans d'expérience min
Avec responsabilité de dossiers.
Envoyer candidature à Mme HUI BON HOA, Cabinet CONSTANTIN, 66, rue de Caumartin, 75009 PARIS.

Société multinationale spécialisée dans l'électronique médicale (IRM, scanner, ultrasons) recherche un :

Cadre financier

Rattaché au directeur financier. Il sera en charge des opérations de trésorerie, des relations quotidiennes avec les banques, du suivi des comptes clients et des comptes fournisseurs.

Le candidat, âgé d'environ 30 ans, devra avoir, outre une pratique courante de l'anglais, une expérience réussie de la fonction de trois à cinq ans au sein de la filiale d'un groupe international.

La remunération proposée ne sera pas inférieure à 200 000 Francs.

Le poste nécessite de la rigueur et de la diplomatie, réelles perspectives de carrière.

Lieu de travail : Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV) sous référence 2569 M à



[illegible] rue Saint-Honoré [illegible] Paris
qui transmettra en toute confidentialité





Jeune diplômé en gestion

Important GROUPE FINANCIER, occupant l'un des tout premiers rangs dans le financement aux particuliers et aux entreprises, recherche pour son département RISQUES ENTREPRISES un jeune

ANALYSTE DE CREDIT

Il sera chargé de l'étude, de l'appréciation et du montage de dossiers de financement pour les entreprises. De formation sciences économiques ou école de gestion, vous êtes débutant ou avez une première expérience bancaire d'environ 2 ans dans un service des engagements.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 7104 à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

Importante société agro-alimentaire Sud de la France. 1000 salariés recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATION PERSONNEL

Ce cadre de formation supérieure, DESS *gestion personnel,* DEA *droit du travail aura :*

- *une première expérience professionnelle réussie de 2 à 3 ans au sein d'une* Direction des Ressources Humaines,
- *le sens du contact, de l'organisation, de la précision, de la rigueur et de l'efficacité.*

Rattaché au D.R.H., *celui-ci :*

- *lui confiera la gestion administrative du personnel sous tous ses aspects (fichiers-paye informatisés - bilans sociaux - tableaux de bord...) à la tête d'une équipe compétente qu'il dirigera et animera,*
- *lui demandera de le seconder, dans le domaine des relations avec les partenaires sociaux et du droit du travail.*

Si cette fonction vous motive, adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo et rémunération actuelle) à :
LE MONDE PUBLICITÉ *sous réf. 7069*
5, rue de Monttessuy 75007 PARIS.

SOCIETE FRANCAISE DE DIMENSION INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale au GABON un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Bras droit du Directeur de la Filiale, il aura un rôle très opérationnel et assurera le suivi des aspects financier, comptable, juridique et administratif de la filiale, ainsi que l'animation de l'équipe comptable.

Agé d'environ 28 ans, diplômé ESC, vous avez une première expérience réussie, êtes motivé par l'expatriation et des possibilités d'évolution en management.

Merci d'adresser lettre + CV, sous réf. 31273 à
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

CREDIT AGRICOLE HAUTE SAVOIE
les pionniers du futur

recherche

UN(E) GESTIONNAIRE MARKETING

Sa mission, au sein du service MARKETING, sera :

- *D'élaborer et de mettre en place un système d'information permettant de développer un marketing de gestion ;*
- *De rechercher des sources de rentabilité à travers les différentes activités.*

Profil

- *Formation supérieure (gestion).*
- *2 à 3 ans d'expérience en marketing.*
- *Connaissances de la micro-informatique.*

De réelles perspectives d'évolution dans l'entreprise pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions à :
CRÉDIT AGRICOLE HAUTE-SAVOIE
Service Ressources Humaines
B.P. 980.
74019 ANNECY CEDEX.

FORMATION PROFESSIONNELLE

DIPLOMÉS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (bac + 5)
- Demandeurs d'emploi.
- Salariés d'entreprise (congé formation, plan formation) recherchant une deuxième compétence ou une reconversion.

SUPÉLEC

vous propose trois formations longues diplômantes à temps plein, agréées par l'Etat
- ÉLECTRONIQUE ET SYSTÈMES INDUSTRIELS à Gif-sur-Yvette, du 5 janvier au 9 décembre 1988.
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : outils de la productique, à Metz, du 1er mars au 25 novembre 1988.
- *TECHNIQUES INFORMATIQUES* à Rennes, du 6 janvier au 5 juillet 1988.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ
Service formation continue, plateau de Moulon, 91190 Gif-sur-Yvette. Tél. : (1) 69-41-80-40.

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE

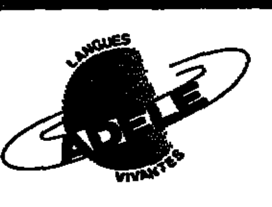
Marketing et gestion des achats-appro

Stage de perfectionnement à temps plein de 21 semaines (13 janvier - 15 juin 1988) permettant de maîtriser les techniques nécessaires à la définition et à la mise en *œuvre de politiques et de stratégies en matière* d'approvisionnement.

Public concerné :
- salariés en Plan de Formation ou Congé Individuel.
- demandeurs d'emploi (possibilité de rémunération).

Conditions d'accès :
- expérience professionnelle (3 ans minimum).
- Bac + 2 ou équivalent.

Contacter Géraldine LENOBLE (1) 47 27 68 96.



ANGLAIS RAPIDE et EFFICACE

COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS • VIE DES AFFAIRES •

1, rue de la Pépinière. 75008 PARIS - Face gare Saint-Lazare. Tél. 45 22 51 18.

PLURIAL

AFPA – CNAM – IFACE

● profession : formation

Vous êtes de formation scientifique ou technique (au moins Bac + 2), salarié ou demandeur d'emploi, nous vous proposons de devenir :

● TECHNICIEN(NE) CHARGÉ(E) DE LA FORMATION

Stage intensif à plein temps et rémunéré de 45 semaines (janv. à déc. 88) dont 27 semaines en automatismes et contrôle industriel.

Renseignements : 60-05-90-50 (poste 340).

CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ PARIS X

Stages 1988 ouverts aux salariés (notamment en congé individuel de formation) et aux demandeurs d'emploi

A CERGY

avec le concours du département du Val-d'Oise :
- CHEF DE PROJET COMMERCE INTERNATIONAL
  Licence universitaire de technologie
  2 stages combinables : janvier-mars, avril-juin ;
- GESTION DES ENTREPRISES DE TOURISME
  Licence universitaire de technologie
  janvier à juin.

A NANTERRE :
- SECRÉTARIAT DE DIRECTION
  mars à juin ;
- Unix - ALGORYTHMIQUE DU NOYAU
  du 18 au 29 avril

Renseignements et inscriptions : 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex, tél. : 47.25.92.34, poste 866 ou 47.21.67.79.



J.H. 28 ans, comptable bac G2, 8 ans d'expérience. Etudie toutes proposit. Tél. : 39-52-39-34.

J.F. 29 ans, 3 ans exp. export, trilingue, anglais, russe, turc, italien parlé. Cherche place assistance export Paris ou région parisienne.
Ecrire sous nº 9 595, LE MONDE PUBLICITÉ, Service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75007 PARIS.

Vétérinaire français 4 langues, ch. poste VSNE : coopérat. de filiale française à l'étranger. J.-L. Barbe (16) 61-71-15-18.

GÉOLOGUE CONFIRMÉ
Docteur de 3e cycle, ayant travaillé sur chantier pétrolier cherche poste similaire ou dans le secteur du BTP, génie civil. Tél. : (16) 78-29-39-02.

ALLEMANDE
TRADUCTRICE-INTERPRÈTE
(français-anglais)
ch. poste évolutif
PARIS, province, étranger.
Ecrire sous le nº 8 125 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

Femme 48 ans cherche emploi de bureau, dactylo, traitement de texte (logiciel Textor). Tél. : 47-26-98-95.

Des idées et du dynamisme J. F. 25 ans, bilingue, 1 an expérience aux Etats-Unis, architecte DPLG, recherche cabinet ou entreprise qui voudrait utiliser ses capacités.
Ecrire sous le nº 6 989
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

HOMME 35 ANS,
doctorat d'anglais (option tertiaire) maîtrisant le français et l'arabe. Recherche situation en rapport (professeur d'anglais des affaires, traduction à domicile ou extérieur, ou employé dans organismes nationaux ou internationaux et dans entreprises privées).
Ecrire sous le nº 8 124 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

J.F. 23 ans, tél. 43-61-44-34, dble form. droit-psycho, 2 a. exp. en cabinet consultants recrutement. Etudie toutes propositions dans domaine ress. humaines. Temps partiel.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

PANTHÉON SUD tt cft cl., calme, tr. b. ét., 300 000 F. 43-25-97-16.

BD ST-MARCEL s/c., calme, 3e ét., 2 p. tt cft, 38 m², *610 000 F.* 43-35-18-36.

PL. JUSSIEU
Petit studio, cuis., bains, w.c., refait neuf, rez-de-ch., soleil, vue. 320.000. 42-78-25-35.

6e arrdt

PONT-NEUF
Dernier ét., asc. privé 42 m², charme, terrasse, 1 200 000. Serge KAYSER (1) 43-29-60-60.

Observatoire, Panthéon, Monge
3 APPTS 180 m²
Charme. 47-03-32-44 le mat.

13e arrdt

EXCEPTIONNEL
LOFT
décoration David Oppenheim
PRÈS PARC MONTSOURIS
tripl. 185 m², 11 m s/plafond
43-59-60-70/42-78-68-56.

17e arrdt

WAGRAM/ÉTOILE près RER CHBRE 6e ét., per escal. pal. lavabo, eaux chaude 128 000 EICHER 43-59-99-69.

18e arrdt

RÉSIDENTIEL
Près musée Montmartre, calme, imm. 1925, parfait état, cft, STUDIO s/cour plein sud, gds placards, s. bains, fenêtre. Signature immédiate possible 465 000 EICHER 43-59-99-69.

78-Yvelines

JOUY-EN-JOSAS
Parc de Diane, vue s/vallée, b. séj., 3 ch., 96 m², BALCONS 12 m², box et parkg, 950 000. EICHER 43-59-99-69.

92 Hauts-de-Seine

SÈVRES
de imm 1980 près tous ccés
3 P. TT CFT, PARKG.
PRIX 810 000 F.
4 P. TT CFT, PARKG.
PRIX 940 000 F.
42-67-69-27.

VILLE D'AVRAY TRIPLEX
Caractère, s/jardin privatif, 2 park., calme, état neuf. 850.000 F. Rs. 39-49-49-49.

SÉLECTION DOLÉAC
BOULOGNE 5 mn Pont-de-Sèvres, imm. récent, 2e ét., asc., séj. dble + 1 chbre tt cft, 70 m² + 2 terrasses 20 m², park., cave, PROFESSION LIBÉRALE. Px 950.000 F. 42-33-12-29.

Asnières Centre à vdre pour investissement appt occupé, libérable juin 89, parfait état, 100 m² env., 2 park. au s/sol, loyer 88 net 57.140. Tél. : 45-38-66-81.

SÉLECTION DOLÉAC
HIPPODROME ST-CLOUD
Gd studio imm. stand, prestations, 50 m² + loggia 12 m², conft, 3e ét., dernier étage, asc., LUXE, box fermé, CALME ENSOLEILLÉ, jardin. 780.000 F. 42-33-12-29.

93 Seine-Saint-Denis

BAGNOLET, Pierre-Curie, 4-5 p., 8e ét., asc., parkg, 730 000 F. 46-36-15-77.

94 Val-de-Marne

Le Perreux (94) proche bords de *Marne*, commerces, écoles, bus, RER, A4. Imm. gd stdg 1983, 3e ét., calme, sur jardin, 70 m² + balcon 8 m², entrée, séjour 30 m², cuisine, w.-c., 2 ch., s. de bains et s. d'eau marbre, chff. et eau chaude indiv., cave, box fermé, charges minimes, 900 000 F.
T. 48-71-39-01, journ., et w.-e.

VINCENNES
Mº CHATEAU ou RER
bon imm. calme, 3 p., entrée, cuisine, bains, w.-c., chauffage central individuel, soleil.
24, RUE DE L'ÉGLISE
Sam., dim., lundi 14-17 h.

95- Val-d'Oise

LUZARCHES
PARTICULIER VEND APPT
2 pièces, salle de bains
tt cft. Prix 290 000 F.

Studio 48 m² (poutres, tomette, cft), 350 000 F. Tél. : 42-86-48-29 et/ou 30-35-03-25.

appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS préfère *RIVE GAUCHE* avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67 même le soir.

IMMO MARCADET
Rech. appts toutes surfaces même à rénover.
42-52-01-82/42-23-73-73.

EMBASSY SERVICE
recherche achat
APPARTS HAUT DE GAMME et HOTELS PARTICULIERS PARIS RÉSIDENTIEL.
TÉL. : 45-62-16-40.

Recherche 2 à 4 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

SQUARE CARPEAUX studio, vraie cuis., s. bains, 6e ét., ascenseur, balcon, 2 500 F + 500 F charges, 43-49-87-10.

locations non meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
Recherche pour
SA CLIENTÈLE DE QUALITÉ
4, 5, 6 PIÈCES et MAISONS
banlieue Ouest.
BON STANDING.
I.S.I. Tél. : 45-26-18-95.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris
recherche APPARTS
DE GRANDE CLASSE.
Belles réceptions
avec minimum 3 chambres.
TÉL. : (1) 45-62-78-99.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE
Recherche STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés.
S'adr. : *SERVICE ACCUEIL.*
Tél. : 42-56-28-16.

propriétés

VIGNOBLE EN INDRE-ET-LOIRE

Cause retraite, vigneron cède
2 ha vignes A.O.C. et 1 ha de terre
à vignes A.O.C. + cave d'exploitation
avec son matériel (benne à vendange, pressoir, cuves, fûts, etc.).

Pour tous renseignements complémentaires :
Ecrire sous le nº 6985 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Monttessuy, 75007 Paris

maisons individuelles

URGENT MUTATION
1 heure de Paris
4 km de CHATEAU-THIERRY
communication facile
train (direct Paris)
particulier vend

MAISON RURALE
Tout confort, chauffage fuel, séjour, cheminée,
3 chambres + grande cuisine, cabinet toilette
+ salle de bains, 2 w.-c., cellier, salle de jeux,
charpente neuve, très bonne isolation, grand garage 2 voitures + *dépendances. Jardin 800 m²* entièrement clos, arbres fruitiers + terrain. Px 520 000 F à débattre. Tél. : *à partir de 19 h 30* au 23-70-83-55.
Visible durant week-end.

villas

VENDS VILLA TYPE 5
3 km de la mer, 10 km de Montpellier, 6 km de Palavas. Ville de 5 000 h. Ts commerc. Salon-séjour, 4 chambres, tt cft, garage, jdin agrément. 580 000 F.
M. Bouledou, villa l'Hacienda nº 15, Les Sauzes, Villeneuve-lès-Maguelonnes, 34750.
Tél. : (67) 69-48-69 h.r.

fermettes

A vendre
Anc. fermette sur 1 500 m² clos. Entr., 3 p., cuis., s. de bs. cave, gd gren. amén., dépend. à 6 km de Soissons.
PRIX : 400 000 F.
Mme Hocquet Paul, 20, rue de la Plaine. 02290 AMBLENY.
Tél. : 23-74-23-32.

immobilier information

POUR VENDRE
de particulier à particulier sur la France et l'étranger
Maison — Appt — Propriété
Terrain — Commerce
INDICATEUR LAGRANGE
fondé en 1878
5, r. Greffulhe, 75008 Paris.
APPEL GRATUIT
05-07-09-11.

viagers

NEUILLY — RARE
Beau 4 p., 85 m² lib. de 9 a., 450 000 + 5 600, 70/73 a. LAPOUS 45-54-28-66.

bureaux

Locations

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO.
Loc. burx, secrét., tél., télex.
Domiciliations 170 à 390 F/M.
CIDES, 47-20-41-08.

DOMICILIATION 8e
BURX TÉLEX/SECRÉT., TÉL.
AGECO 42-94-95-28.

SIÈGE SOCIAL
secrétariat + bureaux neufs.
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Champs-Elysées 47-23-55-47.
Nation 43-41-81-81.

DOMICILIATIONS
BURX, CONSTITUTIONS STÉS.
Permanence téléphonique.
INITIATIVE 2000. 42-60-91-63.

DOMICILIATIONS
Forum des Halles - Bureaux
Constitution de Sociétés
Télex - Secrétariat.
ACCESS 40-28-15-12.

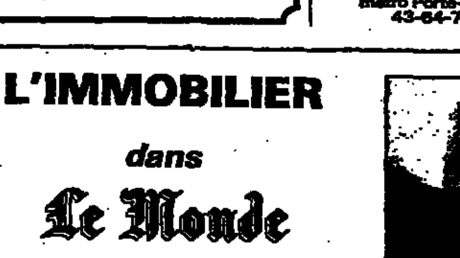
fonds de commerce

Achats

RECHERCHONS A PARIS CABINET D'ADMINISTRATION DE BIENS/SYNDIC FAIRE OFFRE à Yves COMBAS à Niort au (16) 49-24-47-47 H.B.

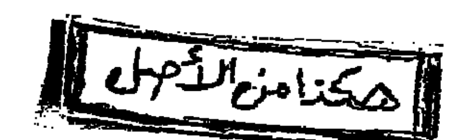
Ventes

VENDS FONDS DE COMMERCE avec appartement attenant, surface totale 210 m² (22 m de vitrine), métro Porte-des-Lilas. 43-64-79-30.





L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
Tél. 45-55-91-82



Le Monde
ÉCONOMIE

AU JAPON

Autoréforme dans la fonction publique

L'administration réduit ses effectifs et applique une nouvelle gestion inspirée du privée.

M. SUYAMA a attendu respectueusement la fin de la traduction, puis il s'est mis à rire. Sans moquerie. Courtoisement. Cet austère directeur du contrôle administratif de la non moins sérieuse Agence administrative de management, chargée de veiller à la mise en œuvre de la réforme de la fonction publique au Japon, venait de se voir demander, par M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat français à la consommation, en visite officielle à Tokyo, si l'administration comportait des cercles de qualité. La France en ayant introduit chez ses fonctionnaires, n'était-il pas évident que le Japon, pays des cercles de qualité, ait fait de même ?

Mais non, il n'y a pas de cercles de qualité dans l'administration japonaise, parce que la fonction publique est un vaste cercle où tout le monde œuvre pour la qualité. Comme l'expliquera plus tard M. Masamichi Yoshifuji, un des directeurs du Jinji-In (Haute Autorité de la fonction publique qui gère le personnel), *« la motivation principale pour être fonctionnaire est de travailler pour l'intérêt public »*. Ainsi, quand un service de l'administration est jugé performant, il n'a ni primes ni récompenses. Ou plutôt, *« il est récompensé par l'évaluation sociale de ses performances »*.

Avec celles de l'éducation et de la fiscalité, la réforme de l'administration est un des *« trois piliers »* de la politique japonaise. En mars 1981 a été mise en place une commission pour la réforme administrative, présidée par un homme d'affaires, M. Toshio Doko, qui s'est livrée à un réexamen en profondeur du rôle de la fonction publique et a proposé des réorganisations importantes. Le gouvernement a créé, en juillet 1984, l'Agence administrative de management, et réorganisé des départements (d'ici à 1988, pour un dixième, les divisions des ministères ou des agences gouvernementales seront abolies ou restructurées). Parallèlement, le plan de réduction des effectifs dans la fonction publique a été accéléré *(voir encadré)*.

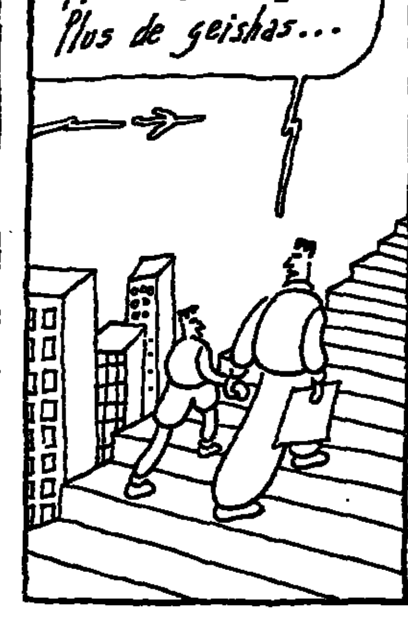
Rattachée directement au premier ministre, autonome par rapport au ministère du budget, l'Agence administrative de management joue un rôle pivot dans la mise en œuvre de la réforme administrative. Sa première tâche est de *« rationaliser »* le nombre de fonctionnaires, en clair de le réduire. *« Nous élaborons,* explique M. Suyama, *un plan systématique de réduction du nombre de fonctionnaires qui couvre l'ensemble du gouvernement. C'est à chaque ministère d'évaluer les sureffectifs et de nous soumettre un projet de réorganisation. Mais il nous arrive très souvent de faire des suggestions sur l'ampleur de la réduction. S'il y a désaccord, nous discutons jusqu'au bout avec le ministère. Même s'il n'est pas content, un ministère est obligé d'accepter notre recommandation car elle est fondée sur des enquêtes impartiales. »*

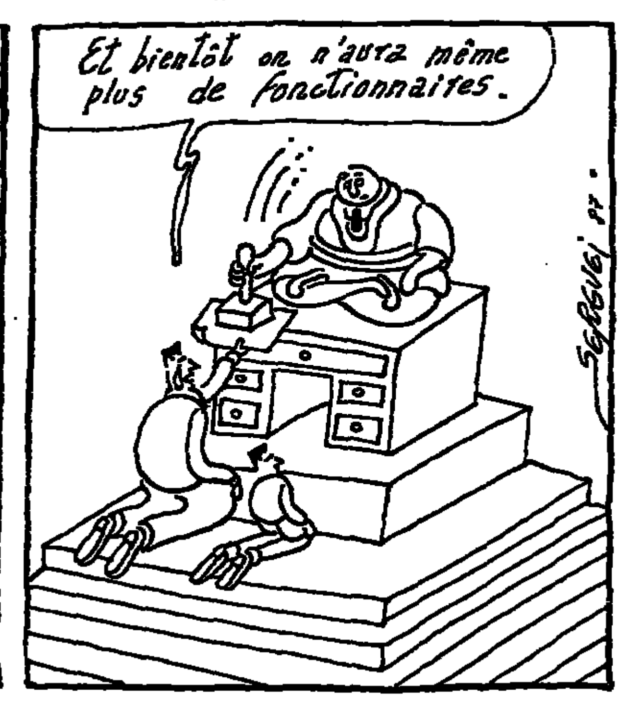
Des enquêtes sur le terrain

Mais l'Agence est aussi chargée d'évaluer les objectifs, les moyens et les résultats de l'action administrative. En son sein, le bureau de l'inspection administrative – qui emploie 1 194 personnes – mène des enquêtes sur le terrain pour mesurer les capacités d'adaptation de l'administration à l'internationalisation du pays, aux changements de la politique industrielle et à l'amélioration de la vie sociale.

Dans chacune des quarante-sept préfectures, mais aussi dans les régions et les districts, des inspecteurs recueillent plaintes, avis et demandes des usagers. Leurs enquêtes débouchent sur des propositions transmises aux ministères, lesquels les répercutent ensuite aux collectivités locales.







Dans ce mouvement perpétuel d'auto-perfectionnement, les citoyens de base interviennent également. Dans chacune des 3 300 municipalités, des volontaires bénévoles, souvent anciens fonctionnaires, recueillent directement les doléances ou les propositions des usagers qu'ils transmettent à l'inspection. Ainsi 215 848 plaintes ou demandes ont été déposées en 1985, contre 140 140 en 1975, 66 922 en 1965 et 2 235 en 1955. Beaucoup portent sur des problèmes de santé ou de cadre de vie.

« De nombreuses plaintes sont fondées, assure M. Hinoba, un des responsables de l'inspection administrative. *Il s'agit d'applications erronées d'une loi justifiée. Dans ce cas, nous demandons aux organismes concernés de rectifier. »*

Tout autre est la mission du Jinji-In qui est un peu, pour les fonctionnaires japonais, la direction du personnel. Une direction, créée en 1948, qui est rattachée au cabinet du premier ministre. Mais *« pas aux ordres »*. *« Elle est neutre »*, précise M. Yoshifuji. Chaque année, au mois d'août, il présente, après avoir discuté avec les fédérations syndicales, une recommandation salariale au gouvernement, qui a la liberté de suivre ou non.

« Cette année, raconte M. Yoshifuji, *nous avons proposé d'augmenter les salaires des fonctionnaires de 1,47 %, rétroactivement au 1er avril 1987, début de l'année budgétaire. C'est le taux le plus faible présenté jusqu'à présent. Les syndicats demandent beaucoup plus. Il est arrivé que le gouvernement ne tienne pas compte de notre recommandation pour... des raisons de portefeuille. Mais cette année, il va l'adopter. »*

L'appel du privé

Le Jinji-In s'occupe aussi du « bonus », c'est-à-dire de la prime annuelle, versée aux fonctionnaires. Ce « bonus » est calqué sur celui des entreprises privées – soit en 1987, en moyenne, 4,9 mois de salaire ; mais tous les fonctionnaires ne le touchent pas. Dans la fonction publique, indique M. Yoshifuji, *« ce sont les supérieurs hiérarchiques qui apprécient individuellement les performances de chacun. Mais la fourchette n'est pas grande »*. Le « bonus » minimal est de 3,2 mois.

Pour autant, les salaires de la fonction publique ne sont pas alignés sur ceux du secteur privé, même si *« le niveau n'est pas trop bas »*. M. Yoshifuji donne un exemple : *« Un directeur de service de quarante ans a dans l'administration un salaire annuel de 280 000 F. Dans des entreprises privées renommées, on peut gagner, à un même niveau, 400 000 F. »* Quant aux promotions, elles sont réalisées *« en fonction des performances personnelles et du caractère de chacun »*.

Sur 230 directeurs généraux dans la fonction publique, on compte deux femmes. Comme dans le privé, la plupart des femmes retournent au foyer avant de grimper des échelons, parce qu'elles se marient ou élèvent leurs enfants. D'autres quittent l'administration parce qu'à cinquante ans *« on leur tape sur l'épaule »*.

Ce geste simple, raconte M. Yoshifuji, amusé par l'air étonné de ses visiteurs français, *« signifie qu'on vous conseille de partir car on a un autre poste à vous proposer dans une entreprise privée. Ces entreprises apprécient les fonctionnaires qui ont l'expérience des ministères... »*, et qui arrivent avec un carnet de relations fort utile pour le « lobbying ».

Ainsi, chaque année, sur les 40 000 fonctionnaires qui partent, seuls 6 000 ont les soixante ans requis pour l'âge de la retraite. Ces retraités bénéficient d'une pension qui représente de 60 % à 70 % de leur ancien salaire. S'ils ont trente-cinq ans de carrière ils empochent au départ un joli pactole de 21 millions de yens (840 000 F).

Durant leur vie active, les fonctionnaires ont droit à vingt jours de congés payés par an. Mais ils n'utilisent que 60 % en moyenne de ce contingent, soit douze jours. *« Les Japonais,* explique M. Yoshifuji, *ne veulent pas prendre tous leurs congés pour ne pas embêter leurs collègues de travail. Ils aiment travailler. »* Rassurant, il ajoute quand même que *« celui qui prend tous ses congés n'est pas pénalisé pour son bonus »*...

Un changement est cependant en train de s'amorcer. Pour soutenir la demande intérieure et amener les Japonais à consommer plus, le gouvernement les incite à *« se reposer davantage et à prendre du temps libre »*.

De Tokyo,
MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 35.)

LEÇONS DE CRISE

Le double message du marché

par JACQUES MISTRAL (*)

LA morosité se répand aujourd'hui à vue d'œil. Après avoir balayé en un week-end l'optimisme injustifié qui nourrissait ces derniers mois des attentes d'enrichissement illimité, le pessimisme le plus noir tétanise aujourd'hui les observateurs et dépeint l'horizon économique sous les couleurs sombres de 1929. Mais si la menace de récession est réelle, toute démission intellectuelle serait prématurée.

Face au krach, nous savons en effet que des attitudes rationnelles sont possibles. Contrairement aux années 30, il n'y a pas aujourd'hui faillite des idées : le problème économique peut trouver une solution. La réaction des banques centrales alimentant immédiatement le marché, après que le Fed a annoncé qu'il viendrait en aide au système financier, montre en particulier que les autorités monétaires ne sont pas prêtes à répéter certaines des erreurs ayant précipité la chute de 1930.

De fait, c'est bien l'absence de réponse appropriée des politiques économiques qui a transformé, à l'époque, le krach boursier en dépression économique cumulative. Car il y eut un répit : après avoir atteint un premier plancher en trois semaines, la Bourse connaissait une reprise partielle jusqu'en mai 1930 avant que l'économie tout entière ne s'effondre jusqu'en 1932. Peut-on aujourd'hui faire face, à court terme, à l'ébranlement des marchés et à la dégradation des anticipations ?

Le déficit budgétaire américain est évidemment au centre des préoccupations. Il est aisé de faire peur à ce propos en qualifiant avec emphase ce déficit de *« monstrueux »* (157 milliards de dollars en 1987) ou en soulignant que les Etats-Unis vivent au-dessus de leurs moyens en dépensant plus qu'ils ne gagnent pour un montant supérieur à 10 000 F par foyer.

Dire que ce déficit représente moins de 4 % du PNB donne une image relative du problème sans doute mieux adaptée, car on peut alors le rapprocher d'autres expériences similaires. Or la gestion des déficits publics allemands et japonais au début des années 80 a permis de les réduire, en proportion du PNB, de 3,7 à 1,2 % et de 7,2 à 3,2 % entre 1981 et 1985.

Le problème budgétaire américain peut donc trouver une solution qu'il faut concrètement chercher, au moins pour partie, dans un relèvement des impôts indirects pesant par exemple sur les produits pétroliers. Du point de vue politique, ce gisement fiscal peut même être exploité en préservant une issue honorable pour le président Reagan, puisqu'il n'aurait pas à revenir ouvertement sur des engagements fiscaux qui portaient sur la baisse des impôts directs.

Sans nul doute, un tel signal serait (sera ?) clairement perçu par les marchés. Il peut suffire pour retourner rapidement des anticipations dont le caractère baissier apparaît excessif à beaucoup : certains titres ont aujourd'hui une valeur manifestement sous-évaluée par rapport aux actifs des entreprises, ce qui pourrait donner lieu à de grandes manœuvres boursières.

Un scénario coopératif

L'engagement des autorités allemandes et japonaises achèverait alors de colorer la conjoncture : un appui budgétaire et un assouplissement monétaire appropriés soutiendraient la demande mondiale pour éviter le contre-coup déflationniste d'une hausse du taux d'épargne américain et rendraient plausible la stabilisation des monnaies à leur niveau actuel, évitant l'enchaînement dramatique de courbes en J que provoquerait nécessairement une dévaluation compétitive du dollar. Le scénario coopératif reste donc aujourd'hui plausible et l'on sait en décrire les premiers enchaînements : la question est de savoir si le déchaînement de la crise en a, ou pas, renforcé la plausibilité.

Force est d'admettre, à cet égard, qu'il existe des raisons objectives très fortes à la défiance récente des marchés. Leur impatience s'explique crûment par le manque de crédibilité des décideurs politiques. Prenons le thème de la *« coordination des politiques économiques »* qui a eu un tel succès dans les enceintes internationales.

Le changement d'attitude des autorités américaines observé en la matière il y a deux ans a, en effet, été spectaculaire : après l'attitude de *benign neglect* caractérisant la première présidence, on pouvait attendre beaucoup de ce que l'administration Reagan redécouvrait les vertus de la coopération.

(Lire la suite page 34.)

(*) Professeur à l'ENSAE et à l'Institut d'études politiques.

LEÇONS DE CRISE

Le jeu dangereux des deux bulles

par HENRI BOURGUINAT (*)

UNE « bulle » financière qui, tout au long des cinq dernières années se gonfle, se gonfle... et soudain, ces derniers jours, éclate sur les marchés boursiers. *Ainsi se plaît-on à résumer* les événements financiers récents. *Le terme lui-même est plaisant*, la réalité, on l'avouera, beaucoup moins.

Dans le langage courant, faire des bulles c'est, pour l'enfant, tou*jours un peu magicien, créer*, à partir de presque rien, le spectacle. Mais, c'est aussi accepter très vite l'éclatement et ses désillusions. Voudrait-on donc seulement dire, lorsqu'on se réfère à la bulle, que quelques financiers se sont, *eux aussi, laissé gagner*, ces dernières années, par ce goût un peu trop ludique pour les bulles spéculatives ?

En fait, s'il y a adéquation certaine du terme (1) par rapport aux comportements récemment observés sur les marchés, les économistes savent aussi qu'il y a derrière le mot « bulle » autre chose : une théorie, sans doute en voie de se faire, mais qui a déjà *donné lieu à de nombreuses* études et permis d'aboutir à quelques théorèmes assez robustes dont les économistes français (J. Tirole, O. Blanchard) ont été les pionniers.

En simplifiant à l'extrême, il y a formation d'une « bulle » dès l'instant que le prix d'un actif enregistre un écart croissant par rapport à sa valeur d'équilibre (elle-même déterminée par les *éléments « fondamentaux »* de l'économie) parce qu'il dépend positivement de son propre taux de variation anticipé. En d'autres termes, il suffit, à un moment donné, même si les « fondamentaux » ne le justifient pas — ou le *justifient très partiellement* —, que le marché y croie, pour que le prix continue à augmenter.

Cela parce que, dès l'instant qu'un seuil est franchi, ce qui motive l'investisseur, n'est plus la valeur intrinsèque de l'actif, mais *plutôt l'idée qu'il se fait du comportement* des autres opérateurs. Il peut même gagner pendant longtemps de l'argent dès l'instant que la psychologie du marché reste haussière. Ses anticipations deviennent, comme on le dit, *« auto-validantes »*.

Mimétisme et magie

Cependant, il est clair que, dès *l'instant que l'écart entre le prix* « justifié » des actifs et le cours enregistré s'accroît, le risque de rupture devient rapidement croissant. La moindre chiquenaude peut bientôt provoquer l'éclatement et renverser la psychologie du marché. Or, c'est bien là ce qui s'est passé hier pour le dollar, et il y a quelques jours, pour la Bourse.

Pour s'être lontemps gonflée à un rythme excessif, sur la base d'un mécanisme fondé *plus sur la* psychologie mimétique que sur l'analyse raisonnée, la sphère financière n'a pu éviter la purge. A ce niveau, il est peut-être dom*mage que trop d'adeptes du magique*, situés souvent en lisière des professionnels d'expérience — eux-mêmes beaucoup plus circonspects, — aient, pendant si longtemps, entretenu l'illusion et refusé d'entendre les avertisse*ments jugés souvent* « académiques » de ceux qui criaient casse-cou.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas dit que, avec la tourmente boursière des derniers jours, on en ait purement et simplement fini avec le jeu de la bulle. Tout le problème est toutefois de savoir si *celle-ci ne va pas désormais jouer* à la baisse ? Ne va-t-on pas aller, au cours des prochaines semaines, vers un mouvement des cours vers le bas, sans doute susceptible d'être bloqué sinon même de s'inverser pour un temps, mais tout autant capable de rechute, tant que le doute profond qu'a *introduit l'ébranlement récent* n'aura pas été digéré ?

Remarquons, techniquement, qu'il pourrait y avoir formation d'une bulle à la baisse dès l'instant que les cours viendraient à enregistrer un écart croissant par rapport aux *fondamentaux* de l'économie, quand bien même ceux-ci redeviendraient-ils plus favorables. Il suffirait, cette fois encore, que le marché croie à la baisse et que la référence principale des opérateurs soit non pas la *valeur « vraie » des titres, mais* plutôt l'idée que l'opérateur se fait du comportement des autres secteurs du marché.

Tel semble bien être le nœud du *problème actuel. S'il est vrai* que, d'une part, l'ajustement drastique opéré donne à penser que désormais la plupart des actions sont soit à leur prix soit souvent au-dessous, et que, d'autre part, les données de l'économie-centre, celle des Etats-Unis, sont loin d'être toutes mauvaises (production, emploi), il est non moins exact qu'il s'agit de « casser » aujourd'hui la psychologie baissière.

Faux signaux

Sans doute faut-il ici ne pas sous-estimer les actions déjà entreprises. En particulier, les baisses de taux d'intérêt et surtout les réinjections de liquidités vont apparaître, au cours des jours à venir, tout à fait indispensables *lorsqu'on mesurera mieux* les amputations de patrimoines réellement subies. De même faudra-t-il que les banques centrales n'hésitent pas à rappeler qu'elles auraient fondamentalement vocation, si nécessaire, à être les prê*teurs en dernier ressort non pusil*lanimes que pourraient appeler les circonstances.

Toutefois, cette action aura à être strictement dosée, tout excès *de création de liquidités et de* pression sur les taux d'intérêt pourrait lui-même fournir de faux signaux au marché et aller trop rapidement dans le sens d'une baisse *excessive* du dollar, qui deviendrait alors *fondant*. Si, en effet, il apparaît aujourd'hui que les banques centrales, en se cramponnant à la fourchette basse (150 yens et 1,8 DM) définie lors des accords du Louvre ont sans doute fait une erreur et que le dollar doit encore baisser par rapport à ces chiffres pour trouver sa *place dans la* grille des interparités, il est clair qu'un dérapage non contrôlé des taux de change en forme de *« bulle »* prendrait rapidement des allures de catastrophe. Or, une telle hypothèse n'est pas totalement à exclure car, sur le marché des changes, comme sur celui de la Bourse, dès l'instant que la spirale est amorcée, elle peut se prolonger un certain temps du fait des anticipations, quel que soit ici aussi l'état des *« fondamentaux »*.

Or, dès l'instant que les taux d'intérêt devront baisser du fait des inévitables injections de liquidité, indispensables pour éviter les nombreux risques de défauts de paiement, il devient essentiel de faire en sorte d'éviter très vite le point de non-retour qui serait celui de la fuite vis-à-vis des actifs *en dollars*, pour des motifs, cette fois, cambiaires. On imagine notamment ce que serait l'incidence d'un retrait massif des investissements nippons de Wall Street. Dans un monde où on commence à dire que les Etats-Unis *ont désormais* deux banques centrales, le Système fédéral de réserve et les compagnies d'assurances japonaises, l'impact serait très rude.

En fin de compte, la situation, pour être maîtrisée, appelle à notre sens un véritable sursaut de la coopération internationale. Deux types d'actions paraissent devoir être recommandées : l'une, immédiate, par exemple, à partir d'une réunion du Groupe des Sept, devrait avoir une *portée* avant tout psychologique : faire cesser au plus vite cette impression inacceptable du système dont les variables de contrôle échap*pent de plus en plus* aux responsables. L'autre, plus décalée, porterait sur l'annonce d'un *projet* de réforme des paiements internationaux.

Les temps paraissent en effet venus de prendre note d'une contradiction fondamentale : celle d'une finance déréglementée et conquérante à l'échelle du monde qui prétendrait cohabiter avec une *renationalisation* des marchés des biens et services, sinon avec le protectionnisme commercial. Il convient rapidement de *« jeter un peu de sable sur les rouages trop bien graissés de la finance internationale »* (J. Tobin). Si on ne sait pas le faire de conserve, cela sera entrepris tôt ou tard unilatéralement. L'économie mondiale vient d'administrer la preuve qu'elle ne saurait éternellement vivre *« à découvert »*. Il va falloir agir vite et fort. ■

(*) Professeur à l'université Bordeaux-I.

(1) On utilise aussi en anglais le terme très parlant de *bootstrap* pour désigner l'illusion d'une économie qui croit décoller, à l'image de celui qui prétendrait atteindre l'état de lévitation en agissant seulement sur le tirant de ses bottines.

Le double message du marché

(Suite de la page 33.)

En fait, la coordination des politiques macroéconomiques a été utilisée comme figure rhétorique pour presser les gouvernements allemand et japonais de traiter, par la relance de leurs économies, le problème des déficits jumeaux américains que l'on s'obstinait jusqu'à l'entêtement à ne pas traiter par la voie fiscale. C'est pourquoi les accords du Louvre ne peuvent certainement pas être tenus pour une référence appropriée. Certes, ils ont favorisé la stabilisation pendant plusieurs mois des parités. Mais les effets pervers en sont progressivement apparus sous forme d'une augmentation rapide de la composante externe de la masse monétaire, les banques centrales étant tenues d'intervenir dès lors que les mains privées se dérobaient pour détenir des actifs libellés en dollars.

Fondamentalement, l'absence d'*engagements explicites concernant* les finances publiques américaines explique la perte de crédibilité de ce pays comme emprunteur sur les marchés inter*nationaux, d'autant plus que chacun* s'accordait pour juger le laxisme budgétaire plus ou moins inéluctable en période préélectorale. C'est dans ce contexte qu'il faut juger des réactions allemandes à la crise.

Une vue provinciale

Le rigorisme excessif de la *Bundesbank est souvent mis en* cause à ce propos. L'argument, vu de Paris, ne manque pas de force ; mais c'est une vue un peu provinciale. Si l'on prend une vue plus globale des responsablités et des possibilités de l'économie allemande, un *raisonnement* algébrique simple suffit pour convaincre que cette économie n'est pas en mesure de relancer l'économie mondiale ni même de résorber le déficit extérieur américain : on ne peut donc complètement blâmer les autorités de ce pays de vouloir faire respecter l'ordre des priorités. *Les tout derniers jours illustrent* d'ailleurs la violence du bras de fer qui se déroule à ce sujet : si *l'on sait que les taux allemands* ont baissé entre le 15 et le 20 octobre (*de 3,9 % à 3,65 % pour le* taux du marché monétaire), on a moins commenté leur remontée récente qui a porté le taux au jour le jour à 4 % le 28 octobre.

Au-delà de ces comportements stratégiques entre la Bundesbank *et la Maison Blanche, dont on* comprend bien la logique immédiate, une *véritable inquiétude* porte sur l'inspiration des politiques monétaires allemandes et, dans une moindre mesure, japonaise. Car les banques centrales ont aussi vivement réagi au gonflement jugé excessif des agrégats monétaires par crainte d'une résurgence des tensions inflation*nistes. Or celles-ci restent* aujourd'hui sous contrôle.

Le danger est à cet égard grand de mésestimer les raisons du gonflement des liquidités dans la période récente ; celui-ci se comprend en effet assez bien comme *l'effet d'une préférence* pour des titres courts de la part d'opérateurs *cherchant* à se protéger contre les pertes en capital advenant en période de hausse des taux d'*intérêt*. Que le besoin de liquidités se trouve bridé et l'on *voit alors resurgir le risque de* déflation associée au poids de la dette *telle qu'elle a été analysée* par I. Fischer en 1933.

De même qu'alors, nous nous trouvons finalement face à un nouveau tournant dans l'histoire des idées. *Les semaines* que nous vivons marquent, sans doute, le *dernier chapitre de ce que l'on* appelait il y a sept ans les « reaganomics ».

Le message du marché aujourd'hui est, en effet, double : méfiance à l'égard des décisions politiques, mais aussi appel à un encadrement plus rationnel des décisions privées. Faute de références *et* de règles, *le marché* — comme le disait Keynes — aboutit à *« égarer les énergies morales des nations »*. Nous disposons des ressources, des techniques et des connaissances capables de faire face au problème économique présent : il est juste temps de les utiliser pour éviter *des années d'équilibre de sous*-emploi.

JACQUES MISTRAL.

BIBLIOGRAPHIE

Une industrie de pointe : le textile

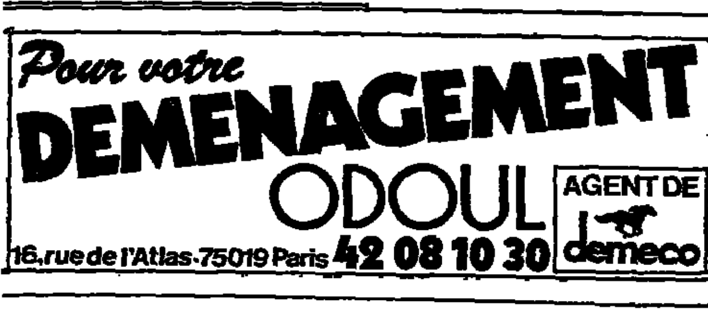
LA filière textile est-elle une industrie *de pointe* ou une activité sur le déclin ? *« C'est une industrie de pointe »*, *affirme Dominique Jacomet, fort* de l'expérience qu'il a acquise au sein du groupe Devanlay (chemises Lacoste). *L'auteur met en* relief la restructuration dont ce secteur fait l'objet depuis 1960 : modernisation *de l'appareil* de production, grâce notamment au plan textile lancé par le gouvernement *socialiste* au *début* de la décennie, introduction de nouvelles technologies, amélioration de la productivité.

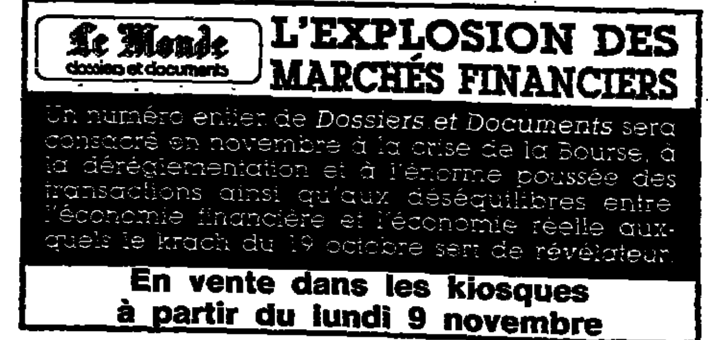
Mais l'intérêt principal de cet ouvrage réside sans doute dans l'étude internationale de la filière *textile, ce qui permet de faire* apparaître la modernisation européenne, d'étudier le développement de cette industrie en Asie du Sud-Est, de décrire les mécanismes des échanges *entre* les différentes régions du monde, et enfin de conclure que l'effort entrepris par les nations industrialisées est loin d'être achevé. L'industrie textile en France sera une industrie de pointe ou ne sera pas.

★ *Le textile-habillement, une industrie de pointe*, Dominique Jacomet, Economica, *1987*, 222 pages, *125 F.*

● **RECTIFICATIF.** — Dans l'article sur « Le réseau français », publié dans « le Monde économie » du 20 octobre, le dixième paragraphe contenait une erreur qui faussait le sens. *Il fallait lire : Dernier arrivé sur* la scène londonienne, le Crédit lyonnais a pris, début 1987, le contrôle d'Astaire and Co. En juillet dernier, la banque française négociait l'achat d'Alexanders Laing and Cruikshang Holdings (ALCH), un groupe financier *important constitué par Mercantile* House, en rassemblant trois acti*vités : une charge* d'agent de change (Laing and Cruikshang), une maison de courtage en matières premières et instruments financiers (Rouse Ltd) et une banque d'escompte accréditée auprès de la Banque d'Angleterre (Alexanders Discount). Ce groupe, qui emploie mille trois cent cinquante personnes dont les deux tiers au Royaume-Uni, *« était pour nous la cible idéale »*, explique M. Christian Ménard, directeur des agences en Grande-Bretagne.









SOIXANTE-DIX ANS D'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

L'empreinte stalinienne

par GÉRARD DUCHÊNE (*)

AU moment où ils s'emparent du pouvoir, Lénine et les bolcheviks n'ont certainement aucune idée ni des tâches économiques qui les attendent ni du type d'organisation qu'ils seront amenés à mettre en place. Tout va se faire dans l'improvisation, sous la pression des événements, mais avec des réflexes typiques – encore très répandus de nos jours – conduisant à des décisions qui forgent très rapidement un système socio-économique original et durable.

La Russie de 1913 apparaît comme l'équivalent d'un « nouveau pays industrialisé », un pays encore essentiellement paysan (à 80 %), mais dont l'industrie, en général moderne et concentrée, a connu une croissance particulièrement rapide depuis 1880. Toutefois, en 1917, trois années de guerre ont saigné la population, affaibli l'agriculture, désorganisé les approvisionnements et les finances publiques.

Un des premiers actes des bolcheviks est de laisser les paysans se répartir la terre. Point de collectivisation. Peu de nationalisations, du moins au début. Ce n'est que progressivement, au fur et à mesure de l'intervention étrangère qui s'intensifie, de l'anarchie qui s'installe, de l'hyperinflation qui gagne et des pénuries qui s'aggravent, que le régime en vient à nationaliser les entreprises de plus de cinq personnes (novembre 1919).

A tour de rôle sont introduits le rationnement (100 grammes de pain par jour pour un ouvrier, 25 grammes pour un bourgeois), le travail obligatoire, la réquisition armée des récoltes et, déjà, en pleine misère, un plan à long terme d'investissements (GOELRO, mars 1920). L'économie tout entière est placée sous le contrôle d'un Conseil supérieur de l'économie nationale (VSNKh) divisé en directions sectorielles – les *glavki*, recouvrant les anciennes fédérations patronales. L'économie de commandement est née.

En juillet 1920, toute menace extérieure étant écartée, la situation économique est catastrophique. Par rapport à 1909-1913, la récolte de céréales est réduite à la moitié, la production industrielle au cinquième. L'économie est presque entièrement démonétisée (la masse monétaire a été multipliée par 13 000, et le budget est transformé en une balance en nature), les campagnes vivent repliées sur elles-mêmes, les épidémies se développent.

Pour autant, le communisme de guerre se poursuit sans la guerre : il faut attendre mars 1921 pour que le parti consente, sur l'insistance de Lénine, au remplacement des réquisitions arbitraires des récoltes par un impôt raisonnable en nature. Le soulagement de la population ne s'opérera qu'à partir de 1922, car 1921 connut une récolte catastrophique, et la famine fit périr des millions de personnes.

Fruit de circonstances exceptionnelles, le communisme de guerre s'était transformé en un idéal que les bolcheviks ont eu du mal à abandonner. Nécessité avait fait loi, mais cette loi fut transformée en dogme. Il ne s'agit d'ailleurs, en amorçant cette nouvelle politique économique (NEP), que d'opérer un *« recul tactique sur les positions du capitalisme d'Etat »*.

Dix mille petites entreprises sont dénationalisées, et on autorise la création de firmes de moins de dix personnes. Le commerce extérieur se développe. La différenciation des salaires est encouragée, et la fonction d'encadrement est restaurée dans les entreprises d'Etat.

L'économie devient mixte : le secteur privé produit environ la moitié du revenu national. Très rapidement, en deux ou trois ans (1922-1925), les productions agricoles et industrielles retrouvent leurs niveaux de 1913. Cette restauration s'accompagne, entre juillet 1922 et février 1924, de l'introduction d'une nouvelle monnaie.

La NEP n'est pas une période de développement stable. Elle est marquée à deux reprises par les fameuses « crises des ciseaux », c'est-à-dire par une baisse des prix agricoles comparés aux prix industriels. Ce phénomène, qui favorise la concentration des terres entre les mains des koulaks, représente un enjeu crucial de la politique d'« alliance des ouvriers et des paysans ». En 1923-1924, le problème est résolu par une hausse volontaire des prix agricoles, et les « ciseaux » se referment.

Cependant, en 1926, la hausse des prix industriels est due aux pratiques monopolistes des trusts d'Etat, qui cherchent à financer une ambitieuse politique d'investissements lancée par le VSNKh (et destinée elle-même à alléger le problème du chômage urbain). Réaction politique de la paysannerie, blocage des prix industriels et même baisses autoritaires. Des pénuries apparaissent, que le VSNKh résout cette fois en renforçant le contrôle de l'allocation des produits, et en luttant contre les spéculateurs (il s'est évidemment développé un marché libre à prix élevés). Les campagnes, mal servies dans le partage, réagissent à leur tour par une baisse de production qui déclenche la « crise des approvisionnements » urbains en produits alimentaires (janvier 1928).

Or depuis 1924 se poursuit un débat de politique économique sur les stratégies de développement du pays entre Boukharine, partisan d'un développement de l'agriculture (privée) qui serait le moteur de la croissance industrielle, et Preobrajenski, qui prône une *« accumulation socialiste primitive »*, c'est-à-dire un transfert indolore, par le biais de bas prix agricoles, des profits de l'agriculture vers l'industrie. La solution apportée finalement par Staline se limitera à appliquer les réflexes de base du communisme de guerre.

Les nouveaux kolkhoziens

A la crise des approvisionnements, il faut répondre par la contrainte et la réquisition ; à la pénurie, par le rationnement ; à la hausse des prix libres, par l'interdiction du marché libre ; aux contestations de tout bord, par la terreur. Pêle-mêle, le marché, le secteur privé, les paysans, les opposants, réapparaissent comme les *« ennemis du socialisme »*.

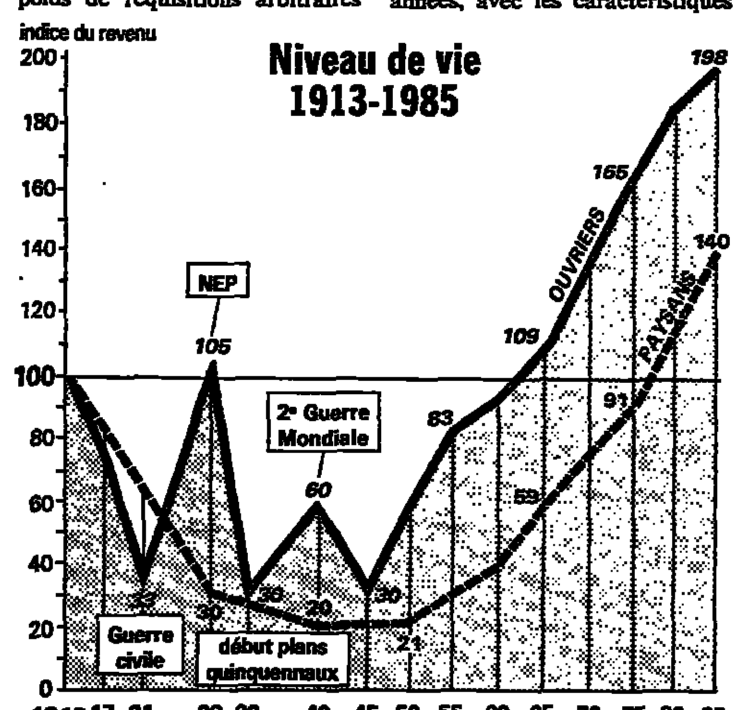
Les relations entre le parti et les paysans se modifient radicalement. En novembre 1929 est lancée la grande opération de dékoulakisation et de collectivisation des campagnes. *« Les paysans riches sont liquidés en tant que classe »*, c'est-à-dire avec une rare violence, qui se traduit par plusieurs millions de morts et de déportés. Les autres sont contraints de s'associer en coopératives (kolkhozes) en deux vagues (printemps 1930 et 1931).

Ecrasés l'année suivante sous le poids de réquisitions arbitraires (les prix agricoles de *« rachat »* sont inférieurs aux coûts de production), les nouveaux kolkhoziens réagissent violemment (abattage du bétail, destruction des récoltes). L'année 1933 connaîtra à nouveau une terrible famine entraînant la mort de plusieurs millions de personnes ; mais le régime soviétique, maintenant solidement implanté, subsistera.

La collectivisation est en fait la mesure d'accompagnement nécessaire de la politique d'industrialisation lancée dès 1926, et poursuivie à un rythme démesuré lors du premier plan quinquennal. Elaboré à partir de 1927 selon des variantes de plus en plus ambitieuses, ce plan entre en vigueur le 1er octobre 1928, et l'économiste Stroumiline déclare : *« Il n'y a pas pour les communistes de forteresse imprenable. »*

Le « système stalinien » apparaît ainsi comme l'accomplissement inéluctable de ce qui avait été engagé lors du communisme de guerre, la NEP ne représentant qu'une très courte pause. Il perdurera pendant environ trente années, avec les caractéristiques suivantes : une productivité agricole très basse, un niveau de vie paysan extrêmement bas, l'interdiction de quitter le kolkhoze, une croissance industrielle forte bien que hachée, un niveau de vie urbain faible, une discipline du travail draconienne (livret ouvrier, terreur policière), des programmes d'investissement (plans quinquennaux) trop ambitieux, qui nécessitent le sacrifice non consenti des besoins de la population.

Une administration centralisée des entreprises (les ministères industriels et leurs directions ont remplacé le VSNKh et ses *glavki*) s'exprime par des ordres détaillés d'approvisionnement et de livraison sur la base de balances en nature ; un système de financement original combine une très forte taxation de la consommation, des emprunts forcés auprès de la population et de la création monétaire. Les salaires croissent assez régulièrement ; mais la politique des prix fait alterner des périodes de stabilité ou de baisse légère (il y a alors pénurie et épargne involontaire) entrecoupées de révisions générales en très forte hausse (avec retour bref à l'équilibre). Enfin persiste une aptitude à faire face à la guerre, qui fera ses preuves de 1941 à 1945.



Evolution du salaire réel par ouvrier et du revenu réel par paysan depuis l'année 1913 considérée comme base de référence. Ce calcul ne tient pas compte des avantages fournis gratuitement par la société.
(*Source :* « Le niveau de vie en URSS », Jovan Pavlevski, Economica.)

Un boukharinisme modéré

C'est entre 1955 et 1965, sous l'influence de Khrouchtchev, puis de Brejnev et Kossyguine, que le système économique soviétique infléchit sa course. Si l'on peut dire que Staline a appliqué fort brutalement les idées de Preobrajenski, ses successeurs ont viré à une forme de boukharinisme modéré.

L'élément nouveau fondamental, c'est évidemment l'atténuation considérable de la terreur policière, qui est l'œuvre de Khrouchtchev. Cette libéralisation déstabilise la construction stalinienne, et l'on tente dans un premier temps d'y substituer un élément compensateur sous la forme d'une dévolution des pouvoirs économiques aux régions.

On remplace en 1957 les ministères centralisateurs par des *sovnarkhoz* (conseils régionaux). Simultanément est amorcée une politique de rééquilibrage des revenus paysans. Mais l'expérience de régionalisation ne fait qu'accroître la désorganisation ; et une hausse des prix alimentaires urbains, supposée couvrir celle des prix agricoles, conduit à de graves émeutes en 1962, et à un gel des prix qui dure jusqu'à présent.

Khrouchtchev évincé, ses successeurs restaurent le système d'administration économique traditionnel, mais en l'amendant par une réforme de la gestion des entreprises (1965) dont les observateurs s'accordent aujourd'hui à penser que ses effets ont été modestes. Le grand mérite de Brejnev est autre : par une politique de longue haleine, il a su rendre à la campagne des revenus et un statut pratiquement équivalent à ceux de la ville, et il a peu ou prou fait progresser significativement le niveau de vie de l'ensemble de la population, en laissant fonctionner les soupapes de la corruption et du marché noir.

Malgré cela, les résultats économiques du pays sont allés en s'aggravant. Plusieurs raisons peuvent être invoquées pour l'expliquer : le réengagement de l'URSS depuis le début des années 60 dans de gigantesques dépenses d'armement ; l'incapacité d'introduire des incitations significatives à la productivité (tant pour les entreprises que pour les travailleurs) ; la disjonction croissante entre les prix et les tensions qui se sont développées sur les marchés (prix agricoles élevés et prix alimentaires très bas, prix de gros intérieurs sans relations avec les prix du commerce extérieur, etc.).

Staline fut-il réellement nécessaire ? La question, posée par le soviétologue britannique Alec Nove, en appelle une autre : l'URSS (et son économie) peut-elle se passer de Staline ? Il est incontestable que la période qui va de la fin des années 20 au milieu des années 50 avait une cohérence – certes insupportable moralement – qui a été rompue du moment où la répression policière fut allégée. Selon la formule de Paul Thibaud, *« le totalitarisme sans terreur, et encore plus le totalitarisme où s'efface le souvenir de la terreur, est gagné par l'impotence »* (*le Monde* du 3 octobre 1987).

Il n'est guère surprenant dès lors que le problème de l'incitation au travail et à l'innovation soit devenu sur le plan économique la quadrature du cercle pour le régime. Comment obtenir de la population la participation à une œuvre dont la conception lui échappe ? Comment lui imposer de prendre spontanément des initiatives qui sont définies par les autorités ?

Telles sont les questions truquées que l'histoire adresse à M. Gorbatchev. Certaines de ses déclarations montrent qu'il a décelé le piège dans lequel étaient tombés ses prédécesseurs. Et la formule « perestroïka » indique sa volonté de démanteler ce qui reste de la machine stalinienne. Un nouveau pas en arrière ou deux pas en avant ? ■

(*) Professeur à l'université Lille-II.

Population et « transparence »

LES données statistiques sur l'histoire économique de l'URSS sont pauvres et difficiles à interpréter. Les taux de croissance spectaculaires annoncés sur la longue période ont une signification réduite du fait du problème bien connu de l'influence des changements de prix relatifs des produits sur la croissance d'un agrégat.

Selon les prix retenus pour calculer le PNB (ceux du début ou de la fin de la période), les taux de croissance changent considérablement. L'économiste américain A. Bergson a montré que la croissance annuelle de 1928 à 1937 est de 11,9 % en prix de 1928, mais de 5,5 % en prix de 1937.

Si l'on ne peut attendre beaucoup de révélations dans ce domaine, il en est un sur lequel la « glasnost » pourrait utilement jeter ses lumières. Entre le recensement de la population de 1926 et celui de 1958, publiés en détail, deux recensements ont eu lieu, en 1937 et en 1939. Non seulement le premier n'a jamais été publié, mais ses auteurs ont été arrêtés et ont disparu dans les purges. Quant au second, publié très partiellement, les spécialistes sont unanimes à en trouver les résultats douteux.

On ne dispose même pas d'estimations globales année par année de la population soviétique entre 1927 et 1941. Les reconstitutions occidentales les plus soigneuses font apparaître pour la période 1929-1939 un *« déficit non naturel de population »* de 15 à 25 millions de personnes, qui se répartit entre un excès de mortalité et un déficit des naissances, sans que l'on puisse en dire davantage.

La publication du recensement secret de 1937 permettrait probablement de savoir ce qui s'est passé dans cette période troublée : combien de victimes ont fait la collectivisation (1930-1931), la famine (1933), les purges (1937-1938) ? Quel a été le coût humain du stalinisme ?

AU JAPON

Auto-réforme

(Suite de la page 33.)

Dans la fonction publique, il vient de recommander à ses agents de ne pas travailler deux samedis – à raison de quatre heures par semaine – chaque mois, au lieu d'un actuellement. La durée hebdomadaire moyenne va ainsi être ramenée de 43 à 42 heures avec un salaire mensuel inchangé !

L'administration japonaise s'auto-réforme. Mais, à en croire M. Yoshifuji, *« ses fonctionnaires sont jugés excellents dans l'opinion »*. Dès lors, l'interdiction constitutionnelle du droit de grève qui leur est imposée apparaît... naturelle. S'ils sont mécontents, ils peuvent s'adresser directement au Jinji-In. Trente-quatre l'ont fait en 1986...

« Les fonctionnaires de l'Etat travaillent pour l'intérêt général, et non pour des intérêts particuliers. Le peuple japonais ne serait pas content si ses fonctionnaires travaillaient moins à cause de revendications salariales. »

De Tokyo,
MICHEL NOBLECOURT.

43 fonctionnaires pour 1 000 habitants

LE Japon compte, selon les dernières statistiques officielles publiées en septembre dernier, 5 150 316 fonctionnaires. Leur répartition est la suivante : 1 180 709 fonctionnaires d'Etat, 752 591 employés d'entreprises publiques (dont il faut désormais soustraire les 276 774 salariés de Japanese National Railways, récemment privatisée) et 3 217 016 fonctionnaires locaux.

Depuis vingt ans, on a assisté à un important redéploiement des effectifs. Ainsi 30 982 emplois ont, de 1967 à 1987, été supprimés chez les fonctionnaires civils : 68 978 postes ont disparu notamment dans les agences administratives et les entreprises publiques, tandis que 37 996 étaient créés en particulier dans les hôpitaux publics et les écoles publiques.

Le Japon se retrouve ainsi avec la plus faible proportion de fonctionnaires (militaires inclus) pour 1 000 habitants parmi les pays industrialisés : soit 43 fonctionnaires pour 1 000 habitants contre 79 pour 1 000 aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale, 90 pour 1 000 en Grande-Bretagne et 122 pour 1 000 en France...

La fonction publique japonaise est entrée en 1987 dans son septième plan de réduction du personnel. Sur la période 1987-1991, il prévoit 43 980 suppressions d'emplois, 9 843 postes ayant déjà été supprimés pour 1987. Le premier plan (1968-1971) et le deuxième (1972-1974) avaient déjà prévu des réductions du même ordre, les objectifs ayant décrû de 1975 à 1981. Le sixième plan (1982-1986), qui prévoyait 49 934 suppressions, avait relancé le mouvement.

De 1968 à 1982, le nombre de fonctionnaires civils et militaires (à l'exception de ceux basés à Okinawa) a été réduit de 151 670 ; mais par les magies du redéploiement il y a eu par ailleurs une augmentation de 141 068 postes, soit en fait un solde négatif de 10 602.

L'emploi à vie

Les fonctionnaires, qui sont embauchés jusqu'à l'âge de la retraite – c'est *« l'emploi à vie »*, – sont recrutés à travers trois concours. Chaque année il y a 250 000 candidats ; mais environ 36 000 reçus (dont 10 000 femmes). En principe aucune qualification académique n'est requise pour se présenter, mais il s'agit dans la quasi-totalité des cas d'étudiants.

Les concours de catégorie 1 (cadres supérieurs pour le haut service public) et de catégorie 2 sont tentés par des candidats qui ont un diplôme universitaire, le concours de catégorie 3 – 12 000 reçus chaque année – étant accessible à des candidats de niveau baccalauréat.

Pour le haut service public, les places sont rares. En 1986, au concours de catégorie 1, il y a eu 32 000 candidats : 1 700 on été reçus et 800 embauchés. En catégorie 2, on compte dix fois plus de candidats que de places disponibles. L'âge, mais aussi les compétences personnelles jouent pour l'avancement : un fonctionnaire de bon niveau peut espérer devenir directeur de service au bout de dix-huit ans de carrière.

M. N.

La chronique de Paul Fabra

C'est la faute du messager

SELON la légende, il existait, dans l'Antiquité, une coutume aussi cruelle que stupide : on tuait le messager qui apportait une mauvaise nouvelle. C'est là, à première vue, un acte qui paraît si monstrueux qu'on doute qu'il ait pu être systématiquement commis (sans compter la difficulté de recruter des messagers). Ces anciens *devaient être bien ignorants du sens de* la responsabilité individuelle. Il arrive pourtant qu'on impute aux journalistes les choses désagréables qu'ils annon*cent, ou qu'ils prendraient un malin plai*sir à monter en épingle et à commenter de travers. A croire que cette histoire de messager n'est pas apocryphe, tant le *réflexe d'aveugle colère qu'elle suppose* peut sembler, si l'on peut dire, naturel.

Sur un registre très différent, exclusif *de toute sauvagerie mais indicatif d'une* semblable esquive, consistant à s'en prendre à un innocent pour ne pas avoir de questions embarrassantes à se poser (*sur l'identité des vrais coupables*, par exemple), l'incroyable panique qui a quasiment précipité dans l'abîme le marché des actions vient de fournir une nouvelle illustration du porteur d'information cloué au pilori. La stupidité de l'accusation est ici poussée à l'extrême. L'innocent incriminé est, si je puis dire, au-delà de l'innocence. C'est une machine.

Une enquête est, paraît-il, en cours aux Etats-Unis pour déterminer dans quelle mesure l'emploi généralisé de l'informatique pour la transmission groupée des ordres (Program Trading) et leur *exécution automatique, a contribué à* accélérer la chute des cours, sinon à la provoquer. La belle explication que voilà, et combien dans l'esprit du temps ! On *se donne à la fois un alibi et un frisson* supplémentaire en feignant de croire que « les machines créées par le cerveau de l'homme » finissent par commander aux événements.

Bien que des centaines de pages seront sans doute écrites sur le sujet, on peut se convaincre que l'argument ne vaut pas cher. Les ordres de vente sont des ordres de vente : où sont les clients qui, *sur l'instant*, ont décroché leur téléphone pour dire : ce n'est pas cela que je voulais ? Mais il est plus facile de suspecter l'ordinateur, qui n'en peut mais, *que de regarder la réalité en face. Pro*grès technique ou pas, l'affolement a été le même, avec les mêmes effets dévastateurs en 1987 que cinquante-huit ans auparavant. La mémorable séance du 19 octobre à Wall Street, où l'on vit les hommes à cravate et à parapluie anglais à poignée de bois perdre plusieurs heures d'affilée tout contrôle *sur eux-*mêmes et sur la situation, avait pourtant été précédée d'une semaine très rude.

Le jeudi 15 octobre, en particulier, ils avaient déjà eu l'impression que le sol allait se dérober sous leurs pieds. Pareillement, la panique du jeudi 24 octobre 1929 n'empêcha pas les moutons de se jeter une deuxième fois à la mer, et de plus haut, le mardi suivant, 29 octobre 1929.

Il est encore plus dur de s'avouer pourquoi le mouvement de foule de ce joli mois d'octobre s'est traduit par une chute encore plus vertigineuse du château de cartes boursier qu'à l'automne 1929 où les « années folles » de la première après-guerre s'achevèrent dans le vertige de la ruine. Cela n'a rien à voir avec l'informatisation. Si, le 19 octobre 1987, la baisse a été double (22 %) de *celle qui fut enregistrée le « mardi noir »* (12,5 %) de nos pères ou grands-pères, la raison n'en est sans doute pas aussi fortuite qu'on aimerait le croire ou le faire croire, notamment aux « petits porteurs » non pas de nouvelles, mais de titres. L'explication la plus probable pourrait bien être que les risques pris, aujourd'hui, individuellement et surtout collectivement, par le système financier — pas seulement américain — dépas*sent, et de loin,* ceux qui furent pris, dans une allégresse comparable, par le système financier qui s'écroula au début des années 30.

On se flattait déjà à l'époque des progrès de l'internationalisation des marchés. On a fait, comme on le sait, beaucoup mieux depuis lors, notamment à la faveur du développement des euromarchés. Aurait-on déjà oublié que ceux-ci, au cours des deux dernières années, furent le théâtre d'hécatombes intéressantes ? C'est ainsi que disparut l'année dernière, corps et biens, un marché qui *connut de brèves heures de gloire*, celui des obligations perpétuelles. Les investisseurs (banques japonaises, notamment) qui en souscrirent de gros montants les ont encore sur les bras, peut-être pour l'éternité. Il n'y a plus d'acheteurs. Un livre connut un certain succès à New-York en 1931. Son titre était : *An economy without a buyer (Une économie sans acheteurs).*

Il serait trop facile de faire porter le chapeau par les seuls milieux de la « haute finance internationale », pas français de préférence. L'enthousiasme dénué de toute discrimination et de recul (*ne parlons même pas de recul histori*que) qu'a montré notre haute administration depuis 1984 pour tout ce qui flairait l'« innovation » et la « dérégulation » financières a produit certains résultats dont les jeunes Français paieront longtemps les conséquences. Plusieurs des réformes proposées et entérinées par les ministres successifs ne sont pas étrangères à la tornade, qui n'a pas épargné non plus le marché de Paris.

DONNONS un exemple sur lequel on n'insistera jamais assez. Sous couvert de « modernisation » des structures et des usages du marché parisien — lesquels, c'est entendu, avaient besoin d'être rénovés — le jeune et brillant cabinet de Pierre Bérégovoy a copié à la lettre plusieurs des procédures les plus contestables apparues aux Etats-Unis *depuis une quinzaine d'années*, c'est-à-dire depuis la dégradation progressive et accélérée des finances de l'Etat fédéral, des sociétés et des ménages.

Ouvrons à la page 38 le livre à maints égards prémonitoire, publié au printemps *1986 par l'un des meilleurs connais*seurs de Wall Street, l'économiste Henry Kaufman, sous le titre *Interest Rates, the Markets, and the New Financial World*. Après y avoir rappelé que, jusqu'à une époque récente, l'existence d'un marché obligataire à très long terme (trente-cinq ans et plus) et à taux fixe et bas (inférieurs à 5 %) ouvert aux émetteurs privés — y compris aux jeunes ménages par le truchement des prêts *hypothécaires — a été, « aussi incroyable que cela puisse paraître actuellement, la caractéristique principale du marché financier américain »,* Henry Kaufman écrit : *« Ce qui reste du marché obligataire à long terme est devenu la propriété du Trésor. A cause de ses émissions massives d'emprunts à long terme, l'Etat fédéral a proprement saturé le marché, obligeant les emprunts privés à se reporter sur des échéances plus courtes. Ainsi l'emprunteur privé, celui qui est le moins à même de supporter l'aléa d'une brusque remontée des taux, est désormais celui qui est contraint à prendre les plus grands risques, alors que le débiteur qui jouit du meilleur crédit, à savoir le Trésor des Etats-Unis, a usurpé le marché à long terme à taux fixe. »*

Le sens de l'usurpation est probablement ce qui manque le plus, en France comme de l'autre côté de l'Atlantique, à la direction du Trésor (nous ne parlons pas ici des personnes). Sans nécessité, les réformateurs de la rue de Rivoli ont adopté la pratique des emprunts publics à long terme, sous la formule relativement compliquée (la complexité décourage le grand public et ses élus de mettre le nez dans des affaires réservées au corps des énarques !) des « obligations assimilables du Trésor » (OAT) au taux uniforme de 8,50 % (mais, quand le taux du marché dépasse ce niveau, comme ce fut sans interruption le cas depuis le dernier trimestre 1986, l'emprunt est émis au-dessous du pair). Les échéances sont selon les émissions de sept, dix, quinze et, depuis le début de cette année, vingt-cinq ans.

Cette dernière « innovation » est un comble. Faut-il croire Edouard Balladur quand il assure les Français que *« la désinflation, même si les marchés n'en sont pas persuadés, continue »*, ou bien ses services, qui lui ont fait admettre *que l'Etat pouvait demander à ce même* marché de lui acheter des titres rapportant entre 9 et 10 % chaque année pour le quart de siècle à venir ? Les gestionnaires de la rue de Rivoli sont si heureux de pouvoir jouer d'« instruments financiers » aussi perfectionnés qu'ils ont, contre toute prudence, poussé à toute vapeur les émissions d'OAT. Cela a fortement contribué à alourdir le MATIF (marché à terme des instruments financiers), les grandes banques encore nationalisées — elles ont encore leur utilité ! — se couvrant sur ce dernier marché après avoir *participé à chaque nouvelle* adjudication mensuelle du Trésor (une nouvelle innovation, introduite en 1987, pas forcément heureuse).

VOUS voulez savoir pourquoi les taux *à long terme ont tellement monté* en France ? Le gouvernement assure tantôt que c'est la faute aux Américains, tantôt que c'est la faute aux Allemands. Dans une étude comparative que vient de publier la Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet, on lit *« ... la hausse des taux français apparaît un peu plus précoce et marquée* (1) *puisqu'elle atteint quatre points par rapport au point bas d'août 1986 contre un peu moins de trois points aux Etats-Unis et environ un point et demi en Allemagne ».* Dans cette évolution très défavorable à notre pays, la politique de financement de la *dette publique est certainement* pour beaucoup.

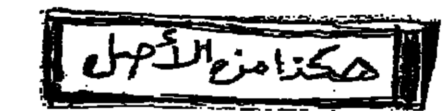
Quand on gave un marché déjà encombré d'obligations à long terme au moment où la tendance se retourne, il ne faut pas s'étonner de voir la baisse des titres à revenu fixe s'accentuer, ni les taux monter (*une baisse de la valeur des* obligations se traduit par une hausse du taux pour les nouvelles émissions). C'est seulement au début du mois d'octobre, quand les choses commencèrent à tourner vraiment très mal, que la décision fut prise d'annuler toute nouvelle adjudication.

Aux Etats-Unis, le Trésor, sans désemparer, va cette semaine offrir sur le marché 23 milliards de dollars d'obligations nouvelles ! A Paris, la direction du même nom va peut-être en éprouver une secrète jalousie. Tout cela n'empêche pas beaucoup d'économistes d'affirmer gravement : *« Les pouvoirs publics ne peuvent pas grand-chose sur l'évolution des taux longs. »*

Il est clair que, si l'Etat français doit, pour se procurer des fonds, offrir une rémunération de l'ordre de 10 %, les *constructeurs de logements doivent* payer au moins deux points et demi de plus. C'est l'aspect le plus grave de l'affaire. ■

(1) Le membre de phrase *« apparaît un peu plus précoce et marquée »* est souligné dans le texte de l'étude.





SOMMAIRE

■ Après plus de deux semaines de tourmente boursière et monétaire, les places financières connaissent aujourd'hui un calme relatif. A Paris, le palais Brongniart est resté fermé le 2 novembre. A Tokyo, après une chute, la séance s'est terminée sur une remontée des cours. On constatait, cependant, comme à Francfort, une légère baisse du dollar. Tout se passe comme si les opérateurs étaient persuadés qu'un nouvel accord entre les sept grands pays *industriels allait* intervenir prochainement. ■ Les positions américaines et ouest-allemandes restent cependant imprécises. ■ En RFA, les cinq grands instituts de recherche économique ont demandé au gouvernement d'avancer la mise en place de la réforme fiscale abaissant les impôts. Aux Etats-Unis, les discussions entre l'administration Reagan et le Congrès progressent à pas très lents. ■ Les marchés des matières premières ne subissent pas des fluctuations comparables à celles des marchés financiers. En fait, leurs prix ne constituent plus des indicateurs pertinents de la situation de l'économie *(lire ci-contre)*. ■ Après avoir annoncé officiellement sa démission, le PDG *de La Chapelle-Darblay* refuse, en restant sourd aux appels de M. Alain Madelin, de la concrétiser. La solution de reprise par le tandem franco-canadien Pinault-Cascades reste vraisemblable. *(lire page 39)*.

L'incertitude sur les marchés boursiers et monétaires

Le dollar reste orienté à la baisse

L'incertitude restait de mise, le lundi 2 novembre, sur les marchés boursiers et monétaires. A Tokyo, l'indice Nikkeï chutait, puis remontait pour dépasser légèrement son niveau de samedi. Mais c'est surtout sur le front des changes que se portait l'attention en ce début de semaine. Le dollar *était partout* en baisse et clôturait à Tokyo – en dépit de l'intervention de la Banque du Japon, qui aurait acheté entre 800 millions et 1 milliard de dollars – à 137,58 yens, contre 138,55 yens vendredi. Pour éviter une accélération de la chute du dollar, le ministère nippon des finances faisait un nouvel appel au *« patriotisme »* des investisseurs institutionnels pour qu'ils se portent acquéreurs de bons du Trésor américain, mais une certaine lassitude se faisait jour au Japon.

Le billet vert était également en baisse à Francfort où, dans la matinée du 2 novembre, il s'échangeait à 1,7210 deutschemarks, contre 1,7270 en clôture vendredi soir, comme à Zurich où il était traité à 1,4185 francs suisses, contre 1,4260 en veille de week-end. Ce nouvel effritement ne se répercutait pas sur la parité franc-mark en début de matinée. La devise française s'échangeait à Londres à 3,38 F pour un mark, un peu au-dessus du plus bas niveau *historique* atteint vendredi soir à New-York, à 3,39 F. Les moindres tensions sur la devise française poussaient les cambistes à écarter désormais l'idée d'un réaménagement du système monétaire européen (SME).

Cet attentisme – avant la tempête ? – était entretenu par l'incertitude sur l'évolution des discussions budgétaires entre le Congrès et la Maison Blanche. Après l'attaque en règle lancée par le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, contre le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger *« et sa clique »*, responsables à ses yeux du durcissement de la politique du crédit en RFA, chacun attend avec impatience de connaître la *température de la rencontre*, qui devait avoir lieu le lundi 2 novembre entre le président de l'institut d'émission ouest-allemand, M. Karl-Otto Poehl, et son homologue américain, M. Alan Greenspan. Les deux hommes parviendront-ils à apaiser la polémique qui commence à renaître entre Bonn et Washington sur la répartition des tâches à envisager pour éviter un coup de frein trop brutal à l'économie américaine ?

Autre élément d'importance pour les marchés boursiers comme pour l'évolution des changes : la réunion, le mardi 3 novembre, du comité de l'*open market* de la Réserve fédérale, qui détermine la politique monétaire à venir de la Fed. *Traditionnellement, cette réunion se tient* à huis clos, mais les opérateurs supputent un léger assouplissement de l'attitude de l'institut d'émission. Après avoir injecté des liquidités ces derniers temps pour amortir le choc de la tourmente boursière, on ne peut exclure que les autorités monétaires américaines ne fassent preuve d'un certain pragmatisme avant la *réunion* d'un groupe des *Sept*, principales puissances industrielles. Alors, seulement, il sera possible de savoir s'il existe un consensus sur une stabilisation du dollar à un niveau légèrement plus bas qu'avant la crise boursière. Pour le moment, en effet, les banques centrales se sont contentées d'intervenir *en douceur*, pour lisser les mouvements sur le billet vert.

Budget américain

Encore des hésitations

Les divisions qui persistent entre les parlementaires comme entre le Congrès et la Maison Blanche sur la façon de réduire rapidement le déficit budgétaire paraissent presque surréalistes aux partenaires des Etats-Unis. Chacun sait que seul un accord crédible sur ce thème peut *accélérer le processus de concertation* entre les sept principales puissances industrielles (dont on attend une réunion) pour jeter les bases d'une stratégie permettant d'éviter une récession contagieuse. Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, l'a vivement rappelé au gouvernement américain en précisant, selon l'hebdomadaire *The Observer*, qu'une contraction de 23 milliards de dollars, prévue par la loi Gramm-Rudman, de coupes automatiques ne saurait être suffisante. Le ministre français du budget et porte-parole du gouvernement, M. Alain Juppé, l'a reconnu également en affirmant que si les contacts entre les Sept *« vont dans le bon sens »*, une réunion ne pourra avoir lieu avant que *« le terrain soit suffisamment déblayé »*.

Rude ménage outre-Atlantique, si l'on en juge par les différends qui continuent d'opposer les représentants de la Maison Blanche et du Congrès, qui devaient se rencontrer, ce lundi 2 novembre, pour tenter de trouver une issue honorable au dossier budgétaire. *« Comme les diamants, les coupes budgétaires doivent être éternelles »*, s'est contenté de déclarer dans son intervention hebdomadaire radiodiffusée le président Ronald Reagan. Mais pour lui, un relèvement de l'impôt comportant un alourdissement de la fiscalité directe sur les revenus et les sociétés continue de tenir du cauchemar plus que de la pierre précieuse. Pour le moment, les deux parties se sont mises d'accord sur un accroissement de 6 milliards environ de recettes budgétaires. On est loin des 12 milliards *recherchés – parallèlement* à des économies du même ordre – pour parvenir enfin à un compromis présentable à l'opinion publique américaine et internationale.

La lenteur des progrès réalisés sur ce terrain risque d'alimenter d'autres types de polémiques. Au moment où les Américains commencent à craindre *sérieusement* un certain marasme et où les économistes se demandent si la consommation des ménages, brusquement ralentie *par la tourmente boursière et financière* des dernières semaines, ne va pas peser sur les résultats des mois à venir, les déclarations se multiplient, contradictoires : l'économiste américain John Galbraith préconise un *« vrai gouvernement »* et une réduction du déficit budgétaire grâce à un relèvement de l'impôt, mais pas *immédiatement pour éviter* de cumuler les effets déflationnistes. Le Prix Nobel d'économie 1987, Robert Solow, annonce, pour sa part, une récession. Dans une interview publiée par le quotidien madrilène *Diario 16*, il souligne que *« la Bourse n'est qu'une espèce de messager »*, dont le comportement justifie *« le pessimisme »*. Très dur pour le gouvernement Reagan, accusé d'avoir *« commis les erreurs les plus graves de politique macro-économique depuis l'époque du président Hoover »*. Robert Solow, ancien conseiller des présidents John Kennedy et Lyndon Johnson, pointe un doigt accusateur sur l'accumulation des déficits budgétaire et commerciaux, dont la responsabilité incombe totalement, selon lui, à l'équipe actuellement au pouvoir.

Plus sereins, trente-cinq analystes interrogés par le *Wall Street Journal* hésitent à prophétiser une véritable récession et, dans l'ensemble, annoncent seulement un ralentissement de la croissance. Celle-ci se limiterait, selon eux, à 2,8 % en rythme annuel durant le second semestre 1988 et à 1,4 % durant les six premiers mois de 1988. Mais ainsi que l'a reconnu le président Reagan, citant un célèbre prédécesseur, *« la seule chose dont on peut avoir peur, c'est la peur elle-même »*. Encore faudrait-il que les dirigeants américains eux-mêmes ne participent pas à cet engrenage fatal des anticipations et des craintes.

F. Cr.

En RFA

Les cinq grands instituts de recherche économique suggèrent d'avancer l'application de la réforme fiscale

BONN
de notre correspondant

Ralentissement de la croissance, légère augmentation des prix et du taux de chômage. Tels sont les principaux points du rapport d'automne réalisé par les cinq principaux instituts de recherche économique de RFA à la demande du gouvernement fédéral. Ce rapport était d'autant plus attendu qu'il devait *être publié, le lundi 2 novembre*, au lendemain de la bourrasque qui vient de balayer les places financières mondiales.

Pour l'année 1987, la croissance ouest-allemande devrait se situer aux alentours de 1,7 %, alors qu'elle s'était établie à 2,4% pour l'année 1986. La RFA, selon ces instituts, se situerait ainsi dans le peloton de queue des pays industrialisés pour l'augmentation du PNB réel l'an prochain, celle-ci se situant en moyenne entre 2 et 2,5%.

Les prix devraient, eux, augmenter de 2%, alors que le ministère de l'économie tablait sur une augmentation de 1,5%. Le nombre de chômeurs devrait s'accroître légèrement en raison de l'afflux *de jeunes sur* le marché du travail, dont l'arrivée ne peut être compensée par la création de nouveaux emplois. On prévoit ainsi un nombre total de 2,27 millions de sans-emplois à la fin de l'année 1987. Le rapport souligne enfin que la croissance ouest-allemande serait beaucoup plus provoquée par *l'augmentation des* exportations que par la relance de la demande intérieure.

Le rapport suggère, pour augmenter la demande intérieure, d'avancer à 1989 l'application de la réforme fiscale prévue pour 1990, et de pratiquer une politique salariale plus différenciée en fonction des branches et des régions.

Avant même sa publication officielle, ce rapport a déjà donné lieu à de nombreux commentaires, qui répondent en même temps aux critiques formulées à l'étranger sur la politique économique et monétaire de la RFA. Si l'ancien ministre de l'économie, le comte Lambsdorff se prononce pour l'avancement de la mise en œuvre de la réforme fiscale pour animer la conjoncture, son successeur, M. Martin Bangemann (FDP), ne voit pas de raison pour agir de la sorte, et estime, lui, que la croissance se situera l'an prochain entre 2 et 2,5%. M. Bangemann, comme le ministre des finances, M. Gehrard Stoltenberg rejette les demandes formulées par les partenaires occidentaux de la RFA concernant la baisse de ses taux d'intérêts. *« Nous avons des taux d'intérêts très bas, on ne peu pas attendre grand-chose de leur baisse »*, a déclaré M. Bangemann, qui a, par ailleurs, accusé les Etats Unis, d'avoir pratiqué une politique monétaire *« changeante »* qui ne met pas ce pays en position de pouvoir *« donner des leçons »*.

Mais le parti libéral de M. Bangemann a peut-être dans ses cartons la solution-miracle pour animer la conjoncture : il va mener au parlement un combat solitaire pour faire évoluer la fameuse loi sur la fermeture des magasins. Contre la résistance acharnée des patrons du commerce de détail et des syndicats d'employés, les libéraux voudraient obtenir qu'une soirée par semaine les boutiques restent ouvertes jusqu'à 22 heures au lieu de 18 h 30. Mais s'agit-il bien d'une solution-miracle ?

LUC ROSENZWEIG.

Les matières premières dans la tourmente

Des boussoles qui ont perdu le nord

***« Aucun marché n'est une île »*, écrit le 27 octobre le courtier britannique en métaux Shearson Lehman Brothers dans son bulletin hebdomadaire. Parce qu'elles restent à la source de l'activité économique, les matières premières réagissent en effet à la tempête financière. Mais, par un repli qui frappe surtout par sa faible intensité bien qu'il s'étende à la plupart des produits.**

Au London Metal Exchange (LME) place phare des non-féreux, l'air soudain malsain de la City ébranle sans distinction le cuivre et l'aluminium, le nickel, le plomb et le zinc. L'or, dont certains investisseurs espéraient le réveil, manifeste une lourdeur inhabituelle en pareille occasion, qui lui interdit de passer le cap des 500 dollars l'once, alors que le billet vert n'est plus ce qu'il était. L'argent perd du terrain, suivi par le platine.

Locomotives traditionnelles des non-ferreux, les métaux précieux les entraînent cette fois, sans conviction, vers le bas. Si le caoutchouc conserve un semblant de fermeté sur les marchés asiatiques, les peigneurs de laine de Bradford assistent impuissants à la dépréciation de la fibre naturelle, qu'accentue celle du coton. Mais l'indice Moody's n'a pas l'allure plongeante du Dow Jones. Que cache cette réaction mitigée ? Par le passé, les matières premières ont souvent servi de signaux d'alarme, capables de percevoir et même d'anticiper les chaos du monde. Leurs prix ont tour à tour reflété les tensions des « avant-guerre », les bruits de bottes en Corée, les chocs pétroliers de 1973 et 1979, aussi bien que les craintes de pénurie ou la panne de croissance des économies développées au début des années 80.

Entre janvier 1987 et les premiers jours d'octobre, les cours des produits de base ont enregistré une remontée sensible (voir graphique) attribuée pour l'essentiel à un phénomène technique : la plupart avaient touché en 1984-1986 des planchers inconnus depuis 1932, l'année *la plus noire de la grande* dépression. De la même manière que les marchés financiers apparaissaient « surcotés », ceux des matières premières étaient « sous cotés ».

Le mouvement des neuf derniers mois sur les prix des produits de base n'a pas, cependant, été provoqué par un afflux de capitaux spéculatifs. Il a suivi un relatif assainissement statistique des matières premières, dominée auparavant par une pléthore manifeste. L'offre s'est ralentie – sur l'aluminium, le cuivre et le plomb en particulier – tandis que la consommation montrait des signes insistants de reprise. Les stocks des « origines » ont perdu une partie de leur embonpoint. Ceux des premiers transformateurs, qui étaient proches de zéro en métaux et en caoutchouc, se sont reconstitués peu à peu, sans que les producteurs n'accélèrent leur activité.

Ainsi, à la veille du krach boursier, de vives tensions sont apparues sur les prix « cash » des matières premières livrables du jour au lendemain. Faute d'aluminium immédiatement disponible, le marché s'est mis en « déport » ; une situation exceptionnelle, où les cours au comptant sont supérieurs à ceux du terme (échéance de livraison à trois *mois*). *Habituellement*, c'est l'ordre inverse qui prévaut : le prix de « l'éloigné » est supérieur à celui du « rapproché », car le premier incorpore les coûts du stockage et la rémunération du prêt qu'ils supposent. De cette évolution des marchés, les observateurs ont surtout retenu que les matières premières suivaient alors une courbe ascendante susceptible de traduire un redémarrage de l'inflation mondiale. La hausse des taux d'intérêt de part et d'autre de l'Atlantique a même donné quelque crédit à ce scénario. Il s'agissait pourtant d'une illusion d'optique : depuis le début de l'année, les cours des produits de base ont progressé dans la monnaie malade, c'est-à-dire exprimés en dollar. Mais les cotations en livres sterling ont nettement moins augmenté. En outre, le « déport » exprime le contraire d'une anticipation inflationniste. Il signifie qu'à un horizon de trois mois, le marché s'attend à payer moins cher les matières premières en raison d'une activite industrielle ralentie ou d'une offre accrue.

INDICE DES MATIÈRES PREMIÈRES MOODY'S

Base 100 : 31 déc. 1931

900 – 895,9 (plus bas de l'année) – 1027,9 – 1046,3 – 1053,2 (plus haut) – 1013,5

J F M A M J J A S O – 1987

L'indice Moody's retrace l'évolution quotidienne des prix de quinze matières premières pour lesquelles existe un commerce actif et un courant spéculatif.

* Base réactualisée en 1974.

Le London Metal Exchange et le New-York Commodity Exchange ont ainsi envoyé des messages contradictoires d'inflation ou de récession, selon qu'on s'attachait à l'évolution nominale des prix ou à leur structure dans le temps.

Marchés à terme au jour le jour

Au lendemain du fameux lundi 19 octobre, on constate une rechute générale *mais limitée des métaux*. Aux Etats-Unis, Chrysler estime déjà qu'en 1988 la production d'automobiles diminuera fortement. Outre-Atlantique comme au Japon, où les ménages placent traditionnellement une forte proportion de leur épargne à la Bourse, l'impact du krach sur la consommation future de *biens manufacturés est un sujet* d'inquiétude.

Or, les matières premières conservent une certaine fermeté. Les marchés à terme ne réagissent plus qu'au jour le jour, sans visibilité sur l'avenir proche. L'aluminium est soutenu par des clients sans stock qui continuent à demander de la marchandise sous vingt-quatre heures. Les carnets de commandes de l'industrie des aciers inox sont pleins jusqu'au premier trimestre de 1988. Cette seule certitude soutient les prix du nickel, même si elle doit demain être balayée ou rectifiée pour les mois suivants.

Une telle myopie empêche de considérer désormais les prix des matières premières comme des indicateurs pertinents de l'activité économique réelle. Les capitaux spéculatifs que draine le marché à terme de Commodity sont trop volatiles pour alimenter une tendance fiable et durable. Mais, surtout, les produits de base n'entrent plus de façon assez massive dans le processus industriel pour en mesurer les réactions. D'après la Banque mondiale, sur 1 000 dollars de PIB, 5 dollars seulement proviennent de métaux non ferreux. Les phénomènes de substitution par les plastiques, les composites, les alliages, les nouveaux matériaux ou la gomme synthétique ont chassé l'étain, le cuivre et le caoutchouc naturel de leurs débouchés traditionnels.

Preuve et conséquence de cette mise à l'écart, les prix des produits de base ont continué de baisser en 1984, alors que l'économie mondiale renouait avec la croissance. Cette déconnexion s'est poursuivie en 1985 et en 1986. *« On ne sait plus très bien à quoi réagissent les matières premières »*, constatent aujourd'hui les professionnels. Soutenus tant bien que mal autour autour de 18 dollars le baril par l'OPEP et grâce aux tensions dans le Golfe, les prix du pétrole ne fournissent pas de renseignements prospectifs.

L'or a, lui aussi, cessé d'exprimer quoi que ce soit. Trois semaines de grève des mineurs d'Afrique du Sud, l'été dernier, l'ont laissé sur ses positions, à quelques dollars près. Il n'a pas davantage réagi à la bourrasque financière. A la récente Assemblée du FMI, le secrétaire au Trésor américain, James Baker, a aussi paru mal inspiré en proposant de constituer un panier de matières incluant l'or pour surveiller l'inflation. Sourds et aveugles, ces produits sont pour l'instant muets. Bien malin celui qui saura retrouver le Nord sur des boussoles qui l'ont perdu.

ÉRIC FOTTORINO.

REPÈRES

Inflation

Accélération en Italie

Les prix à la consommation ont progressé de 0,9 % en octobre, portant à 5,3 % le rythme de l'inflation en Italie au cours des douze derniers mois, indique l'Institut des statistiques (ISTAT). En septembre, la hausse des prix sur douze mois avait atteint 5 %. Pour sa part, la Banque d'Italie, dans son bulletin d'analyse économique semestriel, met en garde le gouvernement contre le risque *d'accélération de l'inflation*. Un taux de 6 % d'ici à la fin de décembre rendrait inaccessible l'objectif d'un taux fixé par l'équipe au pouvoir à 4,5 % en 1988, compte tenu, notamment, de l'alourdissement de la taxe à la valeur ajoutée prévu par le projet de loi de finances 1988.

Travaux publics

Conjoncture « bien orientée »

Les entreprises de travaux publics ont réalisé, au cours du mois d'août, plus de 8 milliards de travaux. L'activité enregistrée depuis le début d'année (en données désaisonnalisées et en francs constants) se situe à plus de 4 % au-dessus de celle constatée durant la même période de 1986, précise la Fédération nationale des travaux publics. En août, le volume des heures travaillées par le personnel ouvrier a progressé à la fois par rapport à juillet 1987 et par rapport à août 1986. Le volume des commandes reçues en août s'est maintenu à un niveau globalement satisfaisant et permet d'escompter une activité bien orientée pour les prochains mois.

TRANSPORTS

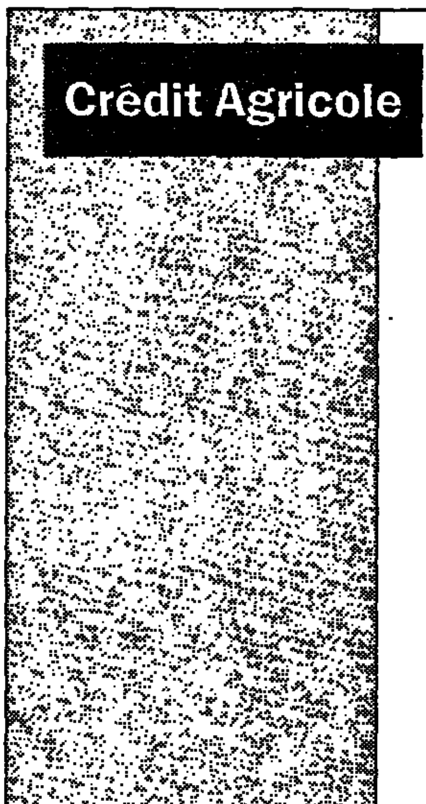
M. Douffiagues suggère qu'UTA desserve Boston et Philadelphie

Le ministre délégué chargé des transports, M. Jacques Douffiagues, a suggéré une solution pour tenter de mettre un terme au conflit qui oppose Air France et UTA pour la desserte de la côte est des Etats-Unis. La compagnie privée UTA avait demandé depuis plusieurs mois à se poser à Newark, l'un des aéroports de New-York. Mais, sous la pression d'Air France, le gouvernement a, jusqu'ici, répondu non.

Pour sortir de l'impasse, M. Douffiagues propose à UTA d'ouvrir une ligne vers Philadelphie, au sud-ouest de New-York, et vers Boston, au nord-est. Air France ne dessert pas Philadelphie, mais ses avions se posent à Boston, à raison de deux fréquences par semaine. La compagnie nationale céderait ses droits sur Boston à UTA, le transporteur privé s'engageant à ne plus chercher à *« ennuyer »* Air France sur New-York.

Chez Air France, on exprime une certaine *« surprise »* face à ces suggestions ministérielles, d'autant que les discussions en cours avec UTA, souhaitées par le premier ministre, ne concernent pas les dessertes en question. Air France indique qu'elle a fait part, il y a plusieurs semaines, aux pouvoirs publics, de son désir de rouvrir la ligne de Philadelphie, sur laquelle la France a des droits.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



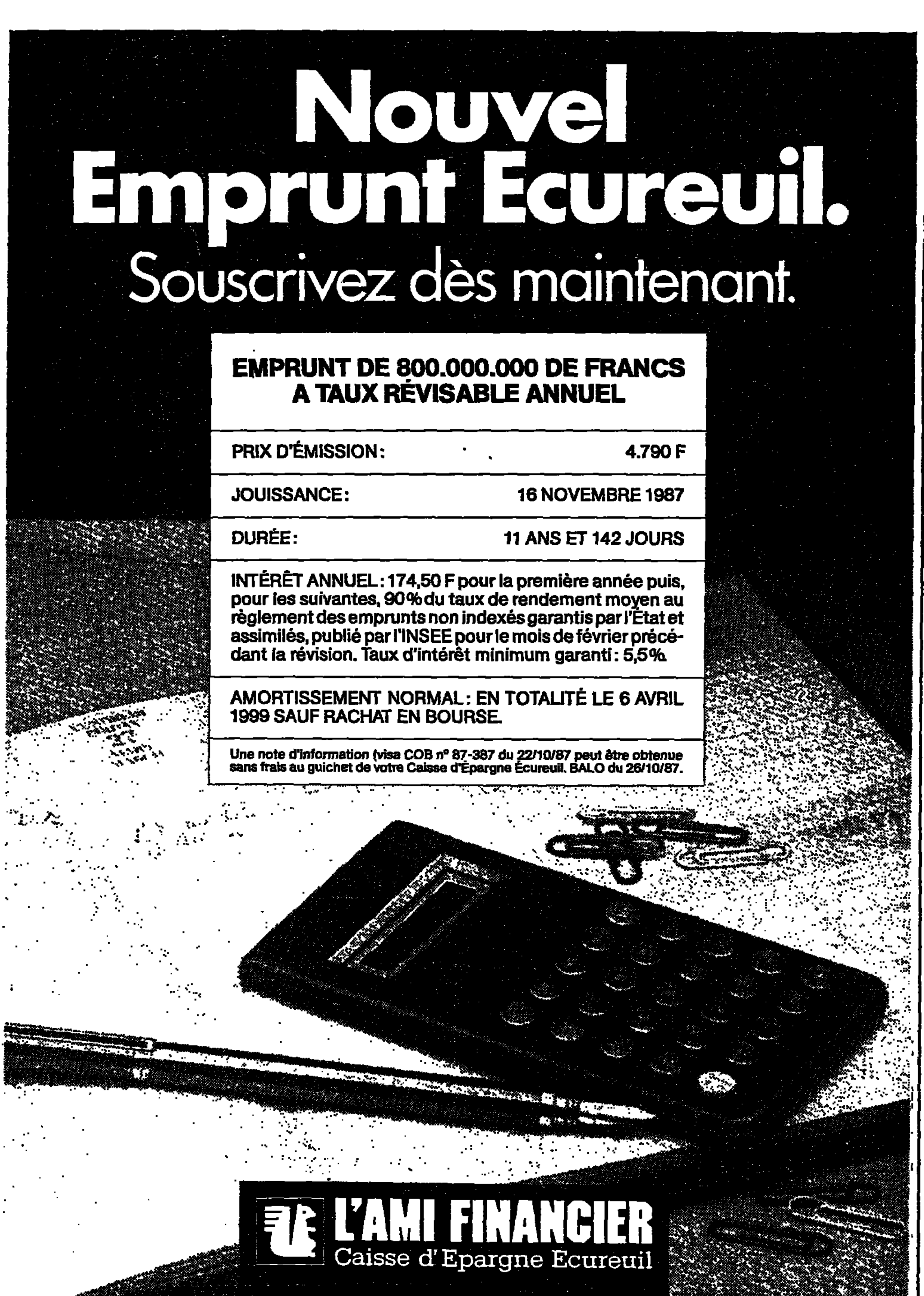
Rémunération des Titres Participatifs Octobre 1985.

La rémunération annuelle des titres participatifs du Crédit Agricole octobre 1985 se compose d'une partie fixe égale à 50 % du TMO (taux moyens mensuels de rendement à la date de règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés) et d'une partie variable égale à 39 % de ce TMO, multipliée par un coefficient de participation qui varie selon l'évolution des résultats nets du groupe Crédit Agricole, conformément au contrat d'émission.

Les résultats nets s'établissent à F 2.611,7 millions en 1986 contre 1.805,80 millions en 1985. Compte tenu du coefficient de participation de 1,094 retenu pour le coupon de 1986, *le nouveau coefficient applicable* à la rémunération de 1987 s'élève à 1,582 %.

Le total de la rémunération fixe et variable calculée sur la base d'un TMO moyen de 9,244 % (période de référence d'octobre 1986 à septembre 1987 inclus) fait ressortir un coupon égal à 111,69 % du TMO, soit F 103,25 pour un titre participatif de F 1.000 nominal qui sera mis en **paiement le 4 novembre 1987.**





BTP BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

L'activité de la BTP au cours du premier semestre s'est exercée dans un contexte marqué à la fois par la privatisation de la banque et la détérioration de la conjoncture financière.

Dans cet environnement, la BTP a poursuivi son développement conformément à ses objectifs tant dans le *domaine des crédits et services* aux entreprises que dans celui des activités financières.

Au 30 juin 1987, par rapport au 30 juin 1986, les encours de crédits ont sensiblement augmenté passant de 1 491 millions de francs à 1 725 millions de francs (soit + 15,7 %).

L'évolution des dépôts de la clientèle commerciale a *également* marqué une nette progression du premier semestre d'une année à l'autre : 834 millions de francs contre 741 millions de francs (soit + 12,6 %).

Par ailleurs la hausse des taux à long terme et les déplacements de capitaux vers des structures à court terme, à plus faible valeur ajoutée pour la banque, n'ont pas permis de renouveler en matière financière les performances exceptionnelles du premier semestre 1986.

Ce contexte a conduit à une légère baisse du produit net bancaire par rapport à celui du premier semestre 1986 : 117,1 millions de francs contre 120,6 millions de francs.

En définitive, compte tenu du montant modéré de la dotation nette aux provisions, permis par la baisse des contentieux, le résultat avant impôt et participation des salariés s'établit à 23,5 millions de francs. *Du fait de l'incidence* positive du crédit d'impôt, ce résultat *conduit à un* bénéfice net au 30 juin 1987 de plus de 20 millions de francs.

Ce résultat satisfaisant, confirmé par celui du troisième trimestre, ajouté aux bénéfices des filiales consolidées devrait permettre au groupe de la BTP d'atteindre, voire de dépasser, en 1987, les 40 millions de francs de bénéfice net qui avaient été annoncés *lors des opérations* de privatisation, et ce, malgré la dépression boursière actuelle.

Siège social, 253, boulevard Pereire, 75852 Paris Cedex 17. Tél. 47-54-75-75.



Le conseil d'administration s'est réuni le 21 octobre 1987 sous la présidence de M. Gérard Billaud.

Le président a tout d'abord rappelé qu'Immobanque a émis en juin dernier un emprunt obligataire avec bons de souscription d'actions d'un montant de 150 millions de francs, au taux de 7,5 %, d'une durée de dix ans, et exposé que, par suite d'opérations d'apports récemment intervenues, le groupe Locafrance se trouve détenir à ce jour près de 40 % du capital d'Immobanque.

Le conseil d'administration a ensuite examiné les comptes au 30 juin 1987.

Les loyers (crédit-bail et location simple) facturés au cours du premier semestre 1987 se sont élevés à 192 664 000 F, dégageant un résultat financier brut avant éléments exceptionnels de 70 208 000 F. Après prise en compte de ces éléments (dont notamment 14 000 000 F de plus-values de cession anticipée, 5 400 000 F d'amortissement de la totalité des frais d'émission de l'emprunt obligataire de juin 1987 et 815 000 F de travaux sur patrimoine propre) et dotation complémentaire à la réserve latente de 18 640 000 F, le résultat net comptable s'élève à 60 261 000 F contre 45 508 000 F pour la même période de l'exercice précédent.

Sur le plan de l'activité, en dépit d'une concurrence qui demeure particulièrement vive, Immobanque a connu un développement satisfaisant au cours des dix premiers mois de l'année.

A ce jour, compte tenu des contrats signés, en cours de signature ou à l'étude, l'objectif de l'ordre de 500 millions de francs de nouveaux engagements que s'est fixé le conseil d'administration devrait être atteint pour l'exercice 1987, contre 470 millions de francs en 1986.

Les résultats au 30 juin 1987 ainsi que l'évolution de l'activité depuis cette date *devraient permettre*, pour 1987, *une nouvelle majoration du dividende unitaire, qui* s'élevait à 48 F pour l'exercice 1986.



Premier trimestre : ventes + 21 %
Bénéfice net + 19 %

En présentant les résultats records du premier trimestre de l'exercice en cours, le président John H. Krehbiel a notamment déclaré que, dans le cadre de son développement à long terme, la société avait créé aux Etats-Unis et à l'étranger cinq cent cinquante emplois nouveaux l'année dernière, auxquels s'ajouteront cinq cents emplois cette année.

« Nous avons engagé notre programme d'investissement de 67 millions de dollars, qui comprend de nouvelles implantations et l'accroissement des capacités de production aux Etats-Unis, en Amérique du Sud et en Extrême-Orient.

Nous maintenons nos objectifs de croissance de 20 % à 25 % du chiffre d'affaires, avec une marge au moins égale à 10 %. »

Premier trimestre (30 juin - 30 septembre 1987)
(non audités et en millions de dollars)

	1987-1988 *1er trimestre*	1986-1987 *1er trimestre*
Chiffre d'affaires	112 167	92 967
Résultats avant impôts	*24 165*	*19 242*
Provisions pour impôts	11 304	8 387
Intérêts minoritaires	(106)	(94)
Bénéfice net	12 755	10 761
Bénéfice par action	0 50	0 43
Actions en circulation	25 347	25 243

EPEDA - BERTRAND FAURE

□□□

Augmentation de capital : prolongation du délai de souscription jusqu'au 16 novembre

Dans sa séance du 28 octobre 1987, le conseil d'administration d'Epeda-Bertrand Faure, tenant compte du comportement récent des marchés financiers, a décidé de prolonger la période de souscription à l'augmentation de capital actuellement en cours, en reportant la date de clôture de l'opération du 3 novembre au 16 novembre inclus.

Confirmation des tendances positives

Pour les *neuf premiers mois*, les *tendances* positives déjà annoncées dans la note d'information visée par la Commission des opérations de Bourse (disponible sur simple demande auprès des *intermédiaires financiers*, visa COB nº 87-350 en date du 29 septembre 1987) ont été confirmées :

- + 26 % pour le chiffre d'affaires consolidé d'Epeda-Bertrand Faure (hors Luchaire).
- + 12 % pour le chiffre d'affaires consolidé du groupe Luchaire (y compris Allinquant).

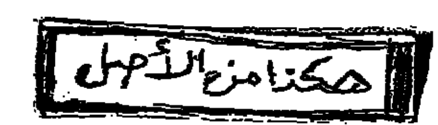
Pour 1987, la progression du chiffre d'affaires du groupe Epeda-Bertrand Faure (hors Luchaire) devrait être de 20 % à structures comparables et de 25 % en incluant la Sotexo, avec une nouvelle amélioration des marges bénéficiaires. *Le* chiffre d'affaires du groupe Luchaire sera en augmentation par rapport à l'exercice précédent. Sur la base des éléments *actuellement disponibles*, les résultats du groupe seront en forte croissance par rapport à 1986 et le bénéfice par action, tenant compte de l'augmentation de capital en cours, *devrait marquer une nouvelle progression*.

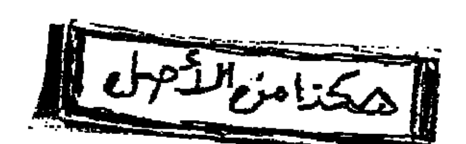
Pour l'exercice 1988, le nouveau groupe devrait connaître une croissance soutenue tant du chiffre *d'affaires que des résultats.*

EPEDA - BERTRAND FAURE

□□□

UNE FORCE INTERNATIONALE





Économie

Les remous sur les places financières

La prudence récompensée des caisses de retraite

Plutôt sur la défensive depuis plusieurs années face aux partisans de la retraite par capitalisation, les caisses de retraite complémentaires – fonctionnant par répartition – pourraient-elles se réjouir *in petto* des soubresauts actuels de la Bourse ? Ou bien doivent-elles aussi s'inquiéter ? En effet, elles placent sur le marché une bonne partie de leurs réserves, qui sont considérables : une trentaine de milliards de francs pour les caisses de cadres réunies dans l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) et autant pour l'Association de régime de retraites complémentaires (ARRCO), qui couvre l'ensemble des salariés (15 millions de cotisants, 5 millions de retraités) ? Ne risquent-elles pas de perdre sur ces placements ?

En fait, les actions ne représentent qu'une minorité des placements des caisses : 5,8 % pour l'ARRCO en 1986, contre 87 % en obligations (dont 70 % en titres garantis par l'Etat), bien plus que ne le prévoient les règlements internes ; 4 % en prêts, le restant en immeubles. De quoi autoriser une grande sérénité : ce sont essentiellement les obligations qui, à 12,9 % en moyenne, ont rapporté, en 1986, 6,3 milliards de francs de revenus supplémentaires. Une somme qui a permis de faire face à des charges imprévues.

Côté AGIRC, on peut être un peu plus attentif, sinon perplexe, devant les mouvements de la Bourse : les actions constituent 18 % du portefeuille-titres des institutions (18 milliards environ, fonds sociaux compris), les SICAV et fonds communs de placement 10 %, et les obligations 70 %, essentiellement en emprunts d'Etat ou garantis par l'Etat, la réglementation exigeant que ceux-ci forment au moins la moitié du portefeuille).

Certes, les pourcentages varient selon les institutions : certaines ont un goût vif de la pierre ; ailleurs, la proportion d'actions détenues peut atteindre 25 %, voire 30 %, et une note confidentielle de l'Inspection générale des affaires sociales et de l'Inspection des finances relevait, en 1985, l'intérêt marqué de certaines institutions pour les valeurs étrangères...

Mais, même dans le pire des cas, les pertes sur les actions ne sont que potentielles : les caisses ne sont pas plus pressées de vendre que d'acheter ; elles ont en général une politique prudente, visant plus au maintien du patrimoine qu'à la recherche du profit : *« Plutôt accumulation que réalisation de plus-values immédiates ou différées par la cession d'actifs »*, soulignait la note précitée. Depuis, les mésaventures de la Caisse de retraite interentreprises (CRI), qui avait un peu cédé au vertige de la finance (*le Monde* du 9 octobre 1986), ont contribué encore à dissuader les tentations. Dans ces conditions, les pertes potentielles sur les actions sont compensées jusqu'à présent par des plus-values potentielles sur les obligations, plutôt en hausse aujourd'hui et assurant toujours des revenus réguliers.

Gestion de trésorerie

De surcroît, les caisses – surtout les plus importantes – peuvent gagner sur leur gestion de trésorerie : leurs disponibilités, rémunérées à peu près au taux du marché monétaire, bénéficient de la hausse actuelle des taux. Or, cette gestion de trésorerie met en jeu des sommes tout aussi considérables : 22,1 milliards de francs pour l'ARRCO en 1986. Elle a rapporté à l'ARRCO quelque 460 millions de francs et 487 millions de francs aux institutions de l'AGIRC.

La plupart des caisses confient cette gestion financière à des compagnies d'assurances, avec des consignes de prudence : la note de 1985 estimait que beaucoup auraient pu gagner davantage. Quelques-unes, par exemple la CAPIMEC ou la CIPC, qui gèrent à elles seules 20 % des fonds de trésorerie du régime des cadres, en ont les moyens juridiques ou pratiques – elles disposent de leur propre établissement financier.

Des caisses puissantes comme celles-là pourraient même être tentées aujourd'hui d'utiliser une petite partie de leurs disponibilités pour jouer à la baisse, en prenant des options sur des cours plus bas. Sur des sommes limitées, l'opération serait pour elles sans grands risques...

GUY HERZLICH.

ÉNERGIE

Les revenus pétroliers de l'OPEP divisés par deux en 1986

Les revenus pétroliers de l'OPEP ont été pratiquement divisés par deux entre 1985 et 1986 et sont tombés à 77,07 milliards de dollars l'an dernier, contre 131,97 milliards l'année précédente, en raison de l'effondrement des prix du brut, selon les dernières statistiques de l'Organisation publiées par OPECNA, l'agence de presse de l'OPEP.

Les exportations de pétrole brut des treize pays ont progressé en volume de 20,8 %, passant de 10,91 millions de barils par jour (mb/j) à 13,19 mb/j.

Les principaux perdants ont été l'Algérie, dont les revenus tirés des exportations pétrolières ont chuté de 58,9 %, la Libye (– 55,32 %), le Qatar (– 56 %) et les Emirats arabes unis (– 56 %), ainsi que le Gabon (– 49 %), l'Iran (– 49 %), l'Equateur (– 48,9 %) ou le Nigéria (– 48,9 %). L'Arabie saoudite, qui a accru de 66,37 % en volume ses exportations, est le seul pays qui a le mieux tiré son épingle du jeu, ses revenus ne baissant que de 15,5 %.

La balance des paiements courants des treize pays a chuté brutalement, passant d'un excédent global de 6,05 milliards de dollars en 1985, à un déficit de 18,49 milliards en 1986.

ÉTRANGER

Le Japon juge « prématuré » un embargo sur les importations de pétrole iranien

Le Japon a repoussé le samedi 31 octobre la demande américaine d'embargo sur ses importations de pétrole d'Iran, mais a décidé de les maintenir à leur niveau actuel. Il serait *« prématuré »* pour le Japon de prendre des sanctions à l'égard de l'Iran, tant que le secrétaire général de l'ONU mandaté par le conseil de sécurité poursuit ses efforts en vue d'un cessez-le-feu, selon M. Murata vice-ministre des affaires étrangères.

Le Japon *« comprend que les Etats-Unis, en la circonstance, aient été conduits à prendre des sanctions économiques, mais il lui est difficile de faire de même »*, a ajouté le vice-ministre, qui a fait valoir que son pays pouvait user de son influence pour inciter l'Iran à davantage de souplesse.

Suite aux attaques iraniennes de navires américains dans le Golfe, les Etats-Unis, après avoir pris des sanctions commerciales contre l'Iran le 26 octobre, ont demandé au Japon de mettre fin à ses importations pétrolières de ce pays et de restreindre ses exportations susceptibles de servir à des fins militaires. Le Japon importe à lui seul un cinquième du brut exporté par l'Iran. – *(AFP.)*

AFFAIRES

Le PDG de la Chapelle-Darblay ne répond plus

M. Kila fait attendre M. Madelin

M. John Kila ne répond plus. Le PDG de la Chapelle-Darblay, qui avait accepté, le 30 octobre au soir, de se retirer du groupe papetier français, est resté sourd aux appels et à la convocation que lui a lancés au cours des dernières quarante-huit heures le ministre de l'industrie, M. Madelin.

La solution de reprise de la Chapelle-Darblay par le tandem franco-canadien Pinault-Cascades, qui reste subordonnée au départ de M. Kila, était suspendue, le 2 novembre, à la confirmation en bonne et due forme par l'actuel PDG de son désengagement (il possède 40 % du capital de la Chapelle-Darblay). Dans la lettre qu'il a adressée le 30 octobre à M. Madelin (*« Monsieur le ministre, vous avez gagné ! »...*), M. Kila affirmait avoir joint les ordres de mouvements concernant les actions qu'il possédait dans les différentes sociétés du groupe Chapelle-Darblay, ainsi que les lettres de démission de tous les postes qu'il occupait à la tête de ces sociétés. Mais, en réalité, le ministre de l'industrie n'a rien reçu d'autre que des photocopies de documents officiels, dont la valeur juridique est nulle. L'envoi est de surcroît incomplet : il ne comprend pas la décision de cession des titres des sociétés de fourniture et d'ingénierie que M. Kila avait liée au groupe la Chapelle-Darblay.

Pourquoi cette volte-face du PDG, qu'on qualifie, Rue de Grenelle, de *« dernière manœuvre »* destinée à empêcher toute solution amiable de voir le jour ? Il est possible que M. Kila redoute que soit dévoilée au grand jour la complexité des montages juridico-financiers établis par ses soins autour du groupe papetier. Certains suggèrent que les fonds publics reçus depuis 1984 auraient pu trouver, par ce biais, un usage contraire à *« l'intérêt du contribuable »* que ne cesse de mettre en avant M. Madelin. Surtout, M. Kila aimerait sortir multimillionnaire, sinon milliardaire de cette opération dans laquelle, à l'origine, il n'a apporté que 1 million de francs. *« Le simple remboursement du capital mis dans cette affaire ne constitue nullement une contrepartie de l'œuvre menée à bien »*, écrivait M. Kila le 30 octobre, ajoutant qu'il se réservait le droit *« de demander réparation »* pour *« l'important préjudice qu'il estime avoir subi »*. Pour se retirer, il aurait demandé 500 millions de francs et même (une seule fois) 1 milliard de francs...

Pour le ministre de l'industrie, qui s'apprêtait, le 2 novembre, à rassurer les fournisseurs et les salariés de la Chapelle-Darblay, le silence diplomatique de M. Kila est un contretemps dommageable, dont l'issue pourrait être judiciaire.

Tandem

En attendant, la solution Pinault-Cascades reste disponible. Le tandem franco-canadien a accepté toutes les conditions de M. Madelin – très directif dans cette affaire, – y compris celle de rembourser de manière échelonnée, sur les futurs bénéfices réalisés, les subventions et les prêts octroyés jusqu'ici au groupe papetier, soit 1,95 milliard de francs. Le groupe hollandais KNP a de son côté proposé un plan de reprise avec les compagnies françaises Matussière et Forest, et le norvégien Norske Skog, abandonnant du même coup son projet de sauvetage en association avec M. Kila.

Mardi 2 novembre, la Société professionnelle des papiers de presse (qui gère une partie de l'approvisionnement en papier-journal de la presse française) annonçait qu'elle étudierait *« dans les jours qui viennent sa participation avec Pinault-Cascades »* à l'éventuelle reprise de la Chapelle-Darblay. Mais, une fois encore, la mise en œuvre d'une solution rapide reste entre les mains du vrai-faux partant, M. John Kila.

E. F.

SOCIAL

Le conflit des dockers

Les responsables du port de Marseille veulent aligner leur compétitivité sur celle de Dunkerque

Sur la recommandation de M. Ambroise Guéllec, secrétaire d'Etat à la mer, les négociations ont repris le 28 octobre entre les dockers CGT et les entrepreneurs de manutention du port autonome de Marseille (PAM), qu'on appelle les acconiers, en vue de parvenir à la signature de nouvelles conventions collectives.

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Plus de 300 000 tonnes de trafic perdues, un millier de salariés des entreprises de manutention, de transit et d'agences maritimes mais en chômage technique, une quinzaine de sociétés susceptibles de disparaître : le conflit prolongé entre dockers et acconiers a créé une situation de jour en jour plus préoccupante sur le port de Marseille dont l'image de marque se ternit de mois en mois. Le climat s'est encore tendu après la décision prise le 24 octobre par le conseil d'administration du bureau central de la main-d'œuvre (BCMO) que préside le directeur du port, M. Michel Péchère, de supprimer l'indemnité de garantie versée aux dockers qui refusent les règles d'embauche fixées par les acconiers (1). Réplique des dockers marseillais : une grève de vingt-quatre heures le 27 octobre, venant après celle observée la veille, par solidarité, à l'appel de la CGT, par les dockers de l'ensemble des ports français.

Le même jour, M. Ambroise Guéllec recevait une délégation de la Fédération des ports et docks CGT qui brandissait la menace d'une généralisation du conflit si cette mesure n'était pas rapportée. Le ministre obtenait alors du patronat marseillais qu'il suspende l'embauche pendant au moins quarante-huit heures – les dockers retrouvant leurs droits à indemnité – en contrepartie d'une reprise active des négociations sur des bases réalistes.

Ces nouvelles discussions seront-elles plus fructueuses que les précédentes ? Les deux parties semblent avoir admis qu'elles étaient «condamnées à réussir» dans un délai rapide. Au fil des réunions, leurs positions se sont rapprochées. Selon les acconiers, un accord paraît possible sur la composition des équipes concernant les différentes opérations de manutention à terre et à bord des navires. La CGT a également accepté une certaine souplesse de l'emploi tout en refusant des transferts d'équipes d'ouvriers de bord à terre (et *vice versa*). Les négociations ont pu avancer cependant sur la réduction de l'encadrement et l'uniformisation des salaires souhaitées par les entrepreneurs de manutention.

Les résultats obtenus se traduisaient par une baisse des effectifs et un gain de productivité de l'ordre de 20 %. Ils ont été jugés cependant insuffisants par la direction du port en regard des objectifs qu'elle a fixés et auxquels a souscrit l'ensemble de la communauté portuaire pour permettre un abaissement des coûts de passage de l'ordre de 30 %. *« Il est possible et indispensable,* a déclaré M. Péchère, *d'aboutir à des coûts au moins égaux à ceux des ports de la mer du Nord. »* La référence est, en l'occurrence, celle des accords signés il y a quelques mois par les dockers de Dunkerque. Les responsables du port de Marseille ont clairement indiqué que, si le port phocéen ne s'alignait pas sur l'organisation du travail et les tarifs en vigueur à Dunkerque, les collectivités publiques ne participeraient pas au financement du plan social signé en juin dernier par la CFT et les acconiers, prévoyant le départ en préretraite de cinq cents dockers pour un coût de 200 millions de francs. *« L'intervention du secteur public* (2), nous a indiqué le directeur de l'exploitation du port, M. Hubert du Mesnil, *n'est justifiée que par la perspective de gains de trafic. Nous ne sortirons pas d'un conflit qui aura largement dégradé la position commerciale du port, par un accord bâclé ou un simili-accord qui n'offrirait pas d'avantages substantiels à la clientèle. »*

GUY PORTE.

(1) Cette indemnité est comparable à une indemnité de chômage.

(2) M. Jacques Chirac, de passage à Marseille le 16 octobre, avait indiqué que le port de Marseille pourrait bénéficier, à la condition qu'un plan d'entreprise soit adopté, d'une dotation de 250 à 300 millions de francs. Les acconiers ont également sollicité l'aide des collectivités locales, notamment celle du conseil général des Bouches-du-Rhône.

Economies et nouvelles ressources pour la caisse des cheminots

Le régime général de sécurité sociale n'est pas le seul à éprouver des difficultés. Face à un déficit prévu de 185 millions de francs en 1987, pour 8,3 milliards de dépenses (1), et de 200 millions de francs en 1988, le conseil d'administration de la caisse de prévoyance de la SNCF, qui gère l'assurance-maladie des 225 000 cheminots, des 370 000 retraités et de leurs familles (630 000) a adopté, le mardi 27 octobre, un plan d'économies et de recettes nouvelles.

Côté recettes, les cotisations vont être relevées de 0,2 point, à partir du 1er janvier 1988, passant à 5,30 % pour les actifs, à 4,5 % pour les retraités. La participation de l'entreprise (treize douzièmes de celle des salariés) suivra. Les retraités et les veuves non imposables qui, jusqu'à présent, ne payaient rien, vont verser une cotisation de 1 %, sauf les six mille neuf cents personnes qui touchent une pension du Fonds national de solidarité.

Côté dépenses, les remboursements resteront de 100 % pour les cheminots, de 80 % pour les familles et les retraités, s'ils sont soignés par des médecins de la SNCF. Mais, s'ils recourent à d'autres médecins, les remboursements de médicaments seront alignés sur ceux du régime général, alors qu'ils étaient jusqu'à présent de 100 %. Enfin, les placements gratuits en maisons médicales pour les retraités seront ramenés de dix-huit à six mois. Cette mesure devrait économiser 45 millions de francs en 1988, 60 millions en 1989 et 265 millions à partir de 1990.

Ces mesures ont été approuvées par les huit représentants de la SNCF et les deux de la Fédération générale des retraités. Les élus CGT (quatre) et CFDT (un) se sont prononcés contre, le représentant de FO s'abstenant.

(1) Soit environ 2,2 %. Pour le régime général, il était de 5 % avant le plan Séguin.

Occupation de la mine de Carmaux

ALBI
de notre correspondant

Ils ont pénétré par une « fendue », un souterrain permettant d'évacuer les wagonnets de charbon : à partir du 12 octobre, treize mineurs de Carmaux (Tarn) ont occupé le fond, veine F, cote 230 (deux d'entre eux sont remontés durant le week-end), un fond délaissé depuis le mois de juillet dernier. Cette poignée de « jeunes » de moins de dix ans d'ancienneté contraint la CGT à la solidarité. Mais l'appel à la solidarité contre l'irréversible plan social des charbonnages est faible (1).

Après l'abandon du fond, les Charbonnages de France commencent à exploiter la découverte, un immense cratère que creusent des engins gigantesques. Selon le plan social présenté en mars 1986 par les Houillères des bassins du Centre et du Midi (HBCM), en mars 1988, 830 personnes auront conservé leur emploi. Aujourd'hui, 1 150 sont encore là. La plupart des mineurs en «sureffectif» (745 en février 1987) ont bénéficié – ou vont bénéficier – des «congés charbonniers de fin de carrière».

Restent ceux qui ont moins de dix ans d'ancienneté : parmi ceux-là, une soixantaine n'ont pas encore trouvé d'emploi de reconversion. Ils n'ont pu être embauchés par EDF, qui leur garantissait une faible perte de salaire et ils refusent de quitter le statut de mineur avec un salaire de 6 000 F à 8 000 F pour un emploi au SMIC dans la région. Affectés au service du jour, ils en recevront le salaire après une période transitoire, mais, le directeur de Carmaux est formel, *« ils devront partir le 31 mars 1988 »*.

Chacun à Carmaux a essayé de négocier « sa » solution, et l'action des treize « sans solution » dérange. Le syndicat FO déplore d'avoir été mis devant le fait accompli. La CGT (majoritaire aux dernières élections), également surprise, a soutenu sans réserve les jeunes mineurs : elle met en cause le recours à des entreprises privées sur le site de la découverte. Ce soutien jour après jour ne suscite pas de grande mobilisation. Ainsi, le jeudi 29 octobre, une grève n'a duré que quelques heures.

Depuis lundi 26 octobre, le fond ne répond plus. Selon la CGT, les onze ont rompu tout contact avec le jour et ne sont même plus ravitaillés.

Le tribunal d'Albi a prononcé un arrêté d'expulsion, qu'aucune force de l'ordre n'ira faire exécuter à la cote 230, et la nomination d'un médiateur, celui qui proposera sans doute la révocation des treize mineurs pour « faute lourde ». Extrémité que n'envisage pas encore la direction

SYLVAIN DHOLLANDE.

(1) Le 30 octobre, un attentat à l'explosif, non revendiqué, a provoqué plus de 200 000 F de dégâts.

MARCHÉS FINANCIERS

TOKYO, 2 novembre =

Hésitante

Après la forte hausse de samedi, le marché de Tokyo a ouvert à la baisse le lundi 2 novembre, avant de remonter, en fin de séance. A la clôture, l'indice Nikkeï s'établissait à 23 358,60, pratiquement au même niveau que le samedi 31 octobre (23 328,91). Les hésitations des investisseurs sont dues essentiellement au recul de la monnaie américaine sur les marchés asiatiques. Des cambistes nippons estiment que la Banque de Tokyo a dû racheter 500 millions de dollars dans la matinée de lundi, afin d'enrayer la chute du dollar qui, néanmoins, perdait un peu de terrain à 137,53 yens, contre 138,55 vendredi.

Parmi les valeurs bénéficiaires, on trouvait les brasseries Sapporo et les produits laitiers. La Bourse des valeurs et le marché des changes seront fermés mardi, jour férié au Japon.

VALEURS	Cours du 31 oct.	Cours du 2 nov.
Akaï	465	451
Bridgestone	1 200	1 200
Canon	962	959
Fuji Bank	3 140	3 150
Honda Motors	1 290	1 300
Matsushita Electric	2 000	2 010
Mitsubishi Heavy	655	651
Sony Corp.	4 070	4 000
Toyota Motors	1 830	1 820

Jour férié pour la Bourse de Paris

Les Bourses des valeurs ainsi que les banques sont fermées, en France, le lundi 2 novembre, donné en compensation du 1er novembre, fête de la Toussaint, qui tombe cette année le dimanche.

L'Union laitière normande émet des titres participatifs

L'Union laitière normande, premier groupe coopératif français, a lancé, le 2 novembre, une émission de titres participatifs d'un montant de 120 millions de francs, qui sera close le 16 décembre. Cette opération est dirigée par la Compagnie financière d'épargne et de placement (groupe Bred) et la Caisse régionale de crédit agricole de la Manche. Cette émission est la première de l'Union normande sur les marchés financiers. Aucune coopérative française n'avait auparavant recouru à ce type de financement.

Indesit repris par Ariston

Le groupe électroménager italien Indesit, en restructuration sous la houlette de l'Etat depuis deux ans, serait sur le point d'être repris par Ariston, numéro deux du secteur dans la péninsule. Cette opération est une nouvelle illustration des regroupements opérés dans l'électroménager européen, très fragmenté. Ariston couvre environ 5 % du Vieux Continent et réalise un chiffre d'affaires de près de 512 milliards de lires (2,36 milliards de francs). Indesit, pour sa part, équilibrera ses comptes en 1987. Avec un chiffre d'affaires de 200 milliards de lires (924 millions de francs) et mille cinq cents salariés, l'entreprise occupe la sixième place en Italie.

Les laboratoires pharmaceutiques Servier s'installent en Chine

Les laboratoires Servier s'implantent en Chine : ils se sont associés à une entreprise située dans la région de Pékin, l'atelier Hua Jin à Tian Jin, qui fabriquera un antibiotique oral à partir de produits de base élaborés dans les laboratoires Servier. Quatrième laboratoire français, Servier a réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs et emploie 3 500 personnes.

Le Monde

ETRANGER
3 M. Chirac en Israël.
– L'annonce du sommet Reagan-Gorbatchev.
4-5 L'Union soviétique : 70 ans après la révolution d'Octobre.
6 Le XIII[e] Congrès du PC chinois.
7 La mort de René Lévesque.

POLITIQUE
8 Tahiti en état de choc.
10 M. Pierre Méhaignerie, l'homme tranquille.

DÉBATS
2 « Et si on laïcisait les clercs ? »; « L'absentéisme parlementaire n'est pas une fatalité. »

SOCIÉTÉ
14 Le rapport Braun sur l'autonomie des personnes âgées.
21 Echecs.
– CAMPUS.

SPORTS
16 Le championnat de France de marathon.

CULTURE
17 Le nouveau disque de Serge Gainsbourg.
– Le Festival baroque français en Allemagne.
18 Cinéma : *Superman IV, Démons dans le jardin* et *Hantise*.
– Communication : l'avenir de la télévision par câble.

ÉCONOMIE
37 L'incertitude sur les marchés boursiers et monétaires.
39 La reprise de la Chapelle-Darblay.

SERVICES
Abonnements 2
Météorologie 20
Mots croisés 20
Carnet 21
Radio-télévision 20
Annonces classées .... 22 à 32
Loto et Loto sportif 21
Spectacles 19

MINITEL
● *Mini-journal : l'affaire Luchaire*. JOUR
● *La Bourse ferme, faites vos comptes*. BOURSE
● *Chine, URSS : place aux jeunes*. VRG
Actualité. Sports. International. Jeux. Cinéma. Abonnements.
3615 Tapez LEMONDE

Le discours du secrétaire général du PC soviétique

M. Gorbatchev estime que « le processus pour rétablir la justice n'a pas été conduit à son terme »

MOSCOU
de notre envoyé spécial

Le rappel des « années glorieuses » des premiers plans quinquennaux et de la guerre est plus populaire auprès de l'élite du régime soviétique que l'annonce de la reprise de la déstalinisation, la réhabilitation (partielle) de Boukharine et la critique des « excès » à la campagne pendant la collectivisation. Telle est l'impression qui s'imposait le lundi 2 novembre pendant les trois heures bien comptées que dura la lecture du rapport de M. Gorbatchev sur l'anniversaire de la révolution.

Ce sont en effet les salutations aux héros des grands chantiers staliniens et aux anciens combattants alignés en grand nombre, toutes décorations pendantes, dans la salle du Palais des congrès au Kremlin, qui ont été les plus applaudies.

A vrai dire, le véritable enthousiasme n'était à aucun moment au rendez-vous de cet auditoire quelque peu lassé à l'avance par une célébration qui marque l'entrée du régime dans le « grand âge ». On trouvait là, outre les vétérans blanchis sous le harnais, tous les membres et suppléants du comité central, les députés aux soviets suprêmes de l'URSS et de la fédération de Russie : cinq mille personnes en tout, auxquelles faisaient face sur la tribune les habituelles délégations étrangères, des chefs de file de l'Est européen à M. Arafat, en passant par M. Marchais.

Parmi les membres de la direction soviétique, la figure la plus remarquée était celle de M. Eltsine, juvénile avec son abondante chevelure blonde.

Pendant tout son discours, qui a été intégralement retransmis par la télévision, M. Gorbatchev se détachait tantôt sur la silhouette imposante et l'œil vigilant de M. Ligatchev, dont la place confirmait la position de numéro deux, tantôt sur l'ennui distingué de M. Gromyko, président de séance. M. Iakovlev, le chantre de la « glasnost », était là lui aussi, mais en position de partenaire junior, loin derrière M. Tchebrikov, président du KGB et autre homme fort du moment.

M. T.

Dans la première partie, consacrée à l'histoire de l'URSS depuis la révolution bolchevique, le secrétaire général du PC soviétique a vigoureusement dénoncé le trotskisme comme une *« attaque de plein front contre le léninisme »* et a estimé que Boukharine s'était trompé dans ses appréciations de la situation concrète des années 30.

Après la mort de Lénine, a déclaré M. Gorbatchev, certains *« se conduisirent de manière fractionnelle, petite-bourgeoise »*. Léon Trotski en particulier manifesta *« des prétentions exagérées au leadership du pays, confirmant ce que Lénine pensait de lui : c'était un politicien excessivement sûr de lui, louvoyant et malhonnête »*.

Le trotskisme avait *« une position capitularde, c'était une attaque de plein front contre le léninisme »*, a poursuivi M. Gorbatchev. *« Faisant bloc avec la nouvelle opposition, menée par Zinoviev et Kamenev »*, Trotski *« espérait une scission du parti »*. Mais le parti, *« avec à sa tête Staline, sut faire triompher le léninisme. »*

Boukharine, Dzerjinski, Kirov, Ordjonikidzé *« jouèrent un rôle important dans la défaite du trotskisme »*. Mais *« Boukharine et ses partisans ont sous-estimé dans leurs thèses la portée du facteur temps dans l'édification du socialisme dans les années 30 »*, en particulier à propos des rythmes de l'industrialisation. Selon M. Gorbatchev, qui dénonce *« leur pensée dogmatique »*, Boukharine et ses partisans *« reconnurent bientôt leurs erreurs »*. *« Lénine avait raison »*, a encore dit M. Gorbatchev, lorsqu'il disait de Boukharine : *« C'est un théoricien de très haute valeur, qui jouit à bon droit de l'affection du parti. Cependant ses vues théoriques ne peuvent qu'avec la plus grande réserve être tenues pour marxistes. Il n'a pas étudié et n'a pas entièrement compris la dialectique. »*

Le « courage » de Nikita Krouchtchev

M. Gorbatchev, qui a conclu sur cette époque en notant que le parti *« avec à sa tête Staline, sut faire triompher le léninisme »*, a ensuite dénoncé *« le culte de la personnalité, les répressions et l'arbitraire »* qui avaient caractérisé le règne de Staline et a annoncé la création d'une commission auprès du comité central visant à *« rétablir la justice »*.

« Le processus pour rétablir la justice [les réhabilitations], a-t-il dit, *n'a pas été conduit à son terme* [après les XX[e] et XXII[e] congrès du PCUS] *et a été suspendu dans le milieu des années 60 (...) » On a créé une commission pour examiner tous les documents de cette époque et des décisions appropriées seront annoncées »*. M. Gorbatchev a également confirmé la rédaction en cours d'une nouvelle histoire du Parti communiste soviétique sous la direction du comité central.

Le chef du Kremlin a repris dans des termes très vifs sa condamnation du stalinisme : *« Les grossières erreurs politiques commises par Staline et son entourage ont été énormes et impardonnables »*, a-t-il dit en relevant que Staline était au courant de la répression. *« Le culte de la personnalité n'était pas inévitable »*, a-t-il ajouté.

A différentes reprises cependant, M. Gorbatchev a présenté le rôle joué par Staline sous des aspects positifs. Il a ainsi loué la priorité donnée par Staline à l'industrialisation rapide du pays et ses choix en faveur de l'industrie lourde. Un peu plus tard, il a encore rendu hommage à Staline pour son rôle durant la seconde guerre mondiale. *« Staline,* a-t-il dit, *a fait preuve de persévérance, d'insistance et d'une aptitude à organiser les hommes »*, ajoutant toutefois que *« le poids essentiel de la guerre »* avait été assumé par les soldats de l'armée rouge.

M. Gorbatchev a ensuite parlé du *« courage »* que le parti, *« avec à sa tête Nikita Khrouchtchev »*, avait manifesté lors de son vingtième congrès pour dénoncer le culte de la personnalité. Il a néanmoins rappelé *« les erreurs d'ordre subjectiviste »* qui furent commises par la suite et la dénonciation, au mois d'octobre 1964 (après la chute de Khrouchtchev), des *« tendances volontaristes »* et des *« dérèglements de politique intérieure et extérieure »*.

S'agissant de la période Brejnev, M. Gorbatchev a noté que l'attachement à des schémas anciens et aux *« formules de mise »* à l'époque avait *« compromis à bien des égards la recherche des moyens de progression ultérieure »*. *« L'écart entre la parole et les actes s'est approfondi »*, a-t-il observé.

Evoquant ensuite la période contemporaine, le numéro un soviétique a réaffirmé que la « perestroïka » (restructuration) était à *« un tournant décisif »*, et il a mis en garde contre *« une certaine montée des forces conservatrices que nous aurions tort d'ignorer »*. Il a appelé à *« démasquer et à neutraliser les adversaires de la restructuration »* et à ne pas *« non plus céder à ceux qui sont impatients »*. *« On ne peut pas brûler les étapes et tenter de toute faire d'une seule enjambée »*, a-t-il dit.

Parlant des « résistances » à ses réformes, M. Gorbatchev a jugé *« décisives les deux à trois prochaines années »*. *« Les forces conservatrices,* a-t-il dit, *vont tenter de tout mettre à profit pour discréditer la restructuration et aiguiser le mécontentement des travailleurs. »* Ces *« forces conservatrices »*, a-t-il affirmé, *« considèrent la modernisation comme une menace à leurs intérêts égoïstes »*.

Il a dénoncé ceux qui comptabilisent les *« bévues au lieu de prendre à bras le corps des problèmes de la perestroïka »* et lancé un appel au soutien de l'intelligentsia.

M. Gorbatchev a poursuivi par un plaidoyer en faveur de la démocratisation (dans son concept socialiste) qui, a-t-il dit, *« est l'âme de la restructuration »*. *« Il faut élargir et consolider les droits de l'homme, enseigner et apprendre la démocratie. »*

Le chef du Kremlin a par ailleurs annoncé un prochain plénum du comité central qui sera consacré à une réforme de l'enseignement en Union soviétique. Il avait déjà annoncé il y a quelques semaines un prochain plénum sur les problèmes agricoles.

Le secrétaire général a enfin déclaré que l'URSS *« cherchera avec persévérance à résoudre la question de la réduction des armes stratégiques dans le cadre d'une observation du traité ABM »*, ajoutant que Moscou comptait à ce sujet sur *« une réciprocité et sur le fait que les Etats-Unis comprendront que cette période est cruciale »*.

M. Gorbatchev a également rendu hommage à l'entente avec les Etats-Unis *« pour conclure dans les plus brefs délais un accord »* sur les missiles de portée intermédiaire (INF).

« Le premier pas vers la destruction des armes nucléaires est fait (...), *c'est un grand succès »*, a commenté M. Gorbatchev, selon lequel *« le temps presse »* et son troisième sommet avec le président Reagan devra aboutir à des *« résultats concrets »*. Il ne faudra pas que cette rencontre se limite à une *« poursuite des discussions »*, a-t-il estimé.

CHILI

Le tribunal constitutionnel juge un ancien ministre du président Allende

***M. Clodomiro Almeyda,* ancien ministre des affaires étrangères du président Salvador Allende, renversé en 1973, passe en jugement depuis le 29 octobre devant le tribunal constitutionnel chilien. Il est accusé d'avoir violé l'article 8 de la Constitution, qui interdit la diffusion d'idées totalitaires et antifamiliales ou l'appel à la violence et à la lutte de classes.**

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Fermé par les forces armées depuis le coup d'Etat de 1973, le Congrès national a rouvert ses portes le 29 octobre, non pas pour *célébrer la rentrée parlementaire* – les élections législatives n'auront lieu, en principe, *que dans trois ans*, – mais pour juger le dirigeant socialiste Clodomiro Almeyda.

Dans son réquisitoire, le procureur de la République s'est d'abord employé à justifier la Constitution et son approbation par référendum en 1980. A l'aide de citations de discours et d'écrits de M. Almeyda, il a ensuite conclu que celui-ci avait, en maintes occasions, fait l'apologie de la violence pour renverser le pouvoir en place et que le tribunal devait, en présence *« d'un marxiste-léniniste déclaré »*, appliquer les sanctions *prévues* par la loi (suppression des droits civiques pendant dix ans, *interdiction d'enseigner* et de travailler dans les médias).

M. Almeyda a présenté sa défense seul, comme avocat et ancien professeur de philosophie du droit à l'université. Il s'est élevé contre l'utilisation de *« citations tronquées, isolées de leur contexte »* produites par l'accusation et a précisé qu'il n'avait nullement l'intention de se défendre puisqu'il estime le régime illégitime. Ce procès, a affirmé l'ancien ministre, révèle *« jusqu'où on en est arrivé au Chili »*.

Cette « première » suscite un intérêt considérable à Santiago, d'autant plus que le gouvernement a récemment promulgué une loi qui élargit l'application de l'article 8 aux organes de presse. Ceux-ci ne sont plus autorisés à publier des opinions émises par des partis ou des personnes en infraction avec la Constitution. Toutes les forces d'opposition soutiennent M. Almeyda et demandent l'abrogation de cet article. Le tribunal constitutionnel a trente jours pour prononcer la sentence.

GILLES BAUDIN.

SYRIE

Nouveau gouvernement

Le président du Parlement syrien, M. Mahmoud Al-Zohbi, a formé, dimanche 1[er] novembre, à la demande du président Hafez El Assad, un nouveau gouvernement, après la démission de celui de M. Raouf El Kassm. Celui-ci, qui était premier ministre depuis 1980, a été nommé à la présidence du bureau de la sécurité nationale du parti Baas, au pouvoir à Damas.

PAKISTAN

Démission de M. Yacoub-Khan

Islamabad *(Reuter)*. – Le ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Yacoub-Khan, a démissionné de son poste – qu'il occupait depuis cinq ans, – pour raisons personnelles, a rapporté, dimanche, l'agence Associated Press of Pakistan (APP), *sans autres précisions*.

● **EL SALVADOR : Dominique Servais retrouvée.** – Le Secours populaire français a été informé *dimanche 1[er] novembre* que le docteur Dominique Servais, qui avait disparu après une attaque de l'armée, avait été retrouvée saine et sauve au Salvador.

Sur le vif

Beau linge

Ce matin, je débarque, complètement dans les vaps, à moitié endormie, au bar-tabac du coin. Je m'affale sur le comptoir : Maurice ! Un petit noir bien tassé ! Au lieu de me le servir, vous savez ce qu'il fait ? Il me met une jappée : Ouais, il y en a marre de toutes ces affaires dégueulasses qui nous dégringolent sur la tronche, jour après jour. Avant, pour ouvrir le panier de linge sale, suffisait de glisser 6 balles au *Canard enchaîné*, une fois par semaine. Maintenant que tous les journaux se sont mis à l'enseigne du Lavetoublanc, je peux plus suivre, moi.

– Ecoute, te plains pas ! Depuis l'affaire Greenpeace, *question lessive, il y a que nous* pour faire sortir les taches. Et le Mondajax, on t'en refile des paquets, des barils entiers à l'œil.

– D'accord, mais là vous êtes complètement largués par la concurrence. L'espionne de Matignon, vous l'avez pas eue. L'Irangate à la française, et Dieu sait que ça sent mauvais, c'est pas vous qui l'avez reniflé...

– Et Chalandon et Prouteau, c'est qui *qui les a nettoyés ?* C'est Figaromo ? C'est Libélux ? C'est la Super-Croix, peut-être ?

– Je te dis pas...

– La preuve qu'on est les meilleurs, c'est que la clientèle arrête pas de se bousculer. Si les politiciens nous confient le linge sale de leurs adversaires plutôt qu'aux confrères, cherche pas. C'est parce qu'on est une vieille maison sérieuse, réputée, qui inspire confiance. Ces affaires-là, c'est du fin, du délicat, faut que ce soit repassé main pour que ça prenne tout son éclat.

CLAUDE SARRAUTE.

Au large de l'île de Batz

Le caboteur arraisonné transportait des armes vraisemblablement destinées au terrorisme international

Les cinq membres d'équipage du caboteur panaméen *Eksund*, arraisonné alors qu'il transportait un important chargement d'armes, *étaient* toujours en garde à vue dimanche soir, 1[er] novembre, à Brest, et devaient être déférés au parquet au terme de l'enquête douanière.

Battant pavillon panaméen, *l'Eksund, nous rapporte notre correspondant à Brest*, Gabriel Simon, a été intercepté par les douanes, vendredi 30 octobre, au large de l'île de Batz. Le caboteur avait été repéré, le 27 octobre, au large des côtes espagnoles par un avion de la brigade aérienne de surveillance. Discrètement suivi, il entrait le 30 octobre dans la Manche. *« Dans la soirée*, relate M. Sturm, directeur interrégional des douanes, *nous nous sommes décidés à faire un contrôle car il y avait quelque chose de suspect à bord : de l'avion, on avait observé des manœuvres pour gonfler un Zodiac, tandis qu'une partie de l'équipage se trouvait en combinaison de plongée. »* Les gardes-côtes de Lézardrieux arraisonnaient alors l'*Eksund*

A leur arrivée à bord, les douaniers ont constaté que le caboteur était piégé. *« Le dispositif était fait de telle manière que le bateau pouvait couler instantanément »*, a expliqué M. Alain Nicolas, officier naval qui se trouvait à bord de la vedette lors de l'arraisonnement. Conduit en un premier temps à Roscoff, l'*Eksund*, après une intervention de l'équipe de démineurs de la Marine nationale, a appareillé pour le port *militaire* de Brest où la cargaison a été mise sous scellés. Selon M. Sturm, *« il y a, à bord, entre 150 et 200 tonnes d'armes et d'explosifs. Il n'y a aucune marque d'origine sur les caisses et les numéros de toutes les armes, qui ne sont pas neuves, ont été limés, ce qui les rend impossibles à identifier »*.

Interrogés par la police judiciaire de Brest, les cinq hommes d'équipage, tous originaires d'Irlande du Sud, ont affirmé venir de Malte et se diriger vers le port allemand de Kiel. Selon les douaniers, l'entrée de l'*Eksund* dans les eaux territoriales françaises était délibérée.

La douane et la police judiciaire restent très discrètes sur la provenance et la destination de l'*Eksund*. *« Rien ne permet de conforter la thèse de l'IRA. Mais il s'agit vraisemblablement d'armes destinées au terrorisme international »*, a expliqué le directeur interrégional des douanes.

Pour l'instant, la police de Dublin n'a pas établi de lien entre les membres de l'équipage et l'IRA (Armée *républicaine irlandaise*), a déclaré dimanche un porte-parole de la police irlandaise. Deux d'entre eux sont connus de la police d'Irlande du Sud, mais pour des affaires sans rapport avec le terrorisme, a indiqué le porte-parole, qui s'est refusé à préciser leur identité. Les cinq hommes d'équipage *étaient* en possession de vrais passeports, a-t-il ajouté.

La presse irlandaise de dimanche estime pourtant que la piste de l'IRA ne doit faire aucun doute. Elle fait aussi allusion à la Libye. Le quotidien *Irish Independant* estime qu'on ne peut *« pas écarter la piste d'un lien avec le leader libyen Kadhafi, en raison de son soutien avéré à l'IRA et parce que ses agents sont particulièrement actifs à Malte »*.

Un projet franco-belge

L'île-poubelle

Verra-t-on *s'élever au large* de la célèbre station balnéaire de Knokke-le-Zoute, en mer du Nord, une île artificielle constituée de déchets ? Cette idée peu banale est en tout cas mise à l'étude fort sérieusement par un groupe d'entreprises belges et françaises, parmi lesquelles figure la société de travaux publics Dumez. Selon les promoteurs, *il s'agirait d'édifier*, sur l'un des hauts fonds sableux qui parsèment *le littoral belge, une* île artificielle qui servirait ensuite de dépôt d'ordures. Coût de l'investissement : 6 milliards de francs français.

Pendant vingt ans, grâce à une noria de bateaux-poubelles venant de tous les pays d'Europe, on y entasserait entre 200 *et* 600 *millions* de tonnes de détritus. Ceux-ci, assure-t-on, *ne seraient ni toxiques, ni* radioactifs, ni liquides.

Le numéro du « Monde » daté 1[er]-2 novembre 1987 a été tiré à 486 409 exemplaires

